Conseil Général
Bonvillars

Bonvillars, le 2 avril 2024

Aux membres du Conseil Général
de Bonvillars

Les membres du Conseil Général de Bonvillars sont convoqués pour une séance

**le lundi 22 avril 2024, à 20h00, à la salle de la Cour**

**Ordre du jour** :

1. Assermentation des nouveaux membres
2. Adoption du procès-verbal de la séance du 18 décembre 2023
3. Communications du Bureau du Conseil
4. Communications de la Municipalité
5. Informations des délégués aux associations intercommunales
6. Préavis 01/24 – Demande de crédit pour l'achèvement du plan directeur de distribution de l'eau (PDDE)
7. Préavis 02/24 – Demande de crédit extrabudgétaire pour la réfection du chemin des Vullierens
8. Préavis 03/24 – Demande de crédit extrabudgétaire pour le remplacement des portes des deux garages du locatif de la Cour
9. Préavis 04/24 – Crédit d'investissement pour installation de panneaux photovoltaïques sur le pan sud et réfection du pan nord du toit de la grande salle
10. Motions, interpellations, questions

Le Bureau du Conseil

*<u>Remarques</u>*

1) *Les documents pour cette séance seront mis dès que possible à disposition des conseillers sur le site Internet de la Commune de Bonvillars.*
   *Ci-dessous la procédure d'accès à ces documents :*
   *Cliquer sur le mot « intranet » (à droite en-haut de l'écran d'accueil)*
   *Identifiant = conseil  Mot de passe = **BL48DV***
2) *Les conseillers qui ne disposent pas d'accès Internet peuvent demander une copie papier de ces documents au 024 436 25 20 au plus tard le lundi précédant la séance du conseil.*

Conseil Général
Bonvillars

CONSEIL GENERAL DE BONVILLARS

# PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU 19 DECEMBRE 2023

ORDRE DU JOUR

1. Assermentation des nouveaux membres
2. Adoption du procès-verbal de la séance du 16 octobre 2023
3. Communications du Bureau du Conseil
4. Communications de la Municipalité
5. Informations des délégués aux associations intercommunales
6. Préavis 07/23 – Budget 2024
7. Préavis 08/23 – Demande de crédit pour l'établissement d'un plan directeur d'investissement communal
8. Motions, interpellations, questions

Le Président, Arnaud Bloesch, déclare l'assemblée ouverte à 19h00. L'assemblée compte 44 conseillers, le quorum est atteint, elle peut donc délibérer valablement.

**Ordre du Jour**

Il sera suivi tel que présenté.

## 1. Assermentation des nouveaux membres

Aucune nouvelle assermentation.

## 2. Adoption du procès-verbal de la séance du 19 décembre 2022

Aucune modification n'est demandée. Le procès-verbal de la séance du 16 octobre 2023 est accepté à la majorité, avec 2 abstentions.

## 3. Communications du Bureau du Conseil

**Arnaud Bloesch :**

- Nous sommes heureux de pouvoir partager un repas avec vous pour cette fin d'année.

- Les 4 prochaines dates de nos conseils sont fixées pour 2024 : 22 avril (réserve), 24 juin (comptes), 28 octobre (points d'imposition) et 16 décembre (budget). Je vous enverrai les dates prochainement par mail.
- Je vous rappelle que les conseillers qui interviennent doivent se mettre debout et devant les conseillers afin d'être plus audibles.

**Véronique Meusy :**

- Nous avons 4 jeunes reporters dans le village, les conseillers peuvent prendre connaissance de l'article paru dans le journal.

## 4. Communications de la Municipalité

**Michaël Guilloud :**

- Nous n'avons toujours pas de nouvelles pour le recours sur l'antenne 5G du bas du village.
- Pour le bâtiment de la Cour, nous n'avons toujours pas de dates de sortie de l'ASIGE, mais nous sommes toujours en contact avec le Centre des Explorateurs (école privée Montessori).
- Un nouveau site internet sera mis en ligne en 2024.

**François Jaquier :**

- Nous avons récolté, lors des vendanges, 36 tonnes 200 de tous les cépages confondus.
- Pour répondre à la question d'Edouard Duvoisin lors du dernier conseil, l'eau consommée pour le captage était de 49'000 m3 l'an dernier.

**Yves-Edouard Ruchti :**

- Concernant les panneaux solaires sur la toiture de la grande salle, l'état nous a refusé de mettre des panneaux noirs qui sont les panneaux solaires les plus efficaces. Maintenant, de nouveaux panneaux solaires rouges pourraient être posés. L'Etat paierait les 2/3 de la plus-value sur le coût de l'installation, soit frs 28'000.-, il nous resterait donc frs 14'000.- à payer pour la commune. Les panneaux solaires rouges récoltent 10 à 15 % de moins que les panneaux noirs, mais plus que les bruns.

**Daniel Rappo** est absent pour hospitalisation.

## 5. Information des délégués aux associations intercommunales

**ASIGE :**

- Victor Fernandes s'est rendu le 15 novembre à l'assemblée de l'ASIGE où ils ont voté favorablement les comptes 2022-2023. Claude Ecuyer de Novalles a été élu au CODIR. Le plan de développement, vision 2035, a été présenté et est disponible sur le site de l'ASIGE (un lien est sur le site communal). La nouvelle norme MCH2 (modèle

comptable harmonisé) sera mise en place, ainsi que la mise à l'enquête du campus de Champagne en 2024.

**ACRG :**

- Yann Rosser signale qu'ils iront visiter en janvier 2024 le puit d'Onnens.

## 6. Préavis 07/2023 : Budget 2024

Markus Hoh lit le rapport de la commission des finances. La discussion est ouverte :

Gian Domenico Curiale : le montant des locations diverses est inférieur à celui des années précédentes.
Michaël Guilloud : les charges ne sont pas fixes et ne sont pas mises dans le budget.
Jean-Frédéric Leuenberger : le prix de l'eau devrait être ajusté vu les augmentations signalées ?
Michaël Guilloud : l'eau a été augmentée de frs 0,30 ct, nous avons affiché l'augmentation au pilier public.
Victor Fernandes : un compte d'amortissement a disparu.
Nathalie Cornuz : après contrôle des chiffres, il s'agit d'une erreur d'intitulé dans le tableau d'amortissement joint au préavis. (Nathalie Cornuz est boursière consultante)
Victor Fernandes : pourquoi y a-t-il deux comptes, un pour le traitement des employés communaux et un autre pour le traitement du personnel.
Michaël Guilloud : Vincent est l'employé communal (compte du traitement du personnel), tandis que l'autre est pour les employés qui viennent aux vendanges.
Rose-Marie Duvoisin : pour le compte de réception/manifestation un très gros montant est provisionné, avez-vous prévu d'organiser une grande manifestation ?
Michaël Guilloud : nous avons plusieurs manifestations comme le 1er août, la journée des vendanges, ce soir. On a préféré mettre un montant plus haut afin d'avoir une marge.
Edouard Duvoisin : c'est la deuxième année que le budget dépasse le déficit de frs 300'000.-. Va-t-on réellement avoir une augmentation de 30 points d'impôts ? Et qu'envisage la Municipalité ?
Michaël Guilloud : nous étudions la possibilité de construire quelque chose sur le terrain de la laiterie. Il ne faut pas s'aveugler, en juin, il y aura une augmentation d'impôts.

Le préavis municipal 07/2023 concernant le budget communal 2024, avec un excédent de charges des frs 358'231.00, est accepté à la majorité, avec 1 abstention.

## 7. Préavis 08/23 : Demande de crédit pour l'établissement d'un plan directeur d'investissement communal

Markus Hoh lit le rapport de la commission des finances. La discussion est ouverte :

Arnaud Bloesch : dans le futur, la commission de gestion travaillera avec la commission de finances sur ce plan directeur d'investissement communal.

Claude Bally : le projet n'inclut pas les maisons périphériques. La commune a-t-elle l'obligation de fournir de l'eau à chaque habitant ?
François Jaquier : je ne sais pas si on a une obligation, mais c'est la commune qui gère l'eau pour les habitants et c'est l'ACRG qui fournit les maisons foraines.
Claude Bally : la conduite est longue.
Arnaud Bloesch : la municipalité en prend note.
Elodie Terreaux : y a-t-il un délai règlementaire pour changer nos conduites ?
Michaël Guilloud : le séparatif n'est pas encore fini, mais il sera bientôt relié à Yverdon. Actuellement, notre STEP ne peut pas suivre et trop d'eau claire y arrive.
Edouard Duvoisin : on a déjà fait plusieurs études et elles coûtent chers. Est-ce bien nécessaire ?
Christiane Gri : nous sommes obligés de gérer le système d'eau, une partie des conduites n'arrivent plus à suivre, cette étude permettra d'avoir une vision d'ensemble afin de faire les choses intelligemment.
François Jaquier : nous n'avons pas de délai pour changer nos conduites.
Arnaud Bloesch : la municipalité en prend note.
Markus Hoh : C'est légalement obligatoire et techniquement nécessaire de s'occuper de nos conduites.
Jean-Frédéric Leuenberger : dans le PGEE, la durée de vie des conduites est notée de 80 ans et 33 ans pour la STEP. LA STEP, qui date de 1994, est bientôt à cette date. Il est important que nous soutenions la municipalité qui se pose la question et aimerait anticiper. Quand il y a trop d'eau, on est inondé, la STEP n'arrive plus à fonctionner correctement et tout part à l'Arnon, donc on salit nos rivières. On doit vraiment faire un effort pour structurer notre système d'évacuation.

Le préavis municipal 08/23 est accepté à la majorité, avec un avis contraire, et autorise la Municipalité à mandater le bureau Jaquier Pointet SA pour l'établissement d'un plan directeur d'investissement et de lui allouer un montant de frs 25'388.15 à cet effet.

## 8. Motions, interpellations, questions

Arnaud Bloesch : un préavis sera présenté en avril pour les panneaux solaires sur le toit de la grande salle.
Jean-Frédéric Leuenberger : à qui cela sert-il de mettre des panneaux solaires sur le toit de la grande salle si tout le bénéfice est remis dans le réseau et qu'on ne peut même pas l'utiliser pour notre propre consommation.
Yves-Edouard Ruchti : le but ultime est de pouvoir utiliser notre production, cependant ce ne sera pas possible tout de suite. Si on fait le toit maintenant, les produits sont plus avantageux et, en attendant de pouvoir l'utiliser nous-mêmes, on vend notre supplément d'énergie à la Romande Energie qui ne louera pas nos panneaux. On a pensé mettre des charges pour voitures électriques sur le parking, mais la solution n'est pas idéale, puisque les voitures seront probablement chargées la nuit, et que c'est la journée qu'on a de l'électricité.

Willy Viguet : il y a un défibrillateur à la maison de commune, mais qui sait l'utiliser ? on devrait pouvoir assister à une démonstration.
Nathalie Ryser : une séance d'information est prévue au printemps.
Elodie Terreaux : ce serait bien d'investir quelques francs dans notre sapin de Noël.

Arnaud Bloesch remercie les conseillers pour leur dévouement durant toute l'année, leur souhaite de belles fêtes de fin d'année et les convie tous au repas qui suivra le contre-appel.

La séance est levée à 19h58

Le Président : La Secrétaire :

COMMUNE
DE
BONVILLARS

Bonvillars, le 25 mars 2024

PREAVIS MUNICIPAL

No 01/2024

Au Conseil général
de la commune de Bonvillars
1427 Bonvillars

Réf. 81.02/FJ
Contact : François Jaquier
079 432 81 20 – francois.jaquier@bonvillars.ch

**Demande de crédit pour l'achèvement du Plan Directeur de Distribution de l'Eau (PDDE)**

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les Conseillers,

**Préambule**

Le Plan Directeur de la Distribution de l'Eau (PDDE) est un outil de gestion permettant de prévoir les interventions à réaliser localement sur un réseau d'eau potable, tout en gardant une vision cohérente sur l'ensemble du réseau et son évolution.

**Objectifs principaux**

Achever notre PDDE communal. Ce mandat est en arrêt depuis 2016.

Statuer sur le traitement recommandé de la source de l'Etang. La solution la plus favorable est le traitement par UV, sa faisabilité ayant été validée par une campagne de mesure de turbidité sur 9 mois par la commune.

Nous avons demandé à l'entreprise RWB Vaud SA à Yverdon-les-Bains de finaliser le contrat

**Coût de l'achèvement du PDDE**

- Solde des prestations HT CHF 14'820.00
- **Solde des prestations TTC** **CHF 16'020.00**

**Financement**

Dans le cadre du budget 2024, le plan directeur n'a pas été pris en compte, la Municipalité sollicite donc un crédit extrabudgétaire de CHF 16'020.00 pour la finalisation du PDDE.

**Conclusion**

En donnant une suite favorable à l'offre de l'entreprise RWB, la Commune disposera d'un PDDE qui pourra facilement être validé par l'OFCO et l'ECA

Au vu de ce qui précède, la Municipalité vous prie, Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs les Conseillers,

- ayant pris connaissance du préavis municipal no 1/2024.
- entendu le rapport des commissions ayant étudié ce projet.
- considérant que cet objet a été porté à l'ordre du jour.

**de bien vouloir autoriser la Municipalité**

- à achever le Plan Directeur de Distribution de l'Eau (PDDE) pour un montant de CHF 16'020.00 TTC

Nous vous en remercions de la prise en considération de ce préavis et vous présentons, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Conseillers, nos meilleures salutations.

AU NOM DE LA MUNICIPALITE

Le Syndic — La Secrétaire

MUNICIPALITÉ DE BONVILLARS — CANTON DE VAUD — LIBERTÉ ET PATRIE

Mikael Guilloud — Mégane Defferrard

Préavis accepté en séance du 25 mars 2024

COPIE

RWB Vaud SA
Route de Lausanne 17
1400 Yverdon-les-Bains
Suisse

T +41 58 220 39 00
yverdon@rwb.ch

www.rwb.ch

RWB Vaud SA Route de Lausanne 17 1400 Yverdon-les-Bains Suisse

Commune de Bonvillars
Greffe municipale
Rue de la Laiterie 5
CH-1427 Bonvillars

Yverdon-les-Bains, le 8 mars 2024

**Dossier traité par :** JMT/SS
**Mandat :** **12HC13 - Bonvillars : PDDE & AEC**
**Objet :** Offre complémentaire – Reprise et finalisation du PDDE communal
Mise à jour de l'offre du 23 juillet 2021

Monsieur le Syndic, Monsieur Jaquier,

Suite à nos différentes réunions en vos locaux et visites sur site, nous vous prions de bien vouloir trouver comme discuté notre offre d'honoraires complémentaires permettant, d'une part d'achever le PDDE communal et d'autre part de définitivement statuer sur le traitement de la source de l'Etang.

Objectifs principaux :

- Achever votre Plan Directeur de la Distribution de l'Eau (PDDE) communal. Pour rappel, ce mandat est en arrêt depuis 2016.
- Statuer sur le traitement recommandé de la source de l'Etang. La version draft du PDDE envisageait 4 solutions à cet effet. Selon les différentes investigations effectuées à ce jour confirmées par nos différentes discussions, la solution la plus favorable, et que nous préconisons, est celle de la mise en place d'un traitement UV, sa faisabilité ayant été validée par une campagne de mesure de turbidité sur 9 mois par la commune.

En donnant suite à cette offre, la commune de Bonvillars disposera d'un PDDE qui pourra facilement être validé par l'OFCO et l'ECA mais elle aura également anticipé et réalisé la première mesure prévue par la version provisoire du plan d'action (étude sur les besoins de traitement). Mesure qui sera dès lors supprimée du plan d'action définitif.

Etat contractuel RWB-Bonvillars et budgets / Résumé de la situation – Etat juillet 2021 :

- PDDE : Contrat validé le 10.10.2013 pour un montant de 27'850.- CHF. Facturé à ce jour : 23'500.- CHF HT. Solde à facturer : 4'350.- CHF (Les prestations correspondantes restent à effectuer, voir le détail dans le tableau ci-dessous).
- Etude complémentaire recaptage et traitement. De premières investigations ont été effectuées à ce sujet. Un montant plafond de 15'000.- CHF avait été convenu en 2015 avec la commune et fait l'objet d'un projet de contrat. Montant facturé : 7'145.60 CHF le 19.10.2016, payé par la commune de Bonvillars. (Le solde de ce budget ne sera pas utilisé pour la suite. Nous ignorons si le solde disponible est inscrit dans la comptabilité communale).

RWB Vaud SA
Route de Lausanne 17
1400 Yverdon-les-Bains
Suisse

T +41 58 220 39 00
yverdon@rwb.ch

www.rwb.ch

RWB Vaud SA Route de Lausanne 17 1400 Yverdon-les-Bains Suisse

**Offre de prestations achèvement du PDDE, campagne de turbidité et solution de traitement**

Achèvement du PDDE

La version draft du PDDE a été soumise aux autorités cantonales et fait l'objet d'une prise de position officielle de l'OFCO et de l'ECA en avril 2016.

Mis à part la question du traitement de la source de l'Etang et de celles des interactions avec l'ACRG et la commune de Champagne, ces prises de positions de l'Etat ne remettent pas en question la version draft du PDDE. Les remarques formulées à l'époque étaient usuelles et attendues d'un processus de validation. Le traitement de ces remarques s'inscrit donc parfaitement dans l'achèvement du contrat de base restant à effectuer.

Lors de la rencontre de novembre 2020 en Municipalité, les représentants de l'OFCO et l'ECA ont indiqué que :

- Pour l'essentiel, les remarques de 2016 restaient pertinentes et valides.
- Les principales hypothèses de base du PDDE (démographie, hypothèses de consommation, diagnostic des infrastructures, etc.) restent pertinentes en 2021. Leur actualisation n'est pas demandée.
- Par contre, les éléments résultant de réalisations concrètes sur la période 2016-2020 ou issus d'adaptation de la législation sur la période doivent être pris en considération pour la version définitive du PDDE.

Concrètement :

- Les réalisations de la commune n'ont pas été significatives sur la période. Par contre, celles de l'ACRG et de la commune voisine de Champagne qui intercèdent sur l'approvisionnement en eau de la commune l'ont été (nouvelle liaison Dévens la Prise, nouveau réservoir de Pins à vocation intercommunale Champagne / Bonvillars). Tous les éléments liés à ces réalisations (plans, devis) y compris modélisation de la distribution future de l'eau à Bonvillars doivent donc être repris
- Pour la représentation des plans et de SIT, le standard SIRE 5.0 est entré en vigueur. Pour pouvoir être validés, les plans et la base de données qui va avec devront impérativement être réalisés selon ce nouveau standard.

Campagne de mesure de turbidité

Une campagne de mesure de turbidité s'effectue normalement sur un cycle annuel complet. En fonction des objectifs attendus, une durée inférieure de la campagne reste envisageable. A ce stade une campagne de 6 mois est prévue. Un bilan sera effectué après 3 mois. La compagne a été effectuée par la commune en 2022.

RWB Vaud SA
Route de Lausanne 17
1400 Yverdon-les-Bains
Suisse

T +41 58 220 39 00
yverdon@rwb.ch

www.rwb.ch



| Descriptif des prestations | | | Montant HT |
|---|---|---|---|
| **Achèvement du contrat de base**<br>Solde restant pour achever le contrat initial. | | | (4'350.- CHF) |
| **Complément pour reprise du mandat après plusieurs années (2x)**<br>L'arrêt et la reprise du mandat engendrent des coûts supplémentaires pour vérifier que les éléments techniques soient d'actualité, intégrer les adaptations listées ci-dessus, reprendre contact avec les autorités pour mettre à jour le projet, réunions supplémentaires, etc... | | | **5'000.- CHF** |
| **Préparation de la base de données SIRE 5.0**<br>Les données informatiques SIT pour les réseaux d'eau potable des études PDDE doivent respecter obligatoirement le format SIRE 5.0 selon les directives de l'OFCO (des attributs à renseigner obligatoirement, des détails géométriques à respecter et un *checker* automatique qui doit valider la base de données rendue). Les autorités ont accepté de conserver l'étude rendue en 2016 mais les données informatiques doivent respecter cette norme SIRE. | | | **3'520.- CHF** |
| **Campagne de turbidité sur la Source de l'Etang sur 6 mois** | | | |
| Tarif horaire HT [CHF/h] | *J-M. Tschäppät* | *S. Schwegler* | |
| | *162.-* | *132.-* | |
| Préparation de l'installation (y.c. visite) en coordination avec le fournisseur [h] | Réalisé par la commune<br>(Prestations d'appui RWB offerte) | | 0 CHF |
| Suivi mensuel et préanalyse. Durée prévue sur 6 mois [h] | Réalisé par la commune | | 0 - CHF |
| Interprétation finale des résultats et conclusion [h] | 2 | 8 | 1'380.- CHF |
| | Réalisé par RWB (non facturé à ce jour) | | |
| | | **Total** | **1'380.- CHF** |
| | | | |
| **Total intermédiaire** | **9'900.- CHF** | | |
| | | | |
| | | **Frais 4%** | **396.- CHF** |
| | | | |
| | | **Total HT offre complémentaire d'honoraires RWB (y.c. Frais 4%)** | **10'296.- CHF** |
| **TVA 8,1 %** | | | **834.- CHF** |
| | | | |
| | | **Total prestations complémentaires TTC** | **11'130.- CHF** |
| | | | |
| | | Soldes prestations de base TTC yc frais | ,.4'890.- CHF |
| | | | |
| | | Solde prestations facturables TTC | 16'020.- CHF |
| | | **Solde prestations facturables HT** | **14'820.- CHF** |

RWB Vaud SA
Route de Lausanne 17
1400 Yverdon-les-Bains
Suisse

T +41 58 220 39 00
yverdon@rwb.ch

www.rwb.ch

RWB Vaud SA Route de Lausanne 17 1400 Yverdon-les-Bains Suisse

Nous restons évidemment à votre entière disposition en cas de questions et/ou besoins d'explications.

En vous remerciant très sincèrement pour votre demande, nous vous adressons, Monsieur le Syndic Monsieur Jaquier, nos très cordiales salutations et attendons votre décision.

**RWB Vaud SA**
Jean-Michel Tschäppät



Au Conseil Général de la
Commune de Bonvillars
1427 Bonvillars

**Préavis Municipal n° 01/2024**
**Demande d'un crédit pour l'achèvement d'un Plan Directeur de Distribution d'eau (PDDE)**

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les Conseillers,

La Commission composée de Mmes Christiane Baudraz, Claire Javet et M. Markus Hoh, rapporteur, s'est réunie le mercredi 10 avril 2024 avec M. François Jaquier, Municipal en charge du dossier, et le jeudi 11 avril 2024 avec M. Mikaël Guilloud, Syndic, à la Maison de Commune afin d'étudier l'objet précité. Nous les remercions pour leur présence et de nous avoir fourni des informations complémentaires.

La Commission constate que le projet est en traitement au sein de la Municipalité depuis déjà plus de 10 ans. Le travail avec un bureau compétent a commencé en 2013 avec le but d'établir le plan directeur susmentionné. Celui-ci est obligatoire et est à valider par l'Office de la consommation (OFCO) et l'ECA selon la directive SIRE en vigueur depuis 2014. En raison de plusieurs interruptions et pour d'autres raisons, le plan n'a malheureusement jamais été finalisé et un dernier délai a été accordé pour fin 2024.

Suite à l'initiative du Municipal responsable, le bureau mandaté en 2013, RWB Vaud, a été à nouveau contacté récemment pour finaliser ce travail. La Commission a pris connaissance du fait qu'il n'y a eu qu'une demande d'offre, mais nous reconnaissons que cela fait sens de travailler avec cette entreprise qui avait déjà effectué des travaux dans le passé pour un montant d'environ 30'700 CHF. Cette dernière a une bonne connaissance de la situation de la commune et est en possession de données et informations historiques.

Le mandat proposé nous semble raisonnable en termes de contenu et de taille. Les coûts totaux pour établir ce plan directeur sont estimés à 39'000 CHF. Dans ce contexte nous aimerions également mentionner que la Commune va profiter d'une subvention d'environ 8'000 CHF pour l'établissement de ce plan directeur une fois validé. Cette somme ne figure pas dans ce budget, car la somme exacte et le délai de paiement ne sont pas connus d'avance.

En résumé, la commission remercie la Municipalité d'avoir entrepris enfin cette mise en conformité dans les délais impartis. Après avoir discuté et étudié les informations fournies, la Commission des finances invite le Conseil à :

1. Accorder le crédit extrabudgétaire qui permet d'établir les documents demandés pour remplir les obligations de la directive SIRE en vigueur.

Pour conclure, nous aimerions encourager la Municipalité à mettre en lien ce plan directeur avec l'autre projet en cours, le plan directeur d'investissement communal (préavis 08/2023).

Bonvillars, le 22 avril 2024

Pour la Commission :

| | | |
|---|---|---|
| Christiane Baudraz, membre | Claire Javet, membre | Markus Hoh, rapporteur |

COMMUNE
DE
BONVILLARS

Bonvillars, le 25 mars 2024

PREAVIS MUNICIPAL

No 02/2024

Au Conseil général
de la commune de Bonvillars
1427 Bonvillars

Réf. 43.03/CG
Contact : Christiane Gri
076 536 32 12 – christiane.gri@bonvillars.ch

**Demande de crédit extrabudgétaire pour la réfection du Chemin des Vuillerens**

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les Conseillers,

## Etat de la situation

À la suite de grosses intempéries (pluies et gèle) le Chemin des Vuillerens n'est plus sécuritaire. Quand il pleut en abondance l'eau dévale les talus, transforme la route en rivière et les bords terreux qui la soutiennent s'éliminent. De plus, le déversoir final de cette partie de route n'a plus de soutien. Une plaque en béton est complètement fissurée. Ces travaux permettront la remise en état de la route et limiter des dégradations futures.

Pour effectuer ces travaux, deux offres ont été demandées, reçues et étudiées.

## Nature des travaux

- Réfection de la plaque en béton



- Réalisation d'une cunette en béton au bord de la chaussée
    - Creuser les bordures, mise en place d'un géotextile et création des cunettes en béton NPKC. La terre récupérée sera utilisée pour combler les manques sur le reste de la route
    -





- Réfection du déversoir
    - Renforcer et créer un soutien au tuyau de sortie avec un muret de bloc calcaire et terre végétale pour l'accotement



- Finition
    - L'employé communal renforcera les bords de la route avec la terre mise à disposition

**Coût des travaux**

La Municipalité a demandé 2 offres (entreprise Fantoli CHF 21'571.35 et Beati CHF25'040.50).

Après étude, l'offre de l'entreprise Fantoli a été retenue pour effectuer ces travaux.

| | |
|---|---|
| • travaux de réfection | CHF 21'571.35 |
| • réserve pour imprévu | CHF 1'428.65 |
| **Montant total du financement** | **CHF 23'000.00** |

**Financement**

Dans le cadre du budget 2024, le Conseil a accepté un montant de CHF 30'000.00 pour l'entretien des routes (cpte 430.314.02).

La Municipalité sollicite un crédit supplémentaire de CHF 23'000.00 afin de garder le montant au budget pour des travaux moins conséquents ou pour d'éventuels travaux urgents.

Au vu de ce qui précède, la Municipalité vous prie, Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs les Conseillers,

- ayant pris connaissance du préavis municipal no 2/2024.
- entendu le rapport des commissions ayant étudié ce projet.
- considérant que cet objet a été porté à l'ordre du jour.

**de bien vouloir autoriser la Municipalité**

- à entreprendre les travaux précités pour la réfection de la route aux Vuillerens, pour un montant de CHF 23'000.00.

Nous vous en remercions de la prise en considération de ce préavis et vous présentons, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Conseillers, nos meilleures salutations.

AU NOM DE LA MUNICIPALITE

Le Syndic — La Secrétaire

MUNICIPALITÉ DE BONVILLARS — CANTON DE VAUD — LIBERTÉ ET PATRIE

Mikael Guilloud — Mégane Defferrard

Préavis accepté en séance du 25 mars 2024

43 03

Rue des Fontaines 2
1427 Bonvillars
Tél. 024 436 16 40
info@fantoli-construction.ch
CHE 104.907.477 TVA
IBAN CH60 8080 8008 3931 6128 6

fantoli DEPUIS 1939
Construction



Commune de Bonvillars
A l'att. de Mme C. Gri
Rue de la Laiterie 5
1427 Bonvillars

Devis n° 41 - 24

Bonvillars, le 13 mars 2024

| | Désignation des travaux | Unité | Quantité | Prix | Total |
|---|---|---|---|---|---|
| | **Assainissement route béton et divers - Ch. des Vuillerens, 1427 Bonvillars** | | | | |
| | *Travaux de maçonnerie / génie civil* | | | | |
| A | Réfection chemin béton endommagé (~5m2) | | | | |
| | Mise en chantier, manutention du matériel, hygiène et sécurité, signalisation, repli en fin de travaux | bl | | | 300.00 |
| | Coupe dallage béton armé | m' | 6.00 | 60.00 | 360.00 |
| | Démolition dallage défectueux, chargement, évacuation dans décharge agréée | m2 | 5.00 | 150.00 | 750.00 |
| | Dégrappage, réglage et compactage fond de terrassement | m2 | 5.00 | 50.00 | 250.00 |
| | Coffrage des bords | m' | 4.00 | 60.00 | 240.00 |
| | Percement têtes de dallage existants, scellement de goujons acier diam. 16mm avec masse 2 composants | p | 12.00 | 30.00 | 360.00 |
| | Armature pour dallage | kg | 80.00 | 3.00 | 240.00 |
| | Façon dallage béton ép. 20cm, surface talochée propre sans ajout de mortier et angle passé au fer | m2 | 5.00 | 200.00 | 1 000.00 |
| | Réfection des banquettes | m' | 4.00 | 50.00 | 200.00 |
| | Total A HT | | | | 3 700.00 |

| | Désignation des travaux | Unité | Quantité | Prix | Total |
|---|---|---|---|---|---|
| B | Façon accotements type "cunette" pour écoulement des eaux de surface (l.=60m') | | | | |
| | Mise en chantier, manutention matériel, hygiène et sécurité, signalisation, déplacement machines, citerne à eau, génératrice, repli en fin de travaux | bl | | | 750.00 |
| | Dégrappage en bordure du chemin béton larg. 60cm prof. 25cm yc chargement sur dumper et transport dans un rayon de 200m' | m' | 60.00 | 29.00 | 1 740.00 |
| | Percement dallage existant, scellement goujon Ø 14 avec 2 composants | p | 90.00 | 20.00 | 1 800.00 |
| | Coffrage 1 face pour bord dallage droit et arrondi yc réglage et décoffrage (h. = 25cm) | m' | 60.00 | 42.00 | 2 520.00 |
| | F+P acier d'armature pour canal yc taquets distanceur et chevalets de support | kg | 500.00 | 3.80 | 1 900.00 |
| | F+P béton NPKC pour cunette yc réglage et façonnage du profil | m3 | 9.00 | 500.00 | 4 500.00 |
| | P.V. sur bétonnage pour talochage propre de la surface et des raccords divers | m' | 60.00 | 11.00 | 660.00 |
| | F+P terre végétale contre accotements, prêt à ensemencer | m' | 60.00 | 15.00 | 900.00 |
| | Total B HT | | | | 14 770.00 |
| C | Réfection tête de décharge existante endommagée | | | | |
| | Mise en chantier, manutention matériel, hygiène et sécurité, signalisation, déplacement machines, repli en fin de travaux | bl | | | 150.00 |
| | Démontage structure endommagée yc chargement, évacuation et taxes | bl | | | 285.00 |
| | F+P bloc calcaire forme libre autour du tube eau claire pour assainissement et aspect naturel de la zone | bl | | | 950.00 |
| | F+P terre végétale contre accotements, prêt à ensemencer (~0.5m3) | bl | | | 100.00 |
| | Total C HT | | | | 1 485.00 |

| | Désignation des travaux | Unité | Quantité | Prix | Total |
|---|---|---|---|---|---|
| | **Récapitulatif** | | | | |
| A | Réfection chemin béton endommagé (~5m2) | | | | 3 700.00 |
| B | Façon accotements type "cunette" pour écoulement des eaux de surface (l.=60m') | | | | 14 770.00 |
| C | Réfection tête de décharge existante endommagée | | | | 1 485.00 |
| | Total HT | | | | 19 955.00 |
| | TVA 8.1 % | | | | 1 616.35 |
| | **Total TTC** | | | | **21 571.35** |

Remarques:

L'eau et l'électricité seront à disposition de l'entreprise pendant la durée des travaux

Tous dégâts sur des tubes inconnus lors des travaux de creuse et/ou de sciage ne seront pas assumés par l'entreprise

Les honoraires d'ingénieur civil ne font pas partie du présent devis

La présente offre est basée sur les tarifs de main d'œuvre, de matériaux et de transports de ce jour. Toute modification de ces tarifs survenant après la date de dépôt de l'offre fera l'objet d'un décompte à charge ou au profit du maître de l'ouvrage (chapitre 2.5 et 2.6 de la norme SIA 118)

Ce document est propriété de Fantoli Construction, l'utilisation du présent document sous toute forme que ce soit notamment pour inviter d'autres entreprises à formuler une offre sur la base de celui-ci ne saurait être autorisée (art. 5 de la loi sur la concurrence déloyale LCD RS 241)

Au Conseil Général de la
Commune de Bonvillars
1427 Bonvillars

**Préavis Municipal n° 02/2024**
**Demande d'un crédit extrabudgétaire pour la réfection du Chemin de Vuillerens**

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les Conseillers,

La Commission composée de Mmes Christiane Baudraz, Claire Javet et M. Markus Hoh, rapporteur, s'est réunie le mercredi 10 avril 2024 avec Mme Christiane Gri, Municipale en charge du dossier, et le jeudi 11 avril 2024 avec M. Mikaël Guilloud, Syndic, à la Maison de Commune afin d'étudier l'objet précité. Nous les remercions de leur présence et de nous avoir fourni des informations supplémentaires.

Suite à l'accumulation de travaux il a été décidé de demander à des entreprises de construction des offres et conseils pour intervenir au Chemin de Vuillerens. Au moment du budget, la Municipalité n'était pas au courant de certains dégâts, qui nécessitent une intervention cette année pour remettre en état le chemin en question. Le plus urgent semble l'installation d'une cuvette en béton pour garantir une bonne évacuation de l'eau de surface qui peut causer des risques pour les utilisateurs en cas de météo extrême comme de fortes pluies ou du verglas.

Le mandat proposé nous semble raisonnable. Vu la situation difficile de ce chemin en raison du passage régulier de machines lourdes des entreprises forestières, ainsi que le transport du bois, il faut observer l'efficacité de la solution proposée et envisager dans le cas d'un futur dégât une étude plus profonde des problèmes.

La commission remercie la Municipalité d'avoir entrepris les démarches décrites dans le préavis. Après avoir discuté et étudié les informations fournies, la Commission des finances invite le Conseil à :

1. Accorder le crédit extrabudgétaire pour la réfection du Chemin de Vuillerens.

Bonvillars, le 22 avril 2024

Pour la Commission :

Christiane Baudraz, membre | Claire Javet, membre | Markus Hoh, rapporteur

COMMUNE
DE
BONVILLARS

Bonvillars, le 25 mars 2024

PREAVIS MUNICIPAL

No 03/2024

Au Conseil général
de la commune de Bonvillars
1427 Bonvillars

Réf. 10.01/YR
Contact : Yves Ruchti
079 212 05 91 – yves.ruchti@bonvillars.ch

**Demande d'un crédit extra budgétaire pour le remplacement des portes des deux garages du locatif de la Cour**

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les Conseillers,

**Etat de la situation**

Le SDIS locataire d'un des garage, nous demande d'avoir la possibilité de pouvoir ouvrir la porte battante depuis l'extérieur avec si possible ouverture motorisée.
Les portes actuelles ont été posées vers 1964. Elles présentent plusieurs défauts et il n'est plus possible d'utiliser la poignée extérieure.

Suite à plusieurs recherches, la Municipalité a effectuée des demandes d'offres aux entreprises sélectionnées soit :

- Pernet SA à Yverdon-les-Bains
- Margot Technics JM Sàrl à Yvonand.

**Détail des offres**

Pernet SA propose deux variantes :

1. Portes basculantes en bois comme existantes avec un portillon pour le garage des locataires

2. Portes sectionnelles, décor bois, avec un portillon pour le garage des locataires et traction électrique pour la porte du SDIS

Margot Technics JM Sàrl propose 3 variantes :

1. Portes basculantes en bois comme existantes

2. Portes sectionnelles, décor bois, avec un portillon pour le garage des locataires et traction électrique pour la porte du SDIS

3. Portes sectionnelles avec panneaux métalliques isolés qualité industrielle, couleur RAL « mat » à choix (idem volets du bâtiment) avec un portillon pour le garage des locataires et traction électrique pour la porte du SDIS

Afin de diminuer les coûts, la Municipalité a souhaité obtenir une offre pour la remise en état des portes existantes, auprès des entreprises. Ces dernières refusent d'entrer en matière car aucune garantie de sécurité ne peut être données. Un contact a été pris avec le SDIS afin d'obtenir une participation à l'élaboration des travaux, ces travaux ne sont pas éligibles à un subside de l'ECA. Comme contribution, le SDIS effectuera le raccordement électrique de la motorisation.

La Direction Générale des Immeubles et du Patrimoine (DGIP) a été consultée et par l'intermédiaire de M. Clavel, a donné son accord pour cette variante aux conditions suivantes : éléments en métal de couleur « mat ».

La Municipalité a étudié toutes les variantes et son choix s'est porté sur l'offre n° 3 de l'entreprise Margot Technics JM Sàrl.

| **Récapitulatif des coûts de l'offre** | Prix |
|---|---|
| Porte de droite (SDIS) L x H : 4010 x 3200 mm<br>Panneau premium : n° 667 / Teinte face ext. : RAL à choix / Ext. Lisse<br>Avec section vitrée et motorisation | CHF 5'478.16 |
| Porte de gauche manuelle (locataires) L x H : 4010 x 3320 mm<br>Panneau premium : n° 667 / Teinte face ext. : RAL à choix / Ext. Lisse<br>Section vitrée et porte de service intégrée : L x H : 875 x 2040 mm | CHF 6'587.66 |
| Main d'œuvre et frais de transport | CHF 5'640.00 |
| Total HT | CHF 17'705.82 |
| TVA 8.1 % | CHF 1'434.18 |
| **Total** | **CHF 19'140.00** |
| Réserve pour divers et imprévu | CHF 860.00 |
| **Montant total du crédit** | **CHF 20'000.00** |

**Conclusion :**
Par ce préavis, la Municipalité vous soumet une demande de crédit extra budgétaire de CHF 20'000.00.

Vu ce qui précède, nous vous demandons, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Conseillers, de bien vouloir prendre la décision suivante :

**Le Conseil général de Bonvillars**

- Considérant que cet objet a été porté à l'ordre du jour
- Ayant pris connaissance du préavis municipal no 03/2024

**Décide :**

- D'accorder un crédit supplémentaire de CHF 20'000.00 pour financer le remplacement des portes des deux garages du locatif de la Cour.

Nous vous présentons, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Conseillers, nos meilleures salutations.

AU NOM DE LA MUNICIPALITE

Le Syndic — La Secrétaire

MUNICIPALITÉ DE BONVILLARS — CANTON DE VAUD — LIBERTÉ ET PATRIE

Mikael Guilloud — Mégane Defferrard

Préavis accepté en séance du 25 mars 2024

MargotTechnics
La différence est dans le détail
Portes privées, collectives et industrielles
Portails et barrières levantes
Portes en verre

Margot Technics JM Sàrl, Ch. Petite-Amérique 2, 1462 Yvonand

Administration communale
Rue de la Laiterie 5
1427 Bonvillars

Concerne : Portes sectionnelle industr. TOORS
Notre réf.: 254548 / +41 79 212 05 91
Votre réf.:
Votre comm.: /

## Devis N° 240063 / 24011

Yvonand, le 15 mars 2024

| Désignation | Unité | Nombre | Prix HT | % | Total |
|---|---|---|---|---|---|
| Portes sectionnelle industrielle TOORS, série INDY<br>Cadre dormant et coulisses en acier galvanisé, supports de galets et charnières intermédiaires en acier galvanisé.<br>Galets à roulements en nylon pour un fonctionnement silencieux<br>Ressorts d'équilibrage prévu pour env. 25'000 cycles de montée/descente du tablier<br>Profilés de finition sur panneau inférieur et supérieur en alu eloxé, sans thermolaquage, teinte RAL en face ext. contre plus-value.*<br>Joints souples d'étanchéité périphériques et entre sections<br>Conforme aux prescriptions EN 13241-1<br>Dispositifs de sécurité blocage mécanique, casse ressort, rupture de câble et barre palpeuse (porte droite) | | | | | |
| Ressorts d'équilibrage prévu pour env. 25'000 cycles de montée/descente du tablier | | | | | |
| Ferrure de rails : levée standard (SL)<br>Ressorts de torsion positionnés à l'avant<br>Linteau existant : env 150 mm*<br>Linteau min.: 430 mm<br>Ecoinçons min.: 125 mm (375 mm côté moteur)<br>* Faux-linteau à créer env. 280 mm, cf travaux complémentaires | | | | | |
| PORTE de droite (SDIS)<br>Dimension vide de passage fini : L x H : 4010 x 3200 mm | pce | 1 | 3'203.00 | 5.00 | 3'042.85 |
| Votre choix :<br>Panneau premium : n° 667<br>Teinte face ext.: RAL 9016 prêt à être laqué RAL à choix<br>Structure panneau ext.: Lisse<br>Rainure panneau ext.: Flat (sans rainures, type L) | bloc | 1 | 204.00 | | 204.00 |
| SECTION VITREE panoramique, section 6<br>Profilés alu sans rupture de pont thermique. Insert à double vitrage de 26 mm avec des verres SAN UV, cadre alu eloxé naturel sans thermolaquage, teinte RAL contre plus-value | bloc | 1 | 331.00 | | 331.00 |
| MOTORISATION :<br>Entrainement électrique industr. 400V Motorline, IP54, ou similaire<br>Puissance 800W, Force de poussée et traction 200 Nm<br>Type KVM115 > pour portes sectionnelles jusqu'à 60 m² !!<br>Motorisation placée à gauche (vue int.) sur l'axe de la rampe de ressort<br>Manœuvre manuelle de secours, chaîne de déverrouillage<br>Ralentissement de l'ouverture et de la fermeture<br>Commande par boutons poussoirs à impulsions (montée-stop-descente) sur le panel de commande<br>Paire d'optopalpeur | bloc | 1 | 1'650.00 | 5.00 | 1'567.50 |

A reporter 5'145.35

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | | | | Report | 5'145.35 |

| Désignation | Unité | Nombre | Prix HT | % | Total |
|---|---|---|---|---|---|
| Kit de dérivation carréné axe 40 mm, pour moteur placé sous l'axe de la rampe de ressort en lieu et place de la fixation en bout d'arbre car pas assez de place latéralement en bout d'arbre | bloc | 1 | 180.00 | | 180.00 |
| Télécommande Falk rolling code, 4 canaux | pce | 1 | 65.00 | | 65.00 |
| Digicode sans fil (ouverture extérieure manuelle) | pce | 0 | 295.00 | | 0.00 |
| PORTE de gauche (manuelle)<br>Dimension vide de passage fini : L x H : 4010 x 3320 mm | pce | 1 | 3'203.00 | 5.00 | 3'042.85 |
| Votre choix :<br>Panneau premium : n° 667<br>Teinte face ext.: RAL 9016 prêt à être laqué RAL à choix<br>Structure panneau ext.: Lisse<br>Rainure panneau ext.: Flat (sans rainures, type L) | bloc | 1 | 204.00 | | 204.00 |
| SECTION VITREE panoramique, section 6<br>Profilés alu sans rupture de pont thermique. Insert à double vitrage de 26 mm avec des verres SAN UV, cadre alu eloxé naturel sans thermolaquage, teinte RAL contre plus-value | bloc | 1 | 331.00 | | 331.00 |
| DISPOSITIF MANUEL<br>415 - Manœuvre par chaîne de transmission<br>491L- Targette intérieure : verrou manuel int. à gauche et à droite | bloc | 1 | 165.00 | | 165.00 |
| PORTE DE SERVICE intégrée<br>Vide de passage : L x H : 875 x 2040 mm<br>Intégrée, décentrée à droite (vue ext.)<br>DIN gauche (vue int.)<br>Ouverture à l'extérieur<br>Seuil standard 200 mm y compris ferme-porte<br>Serrure encastrée, poignée ext- int., serrure ext, 3 clés<br>Cylindre profil [PZ] Ø. 17 mm (cylindre rond = [RZ] Ø 22 mm, profil suisse > non réalisable)<br>Cadre alu eloxé naturel sans thermolaquage, teinte RAL contre plus-value | bloc | 1 | 1'100.00 | 5.00 | 1'045.00 |
| Vide de passage du portillon de 1020 mm au lieu de 880 mm (standard) assurant une largeur de passage entre poignée, passage droit de face de 920 mm | bloc | 1 | 90.00 | | 90.00 |
| Seuil extra plat 18 mm pour portillon en lieu et place du seuil standard de 200 mm | bloc | 1 | 242.00 | | 242.00 |
| OPTION : prix donné par porte<br>Laquage profilés inf. et sup. (face ext.) RAL à choix | bloc | 2 | 171.00 | 100.00 | 0.00 |
| Laquage profilés section vitrée (face ext.) RAL à choix | bloc | 2 | 99.00 | | 198.00 |
| Laquage tablier (face ect.) RAL à choix | bloc | 2 | 591.00 | | 1'182.00 |
| Abaissement du taux de brillance de 0-10% max (au lieu de 20-30%)<br>Inclus en cas de laquage tablier | bloc | 2 | 591.00 | 100.00 | 0.00 |
| Structure de sable fin (face ext.)<br>Taux de brillance de 0-10% max | bloc | 0 | 591.00 | 100.00 | 0.00 |
| Laquage profilés d'encadrement du portillon (face ext.) RAL à choix | bloc | 1 | 240.00 | | 240.00 |
| TRAVAUX COMPLEMENTAIRES :<br>Création d'un faux-linteau* à l'aide de tubes acier 100 x 50 x 3 mm yc tôle alu ép. 2 mm, (face ext.), thermolaquée RAL à choix<br><br>* Les tubes acier sont posés le jour de la pose, ils permettent la pose immédiate des portes. Les tôles de fiinition sont, elles, posées dans un 2e temps.<br>Les dimensions des tôles sont prises au mm le jour de la pose, puis après découpes chez le tôlier, elles sont ensuite livrées au thermolaquage.<br>Dès réception, nous venons les installer sous conditions d'une température de min. +8° sur 24h : durée de l'opération complète > environ 4-5 semaines. | bloc | 2 | 955.00 | | 1'910.00 |

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | | | | A reporter | 14'040.20 |

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | | | | Report | 14'040.20 |

| Désignation | Unité | Nombre | Prix HT | % | Total |
|---|---|---|---|---|---|
| MAIN D'OEUVRE :<br>Démontage, évacuation et recyclage de la porte existante<br>Montage, tests, mise en service et déplacements | bloc | 2 | 2'800.00 | 5.00 | 5'320.00 |
| Frais de transport fournisseur : | bloc | 2 | 160.00 | | 320.00 |
| Frais de livraison sur chantier : offert | bloc | 2 | 120.00 | 100.00 | 0.00 |
| GARANTIE :<br>- Main d'oeuvre selon CO<br>- Fourniture selon garantie fournisseur | | | | | |
| CONDITIONS de paiement :<br>- 50% net à 10 jours (acompte à la commande)<br>- Solde au terme du montage, (facture finale) net à 15 jours<br>CONDITIONS particulières :<br>- pas de déduction pour le compte prorata, intervention limitée dans le temps<br>- certificat de garantie d'ouvrage 10% - 2ans si non précisé à la demande d'offre : la prime sera ajoutée en PV ! | | | | | |
| DELAI de livraison actuel du fournisseur :<br>env. 6-8 semaines ouvrables dès encaissement de l'acompte et clarification de tous les détails techniques yc prises de mesures sur le chantier | | | | | |
| /!\ Toors augmente ses tarifs au 01.04.2024 +4% | | | | | |

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| Total HT | 19'680.20 | TVA 8.1% (sur 17'705.84) | 1'434.18 | Total CHF | **19'140.00** |
| Rabais HT 10.00 % | -1'968.02 | | | | |
| Total brut | 17'712.18 | TVA totale | 1'434.18 | | |
| Net HT selon arrangement | 17'705.82 | | | | |

Le client, par sa signature, accepte également les conditions contractuelles générales dont il déclare avoir reçu un ex. avec le devis et qui font partie intégrante de celui-ci. En cas d'accord, veuillez nous retourner le devis par courrier dûment daté et signé avec la mention « bon pour accord » de la main du propriétaire ou de la personne habilitée

Offre valable 2 mois* sauf mention précisée ci-dessus
A nous retourner dûment signée en cas d'accord par courrier postal

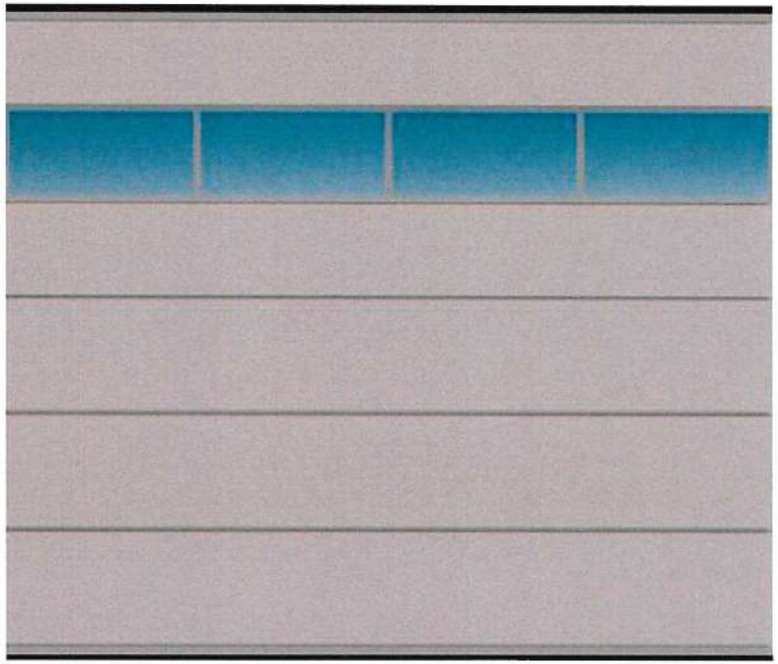

Service Défense Incendie et Secours



Devis/Position: 254548/20-0
Conception de panneau: 667 Brut Lisse
9016/9010

Dimensions de baie (lxh)
4010 mm x 3320 mm

# Vue extérieure

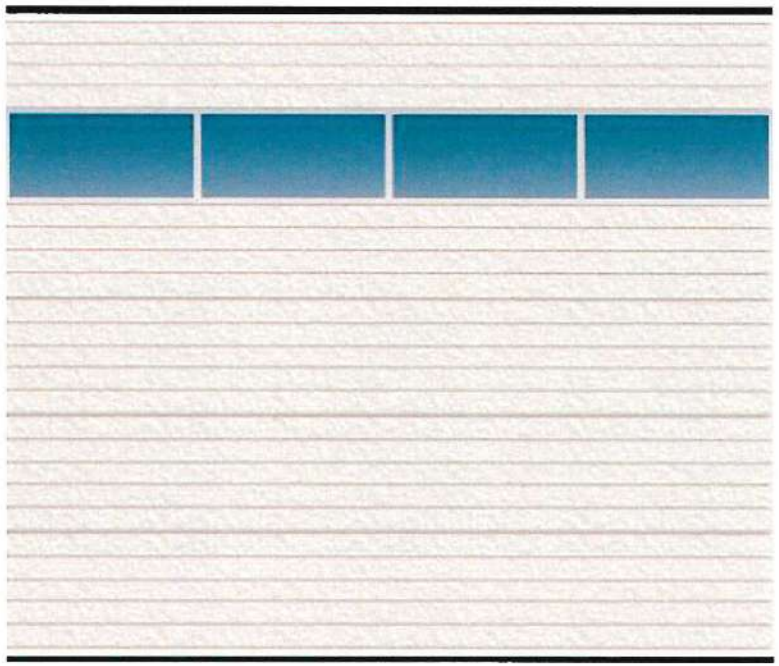


Les images sont à titre indicatif. Aucun droit ne peut être dérivé.

Devis/Position: 254548/20-0
Conception de panneau: 667 Brut Lisse
9016/9010

Dimensions de baie (lxh)
4010 mm x 3320 mm

# Vue intérieure

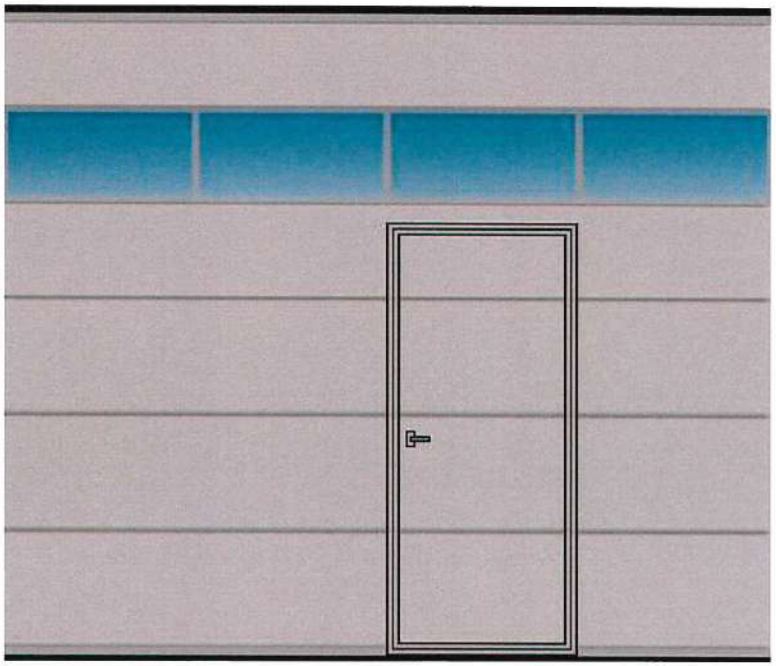


Les images sont à titre indicatif. Aucun droit ne peut être dérivé.

Devis/Position: 254548/30-0
Conception de panneau: 667 Brut Lisse
9016/9010

Dimensions de baie (lxh)
4010 mm x 3320 mm

# Vue extérieure



Les images sont à titre indicatif. Aucun droit ne peut être dérivé.

Devis/Position: 254548/30-0
Conception de panneau: 667 Brut Lisse
9016/9010

Dimensions de baie (lxh)
4010 mm x 3320 mm

# Vue intérieure



Les images sont à titre indicatif. Aucun droit ne peut être dérivé.

LEVEE STANDARD (SL) 420, 500

W max 8000 mm; H max 6500 mm; max. 40 m2

Zvol jazyk:
Select a language:
Wählen Sie eine Sprache: FR
Wybierz język:
Sélectionner une langue:
Valige keel
Valitse kieli:
Выберите язык:

LARGEUR DE BAIE 4010 mm

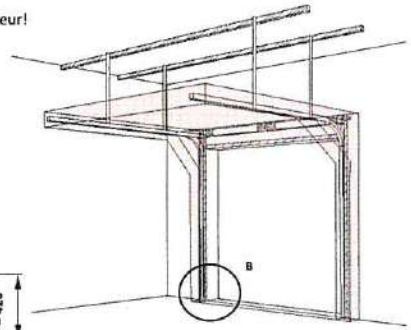
HAUTEUR DE BAIE 3320 mm

PORTE moteur électrique à gauche

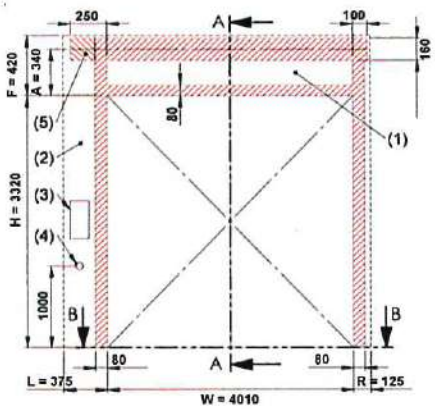
Type de panneau 40mm

Type des rails 2"

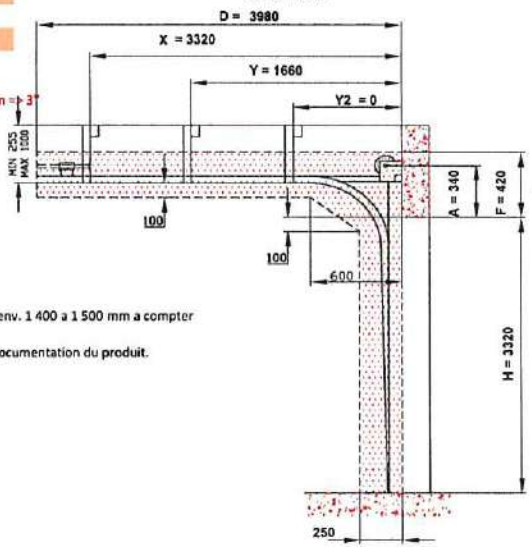
S'il vous plaît remplissez les champs qui sont marqués en couleur!



VUE INTERIEURE




COUPE A-A



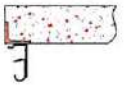

(1) ESPACE LIBRE NECCESSARIE

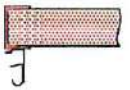
(2) écoinçon minimum requis pour le moteur ou treuil a chaîne

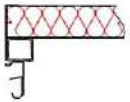
(3) Surface de montage pour le Coffret de commande
Voir la documentation du produit pour les dimensions. axe d'env. 1 400 a 1 500 mm a compter

(4) Les paramètres des prises électriques sont indiqués dans la documentation du produit.

(5) SURFACE DE L'EMPLACEMENT POUR


montage sur béton

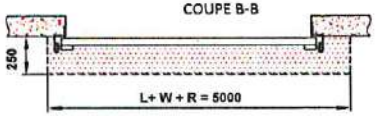

montage sur parpaing creux


montage sur structure métallique (a fournir par le charpentier)

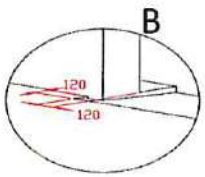
Offre/Commande:

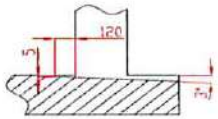
Positions:

COUPE B-B




réservations seuil béton




SURFACE NECESSAIRE DE MONTAGE

SURFACE DE L'EMPLACEMENT POUR

ESPACE LIBRE NECCESSARIE

Remarque:
La surface d'appui pour la pose de la porte sectionnelle doit etre dans le meme plan et verticale.
L'ouverture de la baie doit etre parfaitement de niveau et d'equerre.
Le sol doit etre parfaitement horizontal et plan.
Pour les dispositifs de coupure de câble avec couvercle orange espace latéral (G et D) min. 145mm

| MESURES en mm | | | PORTE: moteur électrique à gauche | | | | RETOMBEE DE LINTEAU DISPONIBLE | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| W | LARGEUR DE BAIE | W = 4010 | L | ECOINCON GAUCHE | | L = 375 | F | 420 |
| H | HAUTEUR DE BAIE | H = 3320 | R | ECOINCON DROITE | | R = 125 | W > 7000 & H > 3000 | 500 |
| F | RETOMBEE DE LINTEAU DISPONIBLE | F = 420 | D | REFOULEMENT HORS-TOUT | H + 660 | 3980 | H > 5500 | 500 |
| A | POSITIONNEMENT AXE DE L'ARBRE DE L | A = 340 | | | | | 1 1/4 "arbre | 500 |
| L | ECOINCON GAUCHE | L = 375 | | | | | POSITIONNEMENT AXE DE L'ARBRE DE LINTEAU | |
| R | ECOINCON DROITE | R = 125 | POINT D'ANCRAGE DES S 3000<D<=4500 | | | | A | 340 |
| D | REFOULEMENT HORS-TOUT | D = 3980 | X | POINT D'ANCRAGE 1 SUSPENTE | H | 3320 | F = 420 | 340 |
| X | POINT D'ANCRAGE 1 SUSPENTE | | Y | POINT D'ANCRAGE 2 SUSPENTE | 1/2 X | 1660 | F = 500 | 380 |
| Y | POINT D'ANCRAGE 2 SUSPENTE | | | | | | | |
| Z | MONTAGE DES RESSORTS | | | | | | | |

**APPROVISIONNEMENT & TRAVAUX INCOMBANT AU MAITRE D'OUVRAGE (sauf accord contraire)**
Structure:

Préparation de la structure de montage des rails de guidage et des ressorts pour une pose sur panneaux isolants

Adapter la structure et l' espace disponible selon nos plans de réservations ci-contre
Alimentation electrique (pour porte motorisée) :
Les paramètres des prises électriques sont indiqués dans la documentation du produit.

| DESSINE PAR: | MODIFIE PAR: | MODIFIE LE (DATE): | TITRE: | DATE: | ECHELLE: | FORMAT: |
|---|---|---|---|---|---|---|
| K. Luňák | R. Kříž | 31.10.2023 | STP | 31.10.2023 | - | A3 |

http://door-dc...ndy-installation-

PLAN DE RESERVATIONS & ENCOMBREMENTS

LEVEE STANDARD (SL) 420, 500

| LEVEE STANDARD (SL) 420, 500 | CODE: | VERSION: |
|---|---|---|
| | 10 | 2344 |

Au Conseil Général de la
Commune de Bonvillars
1427 Bonvillars

**Préavis Municipal n° 03/2024**
**Demande d'un crédit extrabudgétaire pour le replacement des portes des deux garages du locatif de la Cour**

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les Conseillers,

La Commission composée de Mmes Christiane Baudraz, Claire Javet et M. Markus Hoh, rapporteur, s'est réunie le mercredi 10 avril 2024 avec M. Yves Ruchti, Municipal en charge du dossier, et le jeudi 11 avril 2024 avec Monsieur Mikaël Guilloud, Syndic à la Maison de Commune afin d'étudier l'objet précité. Nous les remercions pour leur présence et de nous avoir fourni des informations claires et précises.

Vu le budget serré de la Commune et l'état visuel des portes en bois des deux garages de la Cour qui datent de 1964, il était initialement prévu par la Municipalité de les réparer. Mais suite au retour du fournisseur, il était exclu de les réparer en raison d'un coût trop important par rapport à la confection de nouvelles portes.
La Municipalité a décidé de demander à des entreprises compétentes des offres pour un remplacement. Comme mentionné dans le préavis, il y avait plusieurs offres et solutions proposées. Suite à des discussions avec les autorités cantonales et les utilisateurs comme la SDIS une solution proposée a été choisie. Vu l'utilisation par le SDIS et l'intégration dans la Cour, bâtiment historique, la Commission soutient la solution trouvée qui nous semble adéquate et raisonnable.

En conséquence, la Commission remercie le Municipal responsable pour son engagement ainsi que les judicieuses solutions trouvées. Après avoir discuté et étudié les informations fournies, la Commission des finances invite le Conseil à :

1. Accorder le crédit extrabudgétaire pour le remplacement des deux portes de garage de la Cour.

Bonvillars, le 22 avril 2024

Pour la Commission :

| | | |
|---|---|---|
| Christiane Baudraz, membre | Claire Javet, membre | Markus Hoh, rapporteur |

COMMUNE
DE
BONVILLARS

Bonvillars, le 8 avril 2024

PREAVIS MUNICIPAL

No 04/2024

Au Conseil général
de la commune de Bonvillars
1427 Bonvillars

Réf. 35.01/42.05/YR
Contact : Yves Ruchti
079 212 05 91 – yves.ruchti@bonvillars.ch

**Crédit d'investissement l'installation de panneaux photovoltaïques sur le pan sud et réfection du pan nord du toit de la grande salle**

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les Conseillers,

**Historique en quelques dates**

L'ensemble de la Cour est classé au recensement architectural du canton de Vaud en «classe 2» (Objet d'intérêt régional pour lequel une mesure de protection est en principe requise).

En date du 15.11.21 une première demande verbale a été faite à la direction générale des immeubles et du patrimoine (DGIP). La position de Mme Sandy Haldemann sur le projet comme suit : couverture de panneaux solaire sur l'ensemble du pan sud de la toiture.

En date du 28.03.2022 la Municipalité a choisi le bureau d'architecture Dolci Architectes SA, M. Jean-François Loup, pour mener l'étude du projet (déjà mandaté pour l'étude de la rénovation du bâtiment et en possession de plans des lieux).
Le budget pour l'étude a été accepté par le Conseil Général en date du 19 décembre 2022.

S'en est suivi la procédure de mise à l'enquête publique du dossier du 29 mars au 27 avril 2023.
La synthèse cantonale des services cantonaux du 25 mai 2023 fait mention de l'exigence de la DGIP pour la pose de panneaux de couleur terracotta.

Une étude de prix pour une variante couleur « terracotta » a été demandée et s'est révélée beaucoup plus onéreuse que la variante classique avec de panneaux noirs.
Après discussion cette proposition de variante bisol-spectrum-deepred a été acceptée par la DGIP avec une offre de subventionnement du canton pour la prise en charge des 2 tiers de la plus-value financière soit CHF 28'000.00.
Après consultation du Conseil Général en date du 18.12.2023, la Municipalité a pris la décision de demander des offres (au minima 2 entreprises par travaux) pour l'exécution bisol-spectrum-deepred, travail effectuée par le bureau d'architectes.

Suite à la réception des tableaux comparatifs de prix un choix d'entreprises a été effectuée et vous est proposé dans le devis révisé (détail en annexe)

**Récapitulatif des coûts du projet**

| | | |
|---|---|---|
| Travaux préparatoires | CHF | 12'455.00 |
| Bâtiment | CHF | 436'072.00 |
| Frais secondaires | CHF | 32'000.00 |
| **Total travaux. TTC** | **CHF** | **480'527.00** |

Les panneaux préconisés par la DGIP ne peuvent plus être obtenus, la variante proposée est plus onéreuse, ce qui engendrera un nouveau calcul du subside.
Les panneaux bisol-spectrum-deepred ne sont plus livrable. Une variante « Activ'Glass, couleur copper » est prévue dans le récapitulatif.
Cette variante a reçu l'accord de la DGIP par mail le 3 avril 2024

Le subside et les aides cantonales seront connues définitivement et versées une fois les travaux terminés et payés. Cependant l'estimation des aides cantonales est de CHF 28'000.00 ainsi qu'une aide de Pronovo AG de CHF 20'816.00.

Les honoraires d'architectes ont déjà été payé en partie lors de l'étude du projet.

**Conclusion :**
Par ce préavis, la Municipalité vous soumet une demande de crédit d'investissement de CHF 485'000.00 et l'autorisation d'effectuer les travaux sur la base du devis révisé.

Vu ce qui précède, nous vous demandons, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Conseillers, de bien vouloir prendre les décisions suivantes :

**Le Conseil général de Bonvillars**

- Considérant que cet objet a été porté à l'ordre du jour
- Ayant pris connaissance du préavis municipal no 04/2024
- Entendu le rapport des commissions

**Décide :**

- D'accorder à la Municipalité un crédit d'investissement de CHF 485'000.00 pour financer la réalisation des travaux
- D'autoriser la Municiaplité à lancer les travaux
- D'autoriser la Municipalité à financer le coût des travaux par un l'emprunt pour tout ou en partie du montant auprès d'un établissement financier, au taux du moment
- D'autoriser la Municiaplité à amortir cette dépense d'investissement sur 30 ans

Nous vous présentons, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Conseillers, nos meilleures salutations.

AU NOM DE LA MUNICIPALITE

| Le Syndic | La Secrétaire |
|---|---|
| Mikael Guilloud | Mégane Defferrard |

MUNICIPALITÉ DE BONVILLARS

DOLCI ARCHITECTES

Projet : 689 - SVB
Assainissement salle villageoise - Bonvillars
Objet : PG

Maître d'ouvrage: Commune de Bonvillars, Rue de la Laiterie 5, 1427 BONVILLARS

Architecte: Dolci Architectes SA, Centre Saint-Roch - Pêcheurs 8, 1400 YVERDON-LES-BAINS

Direction des travaux: Dolci Architectes SA, Centre Saint-Roch - Pêcheurs 8, 1400 YVERDON-LES-BAINS

# Devis révisé - 02.04.2024

Commentaire: Estimation du coût (±5%)

| | | |
|---|---|---|
| Lieu, date<br>Le maître d'ouvrage | Lieu, date<br>L'architecte | Lieu, date<br>La direction des travaux |
| ..... | ..... | ..... |

## Devis révisé - 02.04.2024

Récapitulation par groupes principaux **TVA incl.**

| CFC | Désignation | Devis original | Mutations | Devis révisé | Commentaire |
|---|---|---|---|---|---|
| 1 | Travaux préparatoires | | 12'455 | 12'455 | |
| 2 | Bâtiment | 539'100 | -103'028 | 436'072 | |
| 5 | Frais secondaires | 34'000 | -2'000 | 32'000 | |
| | Total Fr. | 573'100 | -92'573 | 480'527 | |

## Devis révisé - 02.04.2024

Impression détaillée **TVA incl.**

| CFC | Désignation | Devis original | Mutations | Devis révisé | Commentaire |
|---|---|---|---|---|---|
| 1 | Travaux préparatoires | | 12'455 | 12'455 | |
| 11 | Déblaiement, préparation du terrain | | 12'455 | 12'455 | |
| 112 | Déconstruction | | 12'455 | 12'455 | |
| 112.0 | Démontages | | 12'455 | 12'455 | Selon appel d'offre - Favre SA |
| 2 | Bâtiment | 539'100 | -103'028 | 436'072 | |
| 21 | Gros œuvre 1 | 192'600 | -83'341 | 109'259 | |
| 211 | Travaux de l'entreprise de maçonnerie | 22'000 | 6'700 | 28'700 | |
| 211.1 | Echafaudages | 22'000 | 6'700 | 28'700 | Selon appel d'offre - Roth Echafaudages SA |
| 214 | Construction en bois | 170'600 | -90'041 | 80'559 | |
| 214.1 | Charpente | 163'600 | -86'092 | 77'508 | Selon appel d'offre - Favre SA |
| 214.6 | Traitement fongicide | 7'000 | -3'949 | 3'051 | Selon appel d'offre - Favre SA |
| 22 | Gros œuvre 2 | 123'000 | -9'108 | 113'892 | |
| 222 | Ferblanterie | 38'000 | -1'147 | 36'853 | Selon appel d'offre - Favre SA |
| 223 | Protection contre la foudre | 15'000 | | 15'000 | |
| 224 | Couverture | 62'000 | -7'961 | 54'039 | |
| 224.0 | Couvertures toitures inclinées | 62'000 | -7'961 | 54'039 | Selon appel d'offre - Favre SA |
| 227 | Traitement des surfaces extérieures | 8'000 | | 8'000 | |
| 227.3 | Traitement du bois extérieur | 8'000 | | 8'000 | |
| 23 | Installations électriques | 173'000 | -7'079 | 165'921 | |
| 232 | Installations à courant fort | 5'000 | 1'000 | 6'000 | Estimation pour modification tableau + câblage |
| 239 | Installation photovoltaïque | 168'000 | -8'079 | 159'921 | Selon appel d'offre - Electro-Sol SA. Panneaux Activ'Glass, couleur copper, 305 W. |
| 29 | Honoraires | 50'500 | -3'500 | 47'000 | |
| 291 | Architecte | 45'000 | | 45'000 | |
| 292 | Ingénieur civil / bois | 1'500 | -1'500 | 0 | Inclus dans CFC 214.1 |

| CFC | Désignation | Devis original | Mutations | Devis révisé | Commentaire |
|---|---|---|---|---|---|
| 297 | Spécialistes 1 | 4'000 | -2'000 | 2'000 | |
| 297.3 | Physicien du bâtiment + diagnostic amiante | 4'000 | -2'000 | 2'000 | |
| 5 | Frais secondaires | 34'000 | -2'000 | 32'000 | |
| 51 | Autorisations, taxes | 5'000 | | 5'000 | |
| 511 | Autorisations, taxes | 5'000 | | 5'000 | |
| 53 | Assurances | 2'000 | | 2'000 | |
| 531 | Assurances pour travaux en cours | 2'000 | | 2'000 | |
| 57 | Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) | 2'000 | -2'000 | 0 | |
| 570 | Poste d'attente (TVA) | 2'000 | -2'000 | 0 | Passage de la TVA de 7.7% à 8.1%. |
| 58 | Provisions et réserves | 25'000 | 0 | 25'000 | |
| 583 | Réserves pour imprévus | 25'000 | 0 | 25'000 | |
| | Total Fr. | 573'100 | -92'573 | 480'527 | |

DOLCI ARCHITECTES

# Proposition d'adjudication

Projet : 689 - SVB Assainissement salle villageoise - Bonvillars

Soumission : 2390 CFC 239 - Installations photovoltaïques

Maître d'ouvrage : Commune de Bonvillars, Rue de la Laiterie 5, 1427 BONVILLARS

Date d'impression 02.04.2024

Devis rév. TVA incl. : 159'921.00

Architecte : Dolci Architectes SA, Centre Saint-Roch - Pêcheurs 8, 1400 YVERDON-LES-BAINS

| | Electro-Sol SA<br>Ch. du Chalet 5<br>1304 COSSONAY-VILLE<br>021 / 864 40 12<br>info@electrosol.ch | | CrestoELEC<br>Rue d'Orbe 4<br>1400 YVERDON-LES-BA...<br>024 / 425 52 82<br>info@crestoelec.ch | | MCR-e Sàrl<br>La Perraudettaz 5<br>1422 GRANDSON<br>024 / 552 09 00<br>info@mcr-e.ch | | GOWatt sàrl<br>Chemin du Bochet 4<br>1445 VUITEBOEUF<br>024 / 521 78 01<br>info@gowatt.ch | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Brut | | 154'021.90 | | 152'328.85 | | 178'226.75 | | 180'091.00 |
| Rabais | 1.00 % | -1'540.20 | | 0.00 | 4.20 % | -7'485.50 | 2.80 % | -5'042.55 |
| Sous-total | | 152'481.70 | | 152'328.85 | | 170'741.25 | | 175'048.45 |
| Escompte | 2.00 % | -3'049.65 | | 0.00 | | 0.00 | | 0.00 |
| Sous-total | | 149'432.05 | | 152'328.85 | | 170'741.25 | | 175'048.45 |
| Prorata | 1.00 % | -1'494.30 | 1.00 % | -1'523.30 | 1.00 % | -1'707.40 | 1.00 % | -1'750.50 |
| Sous-total | | 147'937.75 | | 150'805.55 | | 169'033.85 | | 173'297.95 |
| TVA | 8.10 % | 11'982.95 | 8.10 % | 12'215.25 | 8.10 % | 13'691.75 | 8.10 % | 14'037.15 |
| Net | | 159'920.70 | | 163'020.80 | | 182'725.60 | | 187'335.10 |
| Différence en % | | 0.00 | | 1.94 | | 14.26 | | 17.14 |
| Commentaire : | Variante n°2 avec panneaux type : Activ'Glass Solar Terra, couleur copper. Variante n°3 non-comptabilisée : Activ'Glass Solar Terra, couleur TerraCotta = 159'920,70.- Variante n°1 non-comptabilisée : 3S Solar Plus MegaSlate II, couleur Terre cuite = 196'239,70.- | | Variante avec panneaux type : Activ'Glass Solar Terra, couleur copper. Appel d'offre retourné incomplet, uniquement une offre. A écarter. | | Variante avec panneaux type : Activ'Glass Solar Terra, couleur copper. | | Variante avec panneaux type : Activ'Glass Solar Terra, couleur copper. | |

Proposition : Electro-Sol SA

Le maître d'ouvrage: .....

L'architecte: .....

Au Conseil Général de la
Commune de Bonvillars
1427 Bonvillars

**Préavis Municipal n° 04/2024**
**Crédit d'investissement pour l'installation de panneaux photovoltaïques (PV) sur le pan sud et réfection du pan nord du toit de la grande salle**

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les Conseillers,

La Commission composée de Mmes Christiane Baudraz, Claire Javet et M. Markus Hoh, rapporteur, s'est réunie le mercredi 10 avril 2024 avec M. Yves Ruchti, Municipal en charge du dossier, et le jeudi 11 avril 2024 avec M. Mikaël Guilloud, Syndic à la Maison de Commune afin d'étudier l'objet précité. Nous les remercions de leur présence et de nous avoir fourni des informations complémentaires.

Comme exposé dans le préavis, il a eu déjà plusieurs informations et discussions autour de ce projet d'investissement au sein du Conseil.
Suite aux discussions et négociations avec les autorités cantonales, la Municipalité nous présente maintenant un projet révisé.
Il nous semble important de mentionner quelques points importants :

- Le projet a trouvé un compromis entre des panneaux PV qui sont performants et financièrement adéquats et dans la même temps admis par le canton pour ce bâtiment historique
- Les coûts totaux du projet sont finalement plus bas que ceux du projet initial « variante optimale » (préavis 8/2022) qui a été accordé par le Conseil général malgré la situation serrée du marché.
- Il faut mentionner que la Commune va profiter de subsides d'environ 48'000 CHF, ne figurant pas dans le budget de ce projet, parce que la somme exacte et le délai de paiement ne sont pas connus d'avance.
- Le prix de vente de l'énergie est calculé avec 18 cts./KWh, mais ce prix pourrait changer dans le futur. Aussi le rendement des panneaux est difficilement prédictible actuellement. Mais l'amortissement peut être estimé à 10 - 15 ans.

A côté de l'avantage de la production d'énergie durable et d'avoir un investissement financièrement intéressant, il nous semble important de mentionner quelques options qui ne sont pas réalisables dans les conditions actuelles, mais qui sont des options aux futurs développements :

- Création d'un réseau du quartier qui permettra l'utilisation d'énergie à un prix très avantageux aussi pour les autres bâtiments de la Cour : les appartements locatifs, l'école etc.
- Installation de bornes de recharge pour voitures électriques au parking

Suite aux discussions avec les autorités cantonales et avec des experts du domaine, la solution proposée nous semble adéquate et raisonnable. Vu l'importance du projet en termes de durabilité la Commission soutient la solution trouvée malgré l'engagement financier important.

Nous aimerions demander à la Municipalité de prêter une attention particulière à certains points importants avant la mise en œuvre du projet :

- Mise à jour de la simulation et des prévisions de rendement des panneaux PV pour un calcul plus précis de l'amortissement
- Evaluation et négociation des conditions du crédit bancaire élargies pour avoir les meilleures conditions en adéquation avec la situation de la Commune.

La Commission remercie la Municipalité pour cette proposition bien décrite dans le préavis. Après avoir discuté et étudié les informations fournies, la Commission des finances invite le Conseil à :

1. Accorder le crédit d'investissement pour l'installation de panneaux photovoltaïques sur le pan sud et réfection du pan nord du toit de la grande salle.

Bonvillars, le 22 avril 2024

Pour la Commission :

| | | |
|---|---|---|
| Christiane Baudraz, membre | Claire Javet, membre | Markus Hoh, rapporteur |

**Rapport de la commission sur le préavis Municipal 04/2024 concernant le crédit d'investissement de l'installation de panneaux photovoltaïques sur le pan sud et réfection du pan nord de la grande salle**

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Conseillers,

La commission, composée de Monsieur Michel Narbel, Monsieur Adrien Corthésy et Monsieur Thomas Meylan, rapporteur, s'est réunie pour étudier ledit préavis. La commission remercie Monsieur Yves Ruchti, Municipal pour les précieux compléments d'informations donnés.

Après étude des différents documents et à la suite de la nouvelle variante « Activ'Gass, couleur copper », qui a bien été validée par la DGIP, la Commission propose d'autoriser à la Municipalité de lancer les travaux. Ceux-ci s'inscrivent comme une première étape d'une rénovation potentielle de la grande salle et les travaux engagés seront conservés dans le cadre d'une remise en état. Dans le contexte énergétique mondial actuel, les collectivités publiques, comme la commune de Bonvillars, se doivent de participer à cet effort. La technologie de la variante choisie pourra, si les dispositions des fournisseurs d'énergie le permettent, s'adapter sur la consommation de l'ensemble du site.

Notre commission s'abstient de donner son avis sur la partie financière du projet et laisse la parole à la commission des finances.

Vu ce qui précède, la commission vous recommande donc de prendre la décision suivante :

LE CONSEIL GENERAL DE BONVILLARS

- Considérant que cet objet a été porté à l'ordre du/ jour
- Ayant pris connaissance du préavis municipal n°04/2024
- Entendu le rapport de commission

DECIDE

1. D'accorder à la Municipalité un crédit d'investissement de CHF 485'000.00 pour financer la réalisation des travaux
2. D'autoriser la Municipalité à lancer les travaux
3. D'autoriser la Municipalité à financer les coûts des travaux par un emprunt pour tout ou en partie du montant auprès d'un établissement financier, au taux du moment
4. D'autoriser la Municipalité à amortir cette dépense d'investissement sur 30 ans

Bonvillars, le 10.04.2024

Michel Narbel | Adrien Corthésy | Thomas Meylan
Rapporteur

Conseil Général
Bonvillars

Bonvillars, le 20 mai 2024

Aux membres du Conseil Général
de Bonvillars

Les membres du Conseil Général de Bonvillars sont convoqués pour une séance

**le lundi 24 juin 2024, à 20h00, à la salle de la Cour**

**Ordre du jour** :

1. Assermentation des nouveaux membres
2. Adoption du procès-verbal de la séance du 22 avril 2024
3. Communications du Bureau du Conseil
4. Communications de la Municipalité
5. Informations des délégués aux associations intercommunales
6. Préavis 05/24 – Comptes 2023
7. Préavis 06/24 – Gestion 2023
8. Nomination des commissions et délégués dès le 01.07.2024
   - 8.1. Gestion
   - 8.2. Finance
   - 8.3. Recours
   - 8.4. Urbanisme
   - 8.5. ASIGE
   - 8.6. ACRG
9. Nomination du bureau du conseil dès le 01.07.2024
   - 9.1. Président
   - 9.2. Vice-Président
   - 9.3. Scrutateurs
10. Motions, interpellations, questions
    - 10.1. Réponse à la motion « CyberSécurité »

Le Bureau du Conseil

*<u>Remarques</u>*

1) *Les documents pour cette séance seront mis dès que possible à disposition des conseillers sur le site Internet de la Commune de Bonvillars.*
   *Ci-dessous la procédure d'accès à ces documents :*
   *Cliquer sur le mot « intranet » (à droite en-haut de l'écran d'accueil)*
   *Identifiant = conseil Mot de passe =* ***BL48DV***
2) *Les conseillers qui ne disposent pas d'accès Internet peuvent demander une copie papier de ces documents au 024 436 25 20 au plus tard le lundi précédant la séance du conseil.*

Conseil Général
Bonvillars

CONSEIL GENERAL DE BONVILLARS

# PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU 22 AVRIL 2024

ORDRE DU JOUR

1. Assermentation des nouveaux membres
2. Adoption du procès-verbal de la séance du 18 décembre 2023
3. Communications du Bureau du Conseil
4. Communications de la Municipalité
5. Informations des délégués aux associations intercommunales
6. Nomination d'un suppléant à la commission des finances
7. Préavis 01/24 – Demande de crédit pour l'achèvement du plan directeur de distribution de l'eau (PDDE)
8. Préavis 02/24 – Demande de crédit extrabudgétaire pour la réfection du chemin des Vullierens
9. Préavis 03/24 – Demande de crédit extrabudgétaire pour le remplacement des portes des deux garages du locatif de la Cour
10. Préavis 04/2024 – Crédit d'investissement pour installation de panneaux photovoltaïques sur le pan sud et réfection du pan nord du toit de la grande salle
11. Motions, interpellations, questions

Le Président, Arnaud Bloesch, déclare l'assemblée ouverte à 20h00. L'assemblée compte 42 conseillers, le quorum est atteint, elle peut donc délibérer valablement.

**Ordre du Jour**

Un point 6 est ajouté à l'ordre du jour pour élire un deuxième suppléant à la commission des finances. L'ordre du jour ainsi modifié est accepté à l'unanimité.

## 1. Assermentation des nouveaux membres

Frédéric Piguet est assermenté et applaudi par l'assemblée.

## 2. Adoption du procès-verbal de la séance du 18 décembre 2023

Aucune modification n'est demandée. Le procès-verbal de la séance du 18 décembre 2023 est accepté à la majorité, avec 1 abstention. Le président remercie la secrétaire pour son travail.

## 3. Communications du Bureau du Conseil

**Arnaud Bloesch :**

- Annonce la démission de Lucia Zanetti.
- Rappelle les prochains conseils prévus : 24 juin avec les comptes, 28 octobre avec le taux d'imposition et 16 décembre avec le budget.

## 4. Communications de la Municipalité

**Michaël Guilloud :**

- Nathalie Ryser termine son mandat de secrétaire communale au 30 avril et est remplacée par Mégane Defferrard ici présente.
- Au niveau du PACOM, nous avons rencontré des problèmes avec Philip Morris. Nous avons une réunion en juin.
- Nous avons signé une convention avec la confédération pour les Rochats qui reçoit des requérants d'asiles. Deux jours par semaine, ceux-ci travailleront pour la commune.

## 5. Information des délégués aux associations intercommunales

**ASIGE :** Victor Fernandes n'a pas eu de séances.

**ACRG :** Yann Rosser s'est rendu à l'assemblée. Les comptes et la gestion 2023 ont été accepté à l'unanimité. Les prochains investissements, notamment la mise à l'enquête du réservoir de Grandson et la réfection des pompes à Villars-Burquin, auront leur préavis lors de la prochaine séance qui se tiendra le 19.06.2024.

## 6. Nomination d'un suppléant à la commission des finances

Ludovic Pache est nommé deuxième suppléant à la commission des finances.

## 7. Préavis 01/2024 – Demande de crédit pour l'achèvement du plan directeur de distribution de l'eau (PDDE)

Markus Hoh lit le rapport de la commission des finances. La discussion est ouverte.

Jean-Frédéric Leuenberger : quand recevra-t-on le plan d'investissement et a-t-on une idée du montant qui sera utilisé pour les travaux ?
François Jaquier : pour l'instant, nous n'avons pas d'idée quant au montant exact nécessaire pour les travaux. De 1 à 2 millions …
La discussion n'étant plus demandée, le préavis passe au vote.

Le préavis municipal 01/2024 concernant une demande de crédit pour l'achèvement du plan directeur de distribution de l'eau pour un montant de CHF 16'020.00 est accepté à la majorité, avec 2 abstentions.

## 8. Préavis 02/2024 – Demande de crédit extrabudgétaire pour la réfection du chemin des Vullierens

Markus Hoh lit le rapport de la commission des finances. La discussion n'est pas demandée.

Le préavis municipal 02/2024 concernant une demande de crédit extrabudgétaire pour la réfection du chemin des Vullierens pour un montant de CHF 23'000.00 est accepté à l'unanimité.

## 9. Préavis 03/2024 – Demande de crédit extrabudgétaire pour le remplacement des portes des deux garages du locatif de la Cour

Markus Hoh lit le rapport de la commission des finances. La discussion n'est pas demandée.

Le préavis municipal 03/2024 concernant une demande de crédit pour le remplacement des portes des deux garages du locatif de la Cour pour un montant de CHF 20'000.00 est accepté à l'unanimité.

## 10. Préavis 04/2024 – Crédit d'investissement pour installation de panneaux photovoltaïques sur le pan sud et réfection du pan nord du toit de la grande salle

Thomas Meylan lit le rapport de la commission ad-hoc, suivi par Markus Hoh avec le rapport de la commission des finances. La discussion est ouverte.

Antoine Duvoisin : on met des panneaux solaires sans isoler tout le toi. Pourquoi ?
Yves-Edouard Ruchti : nous ne ferons effectivement pas d'isolation spécifique. Celle-ci se fera dans le cadre de la restauration de la grande salle.
Jean-Frédéric Leuenberger : nous allons dépenser un demi-million et on va devoir emprunter, la commune change de façon de faire. Pourquoi ne pas amortir sur 10 ou 15 ans ?
Michaël Guilloud : tous les bâtiments, selon la norme MCH2 (nouveau modèle comptable harmonisé de deuxième génération pour le secteur public) doivent être amortis sur 30 ans.
Sébastien Gri : pourquoi ne pas faire tous les travaux de la grande salle en même temps ? et on ne sait même pas ce que l'on va faire avec cette grande salle.
Yves-Edouard Ruchti : cette étape n'est pas réversible, on répartit ainsi la dépense. Actuellement, nous pouvons emprunter à un taux confortable, ainsi on refait l'enveloppe, soit le toit et on isole partiellement. On y met des capteurs solaires. L'idée de la commission des finances est intéressante en utilisant la possibilité de distribuer l'énergie par les

conduites de la Romande Energie. Les capteurs solaires seront amortis en 10 ou 15 ans. Le surplus financier de la production électrique nous permettra d'investir ailleurs.
Antoine Duvoisin : on devrait penser à économiser sur les honoraires de l'architecte qui a fait le projet de la grande salle.
La discussion n'étant plus demandée, le préavis passe au vote.

Le préavis municipal 04/2024 demandant un crédit d'investissement pour l'installation de panneaux photovoltaïques sur le pan sud et la réfection du pan nord du toit de la grande salle pour un montant de CHF 485'000.00 et un amortissement sur 30 ans est accepté à la majorité, avec 3 abstentions et 1 avis contraire.

## 11. Motions, interpellations, questions

Arnaud Bloesch : merci de faire un retour de la part de la municipalité et des commissions concernées sur l'étude du plan directeur.
Michaël Guilloud : le projet suit son cours et chacun y amène ses idées.
Markus Hoh : je salue cette démarche qui me paraît un bon début de discussion.
Libero Zuppiroli : Nous avions reçu un tout-ménage sur la possibilité de créer un chauffage collectif à bois. Pouvons-nous avoir des espérances sur ce projet ?
Yves-Edouard Ruchti : nous avons évoqué cette possibilité avec le bureau Jaquier-Pointet, nous attendons et cherchons des entreprises qui pourraient nous aider à financer ce projet.
Ingeborg Schwarz-Zuppiroli : a-t-on des nouvelles quant à l'avenir de l'école et la venue éventuelle de Montessori ?
Michaël Guilloud : dès que l'école de Champagne sera terminée, il n'y aura plus de classes à Bonvillars. Nous n'avons pas encore de délai, mais nous sommes toujours en contact avec l'école Montessori.
Ingeborg Schwarz-Zuppiroli : et pour l'antenne 5G prévue dans le bas du village, avez-vus des nouvelles ?
Christiane Gri : nous n'avons toujours rien, peut-être un bon signe…

La séance est levée à 20h40

Le Président : La Secrétaire :

COMMUNE
DE
BONVILLARS

PREAVIS MUNICIPAL

No 5/2024
Au Conseil général
de la commune de Bonvillars
1427 Bonvillars

Réf 10.01/MG
Contact : M. Mikael Guilloud / 079 703 95 77

**Comptes communaux 2023**

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les Conseillers,

Nous soumettons à votre approbation les comptes communaux de l'année 2023 adoptés par la Municipalité en séance du 15 avril 2024 puis soumis à la fiduciaire Fiprom qui a réalisé son contrôle en date du 19 avril 2024 et qui se résument comme suit :

Pour plus de clarté et en prévision du passage à MCH2, certains comptes ont été épurés et ainsi comptabilisés différemment du budget.

## 1. Introduction

Le résultat final laisse apparaître un excédent de charges (déficit) de CHF -19'090.10 représentant la différence entre un cumul des produits de CHF 2'746'987.72 pour un total de charges de CHF 2'766'077.82.

Pour rappel, le budget 2023 prévoyait un excédent de charges (déficit) de CHF -16'626.00.

Le résultat final peut être décomposé comme suit :

| | | |
|---|---|---|
| Excédent de revenus avant amortissements | CHF | 122'985.95 |
| ./. Amortissement ordinaire | CHF | 102'909.40 |
| | CHF | 20'076.55 |
| ./. Amortissement extraordinaire | CHF | 379'166.65 |
| + prélèvement au fonds de réserve selon budget 2023 | CHF | 340'000.00 |
| Résultat final | CHF | -19'090.10 |

Au vu du bon résultat et des explications qui précèdent, nous avons procédé à des amortissements complémentaires de CHF 379'166.65 selon le tableau des amortissements joint et avons profité de dissoudre du fonds de réserve le montant de CHF 340'000.00 comme prévu dans le budget.

## 2. Commentaires sur divers comptes

**Par rapport au budget adopté par le Conseil général, les principaux écarts sont :**

110. Administration

| | | |
|---|---|---|
| 110.301.00<br>110.308.00 | Traitement personnel administration et prestations de tiers<br>❖ Augmentation du pourcentage de la secrétaire Municipale | Plus de charges<br><br>CHF 20'000.00 |
| 110.310.03<br>110.311.01 | Géoportail et Maintenance et matériel informatique<br>❖ Budget pas dépensé changement informatique prévu en 2024 et 2025 (cf. budget 2024) | Moins de charges<br><br>CHF 23'000.00 |
| 110.317.00 | Réceptions et manifestations<br>❖ Budget sous-évalué et comptabilisation des achats de vins à la CVB comptabilisés ultérieurement sous le chapitre vigne | Plus de charges<br><br>CHF 10'000.00 |

210. Impôts

| | | |
|---|---|---|
| 210.400.01<br>210.400.02 | Impôts sur le revenu et fortune des personnes physiques<br>❖ Montant plus important que prévu sur la fortune *(cf ratio des impôts ci-dessous)* | Plus de recettes<br><br>CHF 17'000.00 |
| 210.401.01<br>210.401.02 | Impôt sur le bénéfice et capital des personnes morales<br>❖ le budget a été surévalué | Moins de recettes<br>CHF 66'500.00 |
| 210.404.00<br>210.441.00 | Impôt sur les droits de mutation et les gains immobiliers<br>❖ Recettes liées aux ventes immobilières | Plus de recettes<br>CHF 53'000.00 |

220. Finances

| | | |
|---|---|---|
| 220.352.00<br>220.352.01<br>220.452.00 | Participation des communes, péréquation<br>❖ Provision solde péréquation à payer au canton | Plus de charges<br>CHF 25'000.00 |

310. Terrain

| | | |
|---|---|---|
| 310.314.00<br>310.444.00 | Entretien des terrains et subsides<br>❖ Les travaux de l'Etang budgétés n'ont pas été effectués | Moins de charges<br>CHF 25'300.00 |

320. Forêts

| | | |
|---|---|---|
| 320.314.01 | Entretien des chemins<br>❖ Travaux du chemin du Devens : CHF. 98'870.00<br>Subvention du canton reçue : CHF. 69'200.00<br>(voir compte 321.451.00) | Moins de charges<br><br>CHF 16'000.00 |

330. Vignes

| | | |
|---|---|---|
| 330.435.01 | Vente de raisin<br>❖ Contrairement aux années précédentes, le solde de la récolte 2023 reçu en 2024 a été comptabilisé en transitoire totalisant ainsi le montant global pour les vendanges 2023<br>❖ Les récoltes ont été meilleures que les années précédentes | Plus de recettes<br><br>CHF 48'700.00 |

430. Routes

| | | |
|---|---|---|
| 430.314.02 | Entretien des routes<br>❖ Les travaux budgétés concernant la zone 30, le cheminement à la Cour et diverses fissures n'ont pas été réalisés | Moins de charges<br><br>CHF 47'000.00 |

440. Parcs, promenades et cimetière

| | | |
|---|---|---|
| 440.331.00 | Amortissement Place des sources<br>❖ Amortissement ordinaire de CHF 14'229.40<br>❖ Amortissement complémentaire de CHF 22'000.00 | Plus de charges<br><br>CHF 36'229.00 |

461. Réseau d'égoûts

| | | |
|---|---|---|
| | Amortissements complémentaires (travaux terminés) | Plus de charges |
| 461.331.00 | ❖ Raccordement parcelle 499 : CHF 30'065.90 | |
| 461.331.05 | ❖ Collecteurs Puits-Midi : CHF 191'930.10 | CHF 262'000.00 |
| 461.331.07 | ❖ Raccordement Champs de Ville – Gotallaz : CHF 14'099.40 | |
| 461.331.08 | ❖ Quartier du Pontet : CHF 26'197.20 | |
| | En raison de ces amortissements complémentaires, le groupe 461 n'est pas équilibré | |

510. Enseignements primaire et secondaire

| | | |
|---|---|---|
| 510.352.01<br>510.352.02 | Participation primaire et secondaire<br>❖ Moins de charges que prévu | Moins de charges<br>CHF 18'000.00 |

720. Prévoyance sociale cantonale

| | | |
|---|---|---|
| 720.351.00<br>720.451.00 | Prestations complémentaires AVS/AI (facture sociale)<br>❖ Retour provisionné suite aux décomptes | Plus de recettes<br>CHF 30'000.00 |

810. Service des eaux

| | | |
|---|---|---|
| 810.331.01 | Amortissement PDDE<br>❖ Amortissement complémentaire de CHF 15'689.50 | Plus de charges<br>CHF 88'000.00 |
| 810.331.02 | Amortissement conduite du Devens<br>❖ Amortissement complémentaire de CHF 79'184.55 | |
| 810.435.00 | Vente d'eau<br>❖ Augmentation du prix de l'eau de 0.30 ct pour palier au déficit du groupe 810 qui doit être équilibré | Plus de recettes<br><br>CHF 30'000.00 |

## 3. Divers ratios

**Résumé des prévisions du résultat avant et après amortissement**

| | | Comptes 2023 | Comptes 2022 |
|---|---|---|---|
| | **Bénéfice / (-) Perte de l'exercice après amortissement** | **-19 090** | **-4 774** |
| 33 | amortissements | 477 696 | 576 861 |
| | **Bénéfice / (-) Perte de l'exercice avant amortissement** | **458 606** | **572 087** |

**Marge d'autofinancement**

| | | Comptes 2023 | Comptes 2022 |
|---|---|---|---|
| | **Bénéfice / (-) Perte de l'exercice avant amortissement** | **458 606** | **572 087** |
| 330 | ./. défalcations débiteurs | 0 | 0 |
| 38 | + attributions aux fonds | 0 | 0 |
| 48 | ./. prélèvements sur les fonds | -352 251 | -469 616 |
| | **Marge d'autofinancement** | **106 355** | **102 471** |

*Légende : La capacité d'autofinancement indique le degré permettant à la commune d'investir en fonction de sa capacité financière*

**Marge de couverture des financements spéciaux et des fonds**

| | Comptes 2023 | Comptes 2022 |
|---|---|---|
| Disponibilités (10) | 595 199 | 621 943 |
| Débiteurs (11) | 418 342 | 349 782 |
| Actifs transitoires (13) | 240 007 | 166 562 |
| *Total des actifs disponibles* | *1 253 548* | *1'138 287* |
| Financement spéciaux et fonds (28) | 1 397 718 | 1 749 969 |
| **Marge de couverture des financements et fonds** | **90%** | **65%** |

*Légende : cette marge doit s'élever au minimum à 70%*

**Valeur du point d'impôt pour les personnes physiques**

| | Comptes 2023 | Comptes 2022 |
|---|---|---|
| Impôt sur le revenu des personnes physiques | 782 403 | 738 872 |
| Impôts sur la fortune des personnes physiques | 152 782 | 126 507 |
| Impôt à la source | 3 615 | 2 860 |
| *Total des impôts personnes physiques* | *938 800* | *868 239* |
| Taux communal | 57.0 | 56.0 |
| *Valeur du point d'impôt* | *16 470* | *15 504* |
| Nombre d'habitants | 520 | 501 |
| **Valeur du point d'impôt par habitant** | **31.7** | **30.9** |

*Légende :*

*Plus la valeur du point par habitant est élevée plus la capacité contributive est importante*

Vu ce qui précède, nous vous demandons, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Conseillers, de bien vouloir prendre les décisions suivantes :

**Le Conseil général de Bonvillars**

- Considérant que cet objet a été porté à l'ordre du jour
- Ayant pris connaissance du préavis municipal no 5/2024
- Entendu le rapport de la Commission des finances

**Décide :**

1. **D'approuver les comptes communaux de l'année 2023 tels que présentés et d'en donner décharge à la Municipalité.**

Nous vous en remercions par avance et vous présentons, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Conseillers, nos meilleures salutations.

AU NOM DE LA MUNICIPALITE

Le Syndic

Mikael Guilloud

La Secrétaire

Mégane Defferrard

Bonvillars, le 13 mai 2024

**Annexes** : Bilan
Comptes de fonctionnement
Investissements et amortissements
Engagement hors bilan
Entente intercommunale

| Comptes de fonctionnement (par chapitres) | | Comptes 2023 Charges | Comptes 2023 Revenus | Budget 2023 Charges | Budget 2023 Revenus | Comptes 2022 Charges | Comptes 2022 Revenus |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **1** | **ADMINISTRATION GENERALE** | **330'778.27** | **54'163.85** | **360'150** | **53'000** | **358'123.76** | **63'671.30** |
| | **Solde** | | **276'614.42** | | **307'150** | | **294'452.46** |
| **101** | **Conseil général** | **7'451.75** | **0.00** | **6'000** | **0** | **6'754.40** | **0.00** |
| | **Solde** | | **7'451.75** | | **6'000** | | **6'754.40** |
| 300.00 | Jetons de présence-Commissions-Bureau | 6'358.10 | | 4'000 | | 5'966.35 | |
| 306.00 | Ind.et remboursement de frais | 837.90 | | 1'000 | | 666.25 | |
| 310.00 | Imprimés et fournitures de bureau | 255.75 | | 1'000 | | 121.80 | |
| **102** | **Municipalité** | **37'564.90** | **0.00** | **37'000** | **0** | **28'308.70** | **0.00** |
| | **Solde** | | **37'564.90** | | **37'000** | | **28'308.70** |
| 300.00 | Traitement des municipaux | 36'377.10 | | 32'000 | | 27'865.60 | |
| 306.00 | Ind.et remboursement de frais | 1'087.80 | | 4'000 | | 443.10 | |
| 309.00 | Autres charges | 100.00 | | 1'000 | | 0.00 | |
| **110** | **Administration** | **274'388.92** | **50'258.85** | **305'900** | **50'500** | **312'141.96** | **58'004.30** |
| | **Solde** | | **224'130.07** | | **255'400** | | **254'137.66** |
| 301.00 | Traitement du personnel administration | 70'018.00 | | 50'000 | | 59'029.75 | |
| 301.01 | Traitement du personnel exploitation | 0.00 | | 0 | | 0.00 | |
| 301.02 | Traitement du 2ème employé | 0.00 | | 0 | | 0.00 | |
| 303.00 | Assurances sociales | 18'515.33 | | 42'000 | | 40'060.30 | |
| 304.00 | Caisse de retraite | 9'870.40 | | 0 | | 27'813.50 | |
| 305.00 | Assurances accident et maladie | 12'202.72 | | 19'000 | | 10'388.20 | |
| 306.00 | Indemnisation et remboursement de frais | 312.90 | | 1'000 | | 1'510.00 | |
| 308.00 | Prestations de tiers (comptable) | 44'150.00 | | 44'400 | | 33'770.00 | |
| 309.00 | Autres charges | 394.15 | | 500 | | 672.40 | |
| 310.00 | Imprimés et fournitures de bureau | 3'837.55 | | 3'500 | | 3'350.40 | |
| 310.01 | Journaux, annonces off., textes légaux, etc. | 6'907.90 | | 3'500 | | 3'655.20 | |
| 310.02 | Site web | 7'307.25 | | 7'500 | | 181.90 | |
| 310.03 | Géoportail | 4'761.70 | | 12'000 | | 2'500.00 | |
| 311.00 | Achat mobilier et matériel | 71.70 | | 1'000 | | 813.75 | |
| 3[illegible]01 | Maintenance et petit matériel informatique | 14'262.60 | | 30'000 | | 11'649.10 | |
| 317.00 | Réceptions et manifestations | 13'475.75 | | 3'500 | | 4'889.70 | |
| 318.00 | Honoraires et prest. service, assurances | 10'394.70 | | 22'000 | | 23'970.78 | |
| 318.01 | Frais de port CCP et téléphone | 4'042.80 | | 2'750 | | 582.45 | |
| 318.02 | Mise aux normes des archives | 0.00 | | 2'000 | | 37'218.55 | |
| 318.04 | Frais de poursuites et de rappels | 368.95 | | 300 | | 120.20 | |
| 319.00 | Taxes, cotisations et divers | 8'808.12 | | 10'000 | | 8'932.73 | |
| 351.00 | Part à des charges cantonales (déficit transports publics) | 37'947.00 | | 40'950 | | 34'479.65 | |
| 352.00 | Part à des charges autres comm. | 1'989.40 | | 2'000 | | 803.40 | |
| 365.00 | Dons, aides et subventions casuels | 4'750.00 | | 8'000 | | 5'750.00 | |
| 431.00 | Emoluments | | 16'081.50 | | 7'500 | | 7'715.80 |
| 434.00 | Romande Energie, droit du sol | | 31'178.45 | | 41'000 | | 36'371.30 |
| 435.00 | Ventes et prestations de service | | 1'623.00 | | 0 | | 10'642.50 |
| 436.00 | Remboursement de tiers (APG), ass. div. et AVS | | 0.00 | | 0 | | 1'055.50 |
| 465.00 | Participations et subventions de tiers | | 1'375.90 | | 2'000 | | 2'219.20 |

| Comptes de fonctionnement (par chapitres) | | Comptes 2023 Charges | Comptes 2023 Revenus | Budget 2023 Charges | Budget 2023 Revenus | Comptes 2022 Charges | Comptes 2022 Revenus |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **150** | **Affaires culturelles et de loisirs** | **4'759.50** | **0.00** | **4'750** | **0** | **4'569.50** | **0.00** |
| | **Solde** | | **4'759.50** | | **4'750** | | **4'569.50** |
| 351.00 | Loi sur école de musique LEM | 4'759.50 | | 4'750 | | 4'569.50 | |
| **160** | **Tourisme** | **6'613.20** | **3'905.00** | **6'500** | **2'500** | **6'349.20** | **5'667.00** |
| | **Solde** | | **2'708.20** | | **4'000** | | **682.20** |
| 352.00 | Part Maison des Terroirs | 6'613.20 | | 6'500 | | 6'349.20 | |
| 406.06 | Taxe de séjour résidences secondaires | | 3'905.00 | | 2'500 | | 5'667.00 |
| **2** | **FINANCES** | **392'622.21** | **1'788'903.84** | **136'306** | **1'546'200** | **384'586.38** | **2'068'375.00** |
| | **Solde** | **1'396'281.63** | | **1'409'894** | | **1'683'788.62** | |
| **210** | **Impôts** | **11'508.21** | **1'184'193.18** | **11'000** | **1'168'700** | **8'269.38** | **1'403'063.65** |
| | **Solde** | **1'172'684.97** | | **1'157'700** | | **1'394'794.27** | |
| 310.00 | Frais de perception des impôts | 6'830.23 | | 10'000 | | 7'534.40 | |
| 321.00 | Intérêts bonifiés impôts | 393.20 | | 500 | | 399.73 | |
| 329.00 | Défalcations | 4'284.78 | | 0 | | 335.25 | |
| 330.00 | Défalcations | 0.00 | | 500 | | 0.00 | |
| 400.01 | Impôt sur le revenu | | 782'403.01 | | 780'000 | | 738'872.48 |
| 400.02 | Impôt sur la fortune | | 152'781.55 | | 135'000 | | 126'506.58 |
| 400.03 | Impôt à la source | | 3'614.85 | | 2'200 | | 2'859.63 |
| 401.01 | Impôt sur le bénéfice personnes morales | | 14'963.06 | | 41'500 | | 27'115.90 |
| 401.02 | Impôt sur le capital personnes morales | | 877.30 | | 40'000 | | 16'049.65 |
| 401.03 | Impôt complémentaire sur les immeubles p.m. | | 12'264.75 | | 10'000 | | 12'146.70 |
| 402.00 | Impôt foncier | | 120'460.60 | | 115'000 | | 117'776.40 |
| 404.00 | Droits de mutation | | 33'263.45 | | 15'000 | | 49'304.70 |
| 405.00 | Impôt sur les successions et donations | | 514.80 | | 5'000 | | 287'712.80 |
| 406.01 | Impôt sur les chiens | | 3'100.00 | | 3'000 | | 3'258.35 |
| 422.00 | Intérêts de retard | | 3'066.31 | | 2'000 | | 3'386.41 |
| 441.00 | Recettes sur les gains immobiliers | | 50'526.50 | | 15'000 | | 13'335.00 |
| 441.01 | Impôt des frontaliers | | 6'357.00 | | 5'000 | | 4'739.05 |
| **220** | **Finances** | **381'114.00** | **604'710.66** | **125'306** | **377'500** | **357'660.00** | **665'311.35** |
| | **Solde** | **223'596.66** | | **252'194** | | **307'651.35** | |
| 330.00 | Amortissement du patrimoine financier | 0.00 | | 4'380 | | 0.00 | |
| 331.00 | Amortissement du patrimoine administratif | 4'380.00 | | 0 | | 0.00 | |
| 352.00 | Partic.des communes, péréquation, EtaCom. | 366'790.00 | | 120'926 | | 357'660.00 | |
| 352.01 | Péréquation, décompte année précédente | 9'944.00 | | 0 | | 0.00 | |
| 422.00 | Revenu des capitaux du patrimoine financier | | 43'986.66 | | 37'500 | | 39'082.35 |
| 452.00 | Partic.des com.,bouclement cpte rég. Etatcom | | 220'724.00 | | 0 | | 265'200.00 |
| 452.01 | Péréquation année précédente | | 0.00 | | 0 | | 11'029.00 |
| 480.00 | Prélèvement à fonds de réserve | | 340'000.00 | | 340'000 | | 350'000.00 |

| Comptes de fonctionnement (par chapitres) | | Comptes 2023 Charges | Comptes 2023 Revenus | Budget 2023 Charges | Budget 2023 Revenus | Comptes 2022 Charges | Comptes 2022 Revenus |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **230** | **Amortissement et réserve non-ventilés** | **0.00** | **0.00** | **0** | **0** | **18'657.00** | **0.00** |
| | **Solde** | | | | | | **18'657.00** |
| 331.00 | Amortissement obl. patrim. administratif | 0.00 | | 0 | | 18'657.00 | |
| **3** | **DOMAINES ET BATIMENTS** | **435'292.16** | **583'395.87** | **766'045** | **723'112** | **643'139.38** | **533'250.30** |
| | **Solde** | **148'103.71** | | | **42'933** | | **109'889.08** |
| **310** | **Terrains** | **9'588.27** | **13'912.10** | **96'300** | **73'912** | **2'589.70** | **13'912.10** |
| | **Solde** | **4'323.83** | | | **22'388** | **11'322.40** | |
| 301.00 | Traitement des employés communaux | 1'861.07 | | 3'300 | | 1'405.00 | |
| 314.00 | Entretien des terrains | 7'727.20 | | 93'000 | | 1'184.70 | |
| 423.00 | Locations des terrains | | 13'912.10 | | 13'912 | | 13'912.10 |
| 444.00 | Subsides | | 0.00 | | 60'000 | | 0.00 |
| **320** | **Forêts** | **204'755.40** | **159'457.22** | **366'295** | **288'000** | **140'326.08** | **100'893.00** |
| | **Solde** | | **45'298.18** | | **78'295** | | **39'433.08** |
| 300.00 | Vacations des municipaux | 0.00 | | 0 | | 450.00 | |
| 308.01 | Ass.-Exploitation, coupes, plantations | 56'901.95 | | 140'000 | | 95'074.95 | |
| 308.02 | Ass.-Entretien des plantations | 15'934.95 | | 24'000 | | 12'080.70 | |
| 308.03 | Débardage-Epareuse-Broyage | 0.00 | | 0 | | 1'220.25 | |
| 309.00 | Autres charges | 744.15 | | 50'000 | | 615.00 | |
| 310.00 | Journaux, annonces, bureau, cotisations | 820.00 | | 800 | | 820.00 | |
| 314.01 | Entretien des chemins | 112'026.35 | | 128'000 | | 10'455.10 | |
| 352.00 | Participation garde-forestier | 18'328.00 | | 23'495 | | 19'610.08 | |
| 435.01 | Vente de bois | | 49'426.30 | | 130'000 | | 34'368.20 |
| 435.03 | Vente de bois de feu | | 0.00 | | 0 | | 23'483.70 |
| 444.00 | Subsides | | 0.00 | | 0 | | 43'041.10 |
| 451.00 | Participations et remboursements du canton | | 110'030.92 | | 158'000 | | 0.00 |
| **330** | **Vignes** | **81'637.93** | **149'191.50** | **96'500** | **101'700** | **120'781.60** | **115'385.40** |
| | **Solde** | **67'553.57** | | **5'200** | | | **5'396.20** |
| 301.00 | Traitement des employés communaux | 37'221.38 | | 55'000 | | 61'365.90 | |
| 301.01 | Traitement du personnel | 20'972.00 | | 10'000 | | 13'094.00 | |
| 311.00 | Achat de matériel, machines | 14'717.65 | | 16'000 | | 3'137.80 | |
| 313.00 | Achats produits, engrais, plants | 5'052.75 | | 7'500 | | 7'112.85 | |
| 313.01 | Achat de bouteilles | 0.00 | | 1'500 | | 3'857.10 | |
| 315.00 | Tracteur | 663.50 | | 3'000 | | 3'273.30 | |
| 319.00 | Cotisations et divers | 3'010.65 | | 3'500 | | 3'510.65 | |
| 331.00 | Amortissement tracteur | 0.00 | | 0 | | 25'430.00 | |
| 435.00 | Vente de vin | | 0.00 | | 800 | | 1'928.00 |
| 435.01 | Vente de raisin | | 148'791.50 | | 100'000 | | 112'157.85 |
| 435.02 | Dividendes s/parts sociales | | 0.00 | | 500 | | 899.55 |
| 437.00 | Location vignes | | 400.00 | | 400 | | 400.00 |
| **340** | **Bâtiments-Patrimoine administratif** | **17'542.68** | **0.00** | **23'550** | **0** | **28'185.15** | **0.00** |
| | **Solde** | | **17'542.68** | | **23'550** | | **28'185.15** |
| 300.00 | Vacations des municipaux | 0.00 | | 0 | | 1'500.00 | |
| 301.00 | Traitement des employés communaux | 4'652.68 | | 8'250 | | 11'183.00 | |
| 315.00 | Entretien du matériel | 87.65 | | 1'500 | | 2'215.85 | |
| 318.00 | Assurance incendie | 8'661.55 | | 10'000 | | 9'522.20 | |
| 319.00 | Dégâts d'eau et bris de glaces | 4'140.80 | | 3'800 | | 3'764.10 | |

| Comptes de fonctionnement (par chapitres) | | Comptes 2023 Charges | Comptes 2023 Revenus | Budget 2023 Charges | Budget 2023 Revenus | Comptes 2022 Charges | Comptes 2022 Revenus |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **351** | **Grande salle** | **24'632.55** | **24'437.25** | **32'950** | **21'500** | **206'310.50** | **27'226.55** |
| | **Solde** | | **195.30** | | **11'450** | | **179'083.95** |
| 301.01 | Traitement des employés communaux | 5'805.35 | | 4'950 | | 5'428.00 | |
| 311.00 | Achat de matériel-engins | 3'959.20 | | 2'000 | | 389.80 | |
| 312.00 | Electricité grande salle | 2'334.15 | | 13'000 | | 1'747.85 | |
| 312.01 | Chauffage grande salle | 9'569.30 | | 7'000 | | 8'006.45 | |
| 313.00 | Achat fournitures,march.,produits entretien | 1'557.35 | | 2'000 | | 3'988.50 | |
| 314.00 | Entretien du bâtiment | 1'407.20 | | 3'000 | | 0.00 | |
| 315.00 | Entretien du mobilier et matériel | 0.00 | | 1'000 | | 0.00 | |
| 331.01 | Amortissement Etude Grande Salle | 0.00 | | 0 | | 186'749.90 | |
| 427.00 | Locations diverses | | 1'200.00 | | 1'500 | | 2'250.00 |
| 427.01 | Locations groupement scolaire | | 19'614.00 | | 20'000 | | 24'976.55 |
| 435.09 | Ventes et prestations diverses | | 3'623.25 | | 0 | | 0.00 |
| **352** | **Le Moulin** | **22'865.85** | **54'989.80** | **27'500** | **53'600** | **43'025.90** | **68'361.05** |
| | **Solde** | | **32'123.95** | | **26'100** | | **25'335.15** |
| 311.00 | Achat de matériel, mobilier | 551.95 | | 1'500 | | 198.35 | |
| 312.00 | Electricité, chauffage | 5'082.90 | | 8'000 | | 12'096.10 | |
| 312.01 | Electricité, locaux de service | 264.50 | | 1'500 | | 66.00 | |
| 313.00 | Achat fournitures,march.,produits entretien | 1'340.35 | | 1'500 | | 3'977.05 | |
| 314.00 | Entretien du bâtiment | 15'626.15 | | 15'000 | | 26'688.40 | |
| 427.00 | Rbt indemnité dégâts d'eau | | 0.00 | | 0 | | 14'205.05 |
| 427.01 | Locations diverses | | 48'600.00 | | 53'600 | | 0.00 |
| 427.02 | Location Corthésy | | 0.00 | | 0 | | 18'654.35 |
| 427.03 | Location Parenté | | 0.00 | | 0 | | 22'397.15 |
| 427.04 | Location Fernandes J. | | 0.00 | | 0 | | 13'104.50 |
| 435.00 | Recettes compte de chauffage | | 6'389.80 | | 0 | | 0.00 |
| **353** | **Collège** | **32'964.06** | **70'632.15** | **35'050** | **73'800** | **32'342.60** | **93'838.25** |
| | **Solde** | | **37'668.09** | | **38'750** | | **61'495.65** |
| 301.01 | Traitement des employés communaux | 11'000.00 | | 11'550 | | 6'510.00 | |
| 311.00 | Achat de matériel, mobilier | 3'331.10 | | 1'000 | | 58.85 | |
| 312.00 | Electricité, chauffage | 12'337.70 | | 16'000 | | 21'842.25 | |
| 313.00 | Achat fournitures,march.,produits entretien | 977.15 | | 2'500 | | 1'482.05 | |
| 314.00 | Entretien du bâtiment | 5'318.11 | | 4'000 | | 2'449.45 | |
| 427.00 | Locations diverses | | 33'600.00 | | 37'200 | | 28'800.00 |
| 427.01 | Locations classes | | 37'032.15 | | 36'600 | | 37'971.60 |
| 427.02 | Participation à l'amortissement | | 0.00 | | 0 | | 18'666.65 |
| 427.04 | Location triage forestier 7 | | 0.00 | | 0 | | 8'400.00 |
| **354** | **Eglise** | **3'657.95** | **100.00** | **6'500** | **0** | **5'141.95** | **0.00** |
| | **Solde** | | **3'557.95** | | **6'500** | | **5'141.95** |
| 301.00 | Conciergerie | 682.00 | | 700 | | 594.70 | |
| 301.01 | Traitement des employés communaux | 0.00 | | 0 | | 203.00 | |
| 312.00 | Electricité, chauffage | 1'455.90 | | 1'200 | | 1'230.80 | |
| 313.00 | Achat fournitures,march.,produits entretien | 0.00 | | 500 | | 13.95 | |
| 314.00 | Entretien du bâtiment | 230.00 | | 3'000 | | 2'062.00 | |
| 318.00 | Assurances autres | 1'290.05 | | 1'100 | | 1'037.50 | |
| 427.00 | Mariage | | 100.00 | | 0 | | 0.00 |

| Comptes de fonctionnement (par chapitres) | | Comptes 2023 Charges | Comptes 2023 Revenus | Budget 2023 Charges | Budget 2023 Revenus | Comptes 2022 Charges | Comptes 2022 Revenus |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **355** | **Maison de Commune** | **9'916.75** | **0.00** | **19'900** | **0** | **21'156.50** | **95.70** |
| | **Solde** | | **9'916.75** | | **19'900** | | **21'060.80** |
| 301.00 | Conciergerie | 2'139.00 | | 1'400 | | 1'760.95 | |
| 311.00 | Achat de matériel, mobilier | 1'669.90 | | 2'000 | | 5'935.65 | |
| 312.00 | Electricité, chauffage | 4'082.45 | | 3'500 | | 3'216.75 | |
| 314.00 | Entretien des bâtiments | 2'025.40 | | 13'000 | | 8'640.40 | |
| 318.00 | Assurances autres | 0.00 | | 0 | | 1'602.75 | |
| 465.00 | Participation de tiers | | 0.00 | | 0 | | 95.70 |
| **356** | **Ancienne Poste** | **5'157.00** | **47'165.90** | **10'000** | **46'100** | **13'297.15** | **47'120.05** |
| | **Solde** | **42'008.90** | | **36'100** | | **33'822.90** | |
| 301.00 | Traitement des employés communaux | 744.00 | | 0 | | 614.65 | |
| 312.00 | Electricite, chauffage | 3'392.80 | | 6'000 | | 8'221.50 | |
| 314.00 | Entretien | 1'020.20 | | 4'000 | | 4'461.00 | |
| 42[illegible]0 | Locations diverses | | 42'600.00 | | 46'100 | | 0.00 |
| 427.01 | Location Ayala | | 0.00 | | 0 | | 14'539.00 |
| 427.02 | Location Krebs - Curtis | | 0.00 | | 0 | | 21'600.00 |
| 427.04 | Location Meylan | | 0.00 | | 0 | | 10'981.05 |
| 435.00 | Recettes compte de chauffage | | 4'565.90 | | 0 | | 0.00 |
| **357** | **La Cour locatif** | **22'221.27** | **40'191.95** | **25'500** | **41'000** | **28'339.70** | **43'400.20** |
| | **Solde** | **17'970.68** | | **15'500** | | **15'060.50** | |
| 312.00 | Electricité, chauffage | 3'743.90 | | 6'000 | | 9'090.85 | |
| 312.01 | Electricité garage | 741.30 | | 1'000 | | 570.50 | |
| 314.00 | Entretien des bâtiments | 17'736.07 | | 18'500 | | 18'678.35 | |
| 427.00 | Locations diverses | | 35'088.00 | | 41'000 | | 0.00 |
| 427.01 | Location Colin appartement | | 0.00 | | 0 | | 11'828.45 |
| 427.02 | Location Colin studio | | 0.00 | | 0 | | 6'000.00 |
| 427.04 | Location local pompiers | | 0.00 | | 0 | | 3'468.00 |
| 427.05 | Location 3ème appartement | | 0.00 | | 0 | | 22'103.75 |
| 435.00 | Recettes compte de chauffage | | 5'103.95 | | 0 | | 0.00 |
| **358** | **La Combaz** | **352.45** | **22'918.00** | **25'000** | **23'000** | **1'642.55** | **22'918.00** |
| | **Solde** | **22'565.55** | | | **2'000** | **21'275.45** | |
| 314.00 | Entretien des bâtiments | 352.45 | | 25'000 | | 1'642.55 | |
| 427.00 | Location du chalet | | 22'918.00 | | 23'000 | | 22'918.00 |
| **359** | **Cave et Annexes** | **0.00** | **400.00** | **1'000** | **500** | **0.00** | **100.00** |
| | **Solde** | **400.00** | | | **500** | **100.00** | |
| 313.00 | Achat de fournitures | 0.00 | | 500 | | 0.00 | |
| 314.00 | Entretien des bâtiments | 0.00 | | 500 | | 0.00 | |
| 427.00 | Location pressoir | | 400.00 | | 500 | | 100.00 |
| **4** | **TRAVAUX** | **647'455.77** | **184'327.60** | **464'150** | **203'900** | **670'376.59** | **230'924.48** |
| | **Solde** | | **463'128.17** | | **260'250** | | **439'452.11** |
| **430** | **Routes** | **142'881.70** | **327.70** | **237'000** | **0** | **387'852.16** | **300.00** |
| | **Solde** | | **142'554.00** | | **237'000** | | **387'552.16** |
| 300.00 | Vacations municipaux | 0.00 | | 0 | | 2'000.00 | |
| 301.00 | Traitement des employés communaux | 10'556.70 | | 30'900 | | 17'893.00 | |
| 311.00 | Achat de matériel, machines | 6'534.60 | | 9'000 | | 4'608.05 | |
| 312.00 | Eclairage public | 5'050.15 | | 3'000 | | 3'367.90 | |
| 313.00 | Matériels divers, carburants | 0.00 | | 0 | | 5'571.25 | |
| 314.01 | Entretien des parcs | 16'559.55 | | 21'200 | | 5'771.15 | |

| Comptes de fonctionnement (par chapitres) | | Comptes 2023 Charges | Comptes 2023 Revenus | Budget 2023 Charges | Budget 2023 Revenus | Comptes 2022 Charges | Comptes 2022 Revenus |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 314.02 | Entretien des routes | 22'960.65 | | 70'000 | | 76'801.51 | |
| 314.03 | Entretien éclairage public | 10'233.05 | | 12'000 | | 5'327.80 | |
| 314.04 | Canalisations currages | 2'272.90 | | 2'000 | | 879.00 | |
| 315.00 | Tracteur | 5'882.95 | | 12'000 | | 10'415.05 | |
| 318.00 | Déblaiement neige | 2'098.35 | | 4'000 | | 5'451.35 | |
| 319.00 | Taxes, impôts, assurances véhicules | 1'432.80 | | 1'000 | | 660.00 | |
| 331.01 | Amortissement travaux routes | 12'000.00 | | 12'000 | | 12'000.00 | |
| 331.03 | Amortissement travaux sous Caves | 6'000.00 | | 6'000 | | 6'000.00 | |
| 331.05 | Amortissement " Croix des Terreaux" | 15'600.00 | | 15'600 | | 15'600.00 | |
| 331.07 | Amortissement trottoir rte de Champagne | 0.00 | | 7'800 | | 98'806.10 | |
| 331.08 | Amortissement Trottoir Flusel | 0.00 | | 4'800 | | 91'000.00 | |
| 331.09 | Amortissement Rue du Tertre | 15'700.00 | | 15'700 | | 15'700.00 | |
| 331.10 | Amortissement Midi-Croix-des-Terreaux | 10'000.00 | | 10'000 | | 10'000.00 | |
| 435.00 | Participation et subventions de tiers | | 327.70 | | 0 | | 300.00 |
| **4** | **Parcs, promenades, cimetière** | **47'817.99** | **4'000.00** | **16'050** | **0** | **41'171.70** | **1'410.80** |
| | **Solde** | | **43'817.99** | | **16'050** | | **39'760.90** |
| 301.00 | Traitement de l' employé communal | 6'513.74 | | 11'550 | | 10'790.00 | |
| 311.00 | Achat de matériel, machines | 1'472.25 | | 1'000 | | 1'953.85 | |
| 314.00 | Entretien | 3'481.00 | | 1'500 | | 1'023.40 | |
| 315.00 | Tracteur | 0.00 | | 2'000 | | 1'974.45 | |
| 319.00 | Taxes,impôts et assurances véhicules | 121.60 | | 0 | | 0.00 | |
| 331.00 | Amortissement | 36'229.40 | | 0 | | 0.00 | |
| 331.02 | Amortissement tracteur | 0.00 | | 0 | | 25'430.00 | |
| 435.01 | Emolument "Jardin du Souvenir" | | 4'000.00 | | 0 | | 700.00 |
| 465.00 | Subside divers | | 0.00 | | 0 | | 710.80 |
| **451** | **Ordures ménagères et déchetterie** | **58'213.68** | **43'750.10** | **51'200** | **44'000** | **53'195.45** | **41'056.40** |
| | **Solde** | | **14'463.58** | | **7'200** | | **12'139.05** |
| 300.00 | Vacation des municipaux | 0.00 | | 0 | | 500.00 | |
| 301.00 | Traitement des employés communaux | 2'791.61 | | 1'500 | | 3'454.00 | |
| 311.00 | Achat matériel, (sacs enfants) | 1'548.27 | | 1'200 | | 0.00 | |
| 352.00 | STRID | 1'690.20 | | 2'000 | | 809.45 | |
| 352.01 | Déchetterie | 0.00 | | 0 | | 2'145.15 | |
| 352.03 | Strid incinérables | 13'201.55 | | 15'000 | | 12'538.05 | |
| 352.04 | Cand-Landi déchets communaux | 2'510.60 | | 1'500 | | 1'980.60 | |
| 352.06 | Commune d'Onnens, participation aux frais | 36'471.45 | | 30'000 | | 31'768.20 | |
| 434.02 | Ristourne des sacs ordures STRID | | 13'702.95 | | 14'000 | | 12'006.10 |
| 434.03 | Taxe personnelle déchets | | 29'170.50 | | 29'000 | | 27'968.00 |
| 435.04 | Produits de récupération(verres) | | 876.65 | | 1'000 | | 1'082.30 |
| **461** | **Réseau d'égouts** | **339'232.55** | **76'939.95** | **93'650** | **93'650** | **127'680.01** | **127'680.01** |
| | **Solde** | | **262'292.60** | | | | |
| 300.00 | Vacations municipaux | 0.00 | | 0 | | 400.00 | |
| 314.00 | Entretien canalisations et collecteurs | 0.00 | | 10'000 | | 2'789.45 | |
| 331.00 | Amortissement raccordement parcelle 499 | 30'065.90 | | 0 | | 0.00 | |
| 331.05 | Amortissement collecteurs Puits-Midi | 206'930.10 | | 15'000 | | 15'000.00 | |
| 331.07 | Amortissement raccordement EU Champs de Ville - La Gotallaz | 17'599.40 | | 3'500 | | 3'500.00 | |
| 331.08 | Amortissement Quartier du Pontet | 28'697.20 | | 2'500 | | 2'500.00 | |
| 331.10 | Amortissement conduites - Ch. sur la Vigne | 0.00 | | 2'400 | | 46'488.00 | |
| 352.00 | Participation de Bonvillars aux frais de la STEP | 55'939.95 | | 60'250 | | 57'002.56 | |
| 434.00 | Taxe d'épuration des eaux | | 35'758.50 | | 36'500 | | 36'594.00 |

| Comptes de fonctionnement (par chapitres) | | Comptes 2023 Charges | Comptes 2023 Revenus | Budget 2023 Charges | Budget 2023 Revenus | Comptes 2022 Charges | Comptes 2022 Revenus |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 434.01 | Taxes uniques de raccordement, eaux usées | | 2'988.00 | | 2'000 | | 7'074.00 |
| 434.03 | Taxe entretien des collecteurs | | 35'935.50 | | 36'300 | | 36'873.00 |
| 465.00 | Participation frais exploitation et administration de la STEP | | 0.00 | | 10'400 | | 0.00 |
| 480.04 | Prélèvement fonds de réserve épuration des eaux | | 2'257.95 | | 8'450 | | 47'139.01 |
| **462** | **STEP** | **59'309.85** | **59'309.85** | **66'250** | **66'250** | **60'477.27** | **60'477.27** |
| | **Solde** | | | | | | |
| 300.00 | Vacations des municipaux | 0.00 | | 1'000 | | 1'000.00 | |
| 301.00 | Traitement du personnel communal | 12'096.95 | | 21'450 | | 7'707.00 | |
| 311.00 | Achat matériel | 0.00 | | 1'500 | | 101.50 | |
| 312.00 | Electricité | 9'119.90 | | 10'000 | | 7'478.50 | |
| 312.01 | Consommation d'eau | 750.00 | | 2'000 | | 992.20 | |
| 314.00 | Entretien | 8'820.10 | | 12'000 | | 16'756.42 | |
| 3[illegible]1 | Traitement des boues Ependes | 10'524.70 | | 10'600 | | 10'392.40 | |
| 318.00 | Honoraires et prestations de service | 13'471.20 | | 3'000 | | 11'621.25 | |
| 319.00 | Taxe fédérales sur les eaux usées | 4'527.00 | | 4'700 | | 4'428.00 | |
| 436.01 | Participation de la commune de Champagne | | 2'695.90 | | 4'500 | | 3'517.20 |
| 436.02 | Participation de la commune d'Onnens | | 674.00 | | 1'500 | | 485.10 |
| 436.03 | Participation de Bonvillars | | 55'939.95 | | 60'250 | | 56'474.97 |
| **5** | **INSTRUCTION PUBLIQUE ET CULTES** | **289'153.20** | **3'505.00** | **305'320** | **2'000** | **286'343.20** | **2'500.00** |
| | **Solde** | | **285'648.20** | | **303'320** | | **283'843.20** |
| **510** | **Enseignement primaire et secondaire** | **284'756.55** | **3'505.00** | **301'500** | **2'000** | **281'867.05** | **2'500.00** |
| | **Solde** | | **281'251.55** | | **299'500** | | **279'367.05** |
| 352.01 | Participation primaire | 153'168.85 | | 124'630 | | 137'852.25 | |
| 352.02 | Participation au secondaire | 127'753.00 | | 174'370 | | 140'590.85 | |
| 352.03 | surveillance préau | 3'834.70 | | 2'500 | | 3'423.95 | |
| 451.02 | participation surveillance préau | | 3'505.00 | | 2'000 | | 2'500.00 |
| **540** | **Office orientation professionnelle** | **678.55** | **0.00** | **700** | **0** | **662.30** | **0.00** |
| | **Solde** | | **678.55** | | **700** | | **662.30** |
| 351.00 | Participation cantonale | 678.55 | | 700 | | 662.30 | |
| **580** | **Temples et cultes** | **3'718.10** | **0.00** | **3'120** | **0** | **3'813.85** | **0.00** |
| | **Solde** | | **3'718.10** | | **3'120** | | **3'813.85** |
| 365.01 | Participation paroisse protestante | 1'790.15 | | 1'000 | | 1'945.45 | |
| 365.02 | Participation paroisse catholique | 1'800.00 | | 2'000 | | 1'746.90 | |
| 365.03 | Participation paroisse langue allemande | 127.95 | | 120 | | 121.50 | |

| Comptes de fonctionnement (par chapitres) | | Comptes 2023 Charges | Comptes 2023 Revenus | Budget 2023 Charges | Budget 2023 Revenus | Comptes 2022 Charges | Comptes 2022 Revenus |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **6** | **POLICE** | **93'723.69** | **4'044.07** | **92'973** | **2'500** | **88'510.12** | **7'759.40** |
| | **Solde** | | **89'679.62** | | **90'473** | | **80'750.72** |
| **610** | **Corps de police** | **55'728.00** | **990.00** | **55'729** | **0** | **54'483.00** | **0.00** |
| | **Solde** | | **54'738.00** | | **55'729** | | **54'483.00** |
| 351.00 | Réforme policière | 55'728.00 | | 55'729 | | 54'483.00 | |
| 451.00 | Participation et remboursement du Canton (réforme policière années précédentes) | | 990.00 | | 0 | | 0.00 |
| **620** | **Contrôle des habitants** | **1'433.45** | **2'620.27** | **1'500** | **2'000** | **1'645.00** | **3'262.00** |
| | **Solde** | **1'186.82** | | **500** | | **1'617.00** | |
| 318.00 | Emoluments versés | 1'433.45 | | 1'500 | | 1'645.00 | |
| 431.00 | Emoluments facturés | | 2'620.27 | | 2'000 | | 3'262.00 |
| **630** | **Police sanitaire** | **288.00** | **225.00** | **500** | **500** | **461.00** | **461.00** |
| | **Solde** | | **63.00** | | | | |
| 352.04 | Participation destruction déchets carnés | 288.00 | | 500 | | 461.00 | |
| 436.00 | Remboursement taxe déchets carnés | | 225.00 | | 500 | | 461.00 |
| **640** | **Service des inhumations** | **196.35** | **0.00** | **700** | **0** | **814.15** | **0.00** |
| | **Solde** | | **196.35** | | **700** | | **814.15** |
| 301.00 | Traitement des employés communaux | 0.00 | | 0 | | 728.00 | |
| 318.00 | Frais de transports des pompes funèbres | 86.15 | | 200 | | 86.15 | |
| 318.05 | Honoraires et prestations de services | 110.20 | | 500 | | 0.00 | |
| **650** | **Défense contre l'incendie** | **26'897.15** | **0.00** | **24'240** | **0** | **21'381.90** | **3'396.00** |
| | **Solde** | | **26'897.15** | | **24'240** | | **17'985.90** |
| 301.02 | Participation SDIS, Yverdon | 20'973.30 | | 22'240 | | 19'333.85 | |
| 318.01 | Bornes hydrantes | 5'923.85 | | 2'000 | | 2'048.05 | |
| 436.00 | Participation de tiers | | 0.00 | | 0 | | 3'396.00 |
| **660** | **Protection civile** | **9'180.74** | **208.80** | **10'304** | **0** | **9'725.07** | **640.40** |
| | **Solde** | | **8'971.94** | | **10'304** | | **9'084.67** |
| 352.00 | Participation assoc. intercom. PC | 8'010.74 | | 9'000 | | 8'545.07 | |
| 352.01 | ACRG, surveillance des chantiers | 1'170.00 | | 1'304 | | 1'180.00 | |
| 451.00 | ACRG, ristourne | | 208.80 | | 0 | | 640.40 |
| **7** | **SECURITE SOCIALE** | **390'580.90** | **30'157.00** | **409'470** | **0** | **480'175.20** | **0.00** |
| | **Solde** | | **360'423.90** | | **409'470** | | **480'175.20** |
| **720** | **Prévoyance sociale cantonale** | **390'580.90** | **30'157.00** | **409'470** | **0** | **480'175.20** | **0.00** |
| | **Solde** | | **360'423.90** | | **409'470** | | **480'175.20** |
| 351.00 | Pr.compl.AVS/AI-prév.aide soc.-prot.jeunesse | 292'092.80 | | 292'093 | | 392'700.80 | |
| 351.01 | FAGE (accueil de jour des enfants) | 94'072.30 | | 105'662 | | 83'942.75 | |
| 351.02 | ARAS | 3'921.40 | | 11'715 | | 3'531.65 | |
| 351.03 | Solde à payer de facture sociale année précédente selon décpte final | 494.40 | | 0 | | 0.00 | |
| 451.00 | Participations et remboursements du canton | | 30'157.00 | | 0 | | 0.00 |

| Comptes de fonctionnement (par chapitres) | | Comptes 2023 Charges | Comptes 2023 Revenus | Budget 2023 Charges | Budget 2023 Revenus | Comptes 2022 Charges | Comptes 2022 Revenus |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **8** | **SERVICES INDUSTRIELS** | **186'471.62** | **98'490.49** | **97'974** | **85'050** | **140'668.80** | **140'668.80** |
| | **Solde** | | **87'981.13** | | **12'924** | | |
| **810** | **Service des eaux** | **186'471.62** | **98'490.49** | **97'974** | **85'050** | **140'668.80** | **140'668.80** |
| | **Solde** | | **87'981.13** | | **12'924** | | |
| 300.00 | Vacations des municipaux | 0.00 | | 0 | | 400.00 | |
| 301.00 | Traitement des employés communaux | 6'513.72 | | 16'550 | | 14'488.00 | |
| 311.00 | Achat matériel, compteurs | 965.85 | | 1'000 | | 1'403.25 | |
| 312.01 | Achat eau | 35'628.10 | | 38'000 | | 45'783.40 | |
| 312.03 | Consommation d'électricité | 6'347.85 | | 7'500 | | 5'044.95 | |
| 314.00 | Entretien réseau et station pompage | 21'801.75 | | 10'000 | | 62'361.35 | |
| 318.00 | Honoraires et prestations de service | 16'340.30 | | 20'924 | | 7'187.85 | |
| 331.01 | Amortissement PDDE | 15'689.50 | | 0 | | 0.00 | |
| 331.02 | Amortissement conduite du Devens | 83'184.55 | | 4'000 | | 4'000.00 | |
| 434.01 | Taxes uniques de raccordement,dist.d'eau | | 3'370.00 | | 2'000 | | 7'897.50 |
| 435.00 | Vente d'eau | | 85'127.50 | | 55'000 | | 60'294.50 |
| 4[illegible]0 | Prélèvement fonds de réserve | | 9'992.99 | | 28'050 | | 72'476.80 |
| | **Total des charges** | **2'766'077.82** | | **2'632'388** | | **3'051'923.43** | |
| | **Total des revenus** | | **2'746'987.72** | | **2'615'762** | | **3'047'149.28** |
| | **Excédent de charges** | | **19'090.10** | | **16'626** | | **4'774.15** |

| | | Solde au 31.12.2022 | Mouvements Augmentation | Mouvements Diminution | Solde au 31.12.2023 |
|---|---|---|---|---|---|
| **1** | **Actif** | **2'999'020.45** | | **361'060.84** | **2'637'959.61** |
| **10** | **Disponibilités** | **621'943.29** | | **26'744.70** | **595'198.59** |
| 1000.00 | Caisse | 413.85 | 271.00 | | 684.85 |
| 1010.00 | CCP | 291'519.86 | | 42'308.40 | 249'211.46 |
| 1010.03 | Compte d'attente | 0.00 | | | 0.00 |
| 1020.00 | BCV c/c 602.219.0 | 202'849.42 | | 80'424.52 | 122'424.90 |
| 1020.04 | BCV c/c T 5242.66.77 placement | 122'689.26 | 192.29 | | 122'881.55 |
| 1020.05 | BCV c/c Z 5242.33.28 STEP | 4'470.90 | | 4'470.90 | 0.00 |
| 1020.06 | Raiffeisen c/c CH74 8080 8009 7877 7766 1 | 0.00 | 99'995.83 | | 99'995.83 |
| **11** | **Avoirs** | **349'782.30** | **68'559.24** | | **418'341.54** |
| 1150.01 | Débiteurs # | 190'535.35 | 3'526.30 | | 194'061.65 |
| 1150.03 | Débiteurs AFC impôt anticipé | 13'078.27 | 2'039.68 | | 15'117.95 |
| 1150.04 | Débiteurs Etat de Vaud (IA) | 0.00 | 10'118.52 | | 10'118.52 |
| 11 06 | Débiteurs Etat de Vaud (PP) | 0.00 | | | 0.00 |
| 1150.08 | Débiteurs Etat de Vaud (PM-PP-IS) | 11'878.07 | 2'442.59 | | 14'320.66 |
| 1150.09 | Débiteurs Etat de Vaud arriéré | 130'288.31 | 54'434.45 | | 184'722.76 |
| 1150.10 | Compte courant STEP intercommunale | 4'002.30 | | 4'002.30 | 0.00 |
| **12** | **Placements** | **592'493.91** | | **96'674.53** | **495'819.38** |
| 1200.06 | Titres | 90'763.00 | | | 90'763.00 |
| 1200.14 | Banque Raiffeisen MOA, cpte épargne (6892 3237 5) | 501'729.91 | | 96'674.53 | 405'055.38 |
| 1230.00 | Terrains | 1.00 | | | 1.00 |
| **13** | **Transitoire** | **166'562.30** | **73'445.15** | | **240'007.45** |
| 1390.00 | Actifs transitoires | 166'562.30 | 73'445.15 | | 240'007.45 |
| **14** | **Investissements** | **1'224'438.65** | | **375'266.00** | **849'172.65** |
| 1410.05 | Travaux Riettaz, route | 24'000.00 | | 12'000.00 | 12'000.00 |
| 1410 11 | Travaux sous les caves de Bonvillars, ch. sur La Vigne | 31'230.80 | | 6'000.00 | 25'230.80 |
| 14 16 | Croix-des-Terreaux | 69'399.45 | | 15'600.00 | 53'799.45 |
| 1410.19 | Remplacement des collecteurs ruelle de Puits-place du Midi | 206'930.10 | | 206'930.10 | 0.00 |
| 1410.20 | Epuration Champ-de-Ville et Gotallaz | 17'599.40 | | 17'599.40 | 0.00 |
| 1410.21 | Equipement quartier du Pontet. | 28'697.20 | | 28'697.20 | 0.00 |
| 1410.23 | Conduite Devens | 83'184.55 | | 83'184.55 | 0.00 |
| 1410.26 | Plan général d'affectation (PGA) | 121'821.80 | 15'578.95 | | 137'400.75 |
| 1410.27 | PDDE plan Directeur Distribution Eau | 15'689.50 | | 15'689.50 | 0.00 |
| 1410.29 | Midi-Croix-des-Terreaux | 250'938.05 | | 10'000.00 | 240'938.05 |
| 1410.30 | Rue du Tertre | 345'931.90 | | 15'700.00 | 330'231.90 |
| 1410.33 | Raccordement de la parcelle 499 au réseau communal d'évacuation des eaux (préavis 03/2021) | 29'015.90 | | 29'015.90 | 0.00 |
| 1410.34 | Démol insall lavage et aménag "place des vendamges" préavis no 07/2022 | 0.00 | 35'000.00 | | 35'000.00 |
| 1430.33 | Raccordement de la parcelle 499 au réseau communal d'évacuation des eaux (préavis 03/2021 | 0.00 | | | 0.00 |
| 1430.34 | Réfection de la toiture de la grande salle (solaire) préavis no 08/2022 | 0.00 | 14'571.70 | | 14'571.70 |
| **15** | **Prêts et participations permanentes** | **43'800.00** | | **4'380.00** | **39'420.00** |
| 1530.04 | Actions Centre Sportif régional de Borné Nau SA (438 parts) | 43'800.00 | | 4'380.00 | 39'420.00 |

| | | Solde au 31.12.2022 | Mouvements Augmentation | Mouvements Diminution | Solde au 31.12.2023 |
|---|---|---|---|---|---|
| **2** | **Passif** | **2'999'020.45** | | **341'970.74** | **2'657'049.71** |
| **20** | **Engagements courants** | **262'444.60** | **15'392.95** | | **277'837.55** |
| 2000.00 | Créanciers divers [ | 262'444.60 | 15'330.50 | | 277'775.10 |
| 2000.02 | Salaires à payer | 0.00 | | | 0.00 |
| 2000.05 | Charges sociales AVS-AI-AC | 0.00 | | 295.55 | -295.55 |
| 2000.06 | Charges sociales LPP | 0.00 | | | 0.00 |
| 2000.07 | Charges sociales LAA-LAAC-IJM | 0.00 | | 3'242.00 | -3'242.00 |
| 2060.01 | Acomptes charges locataires Le Moulin | 0.00 | | | 0.00 |
| 2060.02 | Acomptes charges locataires Collège | 0.00 | 3'600.00 | | 3'600.00 |
| 2060.03 | Acomptes charges locataires Ancienne poste | 0.00 | | | 0.00 |
| 2060.04 | Acomptes charges locataires La Cour | 0.00 | | | 0.00 |
| **25** | **Passifs transitoires** | **109'844.69** | | **5'112.75** | **104'731.94** |
| 25[illegible].00 | Passifs transitoires | 109'844.69 | | 5'112.75 | 104'731.94 |
| 25[illegible].02 | Compte "Attente" | 0.00 | | | 0.00 |
| **28** | **Réserves** | **1'749'968.94** | | **352'250.94** | **1'397'718.00** |
| 2800.01 | Fonds service des eaux | 9'992.99 | | 9'992.99 | 0.00 |
| 2800.03 | Fonds de réserve épuration | 20'756.77 | | 2'257.95 | 18'498.82 |
| 2810.00 | Fonds de réserve pour assurance grêle | 100'000.00 | | | 100'000.00 |
| 2810.02 | Fonds de réserve achat futur | 173'000.00 | | | 173'000.00 |
| 2820.02 | Fonds de réserve protection civile | 190'502.00 | | | 190'502.00 |
| 2820.03 | Fonds de réserve | 1'229'717.18 | | 340'000.00 | 889'717.18 |
| 2820.04 | Provision pertes sur débiteurs | 26'000.00 | | | 26'000.00 |
| **29** | **Fortune nette** | **876'762.22** | | | **876'762.22** |
| 2900.00 | Capital ] | 876'762.22 | | | 876'762.22 |
| | **Ensemble des actifs** | **2'999'020.45** | | **361'060.84** | **2'637'959.61** |
| | **Ensemble des passifs** | **2'999'020.45** | | **341'970.74** | **2'657'049.71** |
| | **Excédent des passifs** | | | | **19'090.10** |

**COMMUNE DE BONVILLARS**

## Tableau des investissements et amortissements 2023

| bilan Comptes | Libellé | Travaux déjà effectués | Investi. 2023 | Total à amortir | Amortissement déjà effectué | solde au 31.12.2022 | amortissements légaux 2023 | amortissements supplémentaires | cpte charges | solde à amortir au 31.12.2023 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1410.05 | Travaux route de Riettaz | 283'840.70 | | 283'840.70 | 247'840.70 | 24'000.00 | 12'000.00 | | 430.331.01 | 12'000.00 |
| 1410.11 | Travaux sous Caves, ch. Sur la Vigne | 146'155.80 | | 146'155.80 | 114'925.00 | 31'230.80 | 6'000.00 | | 430.331.03 | 25'230.80 |
| 1410.16 | Croix des Terreaux | 397'885.90 | | 397'885.90 | 328'486.45 | 69'399.45 | 15'600.00 | | 430.331.05 | 53'799.45 |
| 1410.19 | Rempl. des collecteurs place du Midi | 690'430.10 | | 690'430.10 | 483'500.00 | 206'930.10 | 15'000.00 | 191'930.10 | 461.331.05 | - |
| 1410.20 | Epuration Champ de la Ville-Gotallaz | 54'875.40 | | 54'875.40 | 37'276.00 | 17'599.40 | 3'500.00 | 14'099.40 | 461.331.07 | - |
| 1410.21 | Equipement quartier du Pontet | 48'697.20 | | 48'697.20 | 20'000.00 | 28'697.20 | 2'500.00 | 26'197.20 | 461.331.08 | - |
| 1410.23 | Conduite Devens | 99'184.55 | | 99'184.55 | 16'000.00 | 83'184.55 | 4'000.00 | 79'184.55 | 810.331.02 | - |
| 1410.26 | Plan général d'affectation (PGA) | 121'821.80 | 15'578.95 | 137'400.75 | | 121'821.80 | - | | | 137'400.75 |
| 1410.27 | PDDE Plan Directeur Distribution Eau | 30'689.50 | | 30'689.50 | 15'000.00 | 15'689.50 | | 15'689.50 | 810.331.01 | - |
| 1410.29 | Midi-Croix-des-Terreaux | 270'938.05 | | 270'938.05 | 20'000.00 | 250'938.05 | 10'000.00 | | 430.331.10 | 240'938.05 |
| 1410.30 | Rue du Tertre | 393'031.90 | - | 393'031.90 | 47'100.00 | 345'931.90 | 15'700.00 | | 430.331.09 | 330'231.90 |
| 1410.34 | Démolition install lavage et aménagement"pl des vendanges" | | 71'229.40 | 71'229.40 | | - | 14'229.40 | 22'000.00 | 440.331.00 | 35'000.00 |
| 1430.33 | Racc. parcelle 499 au réseau communal des eaux | 29'015.90 | 1'050.00 | 30'065.90 | | 29'015.90 | | 30'065.90 | 461.331.00 | - |
| 1430.34 | Réfection de la toiture de la grande salle (solaire) | | 14'571.70 | 14'571.70 | | - | | | 351.331.00 | 14'571.70 |
| | **TOTAUX** | **2'566'566.80** | **102'430.05** | **2'668'996.85** | **1'330'128.15** | **1'224'438.65** | **98'529.40** | **379'166.65** | | **849'172.65** |

**Prêts et participations permanentes**

| | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1530.04 | Actions centre sportif régional de Borné Nau SA | 43'800.00 | | 43'800.00 | | 43'800.00 | 4'380.00 | | 220.330.00 | 39'420.00 |
| | **TOTAUX** | **43'800.00** | | **43'800.00** | - | **43'800.00** | **4'380.00** | - | | **39'420.00** |

19.04.2024

## ***Engagement hors bilan***

***Cautionnement***

| | Montants effectifs | Plafond endettement |
|---|---|---|
| ASIGE / nouveau collège de Borné Nau | 414'966 | 641'212 |
| ACRG / association de distribution des eaux | 86'414 | |
| ORPC (Office régional de protection civile) | 3'443 | 5'297 |
| Complexe sportif Borné Nau | 341'795 | |
| **Total** | **846'618** | **646'509** |

## ***Rappel des ententes intercommunales***

| Institut, entente | Forme Juridique | Réviseur agréé |
|---|---|---|
| ACRG (Association des Communes de la région de Grandson) | Association de communes | Fidinter SA - Lausanne |
| ARCC (Pôle régional de déshydration du Pré-Vuacoz) | Association intercommunale | néant |
| ASIGE (Association scolaire intercommunal Grandson et environ) | Association intercommunale | Fiprom SA |
| ORPC (Office régional de protection civile) | Association intercommunale | Lfiduciaire |
| SDIS (Service de défense Incendie et de Secours) | Association de communes | BDO Visura SA |
| ARAS (Association Régionale d'action sociale) | Association de communes | Ofico Fiduciaire SA |
| RADEGE (Réseau d'accueil des enfants de Grandson & environs ) | Association dedroit privé | Fiprom SA |
| FADEGE (Fondation de l'Accueil des Enfants de Grandson et environ) | Fondation | Fiprom SA |
| Groupement des triages forestiers du 7ème arrondissement du canton de Vaud | Groupement forestiers | Fidexpert GF Audit SA |
| CCSPA Centre de collecte de sous-produits animaux | Association de communes | Ofico Fiduciaire SA |
| Centre sportif de Borné-Nau | SA - convention intercomm. | Ofico Fiduciaire SA |
| Conv. Construction réservoir intercomm des Pins | convention intercomm. | néant |

Au Conseil général de la
Commune de Bonvillars
1427 Bonvillars

**Préavis municipal n° 5/2024**
**Comptes communaux 2023**

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les Conseillés,

La Commission composée de Mmes Christiane Baudraz, Claire Javet et Markus Hoh, rapporteur, s'est réunie le mardi 21 mai 2024 à la Maison de Commune afin d'étudier l'objet précité. Monsieur Mikaël Guilloud, syndic et notre boursière Sandy Dyens étaient présents pour nous fournir les informations nécessaires. Nous les en remercions.

La Commission des finances remercie la boursière pour les explications exhaustives des comptes 2023 et aussi pour les divers ratios ajoutés au préavis, qui donnent d'intéressantes indications sur les capacités financières de notre commune. Cela montre que la situation reste critique et qu'il y a des mesures à prendre, mais qu'elle est stable (marge d'autofinancement) et même meilleure que prévu pour la marge de couverture des finances spéciales et des fonds.

Nous nous réjouissons de constater que l'entreprise Fiprom n'a fait aucun commentaire ni correction dans leur rapport de révision. Cela nous montre que le travail était sérieux et bien fait. Une mesure réalisée par la municipalité en lien avec la révision était la mise à jour des droits de signatures divers (par ex. e-banking ou paiement) dû aux changements multiples au sein de la municipalité et des employés communaux.

Concernant les comptes de la commune, la situation financière reste critique et il faut rester vigilant quant aux dépenses et chercher des sources de revenu. Grace à l'enlèvement des fonds nous arrivons à un déficit de seulement 19'090,10 CHF en 2023. Ces fonds, qui ont équilibré nos résultats ces dernières années, sont limités et cela veut dire qu'il faut réfléchir aux mesures à prendre pour le futur qui englobent malheureusement aussi une augmentation importante des impôts.

Malgré la situation financière nous constatons que la rémunération de la municipalité (compte 102.300.00) est relativement basse en comparaison avec les autres municipalités et nous recommandons une augmentation de ces rémunérations pour motiver de nouvelles candidatures dans le futur.

Concernant les comptes, l'explication du préavis répondait à la plupart des questions. Il faut mentionner qu'en raison du changement de comptabilité pour le système MCH2 prévu pour 2025, certains comptes étaient repartis ou utilisés différemment.

Nous constatons une nouvelle fois les reports de certains projets prévus dans le budget 2022. Certains sont explicables et justifies, d'autres moins. Il serait souhaitable que le

Conseil soit informé s'il y a des changements dans ces grands projets budgétés. En effet, ces projets ont un impact financier et le Conseil pourrait changer son vote si de nouveaux projets ou de nouvelles initiatives s'ajoutent au cours des années.

Nous pouvons constater la bonne volonté de la municipalité pour la gestion des bâtiments et du patrimoine communal. La maitrise des coûts en conservant les investissements nécessaires n'est pas facile, mais cette partie de gestion a rapporté plus de 148'000 CHF en 2023 (plus haut que 2012 et 2022).

Malheureusement la gestion des forêts reste déficitaire et nous remercions le municipal en charge du dossier et le groupement des gardes forestiers pour leur travail compliqué. Nous aimerions les motiver à rester vigilants par rapport aux coûts et revenus.

Les comptes du service des eaux doivent présenter un bilan équilibré. Vu que le compte de réserve était épuisé, il est devenu nécessaire d'augmenter la taxe sur l'eau par décision de la municipalité. L'engagement dans des associations comme l'ACRG ou l'ASIGE devient crucial, parce qu'elles génèrent beaucoup de coûts pour la commune.

Au vu de la nouvelle comptabilité MCH2, de nouvelles règles vont être appliquées à partir de 2025. Un point important concerne les fonds de réserve. La majorité des fonds et de leur valeur pourront rester dans le futur, mais une partie de ces fonds devra être dissous - d'une manière ou d'une autre. Par exemple le fond de réserve de la protection civile doit être transféré au Canton de Vaud qui nous force à libérer ces montants de nos comptes. Pour ceux qui restent il faut faire valider un règlement par le canton ce qui heureusement est en partie déjà fait.
Les mesures à prendre ne sont pas toutes décidées, et il faudra patienter probablement jusqu'au budget 2025 pour voir l'impact final.

Ayant étudié les comptes et reçu les explications demandées, la Commission des finances propose au Conseil général d'approuver les comptes communaux 2023 tels que présentés et d'en donner décharge à la Municipalité.

Bonvillars, le 24 juin 2024

Pour la Commission :

| | | |
|---|---|---|
| Christiane Baudraz, membre | Claire Javet, membre | Markus Hoh, rapporteur |

COMMUNE
DE
**BONVILLARS**

RAPPORT DE GESTION
Préavis 6/2024

Au Conseil général
de la commune de Bonvillars
1427 Bonvillars

Bonvillars, le 13 mai 2024
Contact : M. Mikael Guilloud / 079 703 95 77

## MUNICIPALITE – RAPPORT DE GESTION

Au 31 décembre 2022, la population était de 501 habitants.

Au 31 décembre 2023, elle est de 526 habitants.

La Municipalité s'est réunie 36 fois en séance hebdomadaire.

Elle a délivré 10 permis de construire. 2 permis d'habiter/d'utiliser et 19 autorisations municipales

L'assemblée des communes vaudoises a eu lieu le 10 juin 2023 à Chapelle-sur-Moudon.

### Exécutif :

Monsieur Fréderic Piguet a quitté l'exécutif le 30 juin et a été remplacé par Mikael Guilloud qui a été élu tacitement comme municipal puis comme syndic au 01.09.2023.

### Personnel communal :

Monsieur Antonio Fernandes, a quitté son poste d'employé communal au 31 janvier 2023 après plus de 31 ans de service.
Engagement de Madame Mélanie Gigon comme boursière communale au 1er mai 2023, son contrat a été résilié durant son temps d'essais.
Elle a été remplacée par Madame Sandy Dyens avec une entrée en fonction au 1er septembre 2023.

### Etude du PACom :

Un retour a été reçu de la part du canton avec des remarques sur les points suivants.

- Zone d'activité économique de la Poissine, problème d'affectation car concerné par un projet ferroviaire
- Affectation en zone centrale des parcelles 20 et 23
- Zone affectée à des besoins public (STEP)
- Arrêté du classement du vignoble

La Municipalité avec l'aide du bureau Jaquier-Pointet a transmis un courrier pour répondre à ses différentes remarques, au 31 décembre 2023, le projet est au statu quo.

### Terrains :

Pour faire suite à une demande de l'Institut suisse de spéléologie et de karstologie, avec le soutien de la Direction Générale de l'Environnement qui a subventionné les travaux à hauteur de 80%, durant

deux semaines d'août se sont tenus des travaux d'assainissement de la doline au lieu-dit Creux aux Chèvre. Plusieurs tonnes de matériel, verre ou ferraille, ont pu être évacués.

**Forêts :**

En raison notamment des changements intervenus dans l'équipe des gardes, plus de la moitié des exploitations prévues n'ont pas été réalisées. L'année se solde avec 920 m3 de bois vendu, dont plus d'un tiers imputable au bostryche. Les soins aux jeunes peuplements ont couvert 3.6 ha, lutte contre les chardons et néophytes envahissantes comprises. Les chemins ont été entretenus dans les limites de l'enveloppe budgétaire prévue à cet effet, tandis qu'une réfection complète du chemin du Devens a pu être réalisée, grâce à une subvention qui couvrait 70% des coûts. Les participations cantonales ont encore permis d'entretenir les biotopes de Tivoli, de La Rochette et de La Cour, et de minimiser les pertes liées au bostryche.

**Vignes :**

Vendanges

| | | |
|---|---|---|
| Chasselas sélection | 7'000 kg | avec une moyenne de 79° |
| Chasselas cat II | 18'558kg | avec une moyenne de 80° |
| Gamay sélection | 4'700 kg | avec une moyenne de 94° |
| Garanoir | 6'300 kg | avec une moyenne de 90° |

Première édition des vendages communale avec une participation de 22 adultes et 14 enfants.

**Grande salle :**

L'étude de la rénovation de la toiture a repris après le refus de la DGIP. Lors de l'enquête publique, de nous autoriser à placer des capteurs solaires photovoltaïques standard noir.
Occupation de la salle : il y a eu 18 locations sur l'année.

**Le Moulin :**

Le couvert réalisé à l'interne par notre employé communal rend de grands services.
Le remplacement d'appareil de cuisine a été indispensable. Vincent Corthésy a débuté l'isolation du mur côté dépôt communal, parois appartements.

**Collège :**

Nous avons réalisé le déplacement de la conduite d'évacuation des eaux usées de la cuisine du locataire, en passant par le plafond de la salle des maîtres.

**Maison de commune :**

Nous avons terminé l'aménagement du local des archives.

**Ancienne Poste :**

Rien à signaler. Entretien courant.

**La Cour locatif :**

Le changement de locataire de l'appartement côté jura a nécessité une petite intervention de rafraichissement de peinture pour les murs de la buanderie.

**Routes :**

Réalisation d'un abribus à La Place du Midi. Colmatages des fissures sur diverses routes du village. Finalisation du projet et mise en place des « Panneaux Touristiques ». Renouvellement du marquage de certaines places de « céder le passage »

**Parcs et promenade :**

Projet et réalisation du remplacement de la fosse de nettoyage et aménagement d'une placette communale. (PLACE DES SOURCES) Taille des arbres et entretien du jardin de l'école. Vérification et rajout des numéros des tombes. Fleurissement des fontaines.

**STEP :**

Changement d'une vanne guillotine VNZ 150 pour le nettoyage des bassins.

**Service des eaux :**

Travaux effectués en 2022 au réservoir du Brésil mais payé en 2023. Station de pompage divers travaux pour la remise aux normes.

AU NOM DE LA MUNICIPALITE

Le Syndic

Mikael Guilloud

MUNICIPALITÉ DE BONVILLARS

La Secrétaire

Mégane Defferrard

Bonvillars, le 20.06.2024

# Rapport de Gestion 2023

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Conseillers,

La commission, composée de Messieurs Léonard Bloesch, Martin Meusy et Thomas Meylan, rapporteur, s'est réunie à plusieurs reprises afin de parcourir le rapport de gestion et de se rendre sur plusieurs lieux afin de constater la réalisation de certains projets et pour le traditionnel souper à la Combaz. La commission remercie la municipalité pour leur disponibilité ainsi que pour nos échanges fructueux.

## Exécutif et personnel communal

Au 30 juin 2023, Monsieur Frédéric Piguet a quitté l'exécutif et Monsieur Mikael Guilloud y est entré comme municipal, puis comme syndic au 1er septembre 2023.

Autre départ et après plus de 31 ans au service de la commune, Monsieur Antonio Fernandes a quitté son poste d'employé communal. Son remplaçant, Monsieur Vincent Corthésy est déjà en place depuis plusieurs années.

Au 1er septembre 2023, Madame Sandy Dyens est entrée en fonction en tant que boursière communale, à la place de Madame Mélanie Gigon, dont le contrat a été résilié durant le temps d'essai.

## Etude du PACom

Le canton a donné un retour avec des remarques sur plusieurs points :

1. La zone d'activité économique de la Poissine, problème d'affectation car concerné par un projet ferroviaire
2. Affectation en zone centrale des parcelles 20 et 23
3. La STEP
4. Arrêté du classement du vignoble

Un courrier de réponse a été transmis par la Municipalité avec l'aide du bureau Jaquier-Pointet et au 31 décembre 2023, le projet est toujours au statu quo.

## Terrains

Des travaux d'assainissement de la doline au lieu-dit Creux aux chèvres ont eu lieu et plusieurs tonnes de matériel ont pu être évacuées. Ceci a été réalisé suite à la demande de l'Institut suisse de spéléologie et de karstologie. Le projet a été subventionné à 80% avec le soutien de la Direction Générale de l'Environnement.

## Forêts

A la suite du départ de la garde forestière, Madame Mélanie Ledoux et de la mise en place de la nouvelle structure qui a pris du temps, plus de la moitié des exploitations prévues n'ont pas été réalisées. A fin 2023, 920m3 de bois ont été vendu, mais plus d'un tiers imputable au bostryche.

Au niveau des chemins de forêt, ils ont été entretenus dans les limites budgétaires et la réfection du chemin du Devens a pu être réalisée avec une subvention à hauteur de 70%.

Bonvillars, le 20.06.2024

**Vignes**

La première édition des vendanges communales a rencontré un joli succès avec une participation de 36 personnes, adultes et enfants compris. A rééditer en 2024.

En observant les conditions météorologiques de ces dernières années, la commission trouve pertinent d'étudier l'utilisation du fond de réserve du vignoble afin de s'assurer auprès de Suisse Grêle.

**Grande salle**

Le projet d'étude pour la rénovation de la toiture et la pose de panneaux photovoltaïques a repris après un premier refus de la DGIP. Ils n'ont pas autorisé la pose de panneau standard de couleur noir.

**Le Moulin**

L'employé communal a débuté la pose de l'isolation du mur côté dépôt communal et parois des appartements. Ce mur n'a jamais été isolé auparavant et amenait des ponts de froid dans les logements.

**Collège**

La conduite d'évacuation des eaux usées a été déplacée de la cuisine des locataires en passant par la salle des maîtres.

**Maison de commune**

Le local des archives est terminé et il est prêt à en accueillir beaucoup d'autres.

**Routes**

Le nouvel abribus a été réalisé à La Place du Midi. Celui-ci a été conçu par notre employé communal avec en partie le bois de nos forêts. Le rendu final est très réussi et la commission tient à remercier Vincent Corthésy pour son super travail.

L'ensemble des « Panneaux touristiques » ont été mis en place dans le village.

**Parcs et promenade**

Le projet du remplacement de la fosse de nettoyage par l'aménagement d'une petite place a bien été réalisé. Le rendu final, avec une nouvelle fontaine communale, s'harmonise bien dans le paysage.

**STEP et Service des eaux**

Changement d'une vanne guillotine pour le nettoyage des bassins à la STEP et divers travaux de remise aux normes de la station de pompage.

**Collaborations intercommunales**

Bonvillars fait partie de 12 associations de communes, d'ententes intercommunales et d'autres regroupements de droit public. Lors des Conseils, nous avons un retour concernant l'ASIGE et l'ACRG grâce à nos délégués, mais peu d'informations sur les 10 restantes. La commission se demande s'il n'est pas possible d'intégrer un point à l'ordre du jour lors des Conseils, concernant les informations reçues lors des autres assemblées de ces associations.

Bonvillars, le 20.06.2024

**Divers**

La commission incite la municipalité à avancer sur le projet de la zone constructible au centre du village.

Au vu de ce qui précède, la commission de gestion propose aux membres du Conseil Général d'accepter le rapport de gestion 2023 du 13 mai 2023, tel que présenté.

Bonvillars, le 20.06.2024

Léonard Bloesch | Martin Meusy | Thomas Meylan
Rapporteur

# Prise de position à la réponse à la motion déposée le 13 décembre 2021 portant sur les mesures de sécurité informatique adoptées par la commune de Bonvillars

## Contexte

L'attaque informatique subie par l'administration de diverses communes vaudoises et médiatisée pendant l'année 2021, laisse supposer que les administrations communales disposent de données suffisamment précieuses pour faire l'objet d'une attaque cyber. Les initiants déposent alors, lors de la séance du conseil général du 13 décembre 2021, une motion demandant à la municipalité d'évaluer le niveau de sécurité informatique actuellement en place et d'en apprécier l'éventuel besoin de la renforcer.

A titre informatif, la dernière attaque à une commune vaudoise, respectivement à un de ses sous-traitants informatiques, date de fin mai 2024, cette fois-ci, c'était le tour de la commune d'Yverdon-Les-Bains.

## Réponse de la municipalité

Le 25 avril dernier, la municipalité adresse au président du Conseil Général de Bonvillars un rapport exhaustif répondant aux questions soulevées par la motion.

## Prise de position des initiants

Par la présente, les signataires à la motion aimeraient remercier la municipalité pour le travail et les efforts entrepris pour répondre aux questions soulevées. L'étendue de la réponse et les détails témoignent du sérieux accordé à la question.

Les soussignés lisent avec plaisir que cette dernière a néanmoins permis à la municipalité et aux employés communaux d'initier certaines activités et mesures, comme par exemple de suivre une formation améliorant la sécurité des citoyens. La démarche a probablement également motivé la mise en perspective du fournisseur actuel de prestation informatique avec des concurrents. Cela a eu un impact sur le changement d'opérateur au premier janvier 2025 (voir communications de la municipalité aux séances de conseil du 19.12.2022, 26.06.2023 et du 16.10.2023).

Les signataires de la motion aimeraient cependant rendre la municipalité attentive aux questions suivantes :

1) Lors de la réponse à la question c) (voir postulation) il est mentionné la responsabilité personnelle de chaque municipal afin qu'il respecte les directives de protection des données et s'équipe de manière convenable. Nous invitons la municipalité à restreindre le traitement des données personnelles des citoyens sur les systèmes informatiques privés et de fournir l'accès au système informatique acquis par la commune aux municipaux. Nous nous permettons de signaler que cela ne revient pas à donner un ordinateur par municipal, mais uniquement à la création d'un compte personnel sur l'ordinateur (ou les ordinateurs) de la commune.

2) Concernant la question d): Si la municipalité souhaite changer de fournisseur, il serait opportun de s'assurer que le fournisseur choisi à partir de 2025, réponde également (de manière satisfaisante) aux questions soulevées par la motion en question (voir check liste du canton et mise en annexe 2 à la réponse à la motion);

3) Concernant la question f): Le municipal estime les répercussions financières d'une éventuelle attaque à plus de 100'000 CHF. Nous invitons la municipalité à se munir d'une réserve permettant de faire face financièrement à cette éventualité et/ou à signer une assurance couvrant cette dernière.

4) Concernant la question h): Nous saluons la création d'un groupe de gestion de crise pour la gestion d'une éventuelle attaque. Nous suggérons un entraînement régulier (une fois par an) du groupe de gestion de crise afin d'en vérifier les procédures lors de la compromission des données informatiques, des procédures de "upload des backups" ainsi que de la conduite en mode dégradé pendant la période concernée. Nous invitons également à informer le conseil général de la bonne conduite de ces dernières.

Nous remercions la municipalité pour son engagement, non seulement en répondant à la motion, mais en entreprenant les mesures nécessaires pour améliorer notre sécurité numérique et notre « privacy ».

Les initiants:

Curiale Gian Domenico

Hoh Markus

# Interpellation

CONCERNE :
Opposition antenne 5G sur parcelle 714 – no CAMAC 223069

DÉVELOPPEMENT DE L'INTERPELLATION :
Il y a eu une opposition collective et plusieurs oppositions individuelles à l'antenne 5G sur la parcelle 714 en 06.2023. La commune a reçu du canton un avis positif à cette antenne. Nous avons plusieurs questions concernant la position de la commune et la suite de la procédure.

INTERPELLATION

Nous avons les questions suivantes à la municipalité :

- Est-ce que la commune est prête à s'opposer à la construction de l'antenne ?
- Comment comptez-vous vous y prendre ? Quelles sont les prochaines étapes ?
- Le canton a délivré une autorisation spéciale, pourquoi spéciale ?
- Avez-vous déjà ou seriez-vous prêt à prendre contact avec des experts dans le domaine (rayonnement, droit des constructions, avocat etc.).
  Exemple coûts pour un expert (~2800fr) : pour vérifier les valeurs calculées par Swisscom et voir si certaines valeurs pourraient dépasser les valeurs de tolérance de 5V/m.
- Est-ce que vous allez préparer un plan B en cas de recours ? Par exemple une négociation éventuelle avec le canton ou Swisscom (négociation pour utiliser par exemple une autre parcelle en dehors des zones habitées ?)

Suivant la volonté et/ou le plan de la municipalité, les interpellants demandent de pouvoir être tenus au courant.

SIGNATURES

1. Elodie TERREAUX Terreaux
2. Séverine Allimann
3. Giovanni Nicoli
4. Markus Hohl
5. Nicolas Binggeli
6. _____

DATE DE DÉPÔT

Conseil Général
Bonvillars

Bonvillars, le 3 octobre 2024

Aux membres du Conseil Général
de Bonvillars

Les membres du Conseil Général de Bonvillars sont convoqués pour une séance

**le lundi 28 octobre 2024, à 20h00, à la salle de la Cour**

**Ordre du jour** :

1. Appel
2. Approbation de l'ordre du jour
3. Assermentation des nouveaux membres
4. Adoption du procès-verbal de la séance du 24 juin 2024
5. Présentation du plan directeur d'investissement communal par Jaquier Pointet SA (suite au préavis 08-2023)
6. Communications du Bureau du Conseil
7. Communications de la Municipalité
8. Informations des délégués aux associations intercommunales
    1. ASIGE
    2. ACRG
9. Préavis 07/24 – Arrêté d'imposition 2025
10. Motions, interpellations
11. Questions simples
12. Contre-appel

Le Bureau du Conseil

*<u>Remarques</u>*

1) *Les documents pour cette séance seront mis dès que possible à disposition des conseillers sur le site Internet de la Commune de Bonvillars.*
   *Ci-dessous la procédure d'accès à ces documents :*
   *Cliquer sur le mot « intranet » (à droite en-haut de l'écran d'accueil)*
   *Identifiant = conseil  Mot de passe = **BL48DV***
2) *Les conseillers qui ne disposent pas d'accès Internet peuvent demander une copie papier de ces documents au 024 436 25 20 au plus tard le lundi précédant la séance du conseil.*

Conseil Général
Bonvillars

CONSEIL GENERAL DE BONVILLARS

# PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU 24 JUIN 2024

ORDRE DU JOUR

1. Assermentation des nouveaux membres
2. Adoption du procès-verbal de la séance du 22 avril 2024
3. Communications du Bureau du Conseil
4. Communications de la Municipalité
5. Informations des délégués aux associations intercommunales
6. Préavis 05/24 – Comptes 2023
7. Préavis 06/24 – Gestion 2023
8. Nomination des commissions et des délégués dès le 01.07.2024
   - 8.1. Gestion
   - 8.2. Finances
   - 8.3. Recours
   - 8.4. Urbanisme
   - 8.5. ASIGE
   - 8.6. ACRG
9. Nomination du bureau du conseil dès le 01.07.2024
   - 9.1. Président
   - 9.2. Vice-Président
   - 9.3. Scrutateurs
10. Motions, interpellations, questions
    - 10.1 Réponse à la motion « Cybersécurité »

Le Président, Arnaud Bloesch, déclare l'assemblée ouverte à 20h00. L'assemblée compte 46 conseillers, le quorum est atteint, elle peut donc délibérer valablement.

## Ordre du Jour

Le président demande l'ajout d'un point 10.2 suite à la réception d'une interpellation pour la future éventuelle antenne 5G, prévue à côté de la cave des viticulteurs. La demande est acceptée.

## 1. Assermentation des nouveaux membres

Isabelle Junod est assermentée et applaudie par l'assemblée.

## 2. Adoption du procès-verbal de la séance du 22 avril 2024

Aucune modification n'est demandée. Le procès-verbal de la séance du 22 avril 2024 est accepté à la majorité, avec 1 abstention. Arnaud remercie sa chère secrétaire pour son travail.

## 3. Communications du Bureau du Conseil

**Arnaud Bloesch :**

- Rappelle les prochaines dates des conseils, soit le 28 octobre pour le point d'imposition et le 16 décembre pour le budget.

## 4. Communications de la Municipalité

**Mikael Guilloud :**

- Rendez-vous demain à Lausanne pour discuter du problème PaCom avec Mme Luisier
- Pour le problème de Swisscom et de l'antenne 5G, on en discutera au point 10
- La soirée du 1er août aura lieu à la grande salle de Bonvillars

## 5. Information des délégués aux associations intercommunales

**ASIGE :** Victor Fernandes s'est rendu au Conseil Intercommunal de l'ASIGE mercredi 1er mai à Champagne. Le budget 2024-2025 a été voté favorablement (env. 7,5 mios), tandis qu'à Champagne, c'est toujours le statu quo pour les modules provisoires et la mise à l'enquête du CAMPUS a suscité quatre oppositions (2 communales et 2 privées)

**ACRG :** Yann Rosser s'est rendu à l'assemblée de l'ACRG le 19 juin à Corcelles. Trois préavis ont été discutés : la mise en place d'une désinfection aux UV, d'un ballon anti-coups de bélier et d'une mise à jour de l'automation aux puits d'Onnens pour un montant de frs 521000.-. Le remplacement des pompes au réservoir de Villars-Burquin pour un montant de frs 681000.- était le deuxième sujet, alors qu'un crédit d'étude pour la réalisation du réservoir interrégional à Grandson et son réseau de connexion pour un montant de frs 971000.- a également été discuté.
Les trois préavis ont été acceptés par le conseil intercommunal de l'ACRG. Le préavis pour l'étude du réservoir est sous réserve d'un amendement du fait que le montant n'a pas encore été accepté par le conseil communal de Grandson.

## 6. Préavis 05/2024 : Comptes 2023

Markus Hoh lit le rapport de la commission des finances. Les comptes 2023 se terminent avec un déficit de frs 19'090.10. La discussion n'est pas demandée.

Le préavis municipal n° 05/2024 sur les comptes communaux de l'année 2023 est approuvé à la majorité, avec 1 abstention.

## 7. Préavis 06/2024 – Gestion 2023

Thomas Meylan lit le rapport de la commission de gestion. La discussion est ouverte.
Edouard Duvoisin : Les travaux d'assainissement de la doline du Creux de la Chèvre, sur la demande de l'institut suisse de spéléologie, ont été effectué et subventionné à hauteur de 80% par la Direction Général de l'Environnement. Combien avons-nous dû payer au final ?
Daniel Rappo : cela nous a coûté frs 4226.90.
Victor Fernandes : Merci de corriger la date du rapport de gestion, noté du 13 mai 2023, mais évidemment 2024.

Le préavis municipal n° 06/2024 sur la gestion 2023 est accepté à l'unanimité.

## 8. Nomination des commissions et des délégués dès le 01.07.2024

### 8.1. Gestion

La commission de gestion sera composée de : Léonard Bloesch, rapporteur. Martin Meusy et Antoine Duvoisin, membres. Ingeborg Schwarz-Zuppiroli et Claire Javet, suppléantes.

### 8.2. Finances

La commission des finances sera composée de : Christiane Baudraz, rapportrice. Claire Javet et Stéphane Gerber, membres. Ludovic Pache et Frédéric Piguet, suppléants.

### 8.3. Recours

La commission de recours est reconduite.

### 8.4. Urbanisme

La commission d'urbanisme est reconduite.

### 8.5. ASIGE

Victor Fernandes est reconduit.

### 8.6. ACRG

Yann Rosser est reconduit.

## 9. Nomination du bureau du conseil dès le 01.07.2024

### 9.1. Président

Arnaud Bloesch est reconduit comme président.

### 9.2. Vice-Président

Antoine Duvoisin est reconduit comme vice-président.

### 9.3. Scrutateurs

Claire Javet et Catherine Rome deviennent scrutatrices, tandis que Rachel Rosser et Myriam Kaczor seront scrutatrices suppléantes.

## 10. Motions, interpellations, questions

### 10.1. Réponse à la motion « Cybersécurité »

Daniel Rappo sort enrichi de ces différentes prises de contact à propose de la cybercriminalité. Le sujet n'est cependant pas clos et la réponse est provisoire, car maintenant la question n'est pas de savoir si on subira un cyber attaque, mais plutôt quand… Les municipaux n'interagissent pas dans les programmes communaux, seules la secrétaire du greffe et la boursière y ont accès.
Arnaud Bloesch : après la cyberattaque d'Yverdon il y a quelques jours, cela change-t-il quelque chose pour nous ?
Daniel Rappo : ce n'est pas la commune qui a été attaqué, mais le prestataire du service des énergies. On va bientôt participer à un exercice cantonal, notre informatique communal sera hébergé à Yverdon, où le responsable informatique de la cybersécurité en a fait son cheval de bataille.
Gian-Domenico Curiale : remercie la Municipalité pour la prise au sérieux de la motion et pour le travail effectué. La formation suivie et la mise en perspective de changer de fournisseur est appréciée. La possibilité de créer un fonds ou une assurance en cas d'attaque, la création d'un groupe de gestion de crise ainsi qu'un entrainement régulier à se reposer la question continuellement restent de bonnes stratégies.

### 10.2. Interpellation concernant l'opposition sur l'antenne 5G prévue sur la parcelle 714

Elodie Terreaux lit l'interpellation et posent les questions suivantes à la Municipalité.

- Est-ce que la commune est prête à s'opposer à la construction de l'antenne ?

Mikael Guilloud : oui, mais il faut des arguments.

- Comment comptez-vous vous y prendre ? Quelles sont les prochaines étapes ?
- Le canton a délivré une autorisation spéciale, pourquoi spéciale ?

Mikael Guilloud : nous sommes dans un secteur exposé à des dangers naturels : effondrements et inondations.

- Avez-vous déjà ou seriez-vous prêts à prendre contact avec des experts dans le domaine ?

Mikael Guilloud : a déjà eu une discussion avec Monsieur Riedo de Swisscom. Il m'a signalé que les valeurs de 5V/ms ont des valeurs calculées, elles peuvent être réajustée une fois la mise en service et le contrôle du canton.

- Est-ce que vous allez prévoir un plan B en cas de recours ?

Mikael Guilloud : j'ai également abordé ce sujet avec Monsieur Riedo, la négociation n'est pas possible car il avait fait, il y a quelques années, une demande à la commune pour un emplacement (demande refusée). Les frais engagés pour cette mise à l'enquête sont déjà élevés et il compte aller jusqu'au bout.

Yann Rosser : Je ne comprends pas comment c'est possible d'envisager mettre deux antennes si proches les unes des autres.
Arnaud Bloesch clôt le sujet en proposant de laisser le temps à la Municipalité qui vient de recevoir cette interpellation. Il donne la parole aux conseillers sur d'autres questions.

Léonard Bloesch : la jeunesse organise sa tournée des fontaines samedi. Est-ce prévu de les nettoyer ?
Frédéric Piguet : on parle souvent du vivre ensemble et de la possibilité de pouvoir se rencontrer. Il existe dans la région un club des 65 ans et plus qui se réunit 6 à 7 fois par an. Je continuerai de signaler les prochaines dates de ces séances sur le tout-ménage communal.
Ingeborg Schwarz-Zuppiroli : Quels sont les problèmes rencontrés dans le cadre du PaCom avec Philip Morris ?
Yves-Edouard Ruchti : nous suivons attentivement leur désir de vendre des parcelles, car il y a des règles sur l'affectation de ces terrains. C'est pourquoi nous avons rendez-vous demain avec Mme Christelle Luisier.
Claude Bally : le responsable de la déchetterie est toujours parqué au milieu des villageois qui veulent déposer leurs déchets. Quelqu'un ne pourrait-il pas lui dire de mettre sa voiture dans un endroit où elle ne dérange pas ?
Rachel Rosser : Je remercie la commune pour la très belle fête organisée pour l'inauguration de la place de la Source.

La séance est levée à 20h55

Le Président : La Secrétaire :

# Plan directeur d'investissement communal

## Présentation

28 octobre 2024

Jaquier Pointet SA
Géomètres brevetés

# Déroulement de la présentation

I. Contexte général

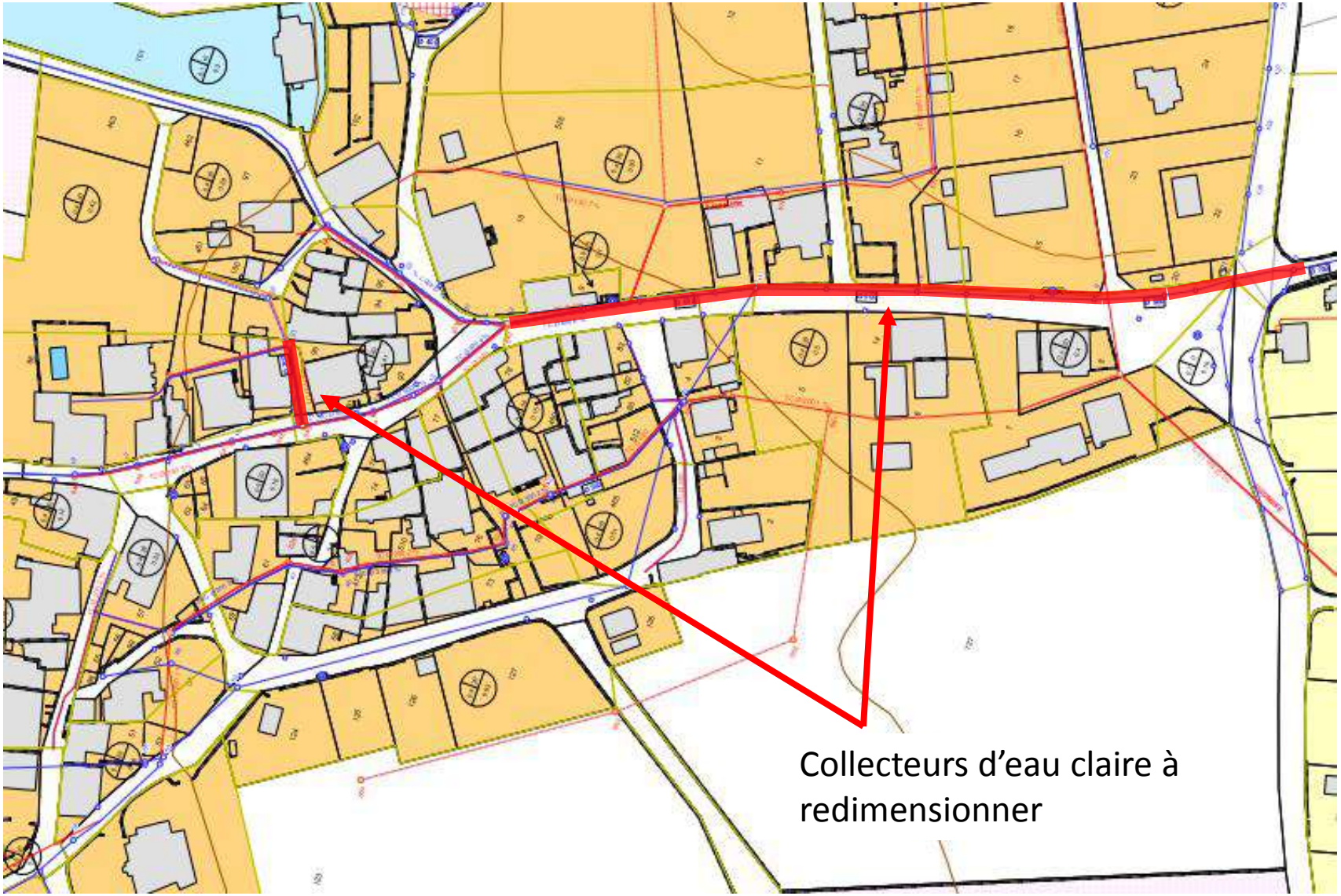
II. Grands principes et projections par secteur

III. Sectorisation du plan d'investissement

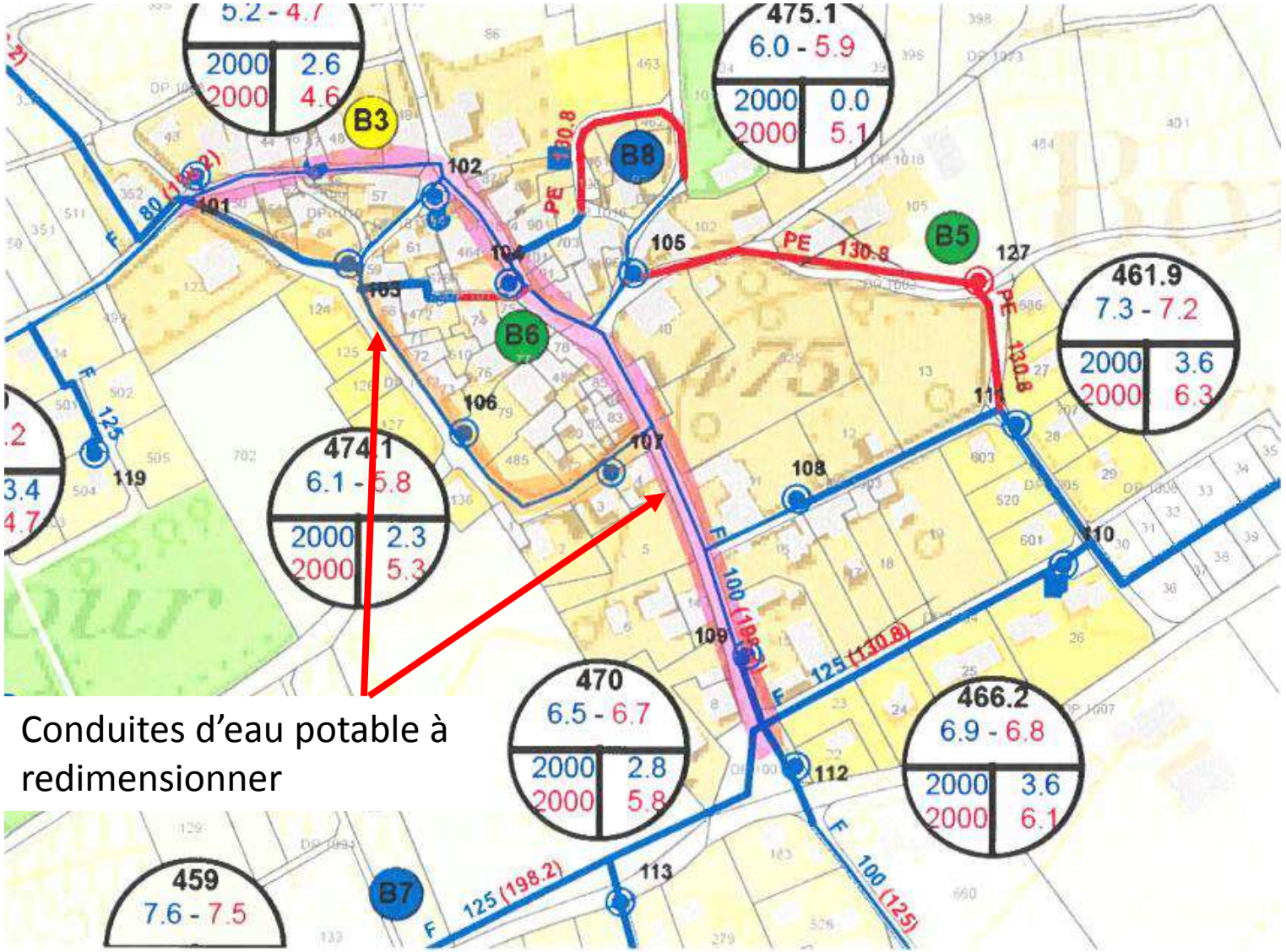
IV. Budgétisation des travaux

V. Planification des travaux

# Contexte général : État des conduites et canalisations

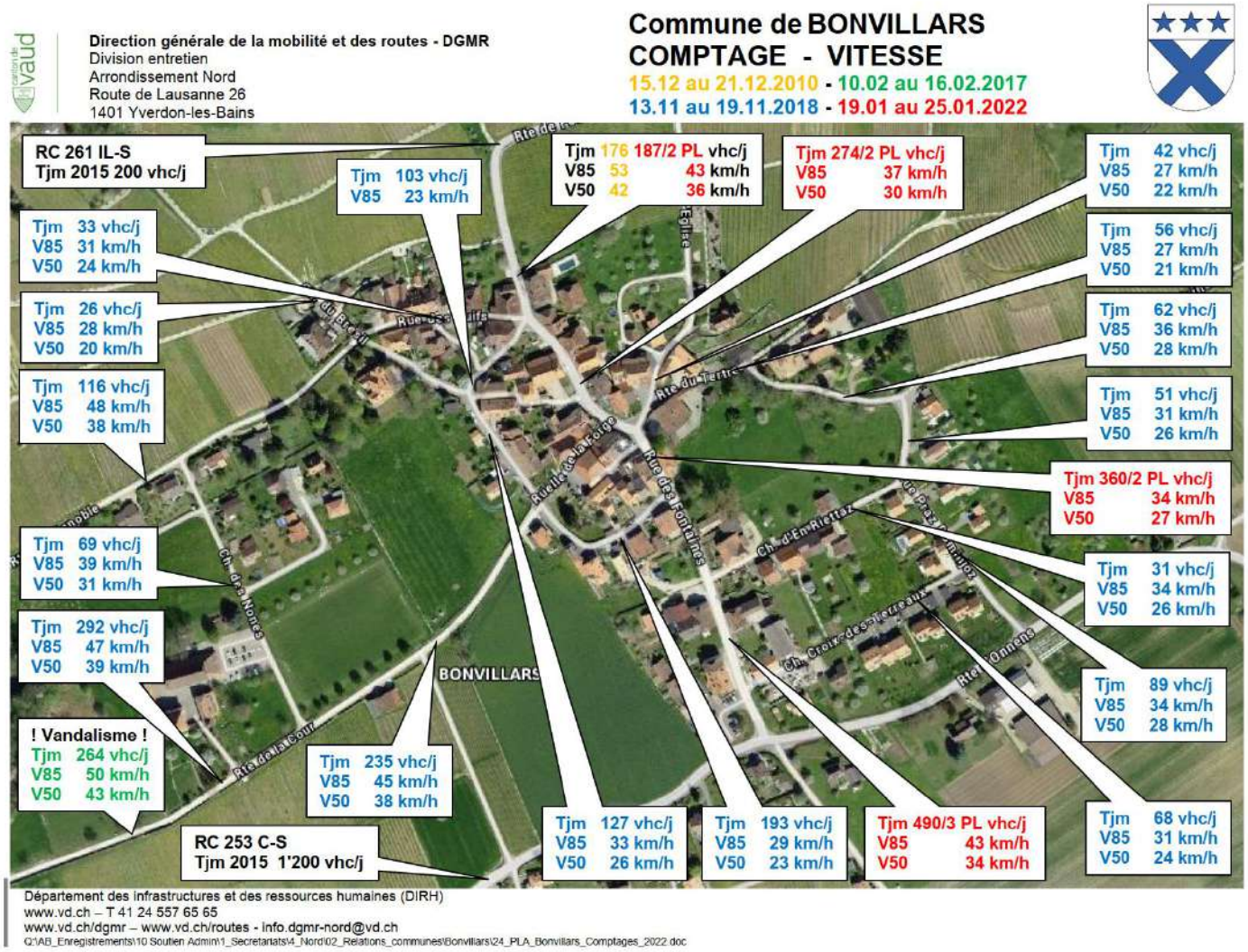


# Contexte général : État des conduites et canalisations

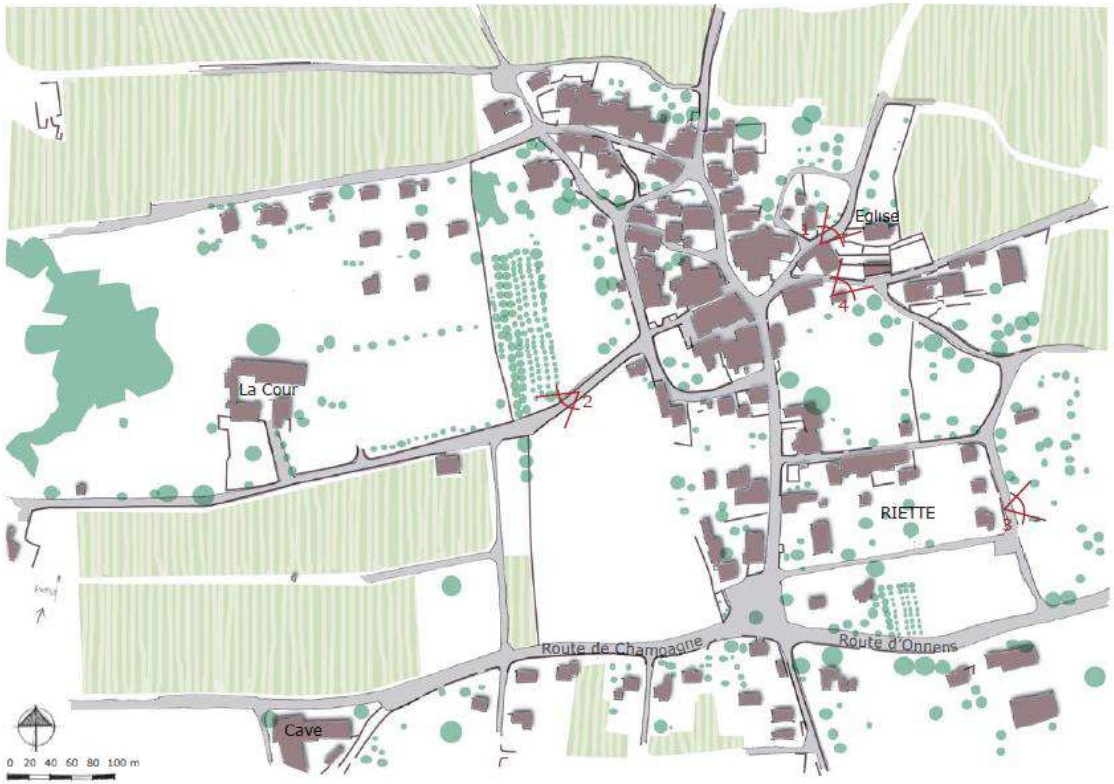



Conduites d'eau potable à redimensionner

# CONTEXTE GÉNÉRAL : CAMPAGNE DE COMPTAGE



- Commune agricole et viticole
  - Présence de murets qui encadrent et marquent le domaine public
  - Ouvertures sur de grands paysages




Vignes en appelation Bonvillars

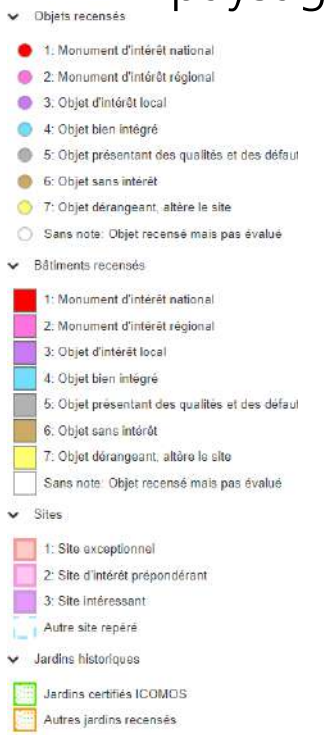
Murets de pierre calcaire. Ils sont à la fois structure et trame du paysage viticole. Ils établissent le lien entre la campagne environnante et le village.

Arbres isolés : le plus souvent du frêne, du noyer, du tilleul ou du marronnier ;plus rarement du pin ou des fruitiers, témoins du passé.

Vergers aux espèces diverses (pomme, poire, prunes ...).

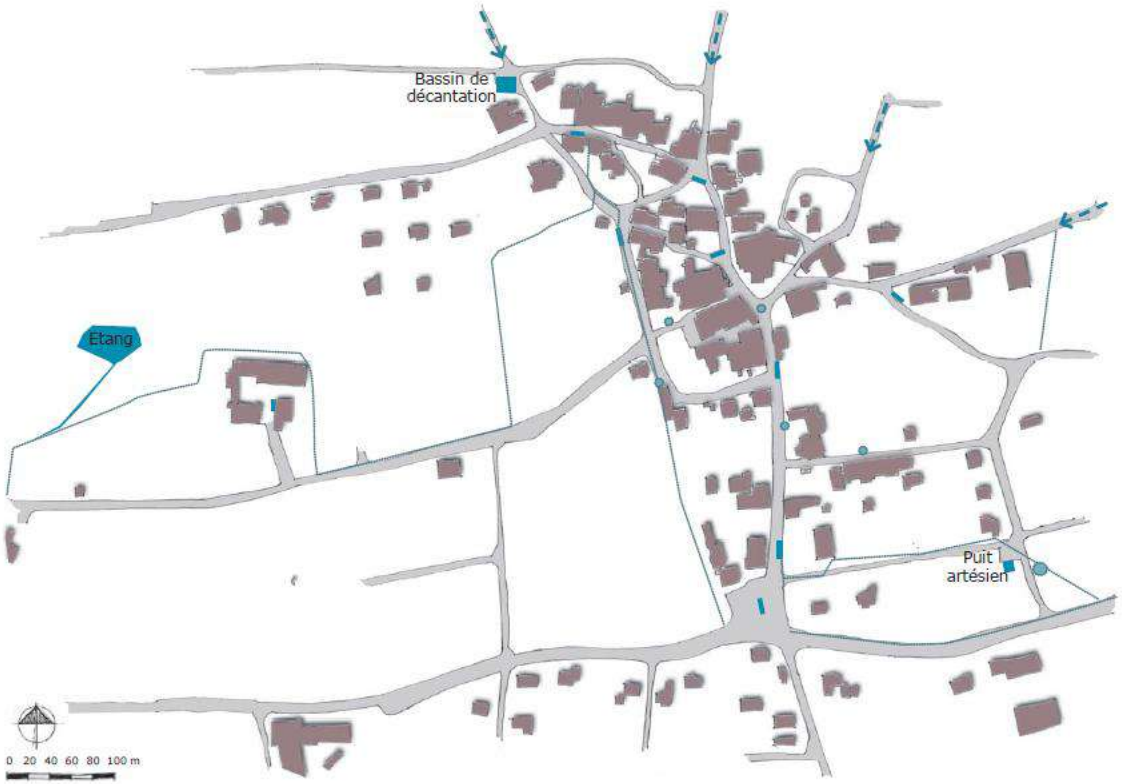
Bosquet

- Patrimoine urbain très riche
  - Grande qualité architecturale
  - Contiguïté et densité du bâti : ruelles et venelles qui marquent le paysage






- Fontaines historiques
  - Plus ou moins actives selon les saisons
  - Des emplacements peu accueillants et peu valorisés




Fontaines ayant persisté au cours des années.

Ruissèlements importants depuis le vignoble, provoquant des innondations .

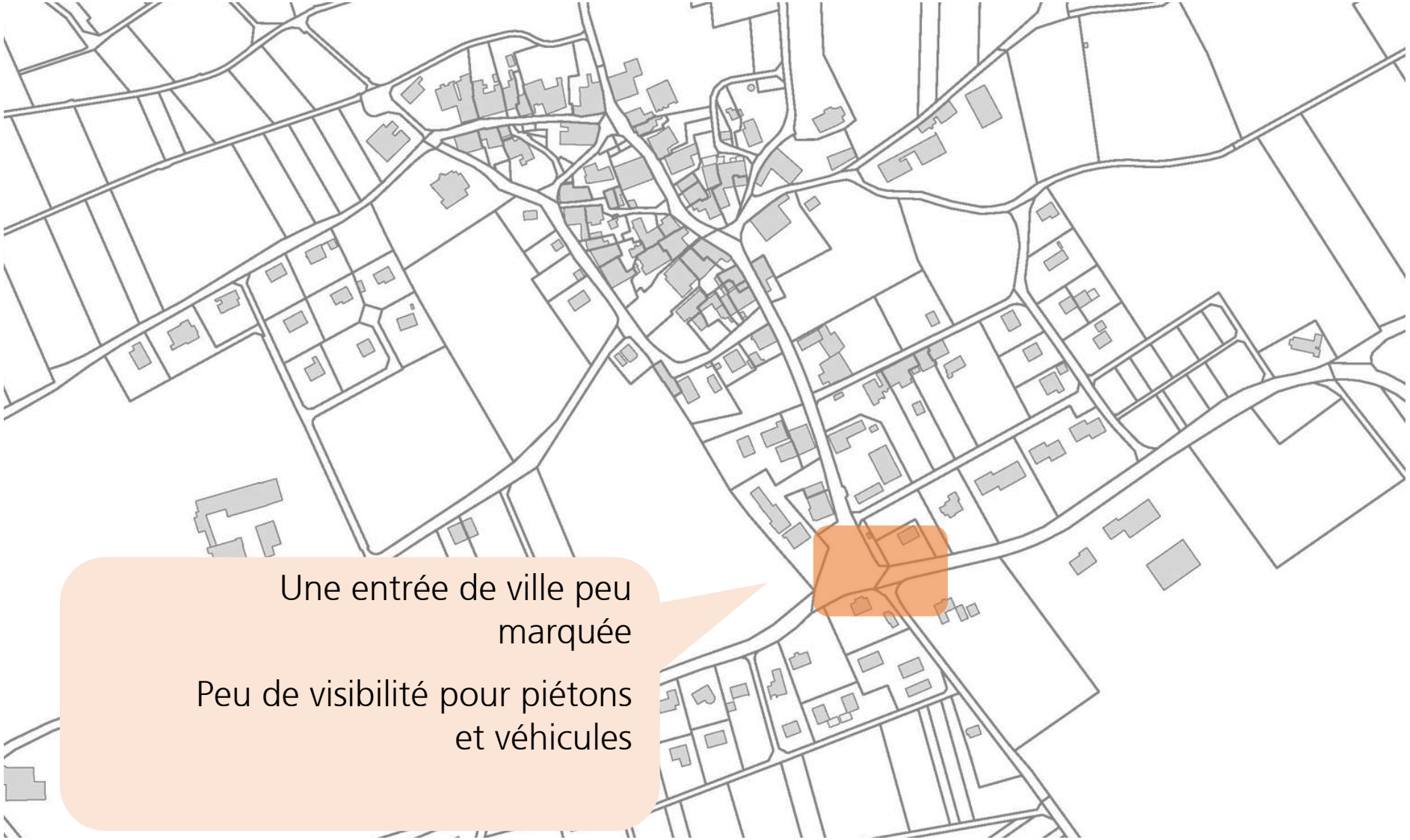
Anciennes fontaines, aujourd'hui disparues, recensées sur le cadastre de 1885.

Fossés et canaux d'autrefois. Dans les années 1950, les derniers restés à ciel ouvert sont canalisés

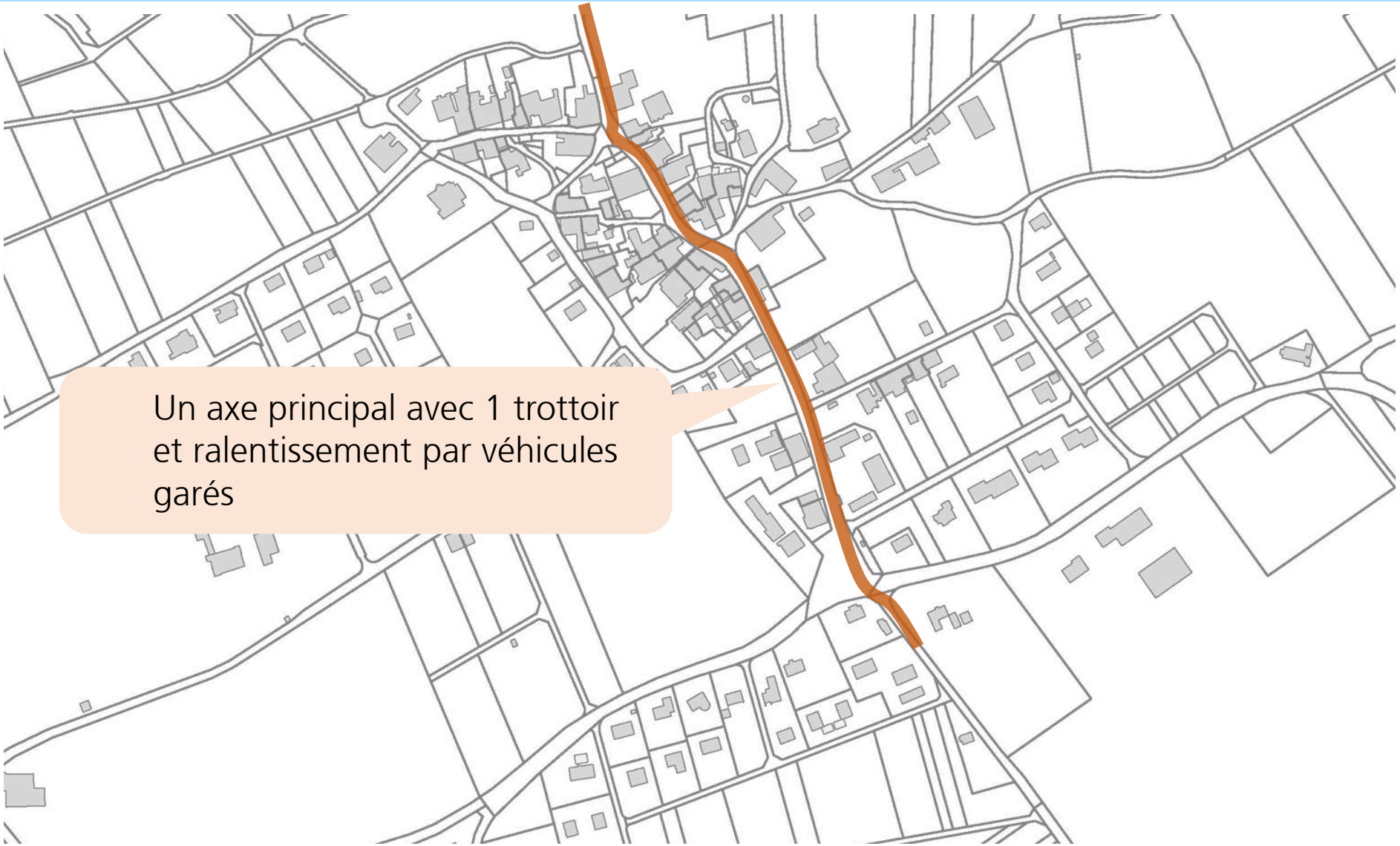
# Contexte général : Paysage et aménagements



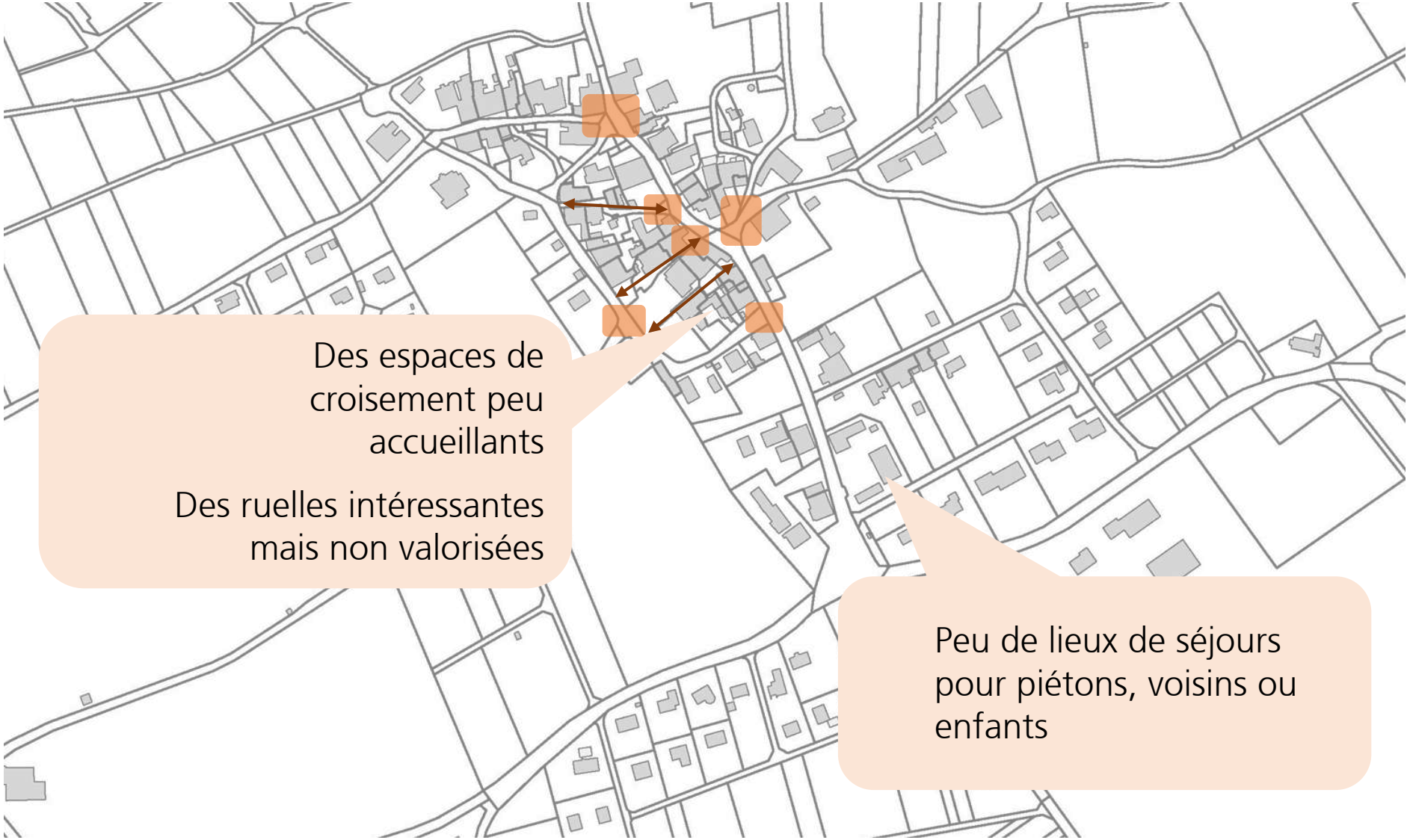
# Contexte général : Paysage et aménagements



# Contexte général : Paysage et aménagements



# Contexte général : Paysage et aménagements



# Contexte général : stationnement



# CONTEXTE GÉNÉRAL : TRANSPORTS PUBLICS



- Création d'entrées de village attractives et sécurisées
- Valorisation du patrimoine par l'utilisation de matériaux adaptés et du végétal
  - Création d'entrées pavées
  - Arborisation de placettes
- Place centrale donnée aux piétons
- Création de nouvelles assises dans des espaces ombragés
- Maintien du ralentissement par des chicanes végétalisées et arborisées

# Principes généraux



- Déplacement du stationnement dans le parking prévu à cet effet et création de nouvelles places le long de la route de la Cour
- Utilisation de pavé gazon pour déminéraliser les places de stationnement

# Grands principes






Exemple bourg de Perroy

# Carrefour de la route d'Onnens

- Un mini-giratoire (diamètre 18.00m) avec arbres repères
- Abords de chaussée végétalisés
- Désasphaltage du parking et remplacé par du pavé gazon
- Création de trottoirs des deux côtés de la chaussée





# CARREFOUR DE LA ROUTE D'ONNENS

- Un banc et une table de pique-nique proche de la fontaine
- Protection du piéton par une bande végétalisée
- Possibilité d'intégrer des aménagements cyclables le long de la route d'Onnens (Suisse Mobile n°476)



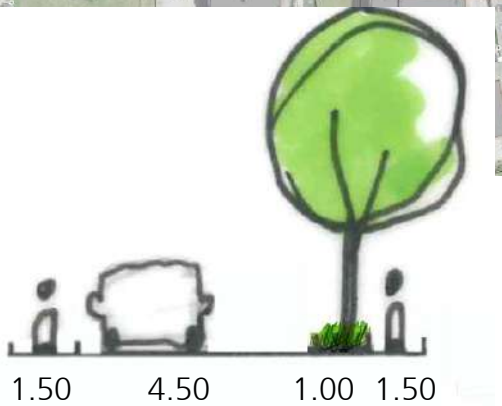


# RUE DES FONTAINES

- Création de trottoirs des 2 côtés avec bordures en pavés
- Abords de la chaussée végétalisées > 5 chicanes arborisées





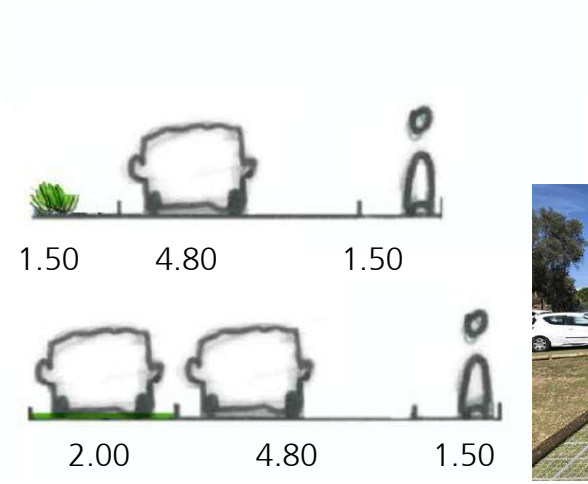






# RUE DE LA LAITERIE – RUE DU PONTET

- Création d'un trottoir sur 1 côté avec bordure franchissable en pavés

- Désasphaltage des places de parc et remplacement par du pavé gazon

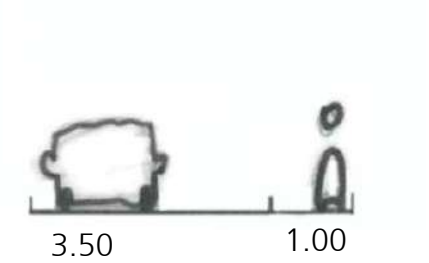


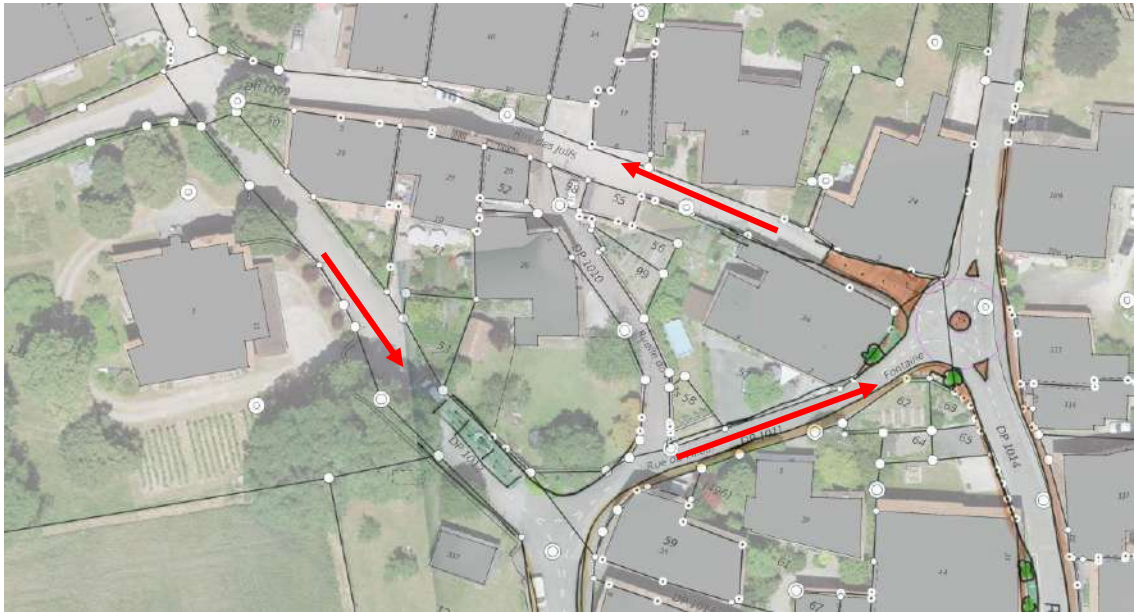





# CARREFOUR DE LA ROUTE DE FONTANEZIER – RUE DES JUIFS – RUE DU TILLEUL

- Un mini-giratoire (diamètre 14.00m) avec des placettes arborisées (2 arbustes) pour permettre de nouveaux usages
- Entrée de rue en pavage sur 10.00m dans la rue des Juifs
- Mise à sens unique de la rue des Juifs, de la rue du Tilleul et de la ruelle du Puits



# Carrefour de la route de Fontanezier – rue des Juifs – rue du Tilleul



# Ruelles Crêtet – Forge

- Pavage sur 10.00m pour marquer les entrées des deux ruelles
- 1 placette avec assise et ombre dans la ruelle Crêtet



Exemple de Sullens



# Route de la Cour

- Création d'un cheminement piéton en grave
- Création de places de parc en pavé gazon
- Extrémités des chicanes arborisées
- Entrée de rue pavée sur 10.00m



# Entrée Nord

- Ralentissement par une chicane
- Décrochement végétalisé






# PARKING ET STATIONNEMENT

- Places maintenues: - 10 places au carrefour d'Onnens
  - 12 places le long des rues de la Laiterie et du Pontet
- Places supprimées: - 13 places le long de la rue des Fontaines
- Nouvelles places: - 7 places le long de la route de la Cour
  - 9 places sur la parcelle 525

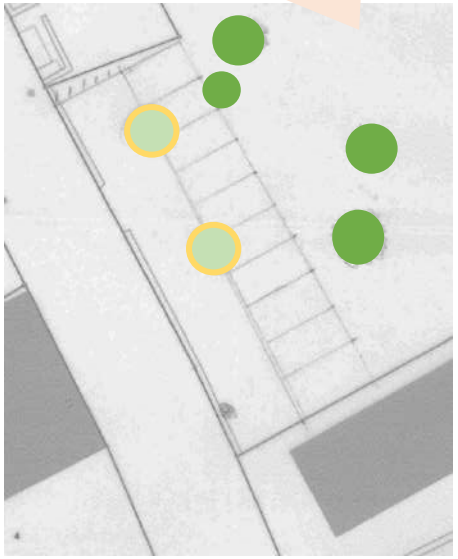




# Parking parcelle 525

Estimation de 9 -10 places
2 arbres abattus
Maintien muret





Revêtement perméable
(gravier + végétation)



## Romande énergie

- Etude en cours pour la mise en souterrain des lignes électriques aériennes

## Swisscom

- Etude en cours pour le raccordement de la fibre optique chez les particuliers

- Participation à l'enterrement des lignes
- Le projet va évoluer en fonction de l'avancée des travaux

# SECTORISATION DU PLAN D'INVESTISSEMENT

- Carrefour de la route d'Onnens
- Rue des Fontaines (Chaussée : ~325m)
- Rue de la Laiterie (Chaussée : ~120m)
- Rue du Pontet (Chaussée : ~180m)
- Rue du Tilleul (Chaussée: ~115m)
- Rue des Juifs (Chaussée : ~110m)
- Carrefour de la route de Fontanezier
- Ruelle du Crêtet (Chaussée : ~80 m)
- Ruelle de la Forge (Chaussée : ~35m)
- Route de la Cour (Trottoir : ~230m)
- Parking parcelle 525



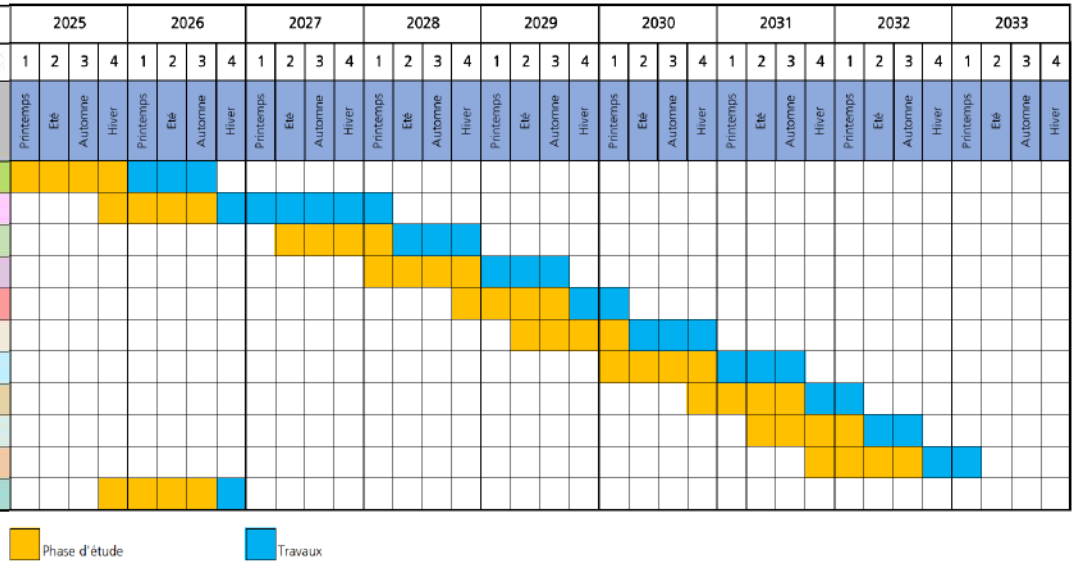
# BUDGÉTISATION DES TRAVAUX

| Secteur | N° zone | Nom du secteur | Données des travaux | Clé de répartition | | | | | | | Divers et imprévus 15% | Honoraires (Etude + DT) 13.5% | Subventions RC en localité (chaussée + EC) | Subventions ECA | Total TTC |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | Chaussée | Trottoir | EU | EC | ESP | EP | Divers | | | | | |
| Sud | 1 | Carrefour de la route d'Onnens | EC : 50m<br>ESP : 80m<br>EP : 30m | 282 000.00 CHF | 155 000.00 CHF | 0.00 CHF | 28 000.00 CHF | 33 000.00 CHF | 15 000.00 CHF | 69 000.00 CHF | 88 000.00 CHF | 91 000.00 CHF | -152 287.50 CHF | -7 450.00 CHF | 601 262.50 CHF |
| Centre | 2 | Rue des Fontaines | Chaussée : 325m<br>Trottoir : 325m<br>EC : 245m<br>EU : 170m<br>ESP : 340m<br>EP : 325m | 506 000.00 CHF | 208 000.00 CHF | 62 000.00 CHF | 252 000.00 CHF | 155 000.00 CHF | 102 000.00 CHF | 23 000.00 CHF | 197 000.00 CHF | 204 000.00 CHF | -308 505.00 CHF | -30 750.00 CHF | 1 369 745.00 CHF |
| Centre | 3 | Rue de la Lanterne | Chaussée : 120m<br>Trottoir : 120m<br>EC : 120m<br>EU : 100m<br>EP : 70m | 174 000.00 CHF | 39 000.00 CHF | 33 000.00 CHF | 65 000.00 CHF | 53 000.00 CHF | 33 000.00 CHF | 9 000.00 CHF | 61 000.00 CHF | 64 000.00 CHF | 0.00 CHF | -12 950.00 CHF | 518 050.00 CHF |
| Centre | 4 | Rue du Pontet | Chaussée : 175m<br>Trottoir : 90m<br>EC : 175m<br>EU : 30m<br>ESP : 175m | 118 000.00 CHF | 30 000.00 CHF | 12 000.00 CHF | 89 000.00 CHF | 70 000.00 CHF | 0.00 CHF | 0.00 CHF | 48 000.00 CHF | 50 000.00 CHF | 0.00 CHF | -15 500.00 CHF | 401 500.00 CHF |
| Centre | 5 | Rue du Tilleul | Chaussée: 115m<br>EC : 115m<br>EU : 10m | 137 000.00 CHF | 0.00 CHF | 5 000.00 CHF | 46 000.00 CHF | 0.00 CHF | 0.00 CHF | 0.00 CHF | 29 000.00 CHF | 30 000.00 CHF | 0.00 CHF | 0.00 CHF | 247 000.00 CHF |
| Centre | 6 | Rue des Juifs | Chaussée : 110m<br>EC : 110m<br>EU : 70m<br>ESP : 110m | 156 000.00 CHF | 0.00 CHF | 26 000.00 CHF | 47 000.00 CHF | 38 000.00 CHF | 0.00 CHF | 9 000.00 CHF | 42 000.00 CHF | 43 000.00 CHF | 0.00 CHF | -5 700.00 CHF | 355 300.00 CHF |
| Centre | 7 | Carrefour de la route de Fontanezier | EC : 50m<br>EU : 40m<br>ESP : 30m | 168 000.00 CHF | 29 000.00 CHF | 16 000.00 CHF | 26 000.00 CHF | 11 000.00 CHF | 0.00 CHF | 6 000.00 CHF | 39 000.00 CHF | 40 000.00 CHF | -95 302.50 CHF | -1 650.00 CHF | 238 047.50 CHF |
| Centre | 8 | Ruelle du Crêtet | Chaussée : 80 m<br>EC : 40 m<br>EU : 10m<br>ESP : 40m<br>EP : 80m | 63 000.00 CHF | 0.00 CHF | 5 000.00 CHF | 16 000.00 CHF | 15 000.00 CHF | 37 000.00 CHF | 13 500.00 CHF | 23 000.00 CHF | 24 000.00 CHF | 0.00 CHF | -2 250.00 CHF | 194 250.00 CHF |
| Centre | 9 | Ruelle de la Forge | Chaussée : 35m<br>EP : 35m | 24 000.00 CHF | 0.00 CHF | 0.00 CHF | 0.00 CHF | 0.00 CHF | 13 000.00 CHF | 0.00 CHF | 6 000.00 CHF | 6 000.00 CHF | 0.00 CHF | 0.00 CHF | 49 000.00 CHF |
| Ouest | 10 | Route de la Cour | Trottoir : 230m<br>EP : 230m | 30 000.00 CHF | 39 000.00 CHF | 0.00 CHF | 0.00 CHF | 0.00 CHF | 53 000.00 CHF | 14 000.00 CHF | 21 000.00 CHF | 22 000.00 CHF | 0.00 CHF | 0.00 CHF | 179 000.00 CHF |
| Centre | 11 | Parking parcelle 525 | | 50 000.00 CHF | 0.00 CHF | 0.00 CHF | 0.00 CHF | 0.00 CHF | 0.00 CHF | 0.00 CHF | 8 000.00 CHF | 8 000.00 CHF | 0.00 CHF | 0.00 CHF | 66 000.00 CHF |
| | | | | | | | | | | | | | | | 4 219 155.00 CHF |

# PLANIFICATION DES TRAVAUX

**Bonvillars**
**Planning d'exécution des travaux communaux (indicatif)**

| Secteur | N° zone | Nom des secteurs |
|---|---|---|
| Sud | 1 | Carrefour de la route d'Onnens |
| Centre | 2 | Rue des Fontaines |
| Centre | 3 | Rue de la Laiterie |
| Centre | 4 | Rue du Pontet |
| Centre | 5 | Rue du Tilleul |
| Centre | 6 | Rue des Juifs |
| Centre | 7 | Carrefour de la route de Fontanezier |
| Centre | 8 | Ruelle du Crêtet |
| Centre | 9 | Ruelle de la Forge |
| Ouest | 10 | Route de la Cour |
| Centre | 11 | Parking parcelle 525 |



# Merci pour votre attention et place aux questions

COMMUNE
DE
BONVILLARS

Bonvillars, le 30 septembre 2024

PREAVIS MUNICIPAL No 07/2024

Au Conseil général
de la commune de Bonvillars
1427 Bonvillars

Contact : Mikael Guilloud
079 703 95 77– mikael.guilloud@bonvillars.ch

# Arrêté d'imposition 2025

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les Conseillers,

## I. Introduction

Conformément à l'article 33 de la loi sur les impôts communaux du 5 décembre 1956 (LICom), la Municipalité soumet à votre approbation un nouvel arrêté d'imposition pour l'année 2025.

Pour information, le délai de dépôt des arrêtés d'imposition 2025 a été fixé au 30 octobre 2024.

## II. Considérations

Les charges communales ne cessent d'augmenter depuis plusieurs années s'agissant notamment de la facture sociale, des coûts de l'instruction publique et de l'entretien des infrastructures communales (routes, bâtiments communaux, changement de système informatique, etc).

Bien que les comptes communaux 2023 aient laissé apparaître un excédent de charges (déficit) de CHF 19'090.- grâce au prélèvement sur le fond de réserve, la situation ne peut plus durer ainsi car ces fonds sont limités et ne pourront à terme plus équilibrer les finances de notre commune. En effet, le budget 2024 tel que présenté en décembre 2023 (préavis 07/2023) prévoit un excédent de charges de CHF 358'231.-.

D'autre part, la Commune va devoir investir pour d'importants travaux sur les canalisations et les routes du village (problème de séparation eaux claires/eaux usées, conduites vieillissantes).

L'augmentation importante de ces charges impactent bien évidemment les liquidités de la Commune qui sont en constante diminution en raison notamment de la très nette diminution des impôts sur les bénéfices des personnes morales.

De plus, malgré l'augmentation de la taxe d'épuration et du prix de l'eau l'année dernière, les recettes affectées à ces domaines ne devraient pas couvrir les coûts.

D'autre part, notre marge d'autofinancement, c'est-à-dire la capacité de la commune à investir, est négative et ne nous permettra ainsi plus de supporter les charges qui nous incombent.

**Marge d'autofinancement**

| | | Budget 2024 | Comptes 2023 | Comptes 2022 | Comptes 2021 |
|---|---|---|---|---|---|
| | **Bénéfice / (-) Perte de l'exercice avant amortissement** | **-268 173** | **458 606** | **572 087** | **132 177** |
| 330 | ./. défalcations débiteurs | -500 | 0 | 0 | -416 |
| 38 | + attributions aux fonds | 0 | 0 | 0 | 105 343 |
| 48 | ./. prélèvements sur les fonds | -10 280 | -352 251 | -469 616 | -10 000 |
| | **Marge d'autofinancement** | **-278 953** | **106 355** | **102 471** | **227 104** |

**Capacité d'autofinancement en %**

| | | Budget 2024 | Comptes 2023 | Comptes 2022 | Comptes 2021 |
|---|---|---|---|---|---|
| | Marge d'autofinancement | -278 953 | 106 355 | 102 471 | 227 104 |
| | Total des revenus du compte de fonctionnement | 2 075 228 | 2 746 988 | 3 047 149 | 2 299 921 |
| | **Capacité d'autofinancement en %** | **-13.44%** | **3.87%** | **3.36%** | **23.09%** |

*Légende : La capacité d'autofinancement indique le degré permettant à la commune d'investir en fonction de sa capacité financière*

## III. Augmentation du taux du coefficient communal

Au vu de la situation financière de la Commune et des incertitudes liées à l'augmentation des charges communales, des futurs travaux à envisager et de la variabilité des recettes fiscales, il est impératif d'ajuster notre taux d'imposition qui n'a été augmenté que de 2 points depuis 2021.

**Valeur du point d'impôt pour les personnes physiques**

| | | Comptes 2023 | Comptes 2022 | Comptes 2021 |
|---|---|---|---|---|
| | Impôt sur le revenu des personnes physiques | 782 403 | 738 872 | 726 466 |
| | Impôts sur la fortune des personnes physiques | 152 782 | 126 507 | 122 221 |
| | Impôt à la source | 3 615 | 2 860 | 2 023 |
| | | | | |
| *Total des impôts personnes physiques* | | *938 800* | *868 239* | *850 710* |
| Taux communal | | 57.0 | 56.0 | 55.0 |
| *Valeur du point d'impôt* | | *16 470* | *15 504* | *15 467* |
| Nombre d'habitants | | 520 | 501 | 481 |
| **Valeur du point d'impôt par habitant** | | **31.7** | **30.9** | **32.2** |

*Légende :*

*Plus la valeur du point par habitant est élevée plus la capacité contributive est importante*

En effet, le taux actuel de 57% de l'impôt cantonal de base ne permet plus de couvrir les besoins communaux sans recourir à un emprunt.

## IV. Propositions de la Municipalité

Au vu de ce qui précède et en tenant compte des rapports de la commission des finances de l'année dernière (préavis 04/2023 et 07/2023) qui faisaient référence à une augmentation de 20 points, la Municipalité s'est vue ainsi contrainte de décider, lors de sa séance du 30 septembre 2024, de vous proposer une hausse de 10 points du coefficient de l'impôt communal.
Celui-ci serait porté à 67% et se trouverait dans la moyenne cantonale qui s'élève à 67.4%.

Les autres positions de l'arrêté d'imposition demeurent inchangées.

Cette proposition fait suite à une analyse approfondie de la situation financière de notre Commune et aux besoin croissants de financement pour assurer un développement durable et équilibré.

## V. Incidences financières

Cette augmentation du coefficient de l'impôt communal correspondrait à des recettes fiscales supplémentaires estimées à environ CHF 160'000.-. Cela devrait permettre, du moins en partie, d'assumer les futures dépenses.

La Municipalité est bien consciente de cette importante augmentation. Elle s'est toutefois appliquée à ce que cette dernière soit raisonnable et proportionnée aux besoins de la Commune garantissant son bon fonctionnement.

## VI. Conclusions

Vu ce qui précède, la Municipalité vous demande, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Conseillers, de bien vouloir prendre la décision suivante :

**Le Conseil général de Bonvillars**

- considérant que cet objet a été porté à l'ordre du jour
- ayant pris connaissance du préavis municipal No 07 /2024
- entendu le rapport de la commission des finances

**Décide :**

D'approuver l'arrêté d'imposition 2025 tel que présenté par la Municipalité, soit :

- l'augmentation du taux du coefficient de l'impôt communal à 67% de l'impôt cantonal de base
- les autres impôts et droits de mutation perçus par la Commune de Bonvillars restent inchangés par rapport à l'arrêté d'imposition 2024

Le présent préavis ainsi que le document annexe ont été adoptés par la Municipalité dans sa séance du 30 septembre 2024.

Nous vous présentons, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Conseillers, nos meilleures salutations.

AU NOM DE LA MUNICIPALITE

Le Syndic

Mikael Guilloud

La Secrétaire

Mégane Defferrard

Annexe : Arrêté d'imposition 2025

A retourner en 4 exemplaires daté et signé
à la préfecture pour le.....

**District de Jura-Nord vaudois**
**Commune de Bonvillars**

# ARRETE D'IMPOSITION
# pour 2025 à 2025

Le Conseil général/communal de Bonvillars.

Vu la loi du 5 décembre 1956 sur les impôts communaux (ci-après : LICom) ;

Vu le projet d'arrêté d'imposition présenté par la Municipalité,

**arrête :**

**Article premier - Il sera perçu pendant 1 an(s), dès le 1er janvier 2025, les impôts suivants :**

**1 Impôt sur le revenu et sur la fortune, sur le bénéfice et sur le capital, impôt minimum et impôt spécial dû par les étrangers.**

En pour-cent de l'impôt cantonal de base : 67%

**2 Impôt spécial particulièrement affecté à des dépenses déterminées**

En pour-cent de l'impôt cantonal de base : 0%

**3 Impôt foncier proportionnel sans défalcation des dettes basé sur l'estimation fiscale (100%) des immeubles**

Immeubles sis sur le territoire de la commune : par mille francs 1 Fr.

Constructions et installations durables édifiées sur le terrain d'autrui ou sur le domaine public sans être immatriculées au registre foncier (art. 20 LICom) :

par mille francs 0 Fr.

**Sont exonérés :**

a) les immeubles de la Confédération et de ses établissements dans les limites fixées par la législation fédérale;

b) les immeubles de l'Etat, des communes, des associations de communes, des fédérations de communes ou des agglomérations vaudoises, et de leurs établissements et fonds sans personnalité juridique, ainsi que les immeubles de personnes morales de droit public cantonal qui sont directement affectés à des services publics improductifs;

c) les immeubles des Eglises reconnues de droit public (art. 170 al.1 Cst-VD), des paroisses et des personnes juridiques à but non lucratif qui, à des fins désintéressées, aident les Eglises dans l'accomplissement de leurs tâches et des communautés religieuses reconnues d'intérêt public (art. 171 Cst-VD).

## 4 Impôt personnel fixe

De toute personne majeure qui a son domicile dans la commune au 1er janvier : 0 Fr.

**Sont exonérés :**

a) les personnes indigentes;
b) l'exemption est de 50 % pour chacun des conjoints ou des partenaires enregistrés qui ne sont pas contribuables indépendants pour l'impôt sur le revenu et la fortune.
c) l'arrêté communal d'imposition peut décréter d'autres exonérations totales ou partielles.

## 5 Droits de mutation, successions et donations

a) Droits de mutation perçus sur les actes de transferts immobiliers : par franc perçu par l'Etat 50 cts

b) Impôts perçus sur les successions et donations : (1)

| | |
|---|---|
| en ligne directe ascendante : | par franc perçu par l'Etat 0 cts |
| en ligne directe descendante : | par franc perçu par l'Etat 0 cts |
| en ligne collatérale : | par franc perçu par l'Etat 60 cts |
| entre non parents : | par franc perçu par l'Etat 100 cts |

## 6 Impôt complémentaire sur les immeubles appartenant aux sociétés et fondations (2).

par franc perçu par l'Etat 40 cts

## 7 Impôt sur les loyers

(Cet impôt est dû par le locataire ou par le propriétaire occupant lui-même son immeuble)
Sur les loyers des immeubles situés sur le territoire de la commune. pour-cent du loyer 0%

Les loyers non commerciaux bénéficient des défalcations pour charges de famille suivantes :

## 8 Impôt sur les divertissements

Sur le prix des entrées et des places payantes : 0 cts

Notamment pour :

a) les concerts, conférences, expositions, représentations théatrales ou cinématographiques et autres manifestations musicales, artistiques ou littéraires;
b) les manifestations sportives avec spectateurs;
c) les bals, kermesses, dancings;
d) les jeux à l'exclusion des sports.

**Exceptions :**

## 9 Impôt sur les chiens

par chien 100 Fr.

(selon art.10 du règlement du 6 juillet 2005 concernant la perception de l'impôt sur les chiens)

**Exonérations :**

(1) Le nombre de centimes additionnels peut être d'autant plus élevé que le degré est plus éloigné.
(2) Cet impôt ne peut être perçu que par les communes qui prélèvent le droit de mutation sur les transferts d'immeubles

**Choix du système de perception**

**Article 2.** - Les communes ont le choix entre percevoir elles-mêmes leurs taxes et impôts ou charger l'administration cantonale de recouvrer ces éléments pour leur compte (art. 38 et 38a de la loi du 5 décembre 1956 sur les impôts communaux LICom).

**Échéances**

**Article 3.** - La loi (annuelle) sur l'impôt (RSV, parution FAO en décembre) prévoit à son article 11 les termes généraux d'échéance.

**Paiement - intérêts de retard**

**Article 4.** - La commune fixe le taux d'intérêt de retard sur toute contribution impayée perçue directement par elle-même à - % l'an. L'intérêt de retard court dès la fin d'un délai de paiement de trente jours après l'échéance de la contribution. A défaut, c'est la loi (annuelle) sur l'impôt qui s'applique (art. 13 al. 1).

**Remises d'impôts**

**Article 5.** - La municipalité peut accorder une remise totale ou partielle des impôts, intérêts de retard, majorations, rappels d'impôts et amendes, lorsque le paiement intégral frapperait trop lourdement le contribuable en raison de pertes importantes ou de tous autres motifs graves.

**Infractions**

**Article 6.** - Les décisions prises en matière d'amendes pour l'impôt cantonal sur le revenu et sur la fortune, sur le bénéfice net, sur le capital et l'impôt minimum sont également valables pour l'impôt communal correspondant.

**Soustractions d'impôts**

**Article 7.** - Les soustractions d'impôts et taxes qui sont propres à la commune seront frappées d'amendes pouvant atteindre 0 fois (maximum 8 fois) le montant de l'impôt ou de la taxe soustrait, indépendamment de celui-ci.
Elles sont prononcées par la municipalité sous réserve de recours à la commission communale de recours.

**Commission communale de recours**

**Article 8.** - Les décisions prises en matière d'impôts communaux et de taxes spéciales peuvent faire l'objet d'un recours écrit et motivé, dans les 30 jours dès la notification du bordereau auprès de l'autorité qui a pris la décision attaquée, conformément à l'article 46 de la loi du 5 décembre 1956 sur les impôts communaux (LICom).

**Recours au Tribunal cantonal**

**Article 9.** - La décision de la commission communale de recours peut faire l'objet d'un recours au Tribunal cantonal dans les 30 jours dès sa notification.

**Paiement des impôts sur les successions et donations par dation**

**Article 10.** - Selon l'art. 1er de la loi du 27 septembre 2005 "sur la dation en paiement d'impôts sur les successions et donations" modifiant celle du 5 décembre 1956 sur les impôts communaux, la Commune peut accepter de manière exceptionnelle le paiement des impôts sur les successions et donations par dation selon les règles et procédures fixées par la loi cantonale du 27 septembre 2005.

**Ainsi adopté par le Conseil général/communal dans sa séance du**

**Le-La président-e :** **le sceau :** **Le-La secrétaire :**

Au Conseil Général de la
Commune du Bonvillars

**Préavis Municipal n° 07/2024**
**Arrêté d'imposition 2025**

La Commission composée de Madame Claire Javet, Monsieur Stéphane Gerber et de Christiane Baudraz, rapporteur, s'est réunie le lundi 7 octobre à la Maison de Commune afin d'étudier l'objet précité. Monsieur Mikaël Guilloud, Syndic, ainsi que Madame Sandy Dyens, Boursière communale, étaient présents pour nous fournir les informations nécessaires. Nous les en remercions.

L'an dernier, la Municipalité, nouvellement élue, a voulu prudemment patienter afin d'avoir une bonne connaissance des dossiers en cours. Elle a souhaité maintenir le taux d'imposition à 57 pour l'année 2024. L'année écoulée a permis de planifier les projets futurs (par ex. réseau d'eau, routes, informatique, changement du système comptable MCH2).

Les frais augmentent, les revenus diminuent, les caisses se vident. Cela n'incombe en aucune façon à une mauvaise gestion antérieure. Pour imager les augmentations, nous ne citerons que quelques exemples : pour les écoles au primaire les frais s'élevaient à 137'00.- en 2022 et 141'000.- en 2024, au secondaire pour les mêmes dates cela passe de 140'000.- à 173'000.-. Cette année, la Police coûtera 55'000.-, l'an prochain 78'000.-. La Commune se voit aussi devoir verser au Canton le fonds de réserve de la Protection civile d'un montant de 190'000.-.

Il n'est pas agréable de plaider une augmentation, nous en sommes pleinement conscients. Néanmoins nous devons nous résoudre à accepter une hausse conséquente de notre taux d'imposition. Après analyse de la situation à venir, la Municipalité propose plus 10 points du taux du coefficient de l'impôt communal.

Celui-ci passerait donc de 57 à 67% et se trouverait dans la moyenne cantonale qui s'élève à 67,4%.
Pour comparaison, Champagne 65%, Onnens 65%, Grandson 69%, Concise 70%, Fiez 66%, Grandevent 70%, Provence 81%.

En cas de refus de l'augmentation du taux d'imposition par le Conseil Général, celui-ci restera à 57 pour l'année 2025.

Compte tenu des travaux à venir et des informations fournies, la Commission des finances propose d'approuver l'arrêté d'imposition 2025 tel que présenté par la Municipalité , soit :

- l'augmentation du taux du coefficient de l'impôt communal à 67% de l'impôt cantonal de base
- les autres impôts et droits de mutation perçus par la Commune de Bonvillars restent inchangés par rapport à l'arrêté d'imposition 2024

Bonvillars, le 22 octobre 2024

Pour la Commission des finances

Claire Javet, membre Stéphane Gerber, membre Christiane Baudraz, rapporteur

COMMUNE
DE
BONVILLARS

Conseil général du 22 avril 2024

**Motion Curiale et Hoh relative à la sécurité informatique**

Monsieur le Président,

Pour faire suite à la motion mentionnée en objet et transmise par le Conseil général à la Municipalité en date du 13 décembre 2021 (annexe 1), diverses actions ont été entreprises.

Comme fournisseur et hébergeur des logiciels et données du contrôle des habitants et de la comptabilité financière de la commune, la société Axians Infoma Suisse était concernée au premier plan par la « Checklist pour contrat de sous-traitance de solution informatique externalisée » (annexe 2, citée dans la motion), produite par l'Autorité cantonale de protection des données et de droit à l'information).

En date du 28 mars 2022, le prestataire fournissait sa réponse (annexe 3), assortie d'un document cadre relatif à la protection des données (annexe 4), également rendu disponible en français par le biais d'un service automatisé de traduction (annexe 5).

Le 17 et le 23 juin 2022, le greffe municipal suivait une formation organisée par l'UCV « Cybersécurité : concepts et enjeux » comprenant notamment un volet sur la protection des données (LPD) et l'évaluation des risques, ainsi qu'un complément sur la gouvernance des données (annexe 6).

Signée le 4 juillet 2023, la Convention « cybersécurité entre le Canton et les communes » (annexe 7) initiée par l'UCV et soutenue par notre syndic, est entrée en vigueur le 1er janvier 2024 avec le démarrage opérationnel de la force d'intervention cantonale cybersécurité (Computer Security Incident Response Team - CSIRT). Cette dernière propose un canal privilégié avec les communes et associations intercommunales au moyen d'une application dédiée. Le greffe communal est la personne de contact en cas d'incident.

Le 22 janvier 2024 la municipalité *in corpore* et les employés communaux, suivaient le cours "Sensibilisation sécurité" organisé par la Ville d'Yverdon-les-Bains, et dispensé par la société SecuLabs (annexe 8).

Malgré un processus de fusion qui n'a pas abouti, les greffes et bourses des communes de Bonvillars, Onnens et Tévenon ont continué de se réunir dans l'intention de changer de prestataire informatique à l'horizon 2025, notamment avec le passage au modèle comptable MCH2. Les logiciels seront fournis par la société Prime Technologies SA, qui est labellisée Cyber-Safe (annexe 9). Ils seront hébergés par le service informatique de la Ville d'Yverdon-les-Bains, qui a notamment participé activement à la mise en œuvre de la convention cantonale et met un point d'honneur à garantir la sécurité des données et des infrastructures. Le sujet fait partie intégrante des discussions mais le contrat d'hébergement n'est pas encore disponible.

Enfin, différents contacts ont été pris, notamment avec la préposée cantonale à la protection des données, avec le secrétariat général de l'association Cyber-Safe et avec le gestionnaire du programme Seal, un partenariat académique soutenu par l'Etat de Vaud dont le premier appel vise la lutte contre la cybercriminalité. Et à la lumière d'une abondante documentation :

- Prévenir les cybercrimes - Guide à l'intention des communes, Réseau national de soutien aux enquêtes dans la lutte contre la criminalité informatique (NEDIK).
- Stratégie nationale de protection de la Suisse contre les cyberrisques 2018-2022, Unité de pilotage informatique de la Confédération.
- Évaluation de l'efficacité de la SNPS 2018-2022, Centre national pour la cybersécurité.
- La protection des données au contrôle des habitants, Guide pratique, Etat de Vaud.
- Loi sur la protection des données personnelles (LPrD), Etat de Vaud.
- Aide-mémoire sur les risques et les mesures spécifiques à la technologie du Cloud, Conférence des préposé(e)s suisses à la protection des données.
- Aide-mémoire des premières mesures à prendre en cas d'attaque informatique, Association Cyber-Safe.
- ...

La Municipalité peut à ce jour compléter ainsi la réponse donnée par la société Axians :

a) *Quelles sont les données personnelles soumises à la Loi sur la protection des données personnelles, stockées informatiquement par la commune ?*

Potentiellement, toutes les données personnelles soumises à la loi sont concernées, le traitement de ces données faisant partie des activités courantes de la commune.

b) *De quelle manière l'accès aux données mentionnées plus haut est rendue accessible uniquement aux ayant droits ? Qui sont les ayant droits ? Quelles sont les procédures d'identification ?*

Les données comptables et celles du contrôle des habitants sont accessibles en ligne uniquement par la secrétaire et la boursière. Chacune dispose d'un accès personnel. Elles s'identifient d'abord sur leur ordinateur, et ensuite sur une solution de virtualisation qui leur donne accès aux logiciels hébergés sur le cloud du prestataire. Le traitement de données en lien avec les portails cantonaux se fait de la même manière, depuis le cloud du prestataire, au moyen d'un navigateur web, et via les systèmes d'authentification du canton, également individualisés. Les données fiscales sont accessibles par la boursière sur le portail sécurisé de l'administration cantonale des impôts. Le syndic dispose d'un droit de consultation, qu'il exerce le cas échéant en présence de la boursière. Les municipaux n'ont pas accès aux portails cantonaux, à

l'exception d'un seul compte individualisé autorisant la consultation du registre foncier. Occasionnellement, certaines données personnelles peuvent transiter par email. Les municipaux et les employés de commune disposent d'un email individuel fourni par la commune via la société Infomaniak. Chacun est responsable individuellement de l'application de la LPrD. Depuis la pandémie, les séances de municipalité et procès-verbaux sont partagés par tous (sauf l'employé communal et la boursière) sur le cloud de Google, avec un accès individuel assimilé au compte email communal. La migration sur le cloud d'Infomaniak est à l'étude. Les documents utiles au Conseil général sont accessibles sur une page protégée du site web hébergé par Infomaniak, par un accès partagé par tous les membres du conseil. Sauf huis clos pour justes motifs, les données sont en principe publiques au sens de l'art. 8 LInfo.

c) *Quelles mesures et procédures sont mises en place afin d'empêcher l'usurpation d'identité et éviter ainsi vol et/ou encryptage des données ou d'autres dommages ? Cela tant pour l'accès aux données personnelles qu'aux données de la commune telle qu'aux comptes courants.*

L'authentification à deux facteurs est préconisée chaque fois qu'un prestataire la propose (Google, Infomaniak). Ce n'est pas (encore) le cas d'Axians, par contre les institutions financières l'obligent (BCV, Poste, Raiffeisen). Par ailleurs, les paiements ne peuvent se faire sans double contrôle (municipalité et employé). Les antivirus et pare-feux standards sont installés sur les ordinateurs de la commune. Les municipaux utilisent leur propre équipement dont la sécurité est sous leur propre responsabilité. Les cours de sensibilisation susmentionnés font partie des mesures prises.

d) *Qui sont nos partenaires de sous-traitance informatique ? Le contrat nous liant à ces derniers remplit-il les conditions mentionnées par la CHECK-LIST POUR CONTRAT DE SOUS-TRAITANCE DE SOLUTION INFORMATIQUE EXTERNALISÉE mise à disposition par l'Autorité de protection des données et de droit à l'information de l'État de Vaud ?*

Les prestataires suisses (Axians, Infomaniak) semblent remplir les conditions, d'autant que du point de vue de la protection - versus sécurité - les données ne sont pas soumises au chiffrement tant qu'elles restent en Suisse. En vertu du Cloud Act (qui autorise les autorités américaines à consulter les données hébergées sur leur territoire) le partage sur le cloud de Google est plus problématique, quand bien même les contenus disponibles relatent des décisions plutôt que des débats. A ce titre ils s'apparentent davantage à la transparence (droit à l'information) qu'à la protection des données.

e) *Les critères mentionnés à la question d) sont-ils respectés par l'administration communale elle-même ?*

La commune n'a pas de contrat avec elle-même. La question peut toutefois se poser lorsqu'elle transmet des documents à l'externe. C'est le cas de la révision annuelle des comptes communaux qui exige certains documents contenant des données personnelles soumises à protection (notamment les échéanciers des débiteurs et créanciers, ainsi que le Grand-Livre des comptes). Celle-ci est confiée à Fiprom, une unité de Prométerre qui garantit une protection des données conforme à la loi fédérale et aux textes y relatifs (annexe 10).

f) *Les éventuels dommages suite à une intrusion ont-ils été quantifiés ? Quelle en est le montant ? Les dommages sont-ils assumés par le fournisseur de prestations informatiques ?*

Le montant des dommages dépend de l'attribution de la faute, employé ou prestataire. La question est juridique, elle se tranche au tribunal. Néanmoins, entre le coût des collaborateurs qui ne peuvent plus travailler, celui des avocats, les plaintes potentielles, l'infrastructure à remettre en place, le chiffre de 100'000 CHF est considéré comme un minimum.

g) *Quelle est la dépendance des systèmes informatiques, respectivement leurs niveaux de protection des installations de fourniture de prestation telles qu'alimentation en eau, step, etc?*

L'alimentation en eau n'est pas informatisée. Le captage est mécanique et le pompage est activé par un capteur du réservoir relié par une connexion câblée. Il faut s'introduire dans l'un des deux bâtiments pour y accéder. De même, bien que la STEP puisse émettre des téléalarmes, elle ne dispose pas d'un système de télégestion. Certains capteurs - sauf fonctions vitales (vis, surpresseurs) - communiquent avec des automates programmables via bluetooth, avec une portée d'environ 10 m.

h) *Quelles sont les procédures de gestion de crises visant à identifier et gérer les dommages causés par une attaque informatique ?*

Les procédures sont fixées dans le cadre de la convention du 4 juillet 2023. L'annonce au 117 est la première action à entreprendre. Le canton fournit les ressources nécessaires pour épauler la municipalité dans la conduite de crise.

Personne de contact interne (et suppléant) à informer en cas de cyber-incident ou d'incertitudes concernant la compromission potentielle du système d'information: Mégane Defferrard, suppléant Mikael Guilloud.

Membres de l'équipe de gestion de crise: Mégane Defferrard (responsable, secrétariat), Daniel Rappo (informatique), Mikael Guilloud (communication, porte-parole). Les spécialistes direction/gestion, cyber et affaires juridiques restent à définir, en coordination avec le canton le cas échéant.

AU NOM DE LA MUNICIPALITÉ

MUNICIPALITÉ DE SONVILLARS

| Le Syndic | La Secrétaire |
|---|---|
| Mikael Guilloud | Mégane Defferrard |

Annexes: ment.

# Annexe 1

# Motion à l'attention du
# Président du Conseil Général de Bonvillars

## Problématique

Désormais, non seulement aucune tâche administrative ne s'effectue plus sans recours à l'informatique, mais tous les appareils sont reliés à internet, et de ce fait, reliés à des possibles malfaiteurs. L'attaque informatique subie par l'administration d'une commune vaudoise et médiatisée récemment, laisse supposer que les administrations communales disposent de données suffisamment précieuses pour que la menace de les vendre à des malfaiteurs suffit pour demander de manière crédible une rançon.

Le danger de surréagir et de se munir d'un niveau de protection disproportionné est autant probable que l'inverse. Afin d'apprécier le niveau correct de sécurité informatique à exiger par notre administration communale, il convient, en premier lieu, de se demander ce qui pourrait prêter dommage aux citoyens et à la commune si les données venaient à être volées, compromises ou détruites.

Une administration publique telle qu'une commune représente un double danger pour le citoyen car les malfaiteurs, en s'attaquant à l'administration communale, pourraient accéder aux informations concernant les citoyens, aux biens et données communes simultanément. Protéger les biens communs et les citoyens est un devoir régalien que la commune se doit de prendre au sérieux.

## But de l'initiative

Par cette motion, les sous-signataires souhaitent évaluer le niveau de sécurité informatique actuellement en place et en apprécier l'éventuel besoin de la renforcer.

## Contenu du rapport

Le rapport à présenter au Conseil Général répondra, au moins, aux questions suivantes:

a) Quelles sont les données personnelles soumises à la Loi sur la protection des données personnelles, stockées informatiquement par la commune?
b) De quelle manière l'accès aux données mentionnées plus haut est rendue accessible uniquement aux ayant droits? Qui sont les ayant droits? Quelles sont les procédures d'identification?
c) Quelles mesures et procédures sont mises en place afin d'empêcher l'usurpation d'identité et éviter ainsi vol et/ou encryptage des données ou d'autres dommages? Cela tant pour l'accès aux données personnelles qu'aux données de la commune telle qu'aux comptes courants.

d) Qui sont nos partenaires de sous-traitance informatique? Le contrat nous liant à ces derniers remplit-il les conditions mentionnées par la CHECK-LIST POUR CONTRAT DE SOUS-TRAITANCE DE SOLUTION INFORMATIQUE EXTERNALISÉE[1] mise à disposition par l'Autorité de protection des données et de droit à l'information de l'État de Vaud[2]?
e) Les critères mentionnés à la question d) sont-ils respectés par l'administration communale elle-même?
f) Les éventuels dommages suite à une intrusion ont-ils été quantifiés? Quelle en est le montant? Les dommages sont-ils assumés par le fournisseur de prestations informatiques?
g) Quelle est la dépendance des systèmes informatiques, respectivement leurs niveaux de protection des installations de fourniture de prestation telles qu'alimentation en eaux, step, etc?
h) Quelles sont les procédures de gestion de crises visant à identifier et gérer les dommages causés par une attaque informatique?

Les dangers liés au cyber peuvent être de divers types; l'interdiction à l'accès aux données, le vol des données respectivement l'espionnage ou encore l'atteinte à l'intégrité des données, à savoir la modification des données. En répondant aux questions que la présente motion soulève, la municipalité y répondra en gardant ces derniers à l'esprit.

Pour le Conseil Général:

Curiale Gian Domenico Hoh Markus

[1] Check-list_pour_un_contrat_de_sous-traitance_informatique.pdf (vd.ch)

[2] L'Autorité de protection des données et de droit à l'information de l'État de Vaud (Autorité de protection des données et de droit à l'information - VD.CH) est une est une autorité indépendante qui renseigne toute personne ou entité administrative sur ses droits et obligations en matière de protection des données personnelles ou d'accès à des informations ou à des documentations officielles.

# Annexe 2

canton de vaud
LIBERTÉ ET PATRIE

**Autorité de protection des données et de droit à l'information**

Rue Saint-Martin 6
Case postale 5485
1002 Lausanne

# CHECK-LIST POUR CONTRAT DE SOUS-TRAITANCE DE SOLUTION INFORMATIQUE EXTERNALISÉE

Selon l'art. 18 de la loi du 11 septembre 2007 sur la protection des données personnelles (LPrD ; BLV 172.65), pour pouvoir sous-traiter le traitement de données personnelles, il convient de disposer soit d'une base légale, soit d'un contrat. Dans la plupart des cas, aucune base légale ne prévoit la sous-traitance et la conclusion d'un contrat est dès lors nécessaire. Il est également recommandé de disposer d'un contrat même lorsque la sous-traitance est autorisée par la loi afin de s'assurer du respect des règles de protection des données par le sous-traitant, ainsi qu'en cas de communication transfrontière, garantir un niveau de protection adéquat. Le responsable du traitement (le service métier) qui sous-traite reste entièrement responsable vis-à-vis de la personne concernée du respect de la LPrD.

Le présent document[1] constitue uniquement une aide à la décision et permet de s'assurer que les points principaux ont été prévus dans le contrat. Il est néanmoins important de toujours prendre en compte les spécificités du cas d'espèce. Il ne saurait dès lors être exhaustif.

Questions préalables :

1. Des données personnelles, qu'elles soient sensibles ou non (selon la définition de l'art. 4 al. 1 let. a et b LPrD), seront-elles sous-traitées ?
    a. Non, aucune donnée personnelle ne sera traitée. La LPrD n'est par conséquent pas applicable. Il n'y a dès lors pas besoin de disposer d'un contrat sous l'angle de la protection des données. Il convient néanmoins de disposer d'un contrat pour les autres questions juridiques.
    b. Oui, des données personnelles seront bien sous-traitées. Il convient dès lors de passer au point 2 en lien avec le secret de fonction.

2. Des données personnelles (sensibles ou non) soumises au secret de fonction seront-elles sous-traitées ?
    a. Non, aucune donnée soumise au secret de fonction ne sera traitée. Il n'y a alors pas d'obligation spécifique à respecter en matière de secret de fonction. Il convient néanmoins de disposer d'un contrat pour les autres questions juridiques.
    b. Oui, des données soumises au secret de fonction seront traitées. Il convient alors de prévoir contractuellement que le sous-traitant et ses employés sont soumis au secret de fonction. Le sous-traitant devra également s'assurer du respect effectif du secret par ses employés et par ses sous-traitants en cascade.
        1. Les données soumises au secret de fonction seront-elles traitées en Suisse ?
            a. Oui et il n'y a pas de sous-traitance en cascade à l'étranger. La sous-traitance peut être mise en place (le contrat doit

[1] Le présent document a été élaboré avant l'arrêt Schrems II du 16 juillet 2020 rendu par la Cour de Justice de l'Union européenne (CJUE) lequel invalide la décision d'adéquation 2016/1250 et par là même le dispositif Privacy Shield EU-US.

inclure des règles strictes sur l'interdiction de recourir à des sous-traitants en cascade à l'étranger). Il convient dès lors de passer au point 3 en lien avec le contrat.

b. Oui mais il y a une sous-traitance en cascade à l'étranger (par exemple, sauvegarde ou redondance des données à l'étranger). Il conviendra de chiffrer les données soumises au secret de la manière suivante :
    i. Le chiffrement doit être réalisé en Suisse. La clé de déchiffrement doit, elle, être détenue en Suisse par l'Administration Cantonale Vaudoise (ACV), par le sous-traitant ou par un tiers. Si la clé est détenue par le sous-traitant ou par un tiers, le contrat doit inclure des règles strictes sur l'interdiction de transmettre la clé à l'étranger de manière à ce que les données ne soient déchiffrées.
    ii. Il convient dès lors de passer au point 3 en lien avec le contrat.

c. Non. Il conviendra de chiffrer les données soumises au secret. Le chiffrement doit être réalisé en Suisse et la clé de déchiffrement détenue en Suisse par l'ACV ou par un tiers autre que le sous-traitant. Dans ce dernier cas, le contrat devrait à tout le moins prévoir une interdiction pour le tiers de transmettre la clé de déchiffrement au sous-traitant et une interdiction pour le sous-traitant de tenter de déchiffrer les données. Il convient dès lors de passer au point 3 en lien avec le contrat.

➔ Si ces conditions ne peuvent être respectées, il convient de garder à l'esprit que la transmission de données soumises au secret de fonction et non chiffrées à un tiers prestataire hors de Suisse est susceptible de constituer une violation du secret de fonction (les peines maximales sont la privation de liberté de trois ans au plus ou une peine pécuniaire ; article 320 du code pénal (CP ; RS 311.0).

3. Existe-il un contrat avec le partenaire contractuel ? Dans la majorité des cas, lorsque l'on contracte avec un sous-traitant (notamment dans le cas de fourniture de biens ou de services) un contrat écrit va être établi. Il peut souvent s'agir de conditions générales ou de simples bons de commande.
    a. Oui, un contrat existe. Dans les contrats avec de grandes sociétés, principalement de services informatiques, des clauses de protection des données sont généralement intégrées à leurs conditions générales. Le contrat contient-il des règles de protection des données ?
        i. Non, il n'y a pas de règles de protection des données et il convient de négocier l'intégration de clauses de protection des données
        ii. Oui, il y a des clauses. Sont-elles conformes au regard du projet[2] et suffisantes au regard de la LPrD (cf. ci-après points 4 et suivants) ?
            1. Non, les clauses ne sont pas suffisantes et il convient de les négocier ou d'en ajouter des nouvelles (cf. ci-après points 4 et suivants)
            2. Oui, les clauses sont suffisantes et il n'y a pas d'autres actions à prendre.

[2] En pratique, l'on constate par exemple que certains sous-traitants prévoient dans leurs conditions générales qu'il est interdit d'utiliser le service proposé pour traiter des données sensibles (cf. art. 4 al. 1 ch. 2 LPrD pour la définition) alors que le projet de l'administration tend justement à transmettre des données sensibles au sous-traitant. Il s'agit d'un problème contractuel qu'il convient d'analyser en tout début de projet.

b. Non, il n'y a pas de contrat. Il convient de conclure un contrat portant sur la fourniture de biens ou de services avec le fournisseur et d'y inclure les règles de protection des données (cf. ci-après points 4 et suivants).

Contenu du contrat :

4. Détermination des parties. Les parties au contrat sont-elles suffisamment définies ? Cela est important notamment pour savoir à qui effectivement on sous-traite le traitement de données personnelles.

5. But de la sous-traitance. Il convient de définir le but de la sous-traitance, les données concernées et le cadre dans lequel les données seront transmises. Le sous-traitant ne pourra traiter des données que dans ce cadre.

6. Obligations des parties. Il convient de s'assurer que le sous-traitant s'engage à traiter les données selon les principes généraux de protection des données tels que prévus par la LPrD et selon les instructions du responsable de traitement (le service métier de l'ACV). Le sous-traitant doit notamment s'engager à ne pas utiliser les données dans un autre but que celui communiqué par le responsable de traitement, cela même pour des données pseudonymisées et/ou anonymisées. Le sous-traitant doit s'engager à mettre en place toutes les mesures de sécurité techniques et organisationnelles pour s'assurer de l'intégrité, de la disponibilité et la confidentialité des données et d'informer dans les plus brefs délais le responsable du traitement de tout manquement dans la sécurité des données, de tout accès indu et de toute perte de données. Le sous-traitant devra également informer le responsable du traitement de toute transmission de données à un tiers, même non prévue dans le contrat (par exemple, dans le cas d'une demande officielle comme une autorité judiciaire).

7. La sous-traitance en cascade. La sous-traitance en cascade est-elle autorisée ?
    a. Non, la sous-traitance en cascade n'est pas autorisée et il convient de préciser dans le contrat qu'elle est interdite. Cette solution est dans la mesure du possible à retenir.
    b. Oui, la sous-traitance en cascade est envisageable. Il faut alors prévoir à quelles conditions elle peut être mise en œuvre (accord ou simple information préalable, etc.). Il convient également de prévoir que, sur demande, le sous-traitant s'engage à transmettre au responsable du traitement la liste des sous-traitants en cascade[3]. Il faut encore rappeler que le sous-traitant reste entièrement responsable du respect de la LPrD et de l'éventuel secret de fonction par ses propres sous-traitants.

8. Lieux de traitement des données.
    a. Le traitement des données aura-t-il lieu en Suisse ?
        i. Non, le traitement a lieu à l'étranger. Il faut prévoir que le sous-traitant doive fournir une liste de l'ensemble des pays dans lesquels des données pourront être consultées (par exemple, à des fins de maintenance) et/ou hébergées tant par lui que par ses sous-sous-traitants.
            1. Les données seront traitées dans des pays disposant d'un niveau de protection adéquat (cf. liste) ?
                a. Oui, les données seront traitées dans des pays disposant d'un niveau de protection adéquat et peuvent être communiquées à l'étranger, sous réserve des données soumises au secret de fonction (cf. point 2 ci-dessus)
                b. Non, les données seront traitées dans des pays ne disposant pas d'un niveau de protection adéquat et des garanties supplémentaires doivent être obtenues contractuellement pour

[3] Attention, il convient de vérifier avant de conclure le contrat si de la sous-traitance en cascade est réalisée et, le cas échéant, qui sont les sous-traitants en cascade ainsi que le lieu où ils traitent les données personnelles.

s'assurer que le sous-traitant et ses éventuels sous-traitants respectent les règles de la LPrD (contrat de communication transfrontière de données). Attention aux données soumises au secret de fonction (cf. point 2 ci-dessus).

ii. Oui, le traitement aura lieu en Suisse. Il faut néanmoins prévoir une garantie dans ce sens dans le contrat et s'assurer que les éventuels sous-traitants en cascade traitent les données uniquement en Suisse.

9. Droit de contrôle. Le responsable du traitement doit avoir la possibilité de s'assurer que le sous-traitant (et ses éventuels sous-traitants) respectent bien le contrat et les obligations de protection des données. Il faut notamment pouvoir accéder à tous les documents permettant de vérifier le respect des obligations (journal d'évènements, rapports d'audits, etc.). Un audit doit également pouvoir être mené par le responsable du traitement auprès du sous-traitant et de ses éventuels sous-traitants en cascade. L'autorité de surveillance de la LPrD (APDI) doit aussi avoir la possibilité d'effectuer des contrôles.

10. Droits des personnes concernées. Le sous-traitant doit s'engager à permettre au responsable du traitement de répondre aux demandes formulées par les personnes dont les données sont sous-traitées et à fournir, dans les plus brefs délais, au responsable de traitement toutes les informations et données nécessaires pour répondre à leurs demandes. Il s'agit notamment du droit d'accès à ses propres données[4], du droit de destruction de données illicites, du droit de modification des données, etc. Il doit également s'engager à collaborer avec l'autorité de surveillance de la LPrD (APDI).

11. Responsabilités. Il convient de s'assurer contractuellement que le sous-traitant mette en place les mesures adéquates en lien avec la LPrD pour le traitement des données transmises dans le cadre de la sous-traitance. Il doit également être prévu que le sous-traitant est également responsable pour les faits des sous-traitants en cascade qu'ils soient autorisés ou non. Une indemnisation pleine et entière pour l'ensemble des dommages directs et indirects subis par le responsable du traitement et causés par le sous-traitant ou un sous-traitant en cascade devrait être prévue.

12. Résiliation du contrat. Il convient de prévoir un droit de résilier le contrat par le responsable du traitement, moyennant le respect d'un préavis, sauf dans les cas où de justes motifs (à prévoir dans le contrat ; problèmes graves de sécurité par exemple) permettent de résilier immédiatement le contrat. Les conséquences de la résiliation du contrat doivent être prévues. Il s'agit notamment de l'obligation de restituer dans les plus brefs délais toutes les données au responsable du traitement et de détruire l'ensemble des copies de ces données. Le sous-traitant reste soumis aux règles de la LPrD dans ce cadre. Il est aussi utile de prévoir la transition vers un autre sous-traitant.

13. For et droit applicable. Le droit suisse est-il applicable et un for en Suisse[5] est-il prévu ?
    a. Oui, le droit suisse s'applique et le for est en Suisse. Des données sensibles et des données soumises au secret de fonction peuvent être transmises si les autres conditions sont également remplies (cf. point 2). Il convient dans tous les cas de préférer le droit matériel suisse à un droit étranger.
    b. Non, le droit suisse ne s'applique pas et/ou un for à l'étranger est prévu. Il convient dès lors de ne transmettre des données soumises au secret de fonction que de manière chiffrée selon les modalités du point 2.b. La décision doit être prise par le chef de service. Dans la mesure du possible on essayera d'avoir au moins un for alternatif (par exemple for du défendeur) et l'application du droit matériel suisse.

[4] A noter que le responsable de traitement dispose d'un délai (prévu par la loi) de 30 jours pour répondre aux demandes de droit d'accès qui lui sont adressées.
[5] For exclusif en Suisse romande de préférence.

# Annexe 3

axians

# COMMUNE DE BONVILLARS

## Réponses au questionnaire
## « Motion – Sécurité informatique »

Version du document : 22 mars 2022

VINCI ENERGIES

a) Quelles sont les données personnelles soumises à la Loi sur la protection des données personnelles, stockées informatiquement par la commune ?

- Les contrôles des habitants des communes tiennent le registre des habitants et traitent les données personnelles de toutes les personnes soumises à l'obligation d'annonce
- Les services fiscaux des communes tiennent le registre fiscal et traitent les données personnelles de toutes les personnes assujetties à l'impôt et/ou aux taxes
- Différents services communaux traitent les données sociales et salariales sensibles

b) De quelle manière l'accès aux données mentionnées plus haut est rendue accessible uniquement aux ayant droits ? Qui sont les ayant droits ? Quelles sont les procédures d'identification ?

| | |
|---|---|
| Solution système ICT - Mise en réseau | La commune est connectée au centre de calcul d'Axians Infoma Suisse. L'accès peut se faire via le réseau cantonal, IP-VPN MPLS ou Internet. En règle générale, les utilisateurs travaillent via la technologie Citrix sur un serveur de terminaux Windows mis à disposition pour la Commune dans le centre de calcul. L'infrastructure locale se compose d'un réseau Ethernet et d'un routeur/pare-feu qui est géré par le fournisseur d'accès. |
| Responsabilités | Axians Infoma Suisse est responsable de l'exploitation et de la maintenance du programme. La commune est responsable de la gestion des données, de la souveraineté du client, tandis que l'exploitation du centre de calcul est responsable de toutes les questions techniques et de la réalisation des sauvegardes régulières. L'ensemble de la gestion des utilisateurs est effectué par la commune dans le cadre d'un mandat. Les mandats écrits correspondants (formulaire) sont mis en œuvre par le groupe d'exploitation du centre de calcul. Si vous avez des questions sur la création d'utilisateurs et d'autorisations de groupe, vous pouvez prendre contact avec notre Centre de Support (yverdon@axians-infoma.ch). |
| Personne de contact/ Suppléant compétences | La suppléance est gérée par la Commune. |
| Compétences | Chaque employé a la compétence de travailler dans les programmes dont il a besoin pour exercer son domaine d'activité. |
| Accès externe au système | Certains utilisateurs ont la possibilité de se connecter au système via Internet en utilisant des protocoles de communication sécurisés (SSL). |
| Accès aux PC – postes de travail | Par nom d'utilisateur et mot de passe personnel par utilisateur, le mot de passe n'est connu que de l'utilisateur concerné. |
| Utilisateurs | Les autorisations des utilisateurs sont de la responsabilité de la commune. |

c) Quelles mesures et procédures sont mises en place afin d'empêcher l'usurpation d'identité et éviter ainsi vol et/ou encryptage des données ou d'autres dommages ? Cela tant pour l'accès aux données personnelles qu'aux données de la commune telle qu'aux comptes courants.

*Protection du poste de travail :*

L'octroi des droits d'accès aux ressources informatiques, dont le poste de travail de l'utilisateur, est nominatif. En guise de protection contre les accès non-autorisés, même individuels, chaque utilisateur est tenu :

- de garder secrets les mots de passe et de ne les céder, les prêter ou les transférer en aucun cas à d'autres personnes internes ou externes à l'entreprise, même temporairement (sous réserve des nécessités de service)
- de créer des mots de passe complexes respectant les recommandations faites sur le site de la Confédération suisse :

  https://www.bit.admin.ch/bit/fr/home/documentation/le-magazine-eisbrecher/eisbrecher-archiv/kundenzeitschrift-eisbrecher-ausgabe-75/self-service.html

- de verrouiller l'ordinateur en quittant le poste de travail et de l'éteindre à la fin de la journée de travail et avant le week-end, sauf en cas de nécessité technique pour la maintenance du système ou pour des raisons de service
- de s'abstenir d'utiliser et/ou de divulguer toute faille de sécurité dans les moyens électroniques mis à sa disposition et en informer le service informatique dans les meilleurs délais
- de s'abstenir de contourner ou de bloquer les systèmes de sécurité installés (antivirus, pare-feu, etc.)
- d'utiliser les moyens mis à disposition par l'entreprise pour sécuriser les postes de travail

d) Qui sont nos partenaires de sous-traitance informatique ? Le contrat nous liant à ces derniers remplit-il les conditions mentionnées par la CHECK-LIST POUR CONTRAT DE SOUS-TRAITANCE DE SOLUTION INFORMATIQUE EXTERNALISÉ mise à disposition par l'Autorité de protection des données et de droit à l'information de l'État de Vaud ?

Autorité de protection des données et de droit à l'information - VD.CH
Check-list_pour_un_contrat_de_sous-traitance_informatique.pdf (vd.ch)

*Données particulièrement sensibles :*

Axians Infoma Suisse et le client sont conscients que l'exécution d'une commande peut conduire à la consultation ou au traitement de données personnelles (particulières).

Axians Infoma Suisse attache une grande importance au respect des dispositions légales en matière de protection des données et veillera donc, par des mesures organisationnelles, techniques et éventuellement contractuelles appropriées, à garantir la protection des données chez les deux parties contractantes ou les tiers mandatés.

Axians Infoma Suisse traite les données du client comme des données sensibles au sens de la loi sur la protection des données.

e) Les critères mentionnés à la question d) sont-ils respectés par l'administration communale elle-même ? Solution spécialisée avec mise à jour du logiciel incluse.

La réponse à cette question relève de la compétence de la Commune.

f) Les éventuels dommages suite à une intrusion ont-ils été quantifiés ? Quel en est le montant ? Les dommages sont-ils assumés par le fournisseur de prestations informatiques ?

Il n'y a aucun accord à ce sujet (SLA).

g) Quelle est la dépendance des systèmes informatiques, respectivement leurs niveaux de protection des installations de fourniture de prestation telles qu'alimentation en eaux, step, etc ?

Aucune dépendance.

h) Quelles sont les procédures de gestion de crises visant à identifier et gérer les dommages causés par une attaque informatique ?

La gestion de la continuité des activités garantit qu'Axians est en mesure de fournir les exigences minimales convenues dans les niveaux de services, même en cas d'événements extraordinaires, grâce à des mesures de réduction des risques et à une planification ciblée de la restauration des services.

La prévention des catastrophes comprend des mesures pour le redémarrage des services informatiques concernés après la survenue d'une catastrophe. Selon les besoins du client, Axians participera, dans la mesure du possible, au rétablissement des services après un événement catastrophique chez le client. Ces prestations ne font pas partie des prestations de service et sont facturées en conséquence selon le temps passé.

Nous pouvons proposer un service de surveillance matérielle et sécuritaire proactive : ICT Optima.
Pour de plus amples renseignements, veuillez contacter M. Daniel Riat.

Annexe :

- Datenschutz & Datensicherheit Outsourcingv1.11.pdf

# Annexe 4

axians

# DATENSCHUTZ UND DATENSICHERHEIT

IT Outsourcing

VINCI ENERGIES

# DATENSCHUTZ UND DATENSICHERHEIT

Ausgabe vom: April 2021

Alle Rechte, insbesondere die Übersetzung in fremde Sprachen, vorbehalten. Das Werk und seine Teile sind urheberrechtlich geschützt. Jede Verwertung in anderen als den gesetzlich zugelassenen Fällen bedarf der vorgängigen schriftlichen Zustimmung der Axians Infoma Schweiz.

Axians Infoma Schweiz
Rütistrasse 13 - CH-8952 Schlieren Riedstrasse 1 – 6343 Rotkreuz | Rütistrasse 13 – 8952 Schlieren | Rue des Champs-Lovats 21 - 1400 Yverdon-les-Bains
Tel: 0800 294 267 | www.axians-infoma.ch

# INHALTSVERZEICHNIS


1 DATENSCHUTZ ..... 6

1.1 BESONDERS SCHÜTZENWERTE DATEN ..... 6

1.2 VERWENDUNG VON DATEN / AUSKUNFTSPFLICHT ..... 6

1.3 DATENSCHUTZREVERS/ EINBEZUG MITARBEITER UND DRITTE ..... 6

1.4 DATENSPEICHERUNG UND DATENLÖSCHUNG ..... 6

1.5 DOUBLE OUTSOURCING / DATENAUSLAGERUNG INS AUSLAND ..... 7

1.6 DATENSCHUTZRECHTLICHE BESTIMMUNGEN ..... 7

2 DATENSICHERHEIT ..... 8

2.1 ALLGEMEINES ..... 8

2.2 DATACENTER ..... 8

2.3 SPEZIFIKATION DATACENTER ..... 8

2.3.1 Akkreditierungen ..... 8

2.3.2 Komponenten ..... 9

2.3.3 Network Switches ..... 9

2.3.4 Network Firewall ..... 9

2.3.5 Storage ..... 9

2.3.6 Backup ..... 10

2.3.7 Physical Servers ..... 10

2.3.8 Hypervisor ..... 10

2.3.9 OS ..... 10

2.3.10 Datenbanken ..... 10

2.3.11 Infrastruktur Apps ..... 10

2.3.12 Daten ..... 11

2.4 LEISTUNGSUMFANG DATENCENTER ..... 11

2.4.1 Klimakontrolle ..... 11

2.4.2 Wassererkennung ..... 11

2.4.3 Zutritt Sicherheit ..... 11

2.4.4 Power 99,999% ..... 12

2.4.5 100% Green-IT 100% erneuerbare Energie ..... 12

2.4.6 Verkabelung ..... 12

2.4.7 Brandschutz ..... 12

3 BETRIEB FACHLÖSUNGEN ..... 13
3.1 BETRIEB INFOMA GESOFT ..... 13
3.1.1 Leistungsumfang ..... 13
3.1.2 Leistungsmerkmale ..... 13
3.2 BETRIEB INFOMA WWSOFT ..... 14
3.2.1 Leistungsumfang ..... 14
3.2.2 Leistungsmerkmale ..... 14
3.3 BETRIEB INFOMA NEWSYSTEM ..... 14
3.3.1 Leistungsumfang ..... 14
3.3.2 Leistungsmerkmale ..... 14
3.4 BETRIEB SEDEX TRANSPORT ..... 14
3.4.1 Leistungsumfang ..... 15
3.4.2 Leistungsmerkmale ..... 15
3.5 BETRIEB CMI LÖSUNGSPLATTFORM ..... 15
3.5.1 Leistungsumfang ..... 15
3.5.2 Leistungsmerkmale ..... 15
3.6 BETRIEB ENAIO ..... 15
3.6.1 Leistungsumfang ..... 16
3.6.2 Leistungsmerkmale ..... 16
4 DATENSICHERUNG ..... 17
4.1 SERVICEBESCHREIBUNG ..... 17
4.1.1 Datensicherung (Backup Management) ..... 17
4.1.2 Service Kontinuität und Schutzklassen ..... 18
4.1.3 Datenverlust und Restorezeit ..... 18
4.1.4 Datenverlust ..... 19
4.1.5 Restorezeiten ..... 19
4.1.6 Sicherungsmethoden ..... 19
4.1.7 Aufbewahrungsfristen ..... 20
4.1.8 Gesetzesauflage Aufberwahrungssfristen Daten ..... 20
4.1.9 Backup Policy ..... 21
4.1.10 Verfügbarkeit ..... 21
4.1.11 Kapazitäten ..... 21
4.1.12 Qualitätsmerkmale ..... 21



Axians Infoma Schweiz
Rütistrasse 13 - CH-8952 Schlieren Riedstrasse 1 – 6343 Rotkreuz | Rütistrasse 13 – 8952 Schlieren | Rue des Champs-Lovats 21 - 1400 Yverdon-les-Bains
Tel: 0800 294 267 | www.axians-infoma.ch

5 FACHLÖSUNG RELEASE PLANUNG ..... 22
5.1 RELEASES, ZWISCHENRELEASES UND HOTFIXES ..... 22
6 DATEN- UND DATENICHERHEIT MITWIRKUNG MASSNAHMEN KUNDE ..... 23
6.1 E-MAIL UND INTERNET ..... 23
6.2 VERSCHLÜSSELUNG ..... 23
6.3 SCHUTZ DES ARBEITSPLATZES ..... 24
6.4 ARBEITSKONTINUITÄT ..... 24
6.5 ANWENDUNGEN OFFICE ..... 24
6.6 ANWENDUNGEN FACHLÖSUNGEN VERANTWORTLICHKEITEN ..... 25
6.7 ERGÄNZUNGEN ZUM BETRIEB ..... 27
7 KONTAKTSTELLEN ..... 28
7.1 ZENTRALE ANLAUFSTELLE ..... 28
7.2 PIKETTDIENST ..... 28
7.3 TICKETING-SYSTEM ..... 28
7.4 BESTELLUNGEN ..... 28
7.5 ALLGEMEINE DEFINITIONEN ..... 28
7.5.1 Betriebszeiten ..... 28
7.5.2 Servicezeiten ..... 28
7.5.3 Verfügbarkeit ..... 29
7.5.4 Wartungsfenster ..... 29
7.5.5 Feiertage ..... 30


Axians Infoma Schweiz
Rütistrasse 13 - CH-8952 Schlieren Riedstrasse 1 – 6343 Rotkreuz | Rütistrasse 13 – 8952 Schlieren | Rue des Champs-Lovats 21 - 1400 Yverdon-les-Bains
Tel: 0800 294 267 | www.axians-infoma.ch

# 1 DATENSCHUTZ

## 1.1 BESONDERS SCHÜTZENWERTE DATEN

Axians Infoma Schweiz und der Kunde sind sich bewusst, dass die Auftragserfüllung zur Einsicht oder Bearbeitung von (besonderen) personenbezogenen Daten führen kann.

Axians Infoma Schweiz ist die Einhaltung von datenschutzrechtlichen Bestimmungen ein grosses Anliegen und wird daher durch angemessene organisatorische, technische und gegebenenfalls vertragliche Vorkehrungen für die Gewährleistung des Datenschutzes bei beiden Vertragsparteien oder beauftragten Dritten Sorge tragen.

Axians Infoma Schweiz behandelt Daten des Kunden als besonders schützenswerte Daten im Sinne des Datenschutzgesetzes.

## 1.2 VERWENDUNG VON DATEN / AUSKUNFTSPFLICHT

Axians Infoma Schweiz geht mit sämtlichen Wahrnehmungen über den Geschäftsbereich des Kunden vertraulich um und erteilt Dritten hierüber keinerlei Auskunft. Daten werden durch Axians Infoma Schweiz ausschliesslich gemäss den Anordnungen des Kunden verarbeitet bzw. genutzt. Die Weitergabe von Daten des Kunden durch Axians Infoma Schweiz an Dritte ist ohne ausdrückliche Zustimmung des Kunden ausgeschlossen. Vorbehalten bleiben Anordnungen von staatlichen Behörden oder Gerichten.

## 1.3 DATENSCHUTZREVERS/ EINBEZUG MITARBEITER UND DRITTE

Axians Infoma Schweiz verpflichtet sich und ihre Mitarbeiter, alle nicht allgemein zugänglichen Informationen, die sie bei der Ausführung von Arbeiten im Rahmen der Kundenprojekte erfahren, streng vertraulich zu behandeln, Dritten weder ganz noch auszugsweise zugänglich zu machen, noch sie zu veröffentlichen, noch für eigene Zwecke zu verwenden. Axians Infoma Schweiz trägt Sorge dafür, dass ein entsprechendes Datenschutzrevers von Axians Infoma Schweiz Informatik Mitarbeitern unterzeichnet wird.

Die Pflicht zur vertraulichen Behandlung gilt jedoch weder für Daten, die allgemein zugänglich oder bereits bekannt sind, noch für solche, die von Axians Infoma Schweiz unabhängig und ausserhalb der Vertragsbeziehung entwickelt oder rechtmässig von Dritten erworben werden. Auch Ideen, Konzepte, Erfahrungen oder Methoden, die von Axians Infoma Schweiz zur Verfügung gestellt oder durch sie allein oder gemeinsam mit dem Kunden erarbeitet werden, brauchen nicht vertraulich behandelt zu werden.

## 1.4 DATENSPEICHERUNG UND DATENLÖSCHUNG

Axians Infoma Schweiz wird ferner Speichermedien oder Datenträger, die im Zusammenhang mit der Ausführung von Leistungen des Auftrages in ihren Besitz übergehen (namentlich bei Wartungsarbeiten wie Austausch alter oder defekter Geräte), vor jeder weiteren Verwendung vollständig löschen.

Axians Infoma Schweiz stellt zudem sicher, dass der Kunde über einen eigenen geschützten Datenbereich verfügt, zu dem andere Kunden keinen Zugriff haben. Ferner gewährleistet Axians Infoma Schweiz, dass das ausschliessliche Eigentum des Kunden an seinen im Axians Infoma Schweiz Rechenzentrum bearbeiteten Daten nicht verletzt wird.


Axians Infoma Schweiz
Rütistrasse 13 - CH-8952 Schlieren Riedstrasse 1 – 6343 Rotkreuz | Rütistrasse 13 – 8952 Schlieren | Rue des Champs-Lovats 21 - 1400 Yverdon-les-Bains
Tel: 0800 294 267 | www.axians-infoma.ch

Der Kunde trägt jedoch die Gesamtverantwortung für die Inhalte der von Axians Infoma Schweiz verwalteten Daten und legt die zu erlaubenden Datenzugriffe und die Datenweitergabe fest.

## 1.5 DOUBLE OUTSOURCING / DATENAUSLAGERUNG INS AUSLAND

Axians Infoma Schweiz sichert zu, keine Datenauslagerung ins Ausland vorzunehmen. Sämtliche Daten werden ausschliesslich in der Schweiz gehalten.

Axians Infoma Schweiz weisst explizit darauf hin, dass Axians Infoma Schweiz seine Outsourcing Dienstleistungen teils durch Partner erbringt (Double Outsourcing). So erfolgt unter anderem der Betrieb der Applikationen in einem Hochsicherheitsrechenzentrum eines Axians Infoma Schweiz Partners innerhalb der Schweiz. Axians Infoma Schweiz wird die mit dem Kunden vereinbarten Geheimhaltungs- und Sicherheitsvorschriften diesen Partnern überbinden und im Rahmen eines von diesen zu unterzeichnenden Datenschutzrevers festhalten. Auf Wunsch des Kunden, wird Axians Infoma Schweiz die Zertifizierungen des jeweiligen Rechenzentrums vorlegen.

Der Kunde kann nach vorheriger Rücksprache eine Auditierung des Rechenzentrums, in dem seine Daten gehalten werden, durchführen. Etwaige Kosten sind vom Kunden zu tragen.

Nach schriftlicher Zustimmung durch den Kunden kann Axians Infoma Schweiz Drittfirmen mit der Erbringung von Leistungen beauftragen. Die Verantwortung für die Leistungserbringung bleibt bei Axians Infoma Schweiz, auch wenn sie Dritte mit der Erfüllung beauftragt hat.

## 1.6 DATENSCHUTZRECHTLICHE BESTIMMUNGEN

Axians Infoma Schweiz verpflichtet sich zur Einhaltung der Bestimmungen des Bundesgesetzes über den Datenschutz sowie der jeweils anwendbaren kantonalen Datenschutzverordnungen. Weitergehende nicht zwingende allfällige kantonale und kommunale Datenschutzbestimmungen gelten, sofern zwischen dem Kunden und Axians Infoma Schweiz schriftlich vereinbart.


Axians Infoma Schweiz
Rütistrasse 13 - CH-8952 Schlieren Riedstrasse 1 – 6343 Rotkreuz | Rütistrasse 13 – 8952 Schlieren | Rue des Champs-Lovats 21 - 1400 Yverdon-les-Bains
Tel: 0800 294 267 | www.axians-infoma.ch

# 2 DATENSICHERHEIT

## 2.1 ALLGEMEINES

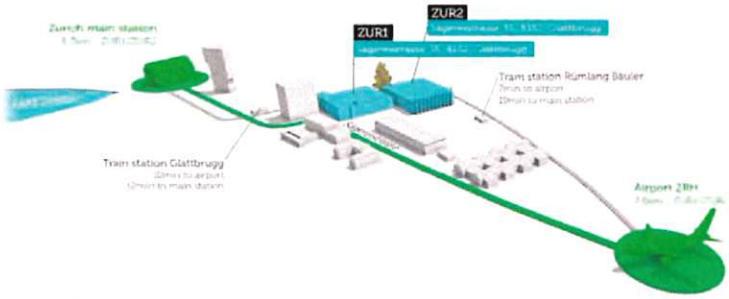
Die Datensicherheit bildet in jeder Informatiklösung einen lebenswichtigen Punkt. Dies gilt besonders dort, wo grosse Mengen sensibler Daten gespeichert sind.

Informatiksysteme sind verwundbar und zunehmend Angriffen ausgesetzt. Permanente Überwachung und Kontrolle sind wichtig, es ist bestmögliche Sicherheit gefordert.

## 2.2 DATACENTER

## 2.3 SPEZIFIKATION DATACENTER

Das Datencenter befindet sich in der Nähe von Zürich in Glattbrugg https://www.interxion.com.




Zertifizierungen

BSI ISO 22301

BSI ISO 27001

Auszeichnungen

global carrier Awards 2016 Shortlisted Best Data Centre

global carrier Awards 2015

2018 Tech EXCELLENCE AWARDS WINNER Data Centres Innovation Award Interxion

myclimate shape our future

Interxion setzt beim Design und Betrieb der Rechenzentren auf Innovationen. Viele Best Practices haben sich im Lauf der Jahre branchenweit als Standards durchgesetzt. Ihre Infrastruktur ist in unseren Rechenzentren in guten Händen.

### 2.3.1 *AKKREDITIERUNGEN*

- SOC 1 (ISAE 3402 Type II)
- SOC 2 (ISAE 3000)
- ISO27001
- ISO22301
- PCI DSS
- FINMA RS-18/3



Axians Infoma Schweiz
Rütistrasse 13 - CH-8952 Schlieren Riedstrasse 1 – 6343 Rotkreuz | Rütistrasse 13 – 8952 Schlieren | Rue des Champs-Lovats 21 - 1400 Yverdon-les-Bains
Tel: 0800 294 267 | www.axians-infoma.ch

### 2.3.2 *KOMPONENTEN*

- Modernste Technologien und Komponenten von namhaften Herstellern
- Durchgängig redundante Auslegung der Server-, Netzwerk-. Backup- und Storage-Komponenten
- Physikalische und logische Netzwerk-Segmentierung
- Storage mit Multitier-Architektur (SSD, SAS und MDL)

Data Center Design und die Einhaltung von Standards spielen eine wichtige Rolle in Rechenzentren. Nachfolgend erfahren Sie welche Komponenten wir für Sie in unserer Axians SwissGov.Cloud Systemumgebung einsetzen.

### 2.3.3 *NETWORK SWITCHES*

Im Netzwerkbereich werden Layer-2- und Layer-3-Switches von verschiedenen Herstellern eingesetzt. Cisco Systeme stammen von dem angebundenen Carrier wie Swisscom, UPC, Init7 und Sunrise. Das Core Netzwerk basiert auf Produkten von Arista und HPE, basierend auf Multi-Chassis Link Aggregation, bilden diese Switche eine Einheit untereinander. Zur Steigerung der Ausfallsicherheit sind bei den Geräten Verbindungen redundant aufgebaut (Spanning Tree Protocol). Die physischen Switche sind mittels VLAN in mehrere logischen Switches unterteilt.

### 2.3.4 *NETWORK FIREWALL*

Die Perimeter Firewall sind vom Hersteller Fortinet mit seiner bewährten ASIC-Technologie. ASCIS Bausteine ermöglichen viele Security Funktionen in Hardware abzuhandeln inklusive Security Fabric Integration.

### 2.3.5 *STORAGE*

Bei Shared Storage werden Produkte von HP 3Par für die Virtualisierungslösung basierend auf VMware bereitgestellt. Bei anwendungskritischen Lösungen welche schnelle Reaktionszeit für Unternehmensanwendungen und Datenbanken, verlangen, sind Storage-Komponenten des Hersteller Pure Storage im Einsatz, sowie auch für den Betrieb der Virtualisierungstechnologie Citrix Hypervisor. Produkte von NetApp und QNAP NAS stellen Speicher für wenig kritische Unternehmensanwendungen zur Verfügung.

### 2.3.6 *BACKUP*

Für Backup sind die Produkte vom Hersteller Veeam im Einsatz und gewährleisten – unabhängig davon, ob Daten auf physischen oder virtuellen Systemen, mit SaaS, in Hybrid-Cloud- oder in Multi-Cloud-Umgebungen gespeichert werden, dass Backup.

### 2.3.7 *PHYSICAL SERVERS*

Die Edge-to-Cloud-Plattform basieren auf HPE Server von Hewlett Packard. Die bewährten Workload-optimierten Serverprodukte und Lösungen legen die Basis für die Server IT-Infrastruktur.

### 2.3.8 *HYPERVISOR*

Bei simultanem Betrieb mehrerer Gastsysteme auf einem Hostsystem werden die Produkte von Citrix und VMware als Hypervisor eingesetzt.

### 2.3.9 *OS*

Bare-Metal Single-Tenant-Server: MS Windows Server, XEN und ESX Virtuell Microsoft Windows Server, Linux Open Source OS und AIX.

### 2.3.10 *DATENBANKEN*

Vorwiegend sind Datenbanksysteme der Hersteller Microsoft SQL-Server und Datenbank SAP SQL Anywhere der in Walldorf beheimateten Firma SAP im Einsatz.

### 2.3.11 *INFRASTRUKTUR APPS*

Für die Bereitstellung der Anwendungsinfrastrukturen sind hauptsächlich Produkte der Hersteller Symantec/Antivirus, Veeam/Backup, Citrix/Anwendung-Provisionierung, Microsoft Server/Datenbanken in Betrieb.

### 2.3.12 *DATEN*

Gespeicherte Daten befinden sich ausschliesslich in der Schweiz (CH), Daten Privacy & Security nach best practices.



## 2.4 LEISTUNGSUMFANG DATENCENTER

- Redundante Hochsicherheitsrechenzentren, zertifiziert nach ISO 9001, ISO 14001 und BS7799-2 der IT-Security Outsourcing-Vorschriften (99/2) der Eidgenössischen Bankenkommission bzw. der FINMA
- Höhere Sicherheit durch Redundanz der relevanten Systeme (Strom, Netzwerk usw.)
- Zutrittskontrolle, Vereinzelungsschleusen verhindert unbefugten Zugang
- Klimakontrolle, Brand- und Wassermelder
- Höchste Verfügbarkeit (7/24 / 365 Tage)
- 99,999% Verfügbarkeit der Stromzufuhr
- 100% $CO_2$ neutral („myclimate" zertifiziert)

### 2.4.1 *KLIMAKONTROLLE*

Um eine optimale Performance des IT-Equipments gewährleisten zu können, haben wir in unseren Datenzentren eine monitor- und klimakontrollierte Umwelt geschaffen. Eine konstante Raumtemperatur von 22°C ± 2°C und eine Luftfeuchtigkeit von 50% ± 10% sind dabei garantiert. Die Klimatisierung ist redundant ausgelegt.

### 2.4.2 *WASSERERKENNUNG*

Die Forderungen nach „M 1.49 technische und organisatorische Vorgaben für das Rechenzentrum" werden eingehalten. Wassererkennungssysteme sind in allen relevanten Bereichen vorhanden, sodass eine mögliche Leckage bereits frühzeitig erkannt wird, bevor ein Schaden entsteht. Der Alarm wird automatisch an das ESC (European Service Center) weitergeleitet,
welches rund um die Uhr an 365 Tagen im Jahr erreichbar ist.

### 2.4.3 *ZUTRITT SICHERHEIT*

Unser Rechenzentrum erfüllt die Forderungen des Grundschutzkatalogs „M 1.58 technische und organisatorische Vorgaben für Serverräume". Das Rechenzentrum wurde nach dem "Room-in-Room-Konzept" ausgebaut. 24 Stunden am Tag und 365 Tage im Jahr ist Sicherheitspersonal vor Ort. Kameraüberwachung, biometrische Zugangssysteme, Key Cards und Personenvereinzelungsanlagen garantieren, dass nur autorisiertes Personal das Rechenzentrum betreten oder verlassen kann. Des Weiteren ist das Gebäude durch Alarmsysteme gesichert. Es besteht eine Zugangsliste für die zutrittsberechtigten Personen. Zusätzlich werden alle relevanten Innen- und Aussenbereiche rund um die Uhr vor Ort von Sicherheitspersonal überwacht.


Axians Infoma Schweiz
Rütistrasse 13 - CH-8952 Schlieren Riedstrasse 1 – 6343 Rotkreuz | Rütistrasse 13 – 8952 Schlieren | Rue des Champs-Lovats 21 - 1400 Yverdon-les-Bains
Tel: 0800 294 267 | www.axians-infoma.ch

### 2.4.4 *POWER 99,999%*

230V AC und 400V AC, UPS, -48V DC mit Batterie-Backup garantieren eine abgesicherte und konstante Stromversorgung. Das Rechenzentrum ist zusätzlich mit Dieselgeneratoren und einem Treibstoffvorrat für mindestens 24 Stunden ausgestattet. Zusätzlich bestehen Diesellieferungsverträge, damit im Notfall umgehend Treibstoff nachgeliefert werden kann.

### 2.4.5 *100% GREEN-IT 100% ERNEUERBARE ENERGIE*

Unsere Rechenzentren sind 100% $CO_2$ neutral. Die Stromzufuhr ist soweit möglich über alternative Stromerzeugung geregelt. Zusätzliche Emissionen werden möglichst neutral eliminiert und wo nicht anders möglich mit entsprechenden Verträgen kompensiert. Grundsätzlich geniesst das Thema „Green IT" bei Axians Infoma Schweiz einen sehr hohen Stellenwert.

### 2.4.6 *VERKABELUNG*

Die Stromverkabelung befindet sich im Doppelboden. Datenkabel sind in der Regel in Overhead-Kabelkanälen verlegt, können im Bedarfsfall aber auch unter dem Doppelboden verlegt werden. Alle Verkabelungen werden von Interxion überwacht, damit ein grösstmögliches Mass an Qualität, Flexibilität und Sicherheit sichergestellt werden kann.

### 2.4.7 *BRANDSCHUTZ*

Die Brandschutzmassnahmen umfassen Brandschutzwände, lasergesteuerte Brandfrüherkennungs-systeme (sowohl im Doppelboden als auch im Raum), Aufschaltung auf die Feuerwehr und automatische, erstklassige Brandbekämpfungssysteme, die auf Inergen-Gas basieren.

# 3 BETRIEB FACHLÖSUNGEN

## 3.1 BETRIEB INFOMA GESOFT

Das Hosting von Infoma GeSoft Anwendungen auf virtuellen Servern bringt Ihnen ein Höchstmass an Flexibilität und Skalierbarkeit. Dank der flexiblen Virtualisierung erfolgt die Anpassung der Ressourcen an den aktuellen Bedarf innerhalb von kürzester Zeit. Sie verfügen über eine stabile Plattform für den Betrieb von geschäftskritischen Anwendungen.

swisscom

Virtual Web, Application & Database Server Hosting

Dow Jones Sustainability Indices
In Collaboration with RobecoSAM

CDP CLIMATE PERFORMANCE LEADER 2015

FTSE4Good

Mitglied im Dow Jones Sustainability Index | A-Liste im Carbon Disclosure Project | Financial Times Stock Exchange for Good

Bei der Lösung von Swisscom IT-Services übernimmt das Unternehmen als kompetente ICT-Partnerin die Gesamtverantwortung für den Systembetrieb.

### 3.1.1 *LEISTUNGSUMFANG*

- Betrieb und Warten der virtuellen Server
- Capacity-, Configuration-, Incident-, Change- und Release-Management
- Security-Management: umfassender Firewall-Schutz und Sicherheitskonzept
- Fachlösung Software Update inklusiv

Das Rechenzentrum Wankdorf der Swisscom in Bern setzt neue Massstäbe bezüglich Leistung, Sicherheit, Verfügbarkeit und Energie-Effizienz. Als erstes Rechenzentrum der Schweiz hat das neue Rechenzentrum Wankdorf die Tier IV-Design-Zertifizierung des Uptime Instituts erhalten. Es erfüllt damit die höchsten Anforderungen punkto Verfügbarkeit, Sicherheit und Effizienz und speichert alle Daten ausschliesslich in der Schweiz. Die Rechenzentrum-Infrastruktur ist zertifiziert nach BS 7799-2, bankenkonforme Lösungen werden unterstützt.

### 3.1.2 *LEISTUNGSMERKMALE*

- Verfügbarkeit: 99,5%
- IBM Power Systems™ mit Trusted AIX Lizenz



Axians Infoma Schweiz
Rütistrasse 13 - CH-8952 Schlieren Riedstrasse 1 – 6343 Rotkreuz | Rütistrasse 13 – 8952 Schlieren | Rue des Champs-Lovats 21 - 1400 Yverdon-les-Bains
Tel: 0800 294 267 | www.axians-infoma.ch

## 3.2 BETRIEB INFOMA WWSOFT

Das Hosting von Infoma WWSoft Anwendungen erfolgt auf virtuellen Datenbank Servern Bei der Lösung von Infoma WWSoft übernehmen wir als kompetente ICT-Partnerin die Gesamtverantwortung für den Systembetrieb.

- Fachlösung Software Update inklusiv
- Datenbank Lizenzen inklusive

### 3.2.1 *LEISTUNGSUMFANG*

- Betrieb und Warten der virtuellen Server
- Capacity-, Configuration-, Incident-, Change- und Release-Management
- Security-Management: umfassender Firewall-Schutz und Sicherheitskonzept
- Leistungen zu Storage und Backup/Restore
- Datenbanklizenzen SAP SQL Anywhere

### 3.2.2 *LEISTUNGSMERKMALE*

- Verfügbarkeit: 99,5%

## 3.3 BETRIEB INFOMA NEWSYSTEM

Das Hosting von Infoma newsystem Anwendungen erfolgt auf virtuellen Servern. Bei der Lösung von Infoma newsystem übernehmen wir als kompetente ICT-Partnerin die Gesamtverantwortung für den Systembetrieb.

- Betrieb Dynamic 365 Business
- Applikationssoftware Update inklusiv
- Serverleistung nach Bedarf

### 3.3.1 *LEISTUNGSUMFANG*

- Betrieb und Warten der virtuellen Server
- Capacity-, Configuration-, Incident-, Change- und Release-Management
- Security-Management: umfassender Firewall-Schutz und Sicherheitskonzept
- Leistungen zu Storage und Backup/Restore

### 3.3.2 *LEISTUNGSMERKMALE*

- Verfügbarkeit: 99,5%

## 3.4 BETRIEB SEDEX TRANSPORT

Die sedex-Plattform wurde am 15. Januar 2008 im Rahmen des Projekts Registerharmonisierung (RH) in Betrieb genommen.

Datentransport Plattform BfS, GERES basierend auf eCH Standards

- Wirtschaftlichkeit durch hohe Automatisation
- Keine eigene Infrastruktur für den Datentransport
- Erfüllt alle Anforderungen bezüglich Sicherheitsaspekte
- Anbindung an die Infoma Fachlösungen

### 3.4.1 *LEISTUNGSUMFANG*

Sedex Adapter, Sedex Proxy

- Message Handler, XLST Transformer
- Life Cycle Management
- Stehts die aktuelle Version des Sedex Adapters

### 3.4.2 *LEISTUNGSMERKMALE*

- Verfügbarkeit: 99,5%

## 3.5 BETRIEB CMI LÖSUNGSPLATTFORM

Das Hosting von CMI Fachlösungen erfolgt auf virtuellen Datenbank Servern. Für CMI Fachlösungen übernehmen wir als kompetente ICT-Partnerin die Gesamtverantwortung für den Systembetrieb.

- Software Update inklusiv
- Starke Login Services
- Serverleistung nach Bedarf

### 3.5.1 *LEISTUNGSUMFANG*

- Betrieb und Warten der virtuellen Server
- Capacity-, Configuration-, Incident-, Change- und Release-Management
- Security-Management: umfassender Firewall-Schutz und Sicherheitskonzept
- Leistungen zu Storage und Backup/Restore
- Betrieb Web-Server für CMI Web Client
- CMI PDF-Rendering Funktionalität
- Betrieb Applikations-Server

### 3.5.2 *LEISTUNGSMERKMALE*

- Verfügbarkeit: 99,5%

## 3.6 BETRIEB ENAIO

Enaio ist ein komplexes System in 3-Tier-Architektur, das aus einer Vielzahl von Einzelmodulen besteht. Die wesentlichen Module sind der Anwendungs-Server (bzw. eine ganze Server-Familie), die Client-


Axians Infoma Schweiz
Rütistrasse 13 - CH-8952 Schlieren Riedstrasse 1 – 6343 Rotkreuz | Rütistrasse 13 – 8952 Schlieren | Rue des Champs-Lovats 21 - 1400 Yverdon-les-Bains
Tel: 0800 294 267 | www.axians-infoma.ch

Anwendungen, die administrativen Werkzeuge, die Datenbank, die Kerndienste und die eingesetzten Systeme zur Langzeitarchivierung (dateisystembasierte Speicher-Lösungen und virtuelle Archivsysteme).

Bei der Lösung von OS-ECM Enaio übernehmen wir als kompetente ICT-Partnerin die Gesamtverantwortung für den Systembetrieb.

- ENAIO Fachlösung Software
- Update inklusiv
- Serverleistung nach Bedarf

### 3.6.1 *LEISTUNGSUMFANG*

- Betrieb und Warten der virtuellen Server
- Capacity-, Configuration-, Incident-, Change- und Release-Management
- Security-Management: umfassender Firewall-Schutz und Sicherheitskonzept
- Leistungen zu Storage und Backup/Restore

### 3.6.2 *LEISTUNGSMERKMALE*

- Verfügbarkeit: 99,5%


Axians Infoma Schweiz
Rütistrasse 13 - CH-8952 Schlieren Riedstrasse 1 – 6343 Rotkreuz | Rütistrasse 13 – 8952 Schlieren | Rue des Champs-Lovats 21 - 1400 Yverdon-les-Bains
Tel: 0800 294 267 | www.axians-infoma.ch

# 4 DATENSICHERUNG

## 4.1 SERVICEBESCHREIBUNG

Der Datensicherungsdienst «Backup und Restore» dient der automatischen Sicherung «Backup» und der Wiederherstellung «Restore» von Daten. Zur Nutzung des Dienstes werden verschiedene spezifische Backup Agenten eingesetzt, welche ein bestmögliches Backup von Benutzer, Anwendungs- und Systemdaten für Windows- oder Linux-basierte Systeme bieten. Für in Betrieb stehende Business Services in Shared/Dedicated Infrastrukturen, werden mittels Agenten oder agentenlose Backups automatisch und regelmässig auf den zentralen Backupsystemen gesichert.

Schnelle und zuverlässige Backups und Wiederherstellungen von Backup ermöglicht Ihnen, ihre Erwartungen im Bereich Schutz von Daten zu erfüllen, da Backups in kürzerer Zeit durchgeführt und wichtige Informationen, Benutzer, Anwendungs- und Systemdaten wiederhergestellt werden können. Ein Backup kann das Ausfallrisiko sowie die Kosten, die durch einen Ausfall entstehen, senken. Die Backupsysteme werden von Spezialisten betreut und befinden sich im Besitz von Axians Infoma Schweiz, Datenbackups befinden sich jederzeit in der Schweiz.

### 4.1.1 *DATENSICHERUNG (BACKUP MANAGEMENT)*

Schutzklassen einzelner gehosteten Applikationen bestimmen weitgehend den Einsatz der entsprechenden Datensicherungsverfahren. Die aufgeführten Leistungen werden in drei Verfügbarkeitsklassen «normal», «hoch» und «sehr hoch» erbracht. Die Verfügbarkeit ist bei der jeweiligen Servicebeschreibung der IT Servicemodule im Servicekatalog angegeben, wird keine Verfügbarkeit genannt ist per Definition «normal» zu verstehen.

| **Verfügbarkeits-Level** | | | |
|---|---|---|---|
| Klassifizierung | «normal» | «hoch» | «sehr hoch» |
| Verfügbarkeit | 99.0% | 99.5% | 99.9% |
| Ausfallzeit pro Vorfall | 10 Stunden | 5 Stunden | 2 Stunden |
| Ausfallzeit pro Jahr | 3.65 Tage | 1,83 Tage | 8, 76 Stunden |
| Reaktionszeit | 4 Stunden | 2 Stunden | Sofort |
| Betriebszeit | 24/7 | 24/7 | 24/7 |

Die Ausfallzeiten, Verfügbarkeiten und Reaktionszeiten beziehen sich auf die vereinbarten Servicezeiten. Wartungsunterbrechungen im Wartungsfenster zählen nicht zur Verfügbarkeit.


Axians Infoma Schweiz
Rütistrasse 13 - CH-8952 Schlieren Riedstrasse 1 – 6343 Rotkreuz | Rütistrasse 13 – 8952 Schlieren | Rue des Champs-Lovats 21 - 1400 Yverdon-les-Bains
Tel: 0800 294 267 | www.axians-infoma.ch

### 4.1.2 *SERVICE KONTINUITÄT UND SCHUTZKLASSEN*

Sowohl Produktiv- wie auch Backup / Archivdaten müssen sicher an einem zweiten Standort gelagert sein, je nach Servicedefinition im einem anderen Brandabschnitt oder Georedundant gehalten werden.

Applikationen und Systeme könnten folgenden Schutzklassen zugewiesen werden:

| Schutzklassen | Beschreibung |
|---|---|
| SK1 «sehr hoch» | Beeinträchtigung von wichtigen Geschäftsprozessen.<br>Substanzieller Schaden durch Ausfall des Systems. |
| SK2 «hoch» | System hat einen grösseren Einfluss auf die Geschäftsprozesse und wird zur Abwicklung des Business nicht zwingend benötigt.<br>Bei Ausfall entsteht geringer Schaden. |
| SK3 «normal» | System hat geringen Einfluss auf die Geschäftsprozesse.<br>Durch den Ausfall entsteht keiner oder höchstens ein belangloser Schaden. |

Wenn nichts anderweitig definiert, gilt per Definition SK3.

### 4.1.3 *DATENVERLUST UND RESTOREZEIT*

Axians unterscheidet beim Datenverlust und Restorezeit zwischen:

**"Operativen Ausfall"** eines Systems und dem **"Katastrophenfall"**

Der Katastrophenfall wird in SLA's ausgesondert, da die Eintrittswahrscheinlichkeit eines Totalverlustes der physischen Infrastruktur sehr gering einzustufen ist.

Die folgende Tabelle fasst die Begriffsdefinition für operative Ausfälle und Katastrophenfälle zusammen, welche beachtet werden müssen:

| | Operativer Ausfall | Katastrophenfall |
|---|---|---|
| Beschreibung | Ausfall einzelner Komponenten wie Disks, Server oder Bedien- bzw. Applikationsfehler, die zur Störung einer oder mehrerer Applikationen führen. Betroffen ist in der Regel maximal ein System. | Verlust eines gesamten Standortes, d.h. einer Vielzahl von Servern mit dazugehörigen Storage-Systemen und Backups am gleichen Standort. Betroffen sind in der Regel alle Systeme an einem Standort. |
| Eintrittswahrscheinlichkeit | Mittel-Hoch | Sehr-Gering |

Diese Unterscheidung erfolgt aus zwei Gründen:

- Unterschiedliche Massnahmen zur Behandlung der Ausfälle
- Eintrittswahrscheinlichkeit


Axians Infoma Schweiz
Rütistrasse 13 - CH-8952 Schlieren Riedstrasse 1 – 6343 Rotkreuz | Rütistrasse 13 – 8952 Schlieren | Rue des Champs-Lovats 21 - 1400 Yverdon-les-Bains
Tel: 0800 294 267 | www.axians-infoma.ch

### 4.1.4 *DATENVERLUST*

Der maximal zulässige Datenverlust (Recovery Point Objective - RPO) ist abhängig vom Verfügbarkeits-Level der Systeme und von der Art des Ausfalls (operativer Ausfall oder Katastrophenfall).

| Schutzklasse | Maximaler Datenverlust im operativen Zustand | Maximaler Datenverlust im Katastrophenfall |
|---|---|---|
| SK1 «sehr hoch» | 24 h | 1 t |
| SK2 «hoch» | 24 h | 1 w |
| SK3 «normal» | 48 h | 1 w |

Wenn nichts anderweitig definiert, gilt per Definition Schutzklasse SK3.

### 4.1.5 *RESTOREZEITEN*

Die maximal zulässige Restorezeit im Falle eines Datenverlustes ergibt sich aus der Definition der maximalen Ausfallzeit (Recovery Time Objective -RTO). Diese ist abhängig von der definierten Schutzklasse der Systeme und von der Art des Ausfalls (operativer Ausfall oder Katastrophenfall).

Da die RTO auch noch Behebungsmassnahmen im Applikationsbereich enthält, müssen die definierten Restorezeiten kleiner als die Ausfallzeiten sein.

| Schutzklasse | Maximaler Datenverlust im operativen Zustand | Maximaler Datenverlust im Katastrophenfall |
|---|---|---|
| SK1 «sehr hoch» | 5.0 h | 1 d |
| SK2 «hoch» | 1 d | 7 d |
| SK3 «normal» | 2 d | 7 d |

Wenn nichts anderweitig definiert, gilt per Definition Schutzklasse SK3.

### 4.1.6 *SICHERUNGSMETHODEN*

Die Sicherungsmethode der einzelnen Systeme hängt unter anderem vom Betriebssystem sowie von den entsprechenden Komponenten eines IT Business-Services ab.

| Schutzbedarf | SK1 | SK2 | SK3 |
|---|---|---|---|
| Tägliche Backup-to-Disk Sicherung | • | • | • |
| Wöchentliche Datenauslagerung Disk-to-Tape | • | • | • |
| Replizierung Backup Brandabschnitt | | • | • |
| Periodische SnapShots oder Sicherung von DB-Logs | • | • | |
| Synchrone Datenspiegelung über zwei Rechenzentren | • | | |
| Replizierung Backup Georedundant | • | | |

Wenn nicht anderweitig definiert, gilt per Definition Schutzklasse SK3.



Axians Infoma Schweiz
Rütistrasse 13 - CH-8952 Schlieren Riedstrasse 1 – 6343 Rotkreuz | Rütistrasse 13 – 8952 Schlieren | Rue des Champs-Lovats 21 - 1400 Yverdon-les-Bains
Tel: 0800 294 267 | www.axians-infoma.ch

### 4.1.7 *AUFBEWAHRUNGSFRISTEN*

Die Aufbewahrungsfrist der gesicherten Daten wird unabhängig von der Schutzklasse definiert. Die Aufbewahrungsfrist definiert, wie lange gesicherte Daten auf Bändern oder sonstigen Backupmedien vorgehalten werden müssen:

| Aufbewahrungsfrist | Aufbewahrung Diskbasierte Systeme | Aufbewahrung Bandkassetten online | Aufbewahrung Bandkassetten offline |
|---|---|---|---|
| 1 Woche | • | • | |
| 1 Monat | • | • | |
| 6 Monate | | • | |
| 1 Jahr | | • | |
| 5 Jahre | | | • |
| 10 Jahre | | | • |

Wenn nicht anderweitig definiert, gilt per Definition 6 Monate.

### 4.1.8 *GESETZESAUFLAGE AUFBERWAHRUNGSSFRISTEN DATEN*

Compliance-Anforderungen an die Geschäftsunterlagen - Es gelten die revidierten Regelungen der Art. 957 bis 963 des Obligationsrechts, welche vorschreiben, dass Geschäftskorrespondenz für 10 Jahre archiviert werden muss. Darunter fällt auch elektronischer Datenverkehr, wie zum Beispiel E-Mail.

| Rechtsquelle | Zweck | Aufbewahrungsobjekt | Inhalt der Regelung |
|---|---|---|---|
| Art. 958f Abs. 1 OR | Dauer der Aufbewahrung | Geschäftsbücher, Buchungsbelege sowie der Geschäftsbericht und der Revisionsbericht | Mind. 10 Jahre beginnend mit dem Ablauf des Geschäftsjahrs<br>Unterscheidung:<br>Geschäftsbücher und Buchungsbelege: Papier, elektronisch oder in vergleichbarer Weise<br>Geschäftsbericht und Revisionsbericht: schriftlich (Papier) und unterzeichnet |



Axians Infoma Schweiz
Rütistrasse 13 - CH-8952 Schlieren Riedstrasse 1 – 6343 Rotkreuz | Rütistrasse 13 – 8952 Schlieren | Rue des Champs-Lovats 21 - 1400 Yverdon-les-Bains
Tel: 0800 294 267 | www.axians-infoma.ch

### 4.1.9 *BACKUP POLICY*

| Definitionen | Beschreibung |
|---|---|
| **Backup Policy** | |
| Filesysteme | • Tagessicherungen, exakter Datenbestand der letzten 30 bis 60 Tage verfügbar<br>• Monatsbestände, danach steht die jeweils letzte Sicherung jedes Monats zur Verfügung<br>• Eine Aufbewahrung der Daten von 1 bis 10 Jahren |
| Datenbanken | • Tagessicherungen, exakter Datenbestand der letzten 30 bis 90 Tage verfügbar<br>• Monatsbestände, danach steht die jeweils letzte Sicherung jedes Monats zur Verfügung<br>• Eine Aufbewahrung der Daten bis 90 Tage |
| E-Mail | • Tagessicherungen, exakter Datenbestand der letzten 30 bis 60 Tage verfügbar<br>• Monatsbestände, danach steht die jeweils letzte Sicherung jedes Monats zur Verfügung<br>• Eine Aufbewahrung der Daten 1 bis 10 Jahre |

### 4.1.10 *VERFÜGBARKEIT*

Es wird davon ausgegangen, dass täglich mindestens ein Backup und oder ein Restore gemacht werden kann.

### 4.1.11 *KAPAZITÄTEN*

Die zentralen Datensicherungssysteme bieten die Möglichkeit, sehr grosse Datenmengen zu sichern. Axians sorgt dafür, dass im Rahmen des Kapazitätsmanagements notwendige Ressourcen zur Verfügung stehen.

### 4.1.12 *QUALITÄTSMERKMALE*

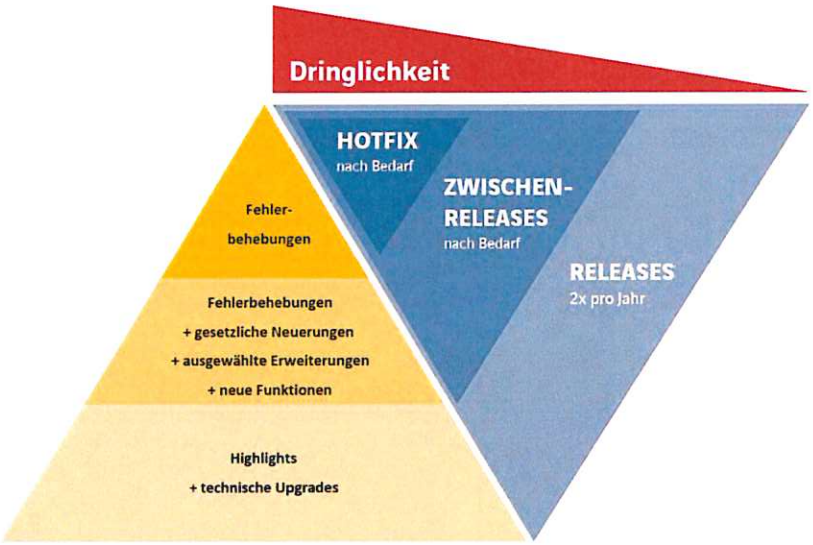
| Definitionen | Beschreibung |
|---|---|
| **Performance** | |
| Backup | Die Backupsysteme gelten genügend performant, wenn Tagessicherungen nach maximal 24h zum Restore zur Verfügung stehen (RPO). |
| Restore | Max. 30 Minuten für Datenmengen kleiner als 100MB<br>Max. 1h für Datenmengen kleiner als 10GB<br>Max. 24h für Datenmengen grösser als 1000GB |
| **Serviceunterbruch** | |
| Ausfall | Störungen an zentralen Backupsystemen werden als Serviceunterbruch behandelt, da zu dieser Zeit kein Backup und kein Restore durchgeführt werden kann. |
| Wartung | Der Service gilt während der Wartungszeit der zentralen Backupsystemen als unterbrochen, da zu dieser Zeit weder ein Backup und noch ein Restore durchgeführt werden kann. |

# 5 FACHLÖSUNG RELEASE PLANUNG

## 5.1 RELEASES, ZWISCHENRELEASES UND HOTFIXES

Als Auslieferungspakete für Infoma Fachlösungen werden von Axians Infoma Schweiz Releases (Major Releases) 2x pro Jahr, Zwischenreleases (Service-Packs/Minor Releases) oder Hotfix (Patch) nach Bedarf bereitgestellt.

Die Inhalte der Releases erfolgen gemäss der abgebildeten Pyramide:




- Einheitliches Regelwerk für eine terminierte Lieferung von Releases, Zwischenreleases und Hotfixes
- Im Regelfall immer zwei Releases pro Jahr, Frühlingsrelease und Herbstrelease
- Kommuniziert wird mit den Begriffen FR[Jahr] und HR[Jahr], zB. FR21 bedeutet Frühlings-Release im Jahr 2021
- Ausserterminliche Anpassungen werden als Hotfix geliefert und sind als Suffix in der Bezeichnung erkenntlich (FR21.2) -> Zweiter Patch Frühlingsrelease im Jahr 2021
- Intern und in der Versionsinfo innerhalb der Applikationen wird mit Versionsnummern gearbeitet,

    - Die Versionsnummer (*major version*) bezeichnet eine signifikante Änderung am Programm, z. B. wenn das Programm in vielen Teilen komplett neu geschrieben
    - Die Zwischenreleasenummer (*minor version*) bezeichnet die funktionelle Erweiterung des Programms.
    - Die Revisionsnummer (*patch level*) enthält Fehlerbehebungen
    - Die Buildnummer (*build level*) kennzeichnet den Fortschritt der Entwicklungsarbeit in Einzelschritten und wird erhöht, wenn eine Version zum Test intern geliefert wird. Die Buildnummer wird bei Release-Auslieferung immer auf 0 gesetzt

Updates werden gemäss Release Planung, unter Einbezug von Pilotkunden, umfangreich getestet.



Axians Infoma Schweiz
Rütistrasse 13 - CH-8952 Schlieren Riedstrasse 1 – 6343 Rotkreuz | Rütistrasse 13 – 8952 Schlieren | Rue des Champs-Lovats 21 - 1400 Yverdon-les-Bains
Tel: 0800 294 267 | www.axians-infoma.ch

# 6 DATEN- UND DATENSICHERHEIT MITWIRKUNG MASSNAHMEN KUNDE

Unter Datenschutz versteht man den Schutz von Personen und Unternehmungen vor dem Missbrauch ihrer Daten. Es wichtig, zumindest folgende wichtige Massnahmen in Zusammenhang mit zentralen Applikationen zu beachten:

| Massnahmen | Beschreibung |
|---|---|
| **Nicht befugten den Zugriff verwehren** | Der Zugriff auf Daten und Applikationen kann mittels Passwörter und Zugriffsrollen verbessert werden. |
| **Daten korrekt speichern** | Daten auf zentralen Speichermedien und nicht auf lokales Laufwerk ablegen sowie Berechtigungen in Bezug auf eine Berechtigungsmatrix schützen. |
| **Sich sicherheitsbewusst am Arbeitsplatz verhalten** | Arbeitsplätze und Computer nicht unbeaufsichtigt lassen, sie ziehen neugierige Blicke auf sich und laden zum Datenmissbrauch ein. |

Jeder Nutzer ist gehalten, zur Sicherheit und zum Schutz der IT-Ressourcen, insbesondere der bearbeiteten Daten beizutragen, und verpflichtet sich, die eingerichteten Sicherheitsvorkehrungen (Virenschutz etc.), Filter und Kontrollfunktionen nicht absichtlich zu umgehen, zu stören, zu behindern, zu unterbrechen oder zu löschen.

## 6.1 E-MAIL UND INTERNET

Das E-Mail-System ist kein sicherer Kommunikationskanal, sobald Nachrichten an unternehmensfremde Empfänger geschickt werden. Während der Datenverkehr intern geschützt ist, besteht keine Kontroll- und Handlungsmöglichkeit, sobald die Daten über das öffentlich zugängliche Internet laufen. Vor dem Senden von Daten an Fremde per Mail ist daher stets zu prüfen, wie sensibel diese Daten sind. Es sei darauf verwiesen, dass die von Bürosoftwareanwendungen angebotene Schutzfunktion von Dateien per Passwort (Word, Excel, Powerpoint, PDF etc.) keinen wirksamen Schutz bietet, da im Internet zahlreiche frei zugängliche Anwendungen verfügbar sind, mit denen dieser Schutz auf einfache Weise aufgehoben werden kann. Wenn es daher aus beruflichen Gründen erforderlich ist, besonders sensible Daten mit Fremden auszutauschen, ist zu empfehlen, sich an die zuständige IT-Abteilung zu wenden, um eine dem erforderlichen Vertraulichkeitsbedarf angepasste und mit den vorhandenen Ressourcen vereinbare Lösung zu finden.

## 6.2 VERSCHLÜSSELUNG

Der Nutzer ist gehalten, ausschliesslich die vom Arbeitgeber zugelassenen Lösungen zur Verschlüsselung von Daten zu verwenden.



Axians Infoma Schweiz
Rütistrasse 13 - CH-8952 Schlieren Riedstrasse 1 – 6343 Rotkreuz | Rütistrasse 13 – 8952 Schlieren | Rue des Champs-Lovats 21 - 1400 Yverdon-les-Bains
Tel: 0800 294 267 | www.axians-infoma.ch

## 6.3 SCHUTZ DES ARBEITSPLATZES

Die Erteilung der Zugangsberechtigungen zu den IT-Ressourcen, darunter zum Arbeitsplatz des Nutzers, erfolgen namentlich. Als Schutz vor unbefugtem Zugriff, auch im Einzelfall, ist jeder Nutzer verpflichtet:

- die Passwörter geheim zu halten und sie auf keinen Fall an andere unternehmensin- bzw. -externe Personen abzutreten, zu verleihen oder zu übertragen, auch nicht vorübergehend (vorbehaltlich dienstlicher Erfordernisse)
- den Computer bei Verlassen des Arbeitsplatzes zu sperren und am Ende des Arbeitstags und vor dem Wochenende abzuschalten, ausgenommen im Fall technischer Notwendigkeiten zur Systempflege bzw. aus betrieblichen Gründen
- davon Abstand zu nehmen, etwaige Sicherheitslücken bei den ihm bereitgestellten elektronischen Mitteln zu nutzen und/oder sie bekannt zu machen, und so rasch wie möglich die IT-Abteilung darüber in Kenntnis zu setzen
- davon Abstand zu nehmen, die installierten Sicherheitssysteme (Virenschutz, Firewall etc.) zu umgehen oder zu blockieren
- die vom Unternehmen bereitgestellten Mittel zu nutzen, um die Arbeitsplätze zu sichern

## 6.4 ARBEITSKONTINUITÄT

Zum Zwecke der Arbeitskontinuität bei Abwesenheit ist der Nutzer gehalten, die erforderliche Delegierung für Zugriffsrechte zu seinen beruflichen Daten einzurichten; er darf jedoch nicht seine eigenen Zugangscodes an Dritte weitergeben.

Darüber hinaus ist der Nutzer im Sinne der Arbeitskontinuität verpflichtet, die von ihm bearbeiteten, erstellten oder geänderten Daten mit Hilfe der bereitgestellten Programme, Geräte und/oder Verfahren regelmässig zu speichern und abzulegen.

Bei Beendigung seiner Tätigkeit ist der Nutzer zur Gewährleistung der Arbeitskontinuität verpflichtet, dem Unternehmen alle Ordner, Verzeichnisse, Dateien, E-Mails und generell alle beruflichen elektronischen Dokumente zu hinterlassen.

## 6.5 ANWENDUNGEN OFFICE

| Anwender Programme Office | Bemerkung |
|---|---|
| Exchange, Outlook | Hosted Exchange inkl. Pflege der Domain, E-Mail Konten Benutzer- und Passwortverwaltung. Der Zugriff erfolgt über Hosted Desktops. |
| Office Word, Excel, PowerPoint | In der Version 2016/19, patching durch Betreib Axians Infoma Schweiz |

## 6.6 ANWENDUNGEN FACHLÖSUNGEN VERANTWORTLICHKEITEN

Die Verantwortlichkeiten für die Fachlösungsmodule sind kundenseitig zu definieren.

| Anwender Programme<br>Kurz Beschreibung Module<br>Gemeindelösung | Verantwortliche Person bei der Gemeinde | Bemerkung |
|---|---|---|
| **Einwohnerkontrolle**<br>Die Einwohnerkontrolle verfügt über eine umfassende und effiziente Applikation zur Pflege von Adressen, Personen und Haushalten, einschliesslich aller Register und Zusatzdaten. Nebst den Einwohnern können alle weiteren Personengruppen wie Wochenaufenthalter, Auslandschweizer, Juristische Personen usw. rasch und einfach erfasst, mittels diverser Hilfsfunktionen mutiert und beliebig ausgewertet werden | | |
| **Finanzbuchhaltung**<br>Die Finanzbuchhaltung ist das zentrale Programmmodul der Finanzapplikationen für öffentlich-rechtliche Institutionen. Je nach den eingesetzten weiteren Finanzmodulen wie Lohn, Kreditoren, Gebühren- oder Steuerfakturierung übernimmt die Finanzbuchhaltung sämtliche Aufgaben des integrierten Hauptbuches bis zur MWST-Abrechnung. | | |
| **Gebührenfakturierung**<br>Die Gebührenfakturierung ist speziell für die Belange der Energie und Wasser konzipiert. Die integrierte Lösung ermöglicht den Zugriff auf alle benötigten Daten und Programmmodule auf einfache Art und Weise. Den vollen Nutzen bietet die Gebührenfakturierung im Zusammenspiel mit der Gemeindelösung. Der Anwender kann z.B. aus dem Personenstamm eine Person auswählen und direkt einem Abonnenten zuweisen, ohne dass die Personenangaben ein zweites Mal erfasst werden müssen. | | |
| **Kasse**<br>Mit der mehrwertsteuerfähigen Kasse werden Ein- und Auszahlungen auf schnellste und komfortabelste Art erfasst und direkt in die Finanzbuchhaltung verbucht. Das Führen eines Kassenbuches und das nachträgliche Verbuchen entfallen. Damit ist die Finanzbuchhaltung stets auf dem aktuellen | | |



Axians Infoma Schweiz
Rütistrasse 13 - CH-8952 Schlieren Riedstrasse 1 – 6343 Rotkreuz | Rütistrasse 13 – 8952 Schlieren | Rue des Champs-Lovats 21 - 1400 Yverdon-les-Bains
Tel: 0800 294 267 | www.axians-infoma.ch

| Anwender Programme<br>Kurz Beschreibung Module<br>Gemeindelösung | Verantwortliche Person bei der Gemeinde | Bemerkung |
|---|---|---|
| Stand. Mit der Kasse können mehrere Kassen geführt werden. Die Kasse ist auch EC und Kreditkartenfähig d.h. die Bar- und EC Zahlungen werden auf verschiedene Fibu-Konti verbucht. | | |
| **Kreditorenbuchhaltung**<br>Die Kreditorenbuchhaltung bringt eine wesentliche administrative Entlastung, einerseits durch die Automatisierung des Zahlungszweiges, andererseits durch die Schnittstelle in das Hauptbuch und natürlich durch die Mehrwertsteueroption. | | |
| **Lohnbuchhaltung**<br>Die Lohnbuchhaltung ist eine benutzerfreundliche, modulare und effiziente Applikation, welche alle Anforderungen im Personalbereich erfüllt. Vorteile wie z.B. der flexible Lohnartenstamm, viele Vorlagen und die einfache Navigation decken individuelle Bedürfnisse ab. | | |
| **Objektverwaltung**<br>Die Objektverwaltung verwaltet Grundstücke Gebäude und sowie Anlagen. | | |
| **Steuerfakturierung**<br>Die Steuerfakturierung mit übersichtlicher Schnellerfassungsmaske erleichtert die Faktorenerfassung speziell während der Hauptverarbeitung. Die Funktionen für die Staats- und Gemeindesteuer, Steuererklärungen, Rechnungen, Journale, Statistiken und Listen runden die Lösung ab. | | |



Axians Infoma Schweiz
Rütistrasse 13 - CH-8952 Schlieren Riedstrasse 1 – 6343 Rotkreuz | Rütistrasse 13 – 8952 Schlieren | Rue des Champs-Lovats 21 - 1400 Yverdon-les-Bains
Tel: 0800 294 267 | www.axians-infoma.ch

## 6.7 ERGÄNZUNGEN ZUM BETRIEB

| Themen | Beschreibung |
|---|---|
| **ICT- Systemlösung / Vernetzung** | Die Gemeinde ist am Rechenzentrum der Axians Infoma Schweiz angeschlossen. Der Zugriff kann über das kantonale Netzwerk, IP-VPN MPLS oder Internet erfolgen. In der Regel arbeiten Anwender über Citrix Technologie auf einem für die Gemeinde bereitgestellten Windows Terminal Server im Rechenzentrum.<br>Die lokale Infrastruktur besteht aus einem Ethernet Netzwerk und einem Router/Firewall, welcher durch den Provider gepflegt wird. |
| **Verantwortlichkeiten** | Für den Betrieb und die Programmpflege ist Axians Infoma Schweiz verantwortlich. Für die Datenpflege, Hoheit des Kunden ist die Gemeinde verantwortlich, für alle technischen Belange und die Durchführung der regelmässigen Datensicherung ist der Betrieb Rechenzentrum verantwortlich. Die gesamte Benutzerpflege wird im Beauftragungs-verhältnis durch die Gemeinde durchgeführt. Entsprechende schriftliche Aufträge (Formular) werden durch die Betriebsgruppe Rechenzentrum umgesetzt. |
| **Ansprechpartner/ Stellvertretung** | Die Stellvertretung wird durch die Gemeinde geregelt |
| **Kompetenzen** | Jeder Angestellte hat die Kompetenz in den Programmen zu arbeiten, die er für die Ausübung seines Arbeitsbereichs benötigt. |
| **Externe Zugriffe auf das System** | Bestimmte Benutzer haben die Möglichkeit, über gesicherte Kommunikationsprotokolle (SSL), über Internet sich mit dem System zu verbinden. |
| **Zugriff auf PC-Arbeitsplätze** | Durch Benutzernamen und persönlichem Kennwort pro Benutzer, dass Passwort ist nur dem jeweiligen Benutzer bekannt. |
| **Benutzer** | Für Autorisierungen von Benutzern ist die Gemeinde verantwortlich. |


Axians Infoma Schweiz
Rütistrasse 13 - CH-8952 Schlieren Riedstrasse 1 – 6343 Rotkreuz | Rütistrasse 13 – 8952 Schlieren | Rue des Champs-Lovats 21 - 1400 Yverdon-les-Bains
Tel: 0800 294 267 | www.axians-infoma.ch

# 7 KONTAKTSTELLEN

## 7.1 ZENTRALE ANLAUFSTELLE

Als zentrale Anlaufstelle steht Ihnen der Service Desk gerne zur Verfügung. Sie erreichen uns:

- Montag bis Freitag, 07:30 - 12:00 Uhr und 13:00 - 17:30 Uhr
- Telefon 0800 294 267 / Mail servicedesk@axians-infoma.ch

## 7.2 PIKETTDIENST

Ausserhalb der Servicezeiten steht Ihnen bei technischen Störungen und Notfällen unser Pikettdienst Telefon 0800 294 267

## 7.3 TICKETING-SYSTEM

Sie können mit unserem Ticketing-System 7/24 Supportfälle sowie untenstehende Standardaufträge erfassen:

- Update & Installation Software
- Steuerarchivierung
- Einrichten E-Mail
- Zugriff Dritter auf Rechenzentrum
- Schulung Fachapplikation
- Parametrierung Fachapplikation
- Benutzermutationen

## 7.4 BESTELLUNGEN

Unsere Axians Infoma Schweiz Verkaufsberater erreichen Sie Montag bis Freitag, 07:30 - 12:00 Uhr und 13:00 - 17:30 Uhr Telefon 0800 294 267

## 7.5 ALLGEMEINE DEFINITIONEN

### 7.5.1 *BETRIEBSZEITEN*

Den Anwendern steht während den definierten Betriebszeiten eine nach ITIL organisierte professionelle Supportorganisation inkl. Web Ticket-System zur Verfügung. Die Systemverfügbarkeit ist prinzipiell 7/24, abgesehen von den im Voraus angekündigten Wartungsfenstern.

### 7.5.2 *SERVICEZEITEN*

Bediente Servicezeit - Service Desk
Montag bis Freitag, 07:30 - 12:00 Uhr und 13:00 - 17:30 Uhr, Dienstleistungen ausserhalb Servicezeiten sind auf Anfrage gegen zusätzliche Verrechnung möglich.

Unbediente Servicezeit – Bereitschaftsdienst Pikett
Montag bis Freitag: 17:30 Uhr bis 07:30 Uhr  Samstag, Sonntag, Feiertage: 00:00 Uhr bis 24:00 Uhr


Axians Infoma Schweiz
Rütistrasse 13 - CH-8952 Schlieren Riedstrasse 1 – 6343 Rotkreuz | Rütistrasse 13 – 8952 Schlieren | Rue des Champs-Lovats 21 - 1400 Yverdon-les-Bains
Tel: 0800 294 267 | www.axians-infoma.ch

### 7.5.3 *VERFÜGBARKEIT*

Die in diesem Servicekatalog aufgeführten Leistungen werden in zwei Verfügbarkeitsklassen erbracht. Die Verfügbarkeit ist bei der jeweiligen Servicebeschreibung angegeben.

| Beschreibung | Standard 99.0% | Erweitert 99.5% |
|---|---|---|
| Ausfallzeit pro Vorfall | 10 Stunden | 5 Stunden |
| Ausfallzeit pro Jahr | 3.65 Tage | 1,83 Tage |
| Reaktionszeit | 4 Stunden | 2 Stunden |
| Betriebszeit | 24/7 | 24/7 |

Die Ausfallzeiten, Verfügbarkeiten und Reaktionszeiten beziehen sich auf die vereinbarten Servicezeiten. Wartungsunterbrechungen im Wartungsfenster zählen nicht zur Verfügbarkeit.

### 7.5.4 *WARTUNGSFENSTER*

Das Axians Infoma Schweiz Rechenzentrum gewährleistet eine möglichst hohe Verfügbarkeit und ist während 365 Tagen respektive 24 Stunden in Betrieb. Ausgenommen sind Fälle in Folge höherer Gewalt sowie Unterbrüche für Wartungsarbeiten. Geplante Wartungsfenster werden in der Rubrik Service Desk www.axians-infoma.ch für das aktuelle und folgende Jahr publiziert

#### Zusätzliche Informationen zum Wartungsfenster

Während einem Wartungsfenster kann es notwendig sein, einzelne Servicekomponenten auszuschalten oder neu zu starten. Solche kurzen Unterbrüche werden den betroffenen Kontaktpersonen nicht mitgeteilt. In dieser Zeit kann es auch zu Unterbrüchen in der Kommunikation oder anderen Services kommen. Längere Unterbrüche (30 Minuten und mehr) werden auch während einem Wartungsfenster den betroffenen Kontaktpersonen (per Fax und/oder E-Mail) mitgeteilt. Ausser es handelt sich um einen Notfall.

- In Notfällen kann es nötig sein, eine Servicekomponente auch ausserhalb des Wartungsfensters sofort auszuschalten oder neu zu starten. Wenn möglich, informieren wir immer vorab die von Ihnen gemeldete Kontaktpersonen.
- Die effektive Dauer der Wartung hängt von der Menge und dem Aufwand der durchzuführenden Arbeiten ab.

Die Arbeiten finden nachts bzw. ausserhalb der Normalarbeitszeiten statt. Sind für eine Änderung wiederholt voneinander unabhängige Arbeitsschritte notwendig, so können diese auf mehrere Tage verteilt stattfinden.


Axians Infoma Schweiz
Rütistrasse 13 - CH-8952 Schlieren Riedstrasse 1 – 6343 Rotkreuz | Rütistrasse 13 – 8952 Schlieren | Rue des Champs-Lovats 21 - 1400 Yverdon-les-Bains
Tel: 0800 294 267 | www.axians-infoma.ch

### 7.5.5 *FEIERTAGE*

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| Feiertage Kanton Zürich | Neujahrstag | geschlossen | | Auffahrt | geschlossen |
| | Berchtoldstag | geschlossen | | Pfingstmontag | geschlossen |
| | Sechseläuten | bedient | | Nationalfeiertag | geschlossen |
| | Karfreitag | geschlossen | | Heiligabend | geschlossen |
| | Ostermontag | geschlossen | | Weihnachten | geschlossen |
| | Tag der Arbeit | geschlossen | | | |



Axians Infoma Schweiz
Rütistrasse 13 - CH-8952 Schlieren Riedstrasse 1 – 6343 Rotkreuz | Rütistrasse 13 – 8952 Schlieren | Rue des Champs-Lovats 21 - 1400 Yverdon-les-Bains
Tel: 0800 294 267 | www.axians-infoma.ch

# Annexe 5

DeepL

Abonnez-vous à DeepL Pro pour traduire des fichiers plus volumineux.
Visitez www.DeepL.com/propour en savoir plus.

axians

# PROTECTION ET SÉCURITÉ DES DONNÉES

Externalisation de l'informatique


VINCI
ENERGIES

# PROTECTION ET SÉCURITÉ DES DONNÉES

Édition du : avril 2021

Tous droits réservés, en particulier la traduction en langues étrangères. L'ouvrage et ses parties sont protégés par le droit d'auteur. Toute utilisation dans d'autres cas que ceux autorisés par la loi nécessite l'accord écrit préalable d'Axians Infoma Suisse.

Axians Infoma Suisse
Rütistrasse 13 - CH-8952 Schlieren Riedstrasse 1 - 6343 Rotkreuz | Rütistrasse 13 - 8952 Schlieren | Rue des Champs-Lovats 21 - 1400 Yverdon-les-Bains
Tél : 0800 294 267 | www.axians-infoma.ch

# TABLE DES MATIÈRES


1 PROTECTION DES DONNÉES6

1.1 ..... DONNÉES SENSIBLES6

1.2 UTILISATION DES DONNÉES / ..... OBLIGATION D'INFORMATION6

1.3 RÉVISION DE LA PROTECTION DES DONNÉES/IMPLICATION DES COLLABORATEURS ET DES TIERS6

1.4 CONSERVATION ET ..... SUPPRESSION DES DONNÉES6

1.5 DOUBLE OUTSOURCING / EXTERNALISATION DES DONNÉES À ..... L'ÉTRANGER7

1.6 .....DISPOSITIONSRELATIVES À LA PROTECTION DES ..... DONNÉES7

2 SÉCURITÉ DES DONNÉES8

2.1 ..... GÉNÉRALITÉS8

2.2 ..... DATACENTER8

2.3 SPÉCIFICATION ..... DATACENTER8

2.3.1 ..... Accréditations8

2.3.2 ..... Composants9

2.3.3 ..... Commutateurs de réseau9

2.3.4 .....Pare-feu réseau9

2.3.5 .....Stockage9

2.3.6 ..... Sauvegarde10

2.3.7 ..... Serveurs physiques10

2.3.8 .....Hyperviseur10

2.3.9 ..... OS10

2.3.10 ..... Bases de données10

2.3.11 Infrastructure ..... Apps10

2.3.12 ..... Données11

2.4 ÉTENDUE DES PRESTATIONS ..... DU CENTRE DE DONNÉES11

2.4.1 ..... Contrôle du climat11

2.4.2 .....Détection de l'eau11

2.4.3 ..... Accès Sécurité11

2.4.4 .....Puissance 99,999%12

2.4.5 100% Green-IT 100% .....énergie renouvelable12

2.4.6 .....Câblage12





Axians Infoma Suisse

Rütistrasse 13 - CH-8952 Schlieren Riedstrasse 1 - 6343 Rotkreuz | Rütistrasse 13 - 8952 Schlieren | Rue des Champs-Lovats 21 - 1400 Yverdon-les-Bains

Tél. : 0800 294 267 | www.axians-infoma.ch

2.4.7 ..... Protection contre l'incendie12

3 EXPLOITATION SOLUTIONS SPÉCIALISÉES13

3.1 EXPLOITATION INFOMA ..... GESOFT13

3.1.1 ..... Étendue des prestations13

3.1.2 ..... Caractéristiques de performance13

3.2 EXPLOITATION INFOMA .....WWSOFT14

3.2.1 ..... Étendue des prestations14

3.2.2 ..... Caractéristiques de performance14

3.3 EXPLOITATION INFOMA ..... NEWSYSTEM14

3.3.1 ..... Étendue des prestations14

3.3.2 ..... Caractéristiques de performance14

3.4 EXPLOITATION SEDEX ..... TRANSPORT14

3.4.1 ..... Étendue des prestations15

3.4.2 ..... Caractéristiques de performance15

3.5 FONCTIONNEMENT DE .....LA PLATEFORME DE SOLUTIONS CMI15

3.5.1 ..... Étendue des prestations15

3.5.2 ..... Caractéristiques de performance15

3.6 FONCTIONNEMENT DE L'.....ENAIO15

3.6.1 ..... Étendue des prestations16

3.6.2 ..... Caractéristiques de performance16

4 SAUVEGARDE DES DONNÉES17

4.1 ..... DESCRIPTION DU SERVICE17

4.1.1 Sauvegarde des données ..... (gestion des sauvegardes)17

4.1.2 Service Continuité et ..... classes de protection18

4.1.3 .....Perte de données et temps de restauration18

4.1.4 .....Perte de données19

4.1.5 .....Temps de restauration19

4.1.6 ..... Méthodes de sécurisation19

4.1.7 .....Délais de conservation20

4.1.8 Obligation légale Délais de conservation des ..... données20

4.1.9 ..... Politiquede
.....sauvegarde21

4.1.10 ..... Disponibilité21

4.1.11 .....Capacités21



Axians Infoma Suisse
Rütistrasse 13 - CH-8952 Schlieren Riedstrasse 1 - 6343 Rotkreuz | Rütistrasse 13 - 8952 Schlieren | Rue des Champs-Lovats 21 - 1400 Yverdon-les-Bains
Tél. : 0800 294 267 | www.axians-infoma.ch

4.1.12 ..... Caractéristiques de qualité21

5 SOLUTION SPÉCIALISÉE RELEASE ..... PLANIFICATION22

5.1 VERSIONS, ..... VERSIONS INTERMÉDIAIRES ET CORRECTIONS À CHAUD22

6 SÉCURITÉ DES DONNÉES ET DES DONNÉES PARTICIPATION MESURES CLIENT23

6.1 .....E-MAIL ET INTERNET23

6.2 ..... CRYPTAGE23

6.3 PROTECTION ..... DU LIEU DE TRAVAIL24

6.4 ..... CONTINUITÉ DU TRAVAIL24

6.5 APPLICATIONS .....OFFICE24

6.6 APPLICATIONS SOLUTIONS SPÉCIALISÉES ..... RESPONSABILITÉS25

6.7 .....COMPLÉMENTS À L'EXPLOITATION27

7 POINTS DE CONTACT28

7.1 ..... POINT DE CONTACT CENTRAL28

7.2 .....SERVICE PIKETT28

7.3 .....TICKETING-SYSTEM28

7.4 ..... COMMANDES28

7.5 ..... DÉFINITIONS GÉNÉRALES28

7.5.1 .....Heures de fonctionnement28

7.5.2 .....Heures de service28

7.5.3 ..... Disponibilité29

7.5.4 .....Fenêtre de maintenance29

7.5.5 ..... Jours fériés30



Axians Infoma Suisse

Rütistrasse 13 - CH-8952 Schlieren Riedstrasse 1 - 6343 Rotkreuz | Rütistrasse 13 - 8952 Schlieren | Rue des Champs-Lovats 21 - 1400 Yverdon-les-Bains

Tél. : 0800 294 267 | www.axians-infoma.ch

# 1 PROTECTION DES DONNÉES

## 1.1 DONNÉES SENSIBLES

Axians Infoma Suisse et le client sont conscients que l'exécution de la commande peut conduire à la consultation ou au traitement de données personnelles (particulières).

Axians Infoma Suisse attache une grande importance au respect des dispositions légales en matière de protection des données et veillera donc, par des mesures organisationnelles, techniques et, le cas échéant, contractuelles appropriées, à garantir la protection des données chez les deux parties contractantes ou les tiers mandatés.

Axians Infoma Suisse traite les données du client comme des données sensibles au sens de la loi sur la protection des données.

## 1.2 UTILISATION DES DONNÉES / OBLIGATION D'INFORMATION

Axians Infoma Suisse traite toutes les informations relatives au domaine d'activité du client de manière confidentielle et ne donne aucune information à des tiers à ce sujet. Les données sont traitées et utilisées par Axians Infoma Suisse exclusivement selon les instructions du client. La transmission de données du client par Axians Infoma Suisse à des tiers est exclue sans l'accord exprès du client. Les ordres des autorités étatiques ou des tribunaux demeurent réservés.

## 1.3 RÉVISION DE LA PROTECTION DES DONNÉES/IMPLICATION DES COLLABORATEURS ET DES TIERS

Axians Infoma Suisse s'engage, ainsi que ses collaborateurs, à traiter de manière strictement confidentielle toutes les informations non accessibles à tous qu'ils apprennent lors de l'exécution de travaux dans le cadre des projets des clients, à ne pas les rendre accessibles à des tiers, que ce soit en totalité ou en partie, à ne pas les publier et à ne pas les utiliser à des fins personnelles. Axians Infoma Suisse veille à ce qu'un revers de protection des données soit signé par les collaborateurs d'Axians Infoma Suisse Informatique.

L'obligation de traitement confidentiel ne s'applique toutefois ni aux données qui sont généralement accessibles ou déjà connues, ni à celles qui sont développées indépendamment et en dehors de la relation contractuelle par Axians Infoma Suisse ou qui sont acquises légalement auprès de tiers. De même, les idées, concepts, expériences ou méthodes mis à disposition par Axians Infoma Suisse ou élaborés par elle, seule ou en collaboration avec le client, ne doivent pas être traités de manière confidentielle.

## 1.4 CONSERVATION ET SUPPRESSION DES DONNÉES

Axians Infoma Suisse effacera en outre complètement, avant toute autre utilisation, les supports de mémoire ou de données qui entrent en sa possession dans le cadre de l'exécution des prestations du mandat (notamment lors de travaux de maintenance tels que le remplacement d'appareils anciens ou défectueux).

Axians Infoma Suisse s'assure également que le client dispose de son propre espace de données protégé, auquel les autres clients ne peuvent pas accéder. En outre, Axians Infoma Suisse garantit que la propriété exclusive du client sur ses données traitées dans le centre de calcul d'Axians Infoma Suisse


Axians Infoma Suisse
Rütistrasse 13 - CH-8952 Schlieren Riedstrasse 1 - 6343 Rotkreuz | Rütistrasse 13 - 8952 Schlieren | Rue des Champs-Lovats 21 - 1400 Yverdon-les-Bains
Tél. : 0800 294 267 | www.axians-infoma.ch

Axians Infoma Suisse
Rütistrasse 13 - CH-8952 Schlieren Riedstrasse 1 - 6343 Rotkreuz | Rütistrasse 13 - 8952 Schlieren | Rue des Champs-Lovats 21 - 1400 Yverdon-les-Bains
Tél. : 0800 294 267 | www.axians-infoma.ch

Toutefois, le client assume la responsabilité globale du contenu des données gérées par Axians Infoma Suisse et détermine les accès aux données et les transferts de données à autoriser.

## 1.5 DOUBLE OUTSOURCING / EXTERNALISATION DES DONNÉES À L'ÉTRANGER

Axians Infoma Suisse garantit qu'il n'y aura pas de délocalisation des données à l'étranger. Toutes les données sont conservées exclusivement en Suisse.

Axians Infoma Suisse attire explicitement l'attention sur le fait qu'Axians Infoma Suisse fournit ses services d'externalisation en partie par le biais de partenaires (double externalisation). Ainsi, l'exploitation des applications s'effectue notamment dans un centre de calcul haute sécurité d'un partenaire d'Axians Infoma Suisse en Suisse. Axians Infoma Suisse imposera à ces partenaires les règles de confidentialité et de sécurité convenues avec le client et les consignera dans le cadre d'un contrat de protection des données à signer par ces partenaires. Sur demande du client, Axians Infoma Suisse présentera les certifications du centre de données concerné.

Le client peut, après consultation préalable, procéder à un audit du centre de données dans lequel ses données sont conservées. Les frais éventuels sont à la charge du client.

Après accord écrit du client, Axians Infoma Suisse peut faire appel à des entreprises tierces pour la réalisation de prestations. Axians Infoma Suisse reste responsable de la fourniture des prestations, même si elle a chargé des tiers de les exécuter.

## 1.6 DISPOSITIONS RELATIVES À LA PROTECTION DES DONNÉES

Axians Infoma Suisse s'engage à respecter les dispositions de la loi fédérale sur la protection des données ainsi que les ordonnances cantonales applicables en matière de protection des données. Les éventuelles dispositions cantonales et communales non contraignantes en matière de protection des données s'appliquent dans la mesure où elles ont été convenues par écrit entre le client et Axians Infoma Suisse.


Axians Infoma Suisse
Rütistrasse 13 - CH-8952 Schlieren Riedstrasse 1 - 6343 Rotkreuz | Rütistrasse 13 - 8952 Schlieren | Rue des Champs-Lovats 21 - 1400 Yverdon-les-Bains
Tél. : 0800 294 267 | www.axians-infoma.ch

# 2 SÉCURITÉ DES DONNÉES

## 2.1 GÉNÉRALITÉS

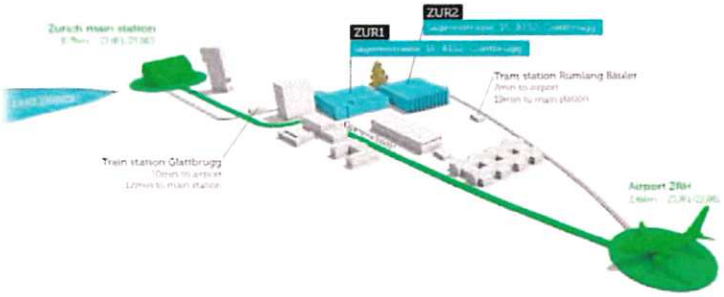
La sécurité des données constitue un point vital dans toute solution informatique. C'est particulièrement vrai lorsque de grandes quantités de données sensibles sont stockées.

Les systèmes informatiques sont vulnérables et de plus en plus exposés aux attaques. Une surveillance et un contrôle permanents sont importants, la meilleure sécurité possible est requise.

## 2.2 DATACENTER

## 2.3 SPÉCIFICATION CENTRE DE DONNÉES

Le centre de données se trouve près de Zurich, à Glattbrugg https://www.interxion.com.







Récompenses













Int u ur la conception et l'exploitation de ses data centers. Au fil des ans, de no il se sont imposées comme des normes dans l'ensemble du secteur. Votre infrastructure est entre de bonnes mains dans nos datacentres.

### 2.3.1 *ACCRÉDITATIONS*

- SOC 1 (ISAE 3402 Type II)
- SOC 2 (ISAE
- 3000) ISO27001
- ISO22301
- PCI DSS
- FINMA RS-18/3



Axians Informa Suisse
Rütistrasse 13 - CH-8952 Schlieren Riedstrasse 1 - 6343 Rotkreuz | Rütistrasse 13 - 8952 Schlieren | Rue des Champs-Lovats 21 - 1400 Yverdon-les-Bains
Tél. : 0800 294 267 | www.axians-informa.ch

### 2.3.2 *COMPOSANTS*

- Technologies et composants de pointe de fabricants renommés
- Conception redondante de bout en bout des serveurs, du réseau. Composants de sauvegarde et de stockage
- Segmentation physique et logique du réseau
- Stockage avec architecture multi-tiers (SSD, SAS et MDL)

La conception des centres de données et le respect des normes jouent un rôle important dans les centres de données. Vous trouverez ci-dessous les composants que nous utilisons pour vous dans notre environnement système Axians SwissGov.Cloud.

### 2.3.3 *COMMUTATEURS DE RÉSEAU*

Dans le domaine des réseaux, les commutateurs de couche 2 et de couche 3 sont utilisés par différents fabricants. Les systèmes Cisco proviennent de l'opérateur connecté comme Swisscom, UPC, Init7 et Sunrise. Le réseau principal est basé sur des produits d'Arista et de HPE, basés sur l'agrégation de liens multi-châssis, ces commutateurs forment une unité entre eux. Afin d'augmenter la sécurité contre les pannes, les connexions des appareils sont redondantes (Spanning Tree Protocol). Les commutateurs physiques sont divisés en plusieurs commutateurs logiques au moyen de VLAN.

### 2.3.4 *PARE-FEU RÉSEAU*

Les pare-feu de périmètre sont fabriqués par Fortinet avec sa technologie ASIC éprouvée. Les composants ASCIS permettent de traiter de nombreuses fonctions de sécurité dans le matériel, y compris l'intégration de la Security Fabric.

### 2.3.5 *STORAGE*

Pour le stockage partagé, des produits de HP 3Par sont mis à disposition pour la solution de virtualisation basée sur VMware. Pour les solutions critiques qui exigent un temps de réaction rapide pour les applications d'entreprise et les bases de données, des composants de stockage du fabricant Pure Storage sont utilisés, ainsi que pour l'exploitation de la technologie de virtualisation Citrix Hypervisor. Les produits de NetApp et de QNAP NAS mettent à disposition un stockage pour les applications d'entreprise peu critiques.

### 2.3.6 *BACKUP*

Pour la sauvegarde, les produits du fabricant Veeam sont utilisés et garantissent - indépendamment du fait que les données soient stockées sur des systèmes physiques ou virtuels, avec SaaS, dans des environnements de cloud hybride ou multi-cloud - que la sauvegarde est effectuée.

### 2.3.7 *SERVEURS PHYSIQUES*

La plate-forme Edge-to-Cloud est basée sur les serveurs HPE de Hewlett Packard. Les produits et solutions de serveurs optimisés pour les charges de travail, qui ont fait leurs preuves, constituent la base de l'infrastructure informatique des serveurs.

### 2.3.8 *HYPERVISEUR*

En cas d'exploitation simultanée de plusieurs systèmes invités sur un système hôte, les produits de Citrix et de VMware sont utilisés comme hyperviseurs.

### 2.3.9 *OS*

Serveur à locataire unique bare-metal : MS Windows Server, XEN et ESX Virtuel Microsoft Windows Server, Linux Open Source OS et AIX.

### 2.3.10 *BASES DE DONNÉES*

Les systèmes de base de données des fabricants Microsoft SQL-Server et la base de données SAP SQL Anywhere de l'entreprise SAP, dont le siège est à Walldorf, sont principalement utilisés.

### 2.3.11 *INFRASTRUCTURE APPS*

Pour la mise à disposition des infrastructures d'applications, ce sont principalement des produits des fabricants Symantec/Antivirus, Veeam/Sauvegarde, Citrix/Provisionnement d'applications, Microsoft Server/Bases de données qui sont en service.

### 2.3.12 *DONNÉES*

Les données stockées se trouvent exclusivement en Suisse (CH), données Privacy & Security selon les meilleures pratiques.



## 2.4 ÉTENDUE DES PRESTATIONS DU CENTRE DE DONNÉES

- Centres informatiques redondants de haute sécurité, certifiés ISO 9001, ISO 14001 et BS7799-2 des prescriptions d'externalisation de la sécurité informatique (99/2) de la Commission fédérale des banques ou de la FINMA
- Sécurité accrue grâce à la redondance des systèmes concernés (électricité, réseau, etc.)
- Contrôle d'accès, sas de séparation empêchant tout accès non autorisé
- Contrôle de la climatisation, détecteurs d'incendie et d'eau
- Disponibilité maximale (7/24 / 365 jours)
- 99,999% de disponibilité de l'alimentation électrique
- 100% neutre $_{en\ CO2}$ ("myclimate" certifié)

### 2.4.1 *CONTRÔLE CLIMATIQUE*

Afin de garantir une performance optimale de l'équipement informatique, nous avons créé dans nos centres de données un environnement contrôlé par un moniteur et un système de climatisation. Une température ambiante constante de 22°C ± 2°C et une humidité de l'air de 50% ± 10% sont garanties. La climatisation est redondante.

### 2.4.2 *DÉTECTION D'EAU*

Les exigences de la norme "M 1.49 Prescriptions techniques et organisationnelles pour le centre de calcul" sont respectées. Des systèmes de détection d'eau sont présents dans toutes les zones concernées, de sorte qu'une fuite éventuelle est détectée à un stade précoce, avant qu'un dommage ne survienne. L'alarme est automatiquement transmise à l'ESC (European Service Center), qui est joignable 24 heures sur 24, 365 jours par an.

### 2.4.3 *SÉCURITÉ D'ACCÈS*

Notre centre de données répond aux exigences du catalogue de protection de base "M 1.58 prescriptions techniques et organisationnelles pour les salles de serveurs". Le centre de données a été aménagé selon le concept "Room-in-Room". Du personnel de sécurité est présent sur place 24 heures sur 24 et 365 jours par an. La surveillance par caméra, les systèmes d'accès biométriques, les cartes clés et les systèmes de séparation des personnes garantissent que seul le personnel autorisé peut entrer ou sortir du centre de données. En outre, le bâtiment est protégé par des systèmes d'alarme. Il existe une liste d'accès pour les personnes autorisées à entrer. En outre, toutes les zones intérieures et extérieures pertinentes sont surveillées sur place 24 heures sur 24 par du personnel de sécurité.

### 2.4.4 *POWER 99,999% (PUISSANCE)*

230V AC et 400V AC, UPS, -48V DC avec batterie de secours garantissent une alimentation électrique sécurisée et constante. Le centre de calcul est en outre équipé de générateurs diesel et d'une réserve de carburant d'au moins 24 heures. De plus, des contrats de livraison de diesel ont été conclus afin de permettre un approvisionnement immédiat en carburant en cas d'urgence.

### 2.4.5 *100% GREEN-IT 100% ÉNERGIE RENOUVELABLE*

Nos centres de données sont 100% neutres en $CO_2$. L'alimentation électrique est réglée autant que possible par une production d'électricité alternative. Les émissions supplémentaires sont éliminées de manière aussi neutre que possible et, si cela n'est pas possible autrement, compensées par des contrats appropriés. D'une manière générale, Axians Infoma Suisse accorde une très grande importance au thème "Green IT".

### 2.4.6 *CABLAGE*

Le câblage électrique se trouve dans le faux-plancher. Les câbles de données sont généralement placés dans des goulottes de câblage, mais peuvent également être installés sous le faux plancher si nécessaire. Tous les câblages sont surveillés par Interxion afin de garantir un maximum de qualité, de flexibilité et de sécurité.

### 2.4.7 *PROTECTION INCENDIE*

Les mesures de protection contre l'incendie comprennent des murs coupe-feu, des systèmes de détection précoce d'incendie à commande laser (tant dans le faux-plancher que dans la pièce), une connexion avec les pompiers et des systèmes automatiques de lutte contre l'incendie de première classe basés sur le gaz inergétique.



Axians Infoma Suisse
Rütistrasse 13 - CH-8952 Schlieren Riedstrasse 1 - 6343 Rotkreuz | Rütistrasse 13 - 8952 Schlieren | Rue des Champs-Lovats 21 - 1400 Yverdon-les-Bains
Tél. : 0800 294 267 | www.axians-infoma.ch

# 3 EXPLOITATION SOLUTIONS PROFESSIONNELLES

## 3.1 EXPLOITATION INFOMA GESOFT

L'hébergement des applications Infoma GeSoft sur des serveurs virtuels vous apporte un maximum de flexibilité et d'évolutivité. Grâce à la virtualisation flexible, l'adaptation des ressources aux besoins actuels se fait en très peu de temps. Vous disposez d'une plateforme stable pour l'exploitation d'applications critiques pour votre entreprise.




Avec la solution de Swisscom IT-Services, l'entreprise assume, en tant que partenaire TIC compétent, la responsabilité globale de l'exploitation du système.

### 3.1.1 *ÉTENDUE DES PRESTATIONS*

- Exploitation et maintenance des serveurs virtuels
- Gestion des capacités, des configurations, des incidents, des changements
- et des versions Gestion de la sécurité : protection pare-feu complète et
- concept de sécurité Solution spécialisée Software Update incluse

Le centre de calcul Wankdorf de Swisscom à Berne pose de nouveaux jalons en matière de performance, de sécurité, de disponibilité et d'efficacité énergétique. Le nouveau centre de calcul du Wankdorf est le premier centre de calcul de Suisse à avoir obtenu la certification Tier IV Design de l'Uptime Institute. Il répond ainsi aux exigences les plus élevées en matière de disponibilité, de sécurité et d'efficacité et stocke toutes les données exclusivement en Suisse. L'infrastructure du centre de calcul est certifiée selon la norme BS 7799-2 et les solutions conformes aux exigences bancaires sont prises en charge.

### 3.1.2 *CARACTÉRISTIQUES DE PERFORMANCE*

- Disponibilité : 99,5%.
- IBM Power Systems™ avec licence Trusted AIX

## 3.2 EXPLOITATION INFOMA WWSOFT

L'hébergement des applications Infoma WWSoft s'effectue sur des serveurs de bases de données virtuels Dans le cas de la solution Infoma WWSoft, nous assumons, en tant que partenaire ICT compétent, la responsabilité globale de l'exploitation du système.

- Solution métier Mise à jour logicielle
- incluse Licences de base de données
  incluses

### 3.2.1 *ÉTENDUE DES PRESTATIONS*

- Exploitation et maintenance des serveurs virtuels
- Gestion des capacités, des configurations, des incidents, des changements
- et des versions Gestion de la sécurité : protection complète par pare-feu et
- concept de sécurité Services de stockage et de sauvegarde/restauration
- Licences de base de données SAP SQL Anywhere

### 3.2.2 *CARACTÉRISTIQUES DE PERFORMANCE*

- Disponibilité : 99,5%.

## 3.3 FONCTIONNEMENT DU SYSTÈME D'INFORMATION INFOMA

L'hébergement des applications Infoma newsystem se fait sur des serveurs virtuels. Pour la solution Infoma newsystem, nous assumons, en tant que partenaire ICT compétent, la responsabilité globale de l'exploitation du système.

- Exploitation Dynamic 365 Business Mise
- à jour du logiciel d'application y compris la
- performance du serveur selon les
  besoins

### 3.3.1 *ÉTENDUE DES PRESTATIONS*

- Exploitation et maintenance des serveurs virtuels
- Gestion des capacités, des configurations, des incidents, des changements
- et des versions Gestion de la sécurité : protection complète par pare-feu et
- concept de sécurité Services de stockage et de sauvegarde/restauration

### 3.3.2 *CARACTÉRISTIQUES DE PERFORMANCE*

- Disponibilité : 99,5%.

## 3.4 EXPLOITATION SEDEX TRANSPORT

La plateforme sedex a été mise en service le 15 janvier 2008 dans le cadre du projet d'harmonisation



Axians Infoma Suisse
Rütistrasse 13 - CH-8952 Schlieren Riedstrasse 1 - 6343 Rotkreuz | Rütistrasse 13 - 8952 Schlieren | Rue des Charnps-Lovats 21 - 1400 Yverdon-les-Bains
Tél. : 0800 294 267 | www.axians-infoma.ch

Plate-forme de transport de données BfS, GERES basée sur les normes eCH

- Rentabilité grâce à une automatisation élevée Pas
- d'infrastructure propre pour le transport des données
- Répond à toutes les exigences en matière de sécurité Connexion
- aux solutions spécialisées Infoma

### 3.4.1 *ÉTENDUE DES PRESTATIONS*

Adaptateur Sedex, Proxy Sedex

- Gestionnaire de messages, XLST
- Transformer Gestion du cycle de vie
- Toujours la version actuelle de l'adaptateur Sedex

### 3.4.2 *CARACTÉRISTIQUES DE PERFORMANCE*

- Disponibilité : 99,5%.

## 3.5 FONCTIONNEMENT DE LA PLATEFORME DE SOLUTIONS CMI

L'hébergement des solutions spécialisées CMI s'effectue sur des serveurs de base de données virtuels. En tant que partenaire TIC compétent, nous assumons la responsabilité globale de l'exploitation du système pour les solutions spécialisées CMI.

- Mise à jour du logiciel incluse
- Services de connexion
- puissants Puissance du serveur selon les besoins

### 3.5.1 *ÉTENDUE DES PRESTATIONS*

- Exploitation et maintenance des serveurs virtuels
- Gestion des capacités, des configurations, des incidents, des changements
- et des versions Gestion de la sécurité : protection complète par pare-feu et
- concept de sécurité Services de stockage et de sauvegarde/restauration
- Fonctionnement du serveur web pour
- le client web CMFonctionnalité de
- rendu PDF CMI Fonctionnement du serveur d'applications

### 3.5.2 *CARACTÉRISTIQUES DE PERFORMANCE*

- Disponibilité : 99,5%.

## 3.6 FONCTIONNEMENT ENAIO



Axians Infoma Suisse
Rütistrasse 13 - CH-8952 Schlieren Riedstrasse 1 - 6343 Rotkreuz | Rütistrasse 13 - 8952 Schlieren | Rue des Champs-Lovats 21 - 1400 Yverdon-les-Bains
Tél. : 0800 294 267 | www.axians-infoma.ch

Enaio est un système complexe à l'architecture à trois niveaux, composé d'une multitude de modules individuels. Les principaux modules sont le serveur d'applications (ou toute une famille de serveurs), les applications client et les applications serveur.



Axians Infoma Suisse
Rütistrasse 13 - CH-8952 Schlieren Riedstrasse 1 - 6343 Rotkreuz | Rütistrasse 13 - 8952 Schlieren | Rue des Champs-Lovats 21 - 1400 Yverdon-les-Bains
Tél. : 0800 294 267 | www.axians-infoma.ch

les applications, les outils administratifs, la base de données, les services principaux et les systèmes utilisés pour l'archivage à long terme (solutions de stockage basées sur le système de fichiers et systèmes d'archivage virtuels).

Pour la solution OS-ECM Enaio, nous assumons, en tant que partenaire ICT compétent, la responsabilité globale de l'exploitation du système.

- Solution spécialisée ENAIO
- Mise à jour du logiciel, y
- compris la puissance du serveur selon les besoins

### 3.6.1 *ÉTENDUE DES PRESTATIONS*

- Exploitation et maintenance des serveurs virtuels
- Gestion des capacités, des configurations, des incidents, des changements
- et des versions Gestion de la sécurité : protection complète par pare-feu et
- concept de sécurité Services de stockage et de sauvegarde/restauration

### 3.6.2 *CARACTÉRISTIQUES DE PERFORMANCE*

- Disponibilité : 99,5%.


Axians Infoma Suisse
Rütistrasse 13 - CH-8952 Schlieren Riedstrasse 1 - 6343 Rotkreuz | Rütistrasse 13 - 8952 Schlieren | Rue des Champs-Lovats 21 - 1400 Yverdon-les-Bains
Tél. : 0800 294 267 | www.axians-infoma.ch

# 4 SAUVEGARDE DES DONNÉES

## 4.1 DESCRIPTION DU SERVICE

Le service de sauvegarde des données "Backup and Restore" sert à la sauvegarde automatique "Backup" et à la restauration "Restore" des données. Pour l'utilisation du service, différents agents de sauvegarde spécifiques sont utilisés, qui offrent la meilleure sauvegarde possible des données des utilisateurs, des applications et des systèmes pour les systèmes basés sur Windows ou Linux. Pour les services commerciaux en service dans des infrastructures partagées/dédiées, des sauvegardes sont effectuées automatiquement et régulièrement sur les systèmes de sauvegarde centraux au moyen d'agents ou sans agent.

Des sauvegardes et des restaurations rapides et fiables de sauvegarde vous permettent de répondre à vos attentes en matière de protection des données, car les sauvegardes peuvent être effectuées en moins de temps et les informations importantes, les utilisateurs, les données d'application et les données système peuvent être restaurées. Une sauvegarde peut réduire le risque de panne ainsi que les coûts engendrés par une panne. Les systèmes de sauvegarde sont gérés par des spécialistes et sont la propriété d'Axians Infoma Suisse, les sauvegardes de données se trouvent à tout moment en Suisse.

### 4.1.1 *GESTION DES DONNÉES (BACKUP MANAGEMENT)*

Les classes de protection des différentes applications hébergées déterminent en grande partie l'utilisation des procédures de sauvegarde des données correspondantes. Les prestations mentionnées sont fournies dans trois classes de disponibilité : "normale", "élevée" et "très élevée". La disponibilité est indiquée dans la description de chaque service des modules de services informatiques dans le catalogue de services, si aucune disponibilité n'est mentionnée, il faut comprendre par définition "normale".

| **Niveau de disponibilité** | | | |
|---|---|---|---|
| Classification | "normal" | "élevé" | "très élevé" |
| Disponibilité | 99.0% | 99.5% | 99.9% |
| Temps d'arrêt par incident | 10 heures | 5 heures | 2 heures |
| Temps d'arrêt par an | 3.65 jours | 1,83 jour | 8, 76 heures |
| Temps de réaction | 4 heures | 2 heures | Immédiatement |
| Temps de fonctionnement | 24/7 | 24/7 | 24/7 |

Les temps d'arrêt, les disponibilités et les temps de réaction se réfèrent aux heures de service convenues. Les interruptions de maintenance pendant la fenêtre de maintenance ne comptent pas dans la disponibilité.


Axians Infoma Suisse
Rütistrasse 13 - CH-8952 Schlieren Riedstrasse 1 - 6343 Rotkreuz | Rütistrasse 13 - 8952 Schlieren | Rue des Champs-Lovats 21 - 1400 Yverdon-les-Bains
Tél. : 0800 294 267 | www.axians-infoma.ch

### 4.1.2 *CONTINUITÉ DU SERVICE ET CLASSES DE PROTECTION*

Les données de production et de sauvegarde/d'archivage doivent être stockées en toute sécurité sur un deuxième site, dans un autre compartiment coupe-feu ou en géo-redondance, selon la définition du service.

Les applications et les systèmes pourraient être attribués aux classes de protection suivantes :

| Classes de protection | Description |
|---|---|
| SK1 "très élevé | Interférence avec des processus commerciaux importants.<br>Dommages substantiels en cas de défaillance du système. |
| SK2 "élevé | Le système de gestion de l'information a une plus grande influence sur les processus commerciaux et n'est pas obligatoirement nécessaire pour le traitement des affaires.<br>En cas de panne, les dommages sont minimes. |
| SK3 "normal | Le système a peu d'influence sur les processus d'affaires<br>La panne n'entraîne aucun dommage ou tout au plus un dommage insignifiant. |

Si rien d'autre n'est défini, SK3 s'applique par définition.

### 4.1.3 *PERTE DE DONNÉES ET TEMPS DE RESTAURATION*

Axians fait une distinction entre la perte de données et le temps de restauration :

**la "défaillance opérationnelle"** d'un système et la **"catastrophe".**

Le cas de catastrophe est mis à part dans les SLA, car la probabilité d'une perte totale de l'infrastructure physique est très faible.

Le tableau suivant résume les définitions des défaillances opérationnelles et des catastrophes qui doivent être prises en compte :

| | Défaillance opérationnelle | Cas de catastrophe |
|---|---|---|
| Description | Défaillance de certains composants tels que les disques, les serveurs ou les erreurs d'utilisation ou d'application entraînant le dysfonctionnement d'une ou de plusieurs applications. En règle générale, un seul système au maximum est concerné. | Perte d'un site entier, c'est-à-dire d'une multitude de serveurs avec les systèmes de stockage et les sauvegardes correspondants sur le même site. En règle générale, tous les systèmes d'un même site sont concernés. |
| Probabilité d'occurrence | Moyen-haut | Très-faible |

Cette distinction s'explique par deux raisons :

- Différentes mesures pour traiter les pannes
- Probabilité d'occurrence



Axians Infoma Suisse
Rütistrasse 13 - CH-8952 Schlieren Riedstrasse 1 - 6343 Rotkreuz | Rütistrasse 13 - 8952 Schlieren | Rue des Champs-Lovats 21 - 1400 Yverdon-les-Bains
Tél. : 0800 294 267 | www.axians-infoma.ch

### 4.1.4 *PERTE DE DONNÉES*

La perte de données maximale autorisée (Recovery Point Objective - RPO) dépend du niveau de disponibilité des systèmes et du type de panne (panne opérationnelle ou catastrophe).

| Classe de protection | Perte maximale de données à l'état opérationnel | Perte maximale de données en Cas de catastrophe |
|---|---|---|
| SK1 "très élevé | 24 h | 1 t |
| SK2 "élevé | 24 h | 1 w |
| SK3 "normal | 48 h | 1 w |

Si rien d'autre n'est défini, la classe de protection SK3 s'applique par définition.

### 4.1.5 *TEMPS DE RÉSERVATION*

Le temps de restauration maximal autorisé en cas de perte de données résulte de la définition du temps d'arrêt maximal (Recovery Time Objective -RTO). Celui-ci dépend de la classe de protection définie pour les systèmes et du type de panne (panne opérationnelle ou cas de catastrophe).

Comme le RTO contient également des mesures de correction dans le domaine des applications, les temps de restauration définis doivent être inférieurs aux temps d'arrêt.

| Classe de protection | Perte maximale de données en état opérationnel | Perte maximale de données en Cas de catastrophe |
|---|---|---|
| SK1 "très élevé | 5.0 h | 1 d |
| SK2 "élevé | 1 d | 7 d |
| SK3 "normal | 2 d | 7 d |

Si rien d'autre n'est défini, la classe de protection SK3 s'applique par définition.

### 4.1.6 *MÉTHODES DE SÉCURISATION*

La méthode de sauvegarde des différents systèmes dépend entre autres du système d'exploitation ainsi que des composants correspondants d'un service IT Business.

| Besoin de protection | SK1 | SK2 | SK3 |
|---|---|---|---|
| Sauvegarde quotidienne sur disque | | | |
| Stockage hebdomadaire des données Disk-to-Tape | | | |
| Réplication de la section incendie de sauvegarde | | | |
| SnapShots périodiques ou sauvegarde des logs DB | | | |
| Mise en miroir synchrone des données via deux centres de données | | | |
| Réplication Sauvegarde Géo-redondante | | | |

Si rien d'autre n'est défini, la classe de protection SK3 s'applique par définition.



Axians Infoma Suisse
Rütistrasse 13 - CH-8952 Schlieren Riedstrasse 1 - 6343 Rotkreuz | Rütistrasse 13 - 8952 Schlieren | Rue des Champs-Lovats 21 - 1400 Yverdon-les-Bains
Tél. : 0800 294 267 | www.axians-infoma.ch

### 4.1.7 *DÉLAIS DE CONSERVATION*

La période de conservation des données sauvegardées est définie indépendamment de la classe de protection. La période de conservation définit la durée pendant laquelle les données sauvegardées doivent être conservées sur des bandes ou d'autres supports de sauvegarde :

| Délai de conservation | Rangement Disque Systèmes | Rangement des cassettes à bande en ligne | Rangement des cassettes à bande hors ligne |
|---|---|---|---|
| 1 semaine | | | |
| 1 mois | | | |
| 6 mois | | | |
| 1 an | | | |
| 5 ans | | | |
| 10 ans | | | |

Sauf définition contraire, 6 mois s'applique par définition.

### 4.1.8 *OBLIGATIONS LÉGALES DÉLAIS DE CONSERVATION DES DONNÉES*

Exigences de conformité pour les documents commerciaux - Les règles révisées des articles 957 à 963 du Code des obligations s'appliquent et prescrivent que la correspondance commerciale doit être archivée pendant 10 ans. Cela concerne également les échanges de données électroniques, comme par exemple les e-mails.

| Source de droit | Objectif | Objet de rangement | Contenu de la réglementation |
|---|---|---|---|
| Art. 958f al. 1 CO | Durée de conservation | Livres de comptes, Pièces comptables ainsi que le rapport d'activité et le rapport de révision | Au moins 10 ans à compter de la fin de l'exercice Distinction : Registres et pièces comptables : papier, électronique ou équivalent Rapport d'activité et rapport de révision : par écrit (papier) et signé |



Axians Infoma Suisse
Rütistrasse 13 - CH-8952 Schlieren Riedstrasse 1 - 6343 Rotkreuz | Rütistrasse 13 - 8952 Schlieren | Rue des Champs-Lovats 21 - 1400 Yverdon-les-Bains
Tél. : 0800 294 267 | www.axians-infoma.ch

### 4.1.9 *BACKUP POLICY*

| Définitions | Description |
|---|---|
| **Politique de sauvegarde** | |
| Systèmes de fichiers | • Sauvegardes journalières, données exactes des 30 à 60 derniers jours disponibles<br>• Stocks mensuels, puis la dernière sauvegarde de chaque mois est disponible<br>• Une conservation des données de 1 à 10 ans |
| Bases de données | • Sauvegardes journalières, données exactes des 30 à 90 derniers jours disponibles<br>• Stocks mensuels, puis la dernière sauvegarde de chaque mois est disponible<br>• Une conservation des données jusqu'à 90 jours |
| Courrier électronique | • Sauvegardes journalières, données exactes des 30 à 60 derniers jours disponibles<br>• Stocks mensuels, puis la dernière sauvegarde de chaque mois est disponible<br>• Une conservation des données de 1 à 10 ans |

### 4.1.10 *DISPONIBILITÉ*

On part du principe qu'il est possible de faire au moins une sauvegarde et ou une restauration par jour.

### 4.1.11 *CAPACITÉS*

Les systèmes centraux de sauvegarde des données offrent la possibilité de sauvegarder de très grandes quantités de données. Axians veille à ce que les ressources nécessaires soient disponibles dans le cadre de la gestion des capacités.

### 4.1.12 *CARACTÉRISTIQUES DE QUALITÉ*

| Définitions | Description |
|---|---|
| **Performance** | |
| Sauvegarde | Les systèmes de sauvegarde sont considérés comme suffisamment performants lorsque les sauvegardes journalières sont effectuées après la fin de la journée. être disponibles au maximum 24h pour la restauration (RPO). |
| Restore | Max. 30 minutes pour les volumes de données inférieurs à 100MB Max. 1h pour les volumes de données inférieurs à 10GB<br>Max. 24h pour les volumes de données supérieurs à 1000GB |
| **Interruption du service** | |
| Panne | Les pannes des systèmes de sauvegarde centraux sont traitées comme des interruptions de service, car aucune sauvegarde ni restauration n'est effectuée à ce moment-là.<br>peut. |
| Entretien | Le service est considéré comme interrompu pendant la période de maintenance des systèmes de sauvegarde centraux, car aucune sauvegarde ni restauration n'est effectuée pendant cette période. |


Axians Infoma Suisse
Rütistrasse 13 - CH-8952 Schlieren Riedstrasse 1 - 6343 Rotkreuz | Rütistrasse 13 - 8952 Schlieren | Rue des Champs-Lovats 21 - 1400 Yverdon-les-Bains
Tél. : 0800 294 267 | www.axians-infoma.ch

peut être réalisé.

4.1.9



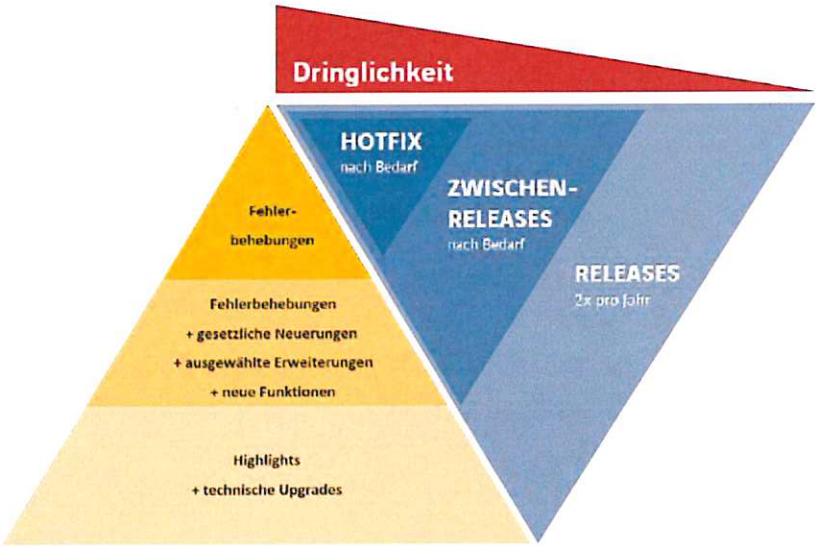
Axians Infoma Suisse
Rütistrasse 13 - CH-8952 Schlieren Riedstrasse 1 - 6343 Rotkreuz | Rütistrasse 13 - 8952 Schlieren | Rue des Champs-Lovats 21 - 1400 Yverdon-les-Bains
Tél. : 0800 294 267 | www.axians-infoma.ch

# 5 SOLUTION SPÉCIALISÉE RELEASE PLANIFICATION

## 5.1 VERSIONS, RELEASES INTERMÉDIAIRES ET HOTFIXES

En tant que paquets de livraison pour les solutions spécialisées Infoma, Axians met à disposition des versions Infoma Suisse (Major Releases) 2x par an, des versions intermédiaires (Service-Packs/Minor Releases) ou des hotfix (patch) selon les besoins.

Les contenus des releases se font selon la pyramide représentée :




- Règles uniformes pour une livraison programmée des versions, des versions intermédiaires et des
- hotfixes En règle générale, toujours deux versions par an, la version de printemps et la version d'automne
- La communication se fait à l'aide des termes FR[année] et HR[année], par ex. FR21 signifie une version de printemps en 2021.
- Les adaptations hors délai sont livrées sous forme de hotfix et sont reconnaissables au suffixe dans la désignation (FR21.2) -> Deuxième patch release de printemps en 2021
- Les numéros de version sont utilisés en interne et dans les informations sur la version au sein des applications,

    - Le numéro de version (*major version*) désigne une modification significative du programme, par exemple lorsque de nombreuses parties du programme ont été entièrement réécrites.
    - Le numéro de release intermédiaire (*version mineure*) désigne l'extension fonctionnelle du programme.
    - Le numéro de révision (*patch level*) contient les corrections de bugs
    - Le numéro de build (*build level*) indique l'avancement du travail de développement en étapes individuelles et est augmenté lorsqu'une version est livrée en interne pour être testée. Le numéro de build est toujours mis à 0 lors de la livraison de la version.



Axians Infoma Suisse
Rütistrasse 13 - CH-8952 Schlieren Riedstrasse 1 - 6343 Rotkreuz | Rütistrasse 13 - 8952 Schlieren | Rue des Champs-Lovats 21 - 1400 Yverdon-les-Bains
Tél. : 0800 294 267 | www.axians-infoma.ch

Les mises à jour sont testées à grande échelle conformément à la planification des versions, avec la participation de clients pilotes.

# 6 SÉCURITÉ DES DONNÉES ET DES INFORMATIONS PARTICIPATION MESURES CLIENT

Par protection des données, on entend la protection des personnes et des entreprises contre l'utilisation abusive de leurs données. Il est important d'observer au moins les mesures importantes suivantes en rapport avec les applications centrales :

| Mesures | Description |
|---|---|
| Accès non autorisé refuser | L'accès aux données et aux applications peut se faire au moyen de<br>les mots de passe et les rôles d'accès soient améliorés |
| Enregistrer correctement les données | Stocker les données sur des supports de stockage centralisés et non sur un lecteur local, ainsi que les autorisations relatives à une<br>Protéger la matrice d'autorisation. |
| Se comporter sur le lieu de travail en étant conscient de la sécurité | Ne pas laisser les postes de travail et les ordinateurs sans surveillance, ils attirent les regards curieux et invitent à la violence.<br>l'abus de données. |

Chaque utilisateur est tenu de contribuer à la sécurité et à la protection des ressources informatiques, en particulier des données traitées, et s'engage à ne pas contourner, perturber, entraver, interrompre ou supprimer intentionnellement les dispositifs de sécurité (antivirus, etc.), les filtres et les fonctions de contrôle mis en place.

## 6.1 E-MAIL ET INTERNET

Le système de messagerie électronique n'est pas un canal de communication sûr dès lors que des messages sont envoyés à des destinataires étrangers à l'entreprise. Alors que le trafic de données est protégé en interne, il n'existe aucune possibilité de contrôle et d'action dès que les données transitent par l'Internet accessible au public. Avant d'envoyer des données à des tiers par e-mail, il faut donc toujours vérifier le degré de sensibilité de ces données. Il convient de noter que la fonction de protection des fichiers par mot de passe proposée par les logiciels de bureautique (Word, Excel, Powerpoint, PDF, etc.) n'offre pas une protection efficace, car de nombreuses applications librement accessibles sont disponibles sur Internet et permettent de supprimer facilement cette protection. Si, pour des raisons professionnelles, il est donc nécessaire d'échanger des données particulièrement sensibles avec des étrangers, il est recommandé de s'adresser au service informatique compétent afin de trouver une solution adaptée au besoin de confidentialité requis et compatible avec les ressources disponibles.

## 6.2 CRYPTAGE

L'utilisateur est tenu d'utiliser exclusivement les solutions de cryptage des données autorisées par l'employeur.

## 6.3 PROTECTION DU LIEU DE TRAVAIL

L'octroi des droits d'accès aux ressources informatiques, dont le poste de travail de l'utilisateur, est nominatif. En tant que protection contre l'accès non autorisé, même au cas par cas, chaque utilisateur doit

- de garder les mots de passe secrets et de ne les céder, les prêter ou les transférer en aucun cas à d'autres personnes internes ou externes à l'entreprise, même temporairement (sous réserve des nécessités de service)
- de verrouiller l'ordinateur en quittant le poste de travail et de l'éteindre à la fin de la journée de travail et avant le week-end, sauf en cas de nécessité technique pour la maintenance du système ou pour des raisons d'exploitation
- à s'abstenir d'exploiter et/ou de divulguer toute faille de sécurité dans les moyens électroniques mis à sa disposition et à en informer le service informatique dans les meilleurs délais
- s'abstenir de contourner ou de bloquer les systèmes de sécurité installés (antivirus, pare-feu, etc.)
- utiliser les moyens mis à disposition par l'entreprise pour préserver les emplois

## 6.4 CONTINUITÉ DU TRAVAIL

Afin d'assurer la continuité du travail en cas d'absence, l'utilisateur est tenu de mettre en place la délégation nécessaire pour les droits d'accès à ses données professionnelles ; il ne doit toutefois pas communiquer ses propres codes d'accès à des tiers.

En outre, dans un souci de continuité du travail, l'utilisateur est tenu de sauvegarder et de classer régulièrement les données qu'il a traitées, créées ou modifiées à l'aide des programmes, appareils et/ou procédés mis à disposition.

Lorsqu'il cesse son activité, l'utilisateur est tenu, afin de garantir la continuité du travail, de laisser à l'entreprise tous les dossiers, répertoires, fichiers, e-mails et, d'une manière générale, tous les documents électroniques professionnels.

## 6.5 APPLICATIONS OFFICE

| Programmes utilisateur Office | Remarque |
|---|---|
| Exchange, Outlook | Hosted Exchange, y compris la gestion du domaine, des comptes de messagerie et des utilisateurs.<br>Gestion des mots de passe. L'accès se fait via des bureaux hébergés. |
| Office Word, Excel, PowerPoint | Dans la version 2016/19, patching par l'exploitation Axians Infoma Suisse |

## 6.6 APPLICATIONS SOLUTIONS SPÉCIALISÉES RESPONSABILITÉS

Les responsabilités pour les modules de solutions spécialisées doivent être définies par le client.

| Programmes utilisateur<br>Brève description<br>Modules Solution communale | Responsable personne auprès de la commune | Remarque |
|---|---|---|
| **Contrôle des habitants**<br>Le contrôle des habitants dispose d'une application complète et efficace pour la gestion des adresses, des personnes et des ménages, y compris tous les registres et données complémentaires. Outre les habitants, tous les autres groupes de personnes tels que les résidents hebdomadaires, les Suisses de l'étranger, les personnes morales, etc. peuvent être saisis rapidement et facilement, mutés à l'aide de diverses fonctions auxiliaires et évalués à volonté. | | |
| **Comptabilité financière**<br>La comptabilité financière est le module central des applications financières pour les institutions de droit public. Selon les autres modules financiers utilisés, comme les salaires, les créanciers, la facturation des taxes ou des impôts, la comptabilité financière prend en charge toutes les tâches du grand livre intégré jusqu'au décompte de la TVA. | | |
| **Facturation des frais**<br>La facturation des taxes est spécialement conçue pour les besoins de l'énergie et de l'eau. La solution intégrée permet d'accéder facilement à toutes les données et à tous les modules de programme nécessaires. La facturation des taxes offre toute son utilité lorsqu'elle est utilisée avec la solution communale. L'utilisateur peut par exemple sélectionner une personne dans la base de données des personnes et l'attribuer directement à un abonné, sans avoir à saisir une deuxième fois les données personnelles. | | |



Axians Infoma Suisse
Rütistrasse 13 - CH-8952 Schlieren Riedstrasse 1 - 6343 Rotkreuz | Rütistrasse 13 - 8952 Schlieren | Rue des Champs-Lovats 21 - 1400 Yverdon-les-Bains
Tél. : 0800 294 267 | www.axians-infoma.ch

**Caisse**

Avec la caisse enregistreuse compatible avec la TVA, les encaissements et les décaissements sont saisis de la manière la plus rapide et la plus confortable et directement comptabilisés dans la comptabilité financière. La tenue d'un livre de caisse et la comptabilisation ultérieure ne sont plus nécessaires. La comptabilité financière est ainsi toujours à jour.



Axians Infoma Suisse
Rütistrasse 13 - CH-8952 Schlieren Riedstrasse 1 - 6343 Rotkreuz | Rütistrasse 13 - 8952 Schlieren | Rue des Champs-Lovats 21 - 1400 Yverdon-les-Bains
Tél. : 0800 294 267 | www.axians-infoma.ch

| Utilisateur Programmes<br>Brève description<br>Modules<br>Solution communale | Personne responsable auprès de la Commune | Remarque |
|---|---|---|
| stand. La caisse permet de gérer plusieurs peuvent être gérés. La caisse est également compatible avec les cartes EC et de crédit, c'est-à-dire que les paiements en espèces et EC sont transférés sur différents comptes COFI.<br>est comptabilisé. | | |
| **Comptabilité des créanciers**<br>La comptabilité fournisseurs apporte un allègement administratif considérable, d'une part grâce à l'automatisation de la branche des paiements, d'autre part grâce à l'interface avec le grand livre et bien sûr par l'option TVA. | | |
| **Gestion des salaires**<br>La comptabilité salariale est une application conviviale, modulaire et efficace qui répond à toutes les exigences dans le domaine des ressources humaines. Les avantages tels que la base flexible de rubriques, les nombreux modèles et la navigation simple couvrent les besoins individuels.<br>besoins. | | |
| **Gestion des objets**<br>La gestion de biens immobiliers gère des terrains les bâtiments et les installations. | | |
| **Facturation des taxes**<br>La facturation fiscale avec un masque de saisie rapide clair facilite la saisie des facteurs, spécialement pendant le traitement principal. Les fonctions pour les impôts d'État et communaux, les déclarations d'impôts, les factures, les journaux,<br>Des statistiques et des listes complètent la solution. | | |



Axians Infoma Suisse
Rütistrasse 13 - CH-8952 Schlieren Riedstrasse 1 - 6343 Rotkreuz | Rütistrasse 13 - 8952 Schlieren | Rue des Champs-Lovats 21 - 1400 Yverdon-les-Bains
Tél. : 0800 294 267 | www.axians-infoma.ch

Axians Infoma Suisse
Rütistrasse 13 - CH-8952 Schlieren Riedstrasse 1 - 6343 Rotkreuz | Rütistrasse 13 - 8952 Schlieren | Rue des Champs-Lovats 21 - 1400 Yverdon-les-Bains
Tél. : 0800 294 267 | www.axians-infoma.ch

## 6.7 COMPLÉMENTS D'EXPLOITATION

| Thèmes | Description |
|---|---|
| **Solution système TIC / Mise en réseau** | La commune est connectée au centre de données d'Axians Infoma Suisse. L'accès peut se faire via le réseau cantonal, IP-VPN MPLS ou Internet. En règle générale, les utilisateurs travaillent via la technologie Citrix sur un serveur de terminaux Windows mis à disposition pour la commune dans le centre de calcul.<br>L'infrastructure locale se compose d'un réseau Ethernet et d'un Routeur/pare-feu géré par le fournisseur d'accès. |
| **Responsabilités** | Axians Infoma Suisse est responsable de l'exploitation et de la maintenance du programme. La commune est responsable de la gestion des données, de la souveraineté du client, tandis que l'exploitation du centre de calcul est responsable de toutes les questions techniques et de la réalisation des sauvegardes régulières. L'ensemble de la gestion des utilisateurs est effectué par la commune sur la base d'un mandat. Les mandats écrits correspondants (formulaire) sont établis par le groupe d'exploitation du centre de calcul.<br>a été mis en œuvre. |
| **Personne de contact/ Suppléance** | La suppléance est réglée par la commune |
| **Compétences** | Chaque employé a la compétence de travailler dans les programmes qu'il nécessaire à l'exercice de son domaine d'activité. |
| **Accès externes au système** | Certains utilisateurs ont la possibilité de se connecter au système via Internet en utilisant des protocoles de communication sécurisés (SSL).<br>se connecter. |
| **Accès à la base de données du PC Emplois** | Par nom d'utilisateur et mot de passe personnel par utilisateur, que<br>Le mot de passe n'est connu que de l'utilisateur concerné. |
| **Utilisateur** | Les autorisations des utilisateurs sont de la responsabilité de la commune. |


Axians Infoma Suisse
Rütistrasse 13 - CH-8952 Schlieren Riedstrasse 1 - 6343 Rotkreuz | Rütistrasse 13 - 8952 Schlieren | Rue des Champs-Lovats 21 - 1400 Yverdon-les-Bains
Tél. : 0800 294 267 | www.axians-infoma.ch

# 7 POINTS DE CONTACT

## 7.1 POINT DE CONTACT CENTRAL

Le Service Desk se tient à votre disposition en tant que point de contact central. Vous pouvez nous joindre :

- Lundi à vendredi, 07h30 - 12h00 et 13h00 - 17h30
- Téléphone 0800 294 267 / Mail servicedesk@axians-infoma.ch

## 7.2 SERVICE DE PIKETS

En dehors des heures de service, notre service de piquet est à votre disposition en cas de panne technique ou d'urgence, par téléphone au 0800 294 267.

## 7.3 SYSTÈME DE BILLETTERIE

Vous pouvez saisir des cas de support 7/24 avec notre système de ticketing ainsi que les commandes standard ci-dessous :

- Mise à jour et installation du logiciel
- Archivage fiscal
- Configurer l'e-mail
- Accès de tiers au centre de données
- Formation à l'application métier
- Paramétrage de l'application métier
- Mutations d'utilisateurs

## 7.4 COMMANDES

Vous pouvez joindre nos conseillers de vente Axians Infoma Suisse du lundi au vendredi, de 7h30 à 12h00 et de 13h00 à 17h30 Téléphone 0800 294 267

## 7.5 DÉFINITIONS GÉNÉRALES

### 7.5.1 *HEURES DE FONCTIONNEMENT*

Une organisation de support professionnelle organisée selon ITIL, y compris un système de tickets web, est à la disposition des utilisateurs pendant les heures d'exploitation définies. La disponibilité du système est en principe de 7/24, à l'exception des fenêtres de maintenance annoncées à l'avance.

### 7.5.2 *HEURES DE SERVICE*

Temps de service servi - Service Desk

Du lundi au vendredi, de 07h30 à 12h00 et de 13h00 à 17h30, les services en dehors des heures de service sont possibles sur demande et moyennant une facturation supplémentaire.

Temps de service non servi - service de piquet

Lundi à vendredi : 17h30 à 07h30 Samedi, dimanche, jours fériés : 00h00 à 24h00



Axians Infoma Suisse
Rütistrasse 13 - CH-8952 Schlieren Riedstrasse 1 - 6343 Rotkreuz | Rütistrasse 13 - 8952 Schlieren | Rue des Champs-Lovats 21 - 1400 Yverdon-les-Bains
Tél. : 0800 294 267 | www.axians-infoma.ch

### 7.5.3 *DISPONIBILITÉ*

Les prestations mentionnées dans ce catalogue de services sont fournies selon deux classes de disponibilité. La disponibilité est indiquée dans la description de chaque service.

| Description | Standard 99,0 | Élargi 99,5% |
|---|---|---|
| Temps d'arrêt par incident | 10 heures | 5 heures |
| Temps d'arrêt par an | 3.65 jours | 1,83 jour |
| Temps de réaction | 4 heures | 2 heures |
| Temps de fonctionnement | 24/7 | 24/7 |

Les temps d'arrêt, les disponibilités et les temps de réaction se réfèrent aux heures de service convenues. Les interruptions de maintenance pendant la fenêtre de maintenance ne comptent pas dans la disponibilité.

### 7.5.4 *FENÊTRE D'ENTRETIEN*

Le centre de calcul d'Axians Infoma Suisse garantit une disponibilité aussi élevée que possible et fonctionne 365 jours ou 24 heures sur 24. Sont exclus les cas de force majeure ainsi que les interruptions pour travaux de maintenance. Les fenêtres de maintenance planifiées sont publiées dans la rubrique Service Desk www.axians-infoma.ch pour l'année en cours et les suivantes.

#### Informations supplémentaires sur la fenêtre de maintenance

Pendant une fenêtre de maintenance, il peut être nécessaire d'arrêter ou de redémarrer certains composants de service. Ces courtes interruptions ne sont pas communiquées aux personnes de contact concernées. Pendant cette période, la communication ou d'autres services peuvent également être interrompus. Les interruptions plus longues (30 minutes et plus) sont également communiquées aux personnes de contact concernées (par fax et/ou e-mail) pendant une fenêtre de maintenance. Sauf en cas d'urgence.

- En cas d'urgence, il peut être nécessaire de désactiver ou de redémarrer immédiatement un composant de service, même en dehors de la fenêtre de maintenance. Dans la mesure du possible, nous informons toujours au préalable les personnes de contact que vous avez signalées.
- La durée effective de l'entretien dépend de la quantité et de la complexité des travaux à effectuer.

Les travaux ont lieu la nuit ou en dehors des heures de travail normales. Si une modification nécessite des étapes de travail répétées et indépendantes les unes des autres, celles-ci peuvent être réparties sur plusieurs jours.

### 7.5.5 *JOURS FÉRIÉS*

| | | |
|---|---|---|
| Jours fériés Canton de Zurich | Jour de l'an fermé Berchtoldstag fermé Sechseläuten serviVendredi saint fermé Lundi de Pâques fermé Fête du travail fermée | Verrouillage d'accès Lundi de Pentecôte fermé Fête nationale fermé Veille de Noël fermé Noël fermé |



Axians Infoma Suisse
Rütistrasse 13 - CH-8952 Schlieren Riedstrasse 1 - 6343 Rotkreuz | Rütistrasse 13 - 8952 Schlieren | Rue des Champs-Lovats 21 - 1400 Yverdon-les-Bains
Tél. : 0800 294 267 | www.axians-infoma.ch

# Annexe 6

# Cybersécurité : concepts et enjeux

## Thématique

Les attaques informatiques sont devenues courantes et récurrentes ces derniers temps. En général, elles bloquent tout le système informatique et empêchent les communes touchées d'assumer une de leurs missions principales : le service à la population. Soutenir les communes dans la gestion de leur cybersécurité est donc primordial pour l'UCV. Par ce cours, notre association souhaite mettre en avant les différents aspects à prendre en compte, dans une commune, en termes de sécurité informatique.

## DESCRIPTIF

Ce cours abordera le sujet sous les angles suivants :

- Les bases de la sécurité informatique
- Protection des données (LPD) et évaluation des risques
- Mécanismes d'attaque
- Social engineering
- Défense
- Gestion de crise

## Objectifs

- Appréhender les différents aspects de la sécurité informatique
- Analyser et identifier les risques et menaces informatiques
- Comprendre les options en sécurité informatique offertes par les fournisseurs et consultants

## Intervenant

M. Xavier Barmaz, Professeur à la HES-SO et responsable CAS en Cyber Security - réalise des audits pour le label cyber-safe.ch

## PUBLIC CIBLE

Ce cours s'adresse aux **non initiés** techniques (secrétaire communal·e, boursier·ère ou conseiller·es municipaux), aux personnes qui ont saisi les enjeux et cherchent à comprendre **de manière générale** les éléments intervenant dans la sécurité informatique.

## Niveau du cours

**Aucune connaissance technique n'est requise** pour participer à ce cours. Le cours et les différents supports de la formation seront en langue française (excepté 1 support qui sera en anglais mais accompagné d'explications en français).

## Dates

- **23 juin 2022**

## Prix

- Membres UCV : CHF 300.- (par journée de formation et par personne)
- Non membres : CHF 475.- (par journée de formation et par personne)

Le prix comprend la journée de formation, ainsi que le repas de midi.

Les conditions générales s'appliquent.

## Horaires et lieu

La journée de formation débute par un accueil café-croissant à 8h30, le cours commence à 9h00 et se termine aux environs de 16h30.

Lieu : Hôtel du Léman - Chemin de la Fontaine 2 à 1805 Jongny

## Contact

formations(at)ucv.ch ou +41 21 557 81 30

S'INSCRIRE

FORMATIONS EN FINANCES ET GESTION COMMUNALES
une prestation UNION DES COMMUNES VAUDOISES

EDUQUA

Connexion au centre de formation (Moodle)

Pour recevoir personnellement UCV-info, s'abonner ici.

## ACTUALITES

### Nouveaux cours sur la cybersécurité et la gouvernance des données

Face aux nouveaux défis auxquels les communes doivent faire face, en matière de numérique notamment, le centre de formations de l'UCV propose deux nouvelles formations. Le but ? Vous permettre d'appréhender les différents aspects liés à la gestion des données en votre possession et à la sécurité informatique, mais aussi comprendre les options offertes par les fournisseurs et consultants.

*Gouvernance des données et stratégie numérique – 17 juin 2022 (8h30-16h30) – Jongny*

Ce cours, de niveau débutant et ne nécessitant aucun prérequis, s'adresse en priorité aux élu·es et employé·es des communes.

Il vise de manière concrète à :

- Sensibiliser aux enjeux autour des données en possession des communes ;
- Clarifier le cadre juridique pertinent ;
- Echanger sur les bonnes pratiques à adopter pour développer la gouvernance des données dans la commune.

Le cours a une ambition pratique directe. Les participant·es découvrent et apprennent à appliquer des outils de gouvernance. Les exemples discutés sont tirés de cas réels. Une large partie de la journée est dédiée à l'échange entre les participant·es. Le cours est pensé comme un complément au cours de cybersécurité (23 juin 2022).

Au terme de cette formation, les participant·es seront en mesure de :

- Inventorier les données en possession des communes ;
- Interpréter les aspects juridiques liés à la possession et l'utilisation de ces données ;
- Etablir un processus pour mener un projet lié aux données dans sa commune ;
- Poser les bases d'une stratégie numérique pour sa commune.

Programme

- Les communes dans la politique numérique
- La valeur des données
- Le cadre juridique pertinent
- Discussion de cas pratiques
- La gouvernance des données comme partie clef de la stratégie numérique
- La ville numérique du futur

- Synthèse

Intervenant

Dr. Johan Rochel, M. Johan Rochel, Fondateur et Co-Directeur ethix, chercheur et chargé de cours EPFL et UZH.

*Cybersécurité : concepts et enjeux – 23 juin 2022 (8h30-16h30) – Jongny*

Ce cours s'adresse aux non-initiés techniques (secrétaire communal·e, boursier·ère ou conseiller·es municipaux), aux personnes qui ont saisi les enjeux et cherchent à comprendre de manière générale les éléments intervenant dans la sécurité informatique.

Il abordera le sujet sous les angles suivants :

- Les bases de la sécurité informatique
- Protection des données (LPD) et évaluation des risques
- Mécanismes d'attaque
- Social engineering
- Défense
- Gestion de crise

Objectifs

- Appréhender les différents aspects de la sécurité informatique
- Analyser et identifier les risques et menaces informatiques
- Comprendre les options en sécurité informatique offertes par les fournisseurs et consultants

Intervenant

M. Xavier Barmaz, Professeur à la HES-SO et responsable CAS en Cyber Security - réalise des audits pour le label cyber-safe.ch

Inscriptions aux cours via ucv.ch/formations.

### Magazine *Point CommUNE!*

Le dossier de l'édition printanière du magazine porte sur le bruit.

Lecture en ligne sur ucv.ch/pointcommune et sur l'application mobile UCV.

Le saviez-vous ? En plus de pouvoir consulter le magazine en ligne de manière interactive, vous avez aussi la possibilité de le télécharger (sur ucv.ch/pointcommune, sous "Tous les numéros parus à ce jour").

# Annexe 7

canton de vaud

LIBERTÉ ET PATRIE

DEPARTEMENT DE LA CULTURE,
DES INFRASTRUCTURES ET DES
RESSOURCES HUMAINES

Place de la Riponne 10

1014 Lausanne

**Union des Communes Vaudoises**
**Av. de Lavaux 35**
**1009 Pully**

**Association de Communes Vaudoises**
**Route du Château 4**
**1185 Mont-sur-Rolle**

# Convention cybersécurité entre le Canton et les communes (Mandat de prestations, contrat de droit administratif)

entre

**Union des Communes Vaudoises (ci-après : UCV)**
Av. de Lavaux 35
1009 Pully

et

**Association de Communes Vaudoises (ci-après : AdCV)**
Route du Château 4
1185 Mont-sur-Rolle

en qualité de mandants

et

**Etat de Vaud,**
représenté par le Département de la culture, des infrastructures et des ressources humaines (ci-après : DCIRH)
Place de la Riponne 10
1014 Lausanne

en qualité de mandataire

ci-après désignés ensemble : « les parties ».

## PRÉAMBULE

Il est préalablement exposé que :

i) Pour faire face à l'évolution des menaces sur internet, la collaboration en matière de cybersécurité entre l'Etat et les communes est apparue comme une nécessité.

ii) Le Canton et les communes souhaitent renforcer les mesures de sécurité mises en place, s'informer mutuellement et s'appuyer sur les forces en présence, en particulier sur le centre opérationnel de sécurité (SOC) de la Direction générale du numérique et des systèmes d'information (DGNSI). La création de synergies répond également à un souci commun de maîtrise et d'optimisation des ressources financières à disposition.

iii) Le projet de mise à disposition d'une force d'intervention cantonale en matière de cybersécurité s'inscrit dans les missions de collaboration entre Canton et Communes.

iv) Pour mieux se protéger contre les cyberrisques, la recherche de coopérations entre le Canton et les communes s'articule selon 3 principaux axes :

- *La cyberprévention* : la sensibilisation et la formation sont primordiales pour prévenir les cyberrisques et en réduire les impacts. Il est essentiel d'établir, au sein de notre canton, une base de compréhension commune des risques et de leurs enjeux.

- *La cyberrésilience :* elle est le socle nécessaire pour une meilleure résistance collective contre les cybermenaces. La DGNSI souhaite proposer aux communes une boîte à outils alimentée par les bonnes pratiques et des standards minimaux en matière de cybersécurité.

- La cyberréaction : se défendre contre une cyberattaque requiert d'adopter des procédures d'intervention précises permettant un retour à la normale maîtrisé, tout en préservant les traces numériques nécessaires à la justice. La cyberréaction requiert le soutien de spécialistes.

v) Par la présente convention, les parties souhaitent définir les conditions-cadres permettant la réalisation de cette collaboration dont ils sont partenaires.

Compte tenu de ce qui précède, les parties conviennent ce qui suit :

## ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de mettre en œuvre une force d'intervention cantonale (ci-après : CSIRT[1]) pour soutenir les communes et associations intercommunales contre les cyberrisques, contre rémunération de l'Etat.

Le CSIRT est composé d'experts cybersécurité du centre opérationnel de sécurité (SOC) de la Direction générale du numérique et des systèmes d'information (DGNSI) auxquels peuvent se joindre, selon les situations de crise, des experts de la cybercriminalité de la Police Cantonale Vaudoise (PolCant) ainsi que de spécialistes de la gestion de crise de l'Etat-major cantonal de conduite (EMCC).

Les incidents d'exploitation informatique des communes ou associations intercommunales ne sont pas couverts par la présente convention.

Les prestations de support, d'installation ou d'intégration informatiques de produits ou services de sécurité aux communes ou associations intercommunales sont également exclues du support du CSIRT.

---

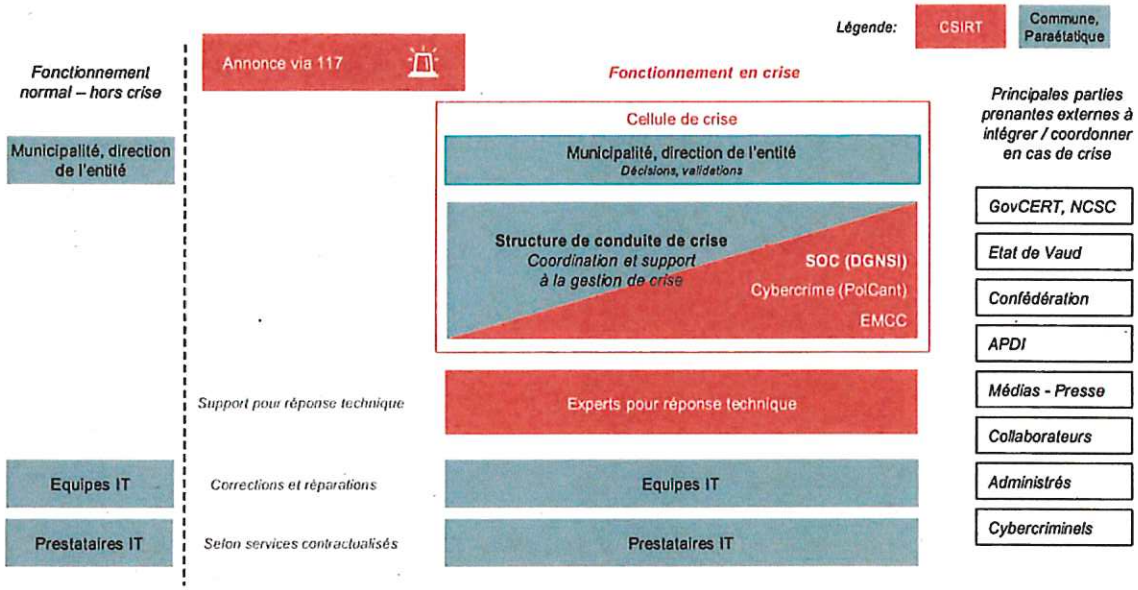
[1] CSIRT pour Computer Security Incident Response Team (prononcé C-SIRT), soit l'équipe de réponse aux incidents de sécurité informatique du Canton de Vaud

canton de vaud

Département de la culture,
des infrastructures et
des ressources humaines

## ARTICLE 2 : RÔLES

La schématique de base pour comprendre les rôles des différentes parties en cas de cyberattaque peut être représentée de la manière suivante :




## ARTICLE 3 : DÉFINITIONS

Par *communes,* on entend l'ensemble des communes vaudoises.

Par *associations intercommunales,* on entend les associations intercommunales au sens de l'art. 112 LC dont sont membres les communes vaudoises.

Par *cyberattaque,* on entend notamment les cas d'accès non autorisé, de perturbation, de manipulation ou d'utilisation abusive des systèmes. Il en va de même du vol, du traitement illicite ou de la destruction d'informations ou de données, ainsi que de toute autre forme d'intrusion illégale commise à cet effet dans les systèmes (voir, en particulier, les art. 143, 143bis, 144bis, 147, 179novies et 272 à 274 du code pénal suisse).

## ARTICLE 4 : CHAMP D'APPLICATION DE LA CONVENTION

Les entités auprès desquelles les prestations de l'Etat de Vaud, au sens de l'art. 6, peuvent être déployées sont les communes et les associations intercommunales selon l'annexe 1.

## ARTICLE 5 : OBLIGATIONS DES MANDANTS

### 5.1 Paiement du prix

En contrepartie des prestations qui incombent à l'Etat de Vaud selon la présente convention, l'UCV paiera annuellement la somme de CHF 410'0000.- TTC (CHF 379'278.50 HT)

Le prix de CHF 410'000.- TTC est dû au 30 juin de chaque année.

Ce montant couvre les coûts suivants :

- Le salaire et les charges salariales de 2 experts analystes cybersécurité ;
- Le prix de la mise à disposition d'une réponse technique d'urgence au travers de prestaires privés locaux en cas de cyberattaque sur une entité communale.

canton de vaud

Département de la culture,
des infrastructures et
des ressources humaines

En cas de cyberattaque, la commune ou l'association intercommunale victime devra assumer en sus :

- Les coûts effectifs d'intervention du prestataire privé pour la réponse technique d'urgence à la cyberattaque qui lui seront directement facturés ;
- Les prestations supplémentaires décidées par la cellule de crise communale / intercommunale.

### 5.2 Autres prestations : Prérequis technologiques et organisationnels

Pour garantir la bonne délivrance des prestations fournies par l'Etat de Vaud, les mandants s'engagent à ce que les communes et les associations intercommunales respectent les étapes suivantes :

| ***Phase*** | |
|---|---|
| *AVANT une cyberattaque (préparatifs)* | ▪ Etablissement d'une cellule de crise communale ou intercommunale intégrant un / des représentants de l'Autorité politique et de l'administration communale en charge de l'informatique ;<br>▪ Un point de contact opérationnel cybersécurité[2] avec un suppléant par commune et association intercommunale couverte par cette convention ;<br>▪ Définir un plan de continuité des activités (PCA) permettant de maintenir, en mode dégradé, les activités critiques de l'entité sans informatique.<br>▪ Bonnes pratiques de sécurité et en particulier la prise en compte des 5 mesures de prévention promues par le Centre National pour la Cybersécurité (NCSC) :<br>(1) Sécurisation des accès à distance et authentification forte activée ;<br>(2) Sauvegardes hors ligne ou équivalent ;<br>(3) Gestion des correctifs et des cycles de vie des actifs informatiques ;<br>(4) Blocage des pièces jointes et liens à risque dans les courriels et les flux Internet ;<br>(5) Surveillance régulière des fichiers journaux (logs), en particulier pour les accès à distance, pour identifier dès que possibles des événements anormaux à investiguer. |
| *A la découverte d'une cyberattaque (gestion de crise)* | ▪ Mise en place des mesures d'urgence avant l'engagement du CSIRT :<br>1. Isolation de l'informatique communale ou intercommunale vis-à-vis de l'extérieur ;<br>2. Préservation de l'intégrité des sauvegardes (ex : déconnexion du reste de l'infrastructure IT) ;<br>3. Alerte de la Police Cantonale Vaudoise (117) ;<br>4. Activation de la cellule de crise communale ou intercommunale. |
| *PENDANT une cyberattaque* | ▪ Mise à disposition des ressources informatiques propres et s'assurer la coopération et la disponibilité des prestataires externes.<br>▪ Activation du plan de continuité des activités (PCA).<br>▪ « Présidence » de la cellule de crise, incluant les prises des décisions et la validation des communications pour l'entité communale ou intercommunale. |

[2] Sera intégré dans l'annuaire des communes vaudoises.

| ***Phase*** | |
|---|---|
| *APRES une cyberattaque (plan d'amélioration)* | ▪ Mise à disposition d'une délégation de la cellule de crise avec le point de contact opérationnel cybersécurité de l'entité communale ou intercommunale pour l'élaboration et le suivi du plan d'actions d'amélioration / correctives. |

## ARTICLE 6 : PRESTATIONS DE L'ETAT DE VAUD

### 6.1 Principes d'intervention et de collaboration

Le CSIRT met à disposition des forces de travail contractualisées, à savoir des spécialistes, pour fournir les prestations prévues à l'article 6.2 de la convention. Le CSIRT s'engage à s'acquitter de ses obligations avec une diligence, compétence et prudence d'un niveau professionnel. Les Mandants reconnaissent que le CSIRT est tenu à une obligation générale de moyens dans le cadre de ses prestations.

Le CSIRT travaille sur un principe de subsidiarité en mode "meilleur effort" (ne peut pas sauver une entité qui n'aurait par exemple pas de sauvegarde pour ses données).

Si une priorisation des interventions doit être faite, par exemple en cas de cyberattaques simultanées sur plusieurs entités communales, intercommunales et/ou cantonales, le CSIRT analyse les impacts potentiels sur les entités concernées et fixe seul ses priorités d'intervention.

### 6.2 Prestations couvertes

**AVANT une cyberattaque (préparatifs)**

Les prestations couvertes pour apporter aux communes et associations intercommunales un support en matière de prévention et des préparatifs pour être en mesure de réagir et collaborer efficacement avec le CSIRT en cas de cyberattaque sont :

| ***Prestations*** | **Informations complémentaires** |
|---|---|
| *Préparatifs* | Accompagnement, sous la forme de conseils spécialisés sur site ou à distance, pour assurer un niveau adéquat de préparation en cas d'intervention de la force de cyberréaction CSIRT |
| *Standards minimaux* | Accompagnement, sous la forme de conseils spécialisés sur site ou à distance, pour la définition et la mise en place de standards minimaux de cybersécurité |
| *Formation* | Mise à disposition de supports et de modules e-learning pour aider les entités communales et intercommunales à organiser leurs campagnes de sensibilisation et formation cybersécurité |
| *Veille* | Diffusion, de manières périodique et ponctuelle, de rapports de cybermenaces et d'annonces de vulnérabilités critiques requérant une attention particulière des entités communales et intercommunales. |

Des prestations complémentaires de cybersécurité, comme des scans externes de vulnérabilités depuis internet ou une surveillance des équipements terminaux contre des cyberattaques, sont possibles. Elles ne font pas partie de la présente convention et doivent faire l'objet d'un contrat de prestation spécifique ad hoc.

**PENDANT une cyberattaque (gestion de crise)**

Lorsqu'une cyberattaque survient, les prestations suivantes sont activables :

| ***Prestations*** | **Informations complémentaires** |
|---|---|
| *Annonce* | Réponse en 24/7 via le numéro d'urgence 117 pour l'unité cybercrime de la Police Cantonale Vaudoise |
| *Cellule de crise* | Intégration de la force de cyberréaction CSIRT dans la cellule de crise communale / intercommunale |
| *Réponse* | Implication d'une équipe de réponse technique à incident |
| *Communication* | Coordination de la communication de crise |

**APRES une cyberattaque (plan d'amélioration)**

A la suite d'une cyberattaque, les prestations suivantes sont activables :

| ***Prestations*** | **Informations complémentaires** |
|---|---|
| *RETEX* | Organisation du retour d'expérience en vue de tirer des enseignements de la crise |
| *Plan d'actions* | Support pour la définition d'un plan d'actions d'amélioration / correctives s'appuyant sur les faiblesses constatées et les vulnérabilités exploitées par la cyberattaque |

**Art. 7 CONFIDENTIALITÉ ET PROTECTION DES DONNEES**

Les parties reconnaissent le caractère confidentiel de toutes les informations auxquelles elles auront accès dans le cadre de leurs prestations respectives. Elles s'interdisent expressément de dévoiler ces informations en tout ou partie à des tiers sans l'accord explicite des parties, et ce tant pendant la durée de la présente convention qu'après la fin de celle-ci.

Le CSIRT est tenu de traiter de manière confidentielle toutes les informations auxquelles il aura accès pendant une gestion de crise. Dans le cadre d'une cyberattaque, il ne pourra communiquer avec des tiers qu'avec l'assentiment préalable de l'autorité communale ou intercommunale compétente.

Le CSIRT n'a accès aux données des entités communales et intercommunales que dans la mesure nécessaire à son intervention. Cette dernière terminée, il ne conservera aucune donnée des entités concernées.

Les parties s'engagent en outre à respecter la loi vaudoise du 11 septembre 2007 sur la protection des données personnelles (LPrD-VD ; BLV 172.65) ainsi que son règlement d'application.

**Art. 8 RESPONSABILITÉ**

Nonobstant la signature de la présente convention, les communes et associations de communes demeurent seules responsables de leurs données.

La présente convention n'entraîne par ailleurs aucune responsabilité supplémentaire de l'Etat de Vaud en cas de cyberattaque subie par une commune ou association intercommunale, au-delà de ce que prévoit la loi du 16 mai 1961 sur la responsabilité de l'Etat, des communes et de leurs agents (LRECA-VD ; BLV 170.11).

### Art. 9 IMPOSSIBILITÉ

Dans les cas où l'Etat de Vaud ou une entité communale ou intercommunale se trouve dans l'impossibilité objective ou subjective de remplir ses obligations, la partie concernée est libérée de ses obligations pendant la durée de cet événement.

Face à un tel événement, la partie concernée avertit immédiatement l'autre partie et l'informe des conséquences. La partie concernée annonce sans délai la disparition du cas d'impossibilité à l'autre partie.

Dans des situations d'impossibilité, les parties conviennent dès que possible des priorités de l'entité communale ou intercommunale et des possibilités pour le CSIRT de rétablir les prestations.

### Art. 10 COMITÉ DE PILOTAGE

Cette convention est pilotée par un comité de pilotage représentant les parties prenantes. Les tâches principales de ce comité sont :

- S'assurer de la bonne délivrance des prestations contractualisées sur l'entier du territoire cantonal (hors des cas de cyberattaques) ;
- Revoir périodiquement, sur une base semestrielle, les prestations fournies et s'assurer d'une couverture égale par district ;
- Proposer des changements à la présente convention ;
- Traiter les éventuelles réclamations.

#### 10.1 Composition

Le comité de pilotage est composé des participants suivants :

*Pour les mandants :*

| ***Entité*** | |
|---|---|
| *UCV* | 2 représentants |
| *AdCV* | 1 représentant |
| *AVRiC*[3] | 1 représentant |

*Pour l'Etat de Vaud :*

| ***Entité*** | |
|---|---|
| *DGNSI* | 1 représentant (président du Copil) |
| *SOC* | 1 représentant |
| *DGAIC*[4] | 1 représentant |
| *PolCant et EMCC* | 1 représentant |

[3] Association vaudoise des responsables informatiques communaux

[4] Direction générale des affaires institutionnelles et des communes

### 10.2 Suivi des prestations fournies et rapports

Pour s'assurer de la bonne délivrance des prestations de la Convention, il est prévu les instruments suivants :

| ***Prestations*** | **Informations complémentaires** | **Fréquence** |
|---|---|---|
| *Séance du comité de pilotage* | ▪ Revue des activités réalisées (semestre en cours)<br>▪ Présentation des prochaines actions (prochain semestre)<br>▪ Suivi des actions et points ouverts du comité | Semestrielle |
| *Rapport annuel* | ▪ Synthèse des activités du CSIRT, propositions et recommandations du comité de pilotage pour les instances politiques et les entités communales | Annuelle<br>Rapport annuel fourni le premier trimestre pour l'année précédente. |

### Art. 11 MODIFICATION DE LA CONVENTION

Les parties et le comité de pilotage peuvent en tout temps proposer par écrit des modifications relatives aux termes convenus dans la présente convention.

Toute modification de la convention est soumise à l'approbation écrite préalable des parties, sous forme d'un avenant signé.

### Art. 12 DROIT APPLICABLE ET FOR JURIDIQUE

La présente convention est soumise au droit suisse, à l'exclusion de toute autre législation.

Les parties s'engagent à régler tout litige à l'amiable. Si un désaccord subsiste, les parties soumettrons le litige aux tribunaux ordinaires du canton de Vaud.

canton de vaud

Département de la culture,
des infrastructures et
des ressources humaines

**Art. 13 ENTRÉE EN VIGUEUR ET RENOUVELLEMENT**

La présente convention entre en vigueur le 1er janvier 2024 et se terminera le 31 décembre 2027.

Les parties se déterminent d'ici au 31 décembre 2026 sur le renouvellement de la présente convention pour un nouveau cycle basé sur la durée d'une législature communale.

La présente convention est établie en trois exemplaires originaux, un pour chacune des parties.

**Pour l'UCV :**

La Présidente
Chantal Weidmann Yenny

Le Directeur
Eloi Fellay

**Pour l'AdCV**

Le Président
Michel Buttin

Le Secrétaire général
Loïc Hautier

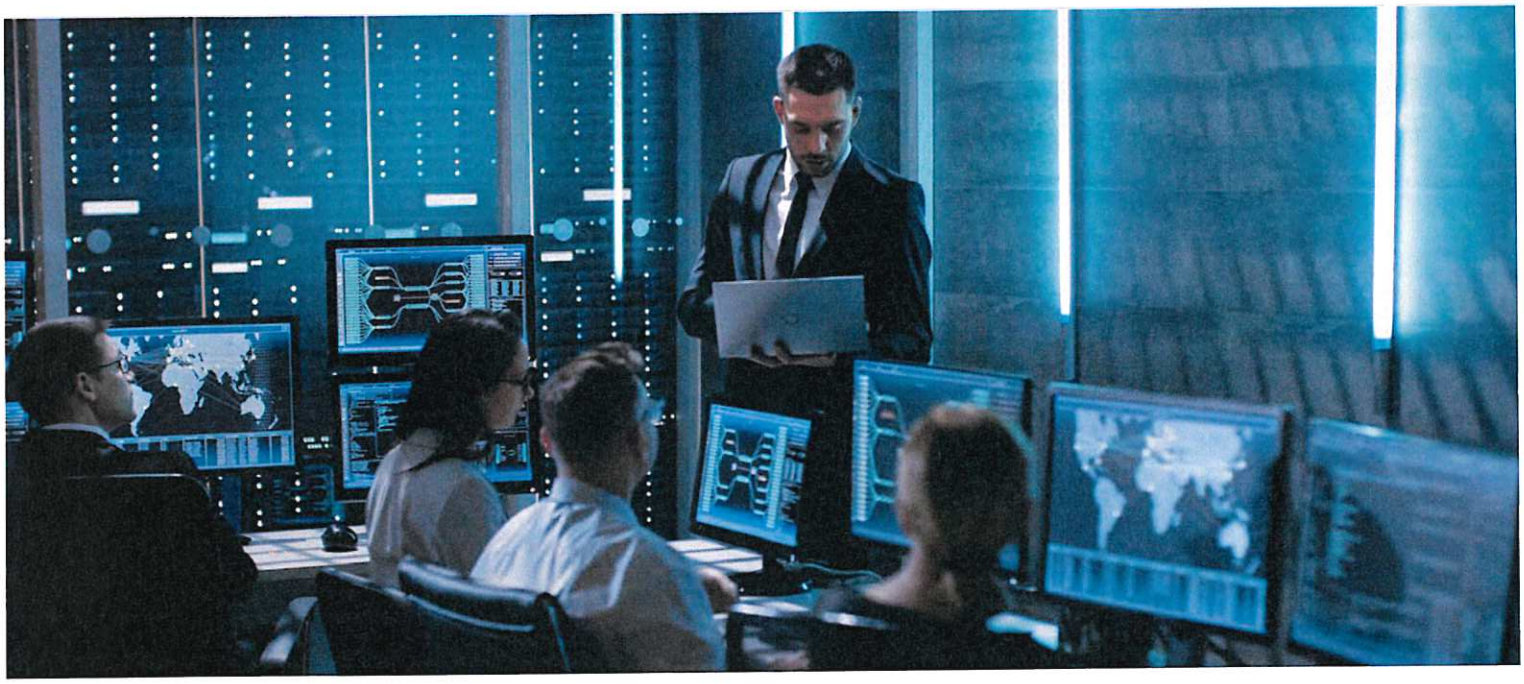
**Pour l'Etat de Vaud:**

La Cheffe du Département de la culture, des infrastructures et des ressources humaines

Nuria Gorrite

# Annexe 8

SecuLabs
IT SECURITY SERVICES



# Formation

## Formations et de sensibilisation à la sécurité

La sécurité de l'information est l'affaire de tous. La majorité des défaillances de sécurité demeurant d'origine humaine, il est indispensable de mettre en place un plan de sensibilisation auprès des utilisateurs pour diminuer ce risque. En plus des utilisateurs finaux, il est primordial de former aux bonnes pratiques de sécurité les différents intervenants de l'organisation : architectes, développeurs, équipe réseaux, chefs de projets, etc.

### Sensibilisation sécurité

Tous les collaborateurs de l'entreprise, IT ou non, étant des cibles potentielles des pirates, les campagnes de sensibilisations s'adressent à tous et s'avèrent très efficaces. L'objectif est de renforcer l'aspect le plus important de la sécurité : « le comportement humain ». Les personnes ayant suivi ce cours auront toutes les clés en main pour réduire les risques d'intrusion illicite, d'infection de leur poste de travail et de leurs comptes en ligne.

### Formations spécifiques

Il s'agit ici d'assurer une sécurité optimum dans le SI d'une organisation en appliquant le principe de « security by design » lors des implémentations techniques. Les modules de formations spécialisés que nous avons mis au point assurent que les standards, bonnes pratiques et recommandations de

# Annexe 9

# En Suisse, un tiers des organisations a été victime de cyberattaques alors que seul 1% des organisations ont analysé ce risque opérationnel.

## Processus cyber-safe.ch

### Étape 1 Diagnostic et feuille de route

**Scans réseaux**
Identifie les portes ouvertes

**Tests de phishing**
Évite les clics intempestifs

**Organisation**
Limite les dégâts en cas d'attaque

**Rapport détaillé**
Profil risque, bilan, remédiations

### Étape 2 Audit de sécurité et labellisation

**Mise en œuvre des mesures de remédiations exigées**
par votre prestataire informatique

**Audit de cybersécurité dans vos locaux**
par un expert indépendant (mandaté par cyber-safe.ch)

---

## Pour une gestion responsable des cyber-risques

### Vos avantages

- Scans de vulnérabilités, test de phishing, analyse de risque et audit indépendant
- Un indicateur cybersécurité fiable et indépendant
- Vous atteignez un niveau adapté de cybersécurité
- Vous êtes préparés en cas de cyber incident
- Vous renforcez la relation de confiance avec vos partenaires grâce à un Label reconnu.

« Initiative privée développée en étroite collaboration avec des représentants des PME, le label (...) contribue fortement à la mise en œuvre de la Stratégie nationale de protection de la Suisse contre les cyberrisques (SNPC). » *Rapport de mise en œuvre de la SNPC, 2020.*

Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

### Ils ont défini les exigences

GIM-CH SWISSMECHANIC
HEIG VD
C4DT Center for Digital Trust
CVCI Chambre vaudoise du commerce et de l'industrie
République et canton de Genève
Chambre interjurassienne de commerce et d'industrie
.ICON
SKO ASC ASQ Association suisse des cadres
Hes·so Valais Wallis
Fédération des Entreprises Romandes Neuchâtel
FPE-CIGA Fédération Patronale et Économique
ISSS Information Security Society Switzerland
Union des Communes Vaudoises
CCIG Chambre de commerce, d'industrie et des services de Genève
Schweizerischer Gemeindeverband Association des Communes Suisses Associazione dei Comuni Svizzeri Associaziun da las Vischnancas Svizras

## Le Label Suisse de Cybersécurité

**www.cyber-safe.ch** **info@cyber-safe.ch**

CYBER SAFE

# Annexe 10

# Protection des données

## 1. GÉNÉRALITÉS

Les présentes dispositions ont pour objectif d'informer toute personne concernée de la façon dont ses données sont collectées, utilisées, enregistrées et transmises à des tiers. L'association vaudoise de promotion des métiers de la terre (ci- après Prométerre), ainsi que ses unités, s'engagent à protéger au mieux ces données personnelles. Pour ce faire, elles ne collectent que les données nécessaires à la réalisation de leurs tâches légitimes. Elles ne les conservent que dans la mesure rendue nécessaire par le traitement et ne les communiquent qu'aux personnes ainsi qu'aux autorités habilitées lorsque la finalité du traitement ne peut être atteinte autrement. Elles veillent au respect de la Loi fédérale sur la protection des données et des textes y relatifs.

## 2. RESPONSABLES DU TRAITEMENT

Les responsables du traitement des données personnelles sont

- **Prométerre**, Av. des Jordils 1, 1001 Lausanne, en relation avec la promotion des métiers de la terre, la défense professionnelle et le contrôles des exploitations agricoles et viticoles (Ecoprest) ainsi qu'en lien avec le financement public, notamment par l'octroi de crédits d'investissement, des exploitations agricoles et viticoles ainsi que des entreprises proches des métiers de la terre (Office de crédit agricole).
- La Caisse de compensation AVS agricole, viticole et rurale "**Agrivit**" 116, p.a. Rue des Moulins 3, 1800 Vevey, en relation avec l'assurance-vieillesse, survivants et invalidité, des exploitants agricoles et viticoles.
- **Estimapro Sàrl**, Av. des Jordils 1, 1001 Lausanne, en relation avec les estimations et les expertises dans le milieu rural.
- La **Fédération rurale vaudoise de mutualité et d'assurances sociales** (FRV), Av. des Jordils 1, 1001 Lausanne, en relation avec le paiement d'allocations familiales dans l'agriculture et la viticulture ainsi que le prélèvement de la cotisation d'assurance sociale professionnelle (CAP).
- **Fidasol SA**, Av. des Jordils 3, 1001 Lausanne, en lien avec la gestion de la comptabilité des exploitations agricoles et viticoles ainsi que le conseil fiscal.
- **Fiprom SA**, Av. des Jordils 3, 1001 Lausanne, en lien avec les activités de fiduciaires des PME et de révision des comptes des collectivités publiques.
- La **Fondation rurale de prévoyance** (FRP), Av. des Jordils 1, 1001 Lausanne, en relation avec la prévoyance professionnelle obligatoire et surobligatoire des exploitants agricoles et viticoles, des entreprises proches des métiers de la terre ainsi que de leurs employés.
- **Mandaterre Sàrl**, Av. des Sports 48, 1400 Yverdon-les-Bains, en lien avec les études sur la nature, le territoire et la protection des ressources commandées par les collectivités publiques, privées ou des particuliers.
- **Proconseil Sàrl**, des Jordils 3, 1001 Lausanne, en lien avec le conseil dans les techniques de production ainsi que la gestion de l'exploitation agricole et viticole, tant sur le plan économique qu'administratif.

- **Proterroir Sàrl,** des Jordils 1, 1001 Lausanne, en lien avec la promotion des produits du terroir vaudois.
- La **Société d'assurance dommages FRV SA** (SAD), des Jordils 1, 1001 Lausanne, en lien avec l'assurance accident des employés agricoles et viticoles, la prévention des accidents et d'autres produits d'assurances dommages spécifiques à l'agriculture et la viticulture.
- La **Société rurale d'assurance de protection juridique FRV SA** (SRPJ), Av. des Jordils 1, 1001 Lausanne, en lien avec le conseil juridique et la défense des intérêts juridiques des exploitations agricoles et viticoles ainsi que des personnes issues ou en lien avec l'agriculture et la viticulture.
- **SOFIA SA**, Av. des Jordils 3, 1001 Lausanne, en lien avec le financement privé des exploitations agricoles et viticoles.
- **Terremploi Sàrl**, Av. des Jordils 1, 1001 Lausanne, en lien avec la gestion des salaires des exploitations agricoles et viticoles, le dépannage en milieu rural et le placement de personnel agricole et viticole.

- **Campagnes.com Sàrl**, Av. des Jordils 1, 1001 Lausanne, en lien avec la communication du monde de la terre.
- **Formapro Sàrl**, Av. des Jordils 3, 1001 Lausanne en lien avec l'organisation et la mise en œuvre des cours interentreprises destinés aux apprentis agricoles, viticoles, cavistes et en économie familiale.

Toute personne concernée peut faire valoir ses droits en lien avec la protection des données personnelles en contactant les responsables aux adresses susmentionnées. Elle précisera lors de ses envois qu'ils sont «à l'attention du Responsable du traitement des données».

## 3. FINALITÉ DU TRAITEMENT

Prométerre et ses unités utilisent les données collectées pour assurer leur bon fonctionnement et le service des prestations requises. En particulier, ces données ont pour objectif:

- la facturation des prestations et la communication avec les clients et assuré;
- le traitement d'un cas d'assurance ou d'assistance;
- l'octroi de conseils en assurances adapté;
- le service des prestations d'assurance;
- l'exécution des mandats confiés;
- la gestion et la promotion de formations continues ainsi que l'organisation de cours interentreprises dans le cadre de formations professionnelles initiales;
- l'organisation de séances d'informations;
- la création de groupe de partage d'informations techniques;
- l'octroi de crédits;
- la gestion des contrôles d'exploitation agricoles et viticoles;
- l'exécution des commandes de produits du terroir, l'organisation de service traiteur et la restauration;
- la promotion des produits du terroir et d'assurances;
- l'analyse d'audience du site internet de façon anonyme pour optimiser son contenu et animer les réseaux sociaux;
- la gestion des candidatures dans le cadre d'une procédure de recrutement;

- la sensibilisation du monde agricole aux enjeux politiques à l'occasion notamment d'initiatives, de référendums, de votations, de projets de loi, etc;
- la sensibilisation du monde non-agricole aux enjeux agricoles et viticoles;
- la mise en relation des membres élus avec les autres membres;
- le contrôle de la conformité des dispositions légales.

## 4. CATEGORIES DE DONNÉES

Prométerre et ses unités collectent les informations qui leur sont communiquées lors des interactions avec les personnes concernées. Ces informations sont également susceptibles de provenir de leurs partenaires ou prestataires ainsi que de tiers, comme les autorités administratives, judiciaires, politiques, les établissements privés, les experts, les médecins, les organes de l'état lorsqu'elles sont nécessaires à l'exécution de la prestation ou de la mission. Ces informations peuvent notamment concerner:

- les données personnelles et professionnelles;
- le domaine d'exploitation agricole ou viticole;
- le lien de filiation et l'état matrimonial;
- la situation patrimoniale, financière et professionnelle;
- l'état de santé;
- le terminal informatique (cookies).

Les données collectées peuvent être sensibles. Ce type de données ne sont collectées qu'avec le consentement de la personne concernée.

## 5. TRANSFERT DE DONNÉES

Lorsque cela est nécessaire pour atteindre la finalité du traitement, les données personnelles peuvent être partagées avec le personnel habilité de Prométerre et ses unités ainsi qu'avec leurs sous-traitants, partenaires ou prestataires. En particulier, les données pourront être communiquées:

- entre les différents unités et organes de Prométerre, actifs exclusivement en Suisse;
- aux organisations et associations agricoles actives exclusivement en Suisse;
- à nos réassureurs, en Suisse, ainsi qu'à des assureurs successifs ou partenaires;
- à nos prestataires de services, fournisseurs et autres partenaires en Suisse;
- aux mandataires et institutions financières en Suisse;
- aux autorités administratives, judiciaires, politiques, experts, médecins-conseil, organes de l'état, à leur requête ou dans le cadre de l'exécution des tâches légitimes de Prométerre et de ses unités ainsi que dans toute la mesure commandée par la loi.

## 6. LIEU DE TRAITEMENT

Les données sont conservées principalement en Suisse. Certains de nos partenaires chargés de stocker les données collaborent avec des entreprises européennes.

Prométerre et ses unités s'assurent que le destinataire étranger des données est en mesure de garantir leur sécurité.

## 7. DURÉE DE CONSERVATION

Les données sont conservées aussi longtemps que l'exécution de la mission ou de la prestation le commande ainsi que dans toute la mesure exigée par la loi. Les éventuels délais de prescription sont également pris en compte par la durée de conservation. Les données sont effacées ou anonymisées dès que la finalité du traitement est atteinte, en principe à l'échéance des délais de prescription.

## 8. TRAITEMENT SPÉCIFIQUE

Aucune décision automatisée n'est prise par Prométerre ou ses unités. Ces dernières ne se livrent pas non plus à du traitement de données sensibles à large échelle.

## 9. MISE À JOUR

Prométerre et ses unités se réservent le droit de modifier leur politique de traitement de données en tout temps. Il incombe à toute personne concernée de vérifier si des modifications ont été apportées aux présentes dispositions. Les diverses versions du présent document sont datées.

Version du 30 septembre 2023

https://www.prometerre.ch/nlpd

Conseil Général
Bonvillars

Bonvillars, le 28 novembre 2024

Aux membres du Conseil Général
de Bonvillars

Les membres du Conseil Général de Bonvillars sont convoqués pour une séance

**le lundi 16 décembre 2024, à 19h00, à la salle de la Cour**

**Ordre du jour** :

1. Appel
2. Approbation de l'ordre du jour
3. Assermentation des nouveaux membres
4. Adoption du procès-verbal de la séance du 28 octobre 2024
5. Communications du Bureau du Conseil
6. Communications de la Municipalité
7. Informations des délégués aux associations intercommunales
   1. ASIGE
   2. ACRG
8. Préavis 08/2024 – Budget 2025
9. Préavis 09/2024 – Crédit d'investissement pour la réfection de la toiture à la Cour – Bâtiment de l'ancienne cave
10. Motions, interpellations
11. Questions simples
12. Contre-appel

Le Bureau du Conseil

*Remarques*

1) *Les documents pour cette séance seront mis dès que possible à disposition des conseillers sur le site Internet de la Commune de Bonvillars.*
   *Ci-dessous la procédure d'accès à ces documents :*
   *Cliquer sur le mot « intranet » (à droite en-haut de l'écran d'accueil)*
   *Identifiant = conseil  Mot de passe = **BL48DV***
2) *Les conseillers qui ne disposent pas d'accès Internet peuvent demander une copie papier de ces documents au 024 436 25 20 au plus tard le lundi précédant la séance du conseil.*
3) *Il s'agit de la dernière version papier distribuée aux conseillers. Dès 2025, l'envoi de la convocation se fera par courrier électronique.*
   *Pour les personnes ne disposant pas d'adresse email, il est possible de demander à votre Bureau du Conseil le maintien de l'envoi papier.*

Conseil Général
Bonvillars

CONSEIL GENERAL DE BONVILLARS

# PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU 28 OCTOBRE 2024

ORDRE DU JOUR

1. Appel
2. Approbation de l'ordre du jour
3. Assermentation des nouveaux membres
4. Adoption du procès-verbal de la séance du 24 juin 2024
5. Présentation du plan directeur d'investissement communal par Jaquier Pointet SA (suite au préavis 08/23)
6. Communications du Bureau du Conseil
7. Communications de la Municipalité
8. Informations des délégués aux associations intercommunales
   ASIGE
   ACRG
9. Préavis 07/24 – Arrêté d'imposition 2025
10. Motions, interpellations
11. Questions simples
12. Contre-appel

Le Président, Arnaud Bloesch, déclare l'assemblée ouverte à 20h00. L'assemblée compte 43 conseillers, le quorum est atteint, elle peut donc délibérer valablement.

## 1. Appel

## 2. Approbation de l'ordre du jour

Il sera suivi tel que présenté.

## 3. Assermentation des nouveaux membres

Mélissa Gilliéron, Michel Emmett et Tiago Mateus sont assermentés et applaudis par l'assemblée.

## 4. Adoption du procès-verbal de la séance du 24 juin 2024

Le procès-verbal de la séance du 24 juin 2024 est approuvé à la majorité, avec 1 abstention.

## 5. Présentation du plan directeur d'investissement communal par Jaquier Pointet SA (suite au préavis 08/23)

Deux collaborateurs du bureau Jaquier Pointet viennent présenter le projet du plan directeur d'investissement communal. Ce plan directeur concerne les collecteurs d'eau, donc le sous-sol, ainsi que l'aménagement des rues du village pour le rendre plus sécurisé et plus accueillant. Des minis giratoires sont prévus au carrefour du bas du village et au carrefour de Fontanezier, de l'arborisation et des bancs près des fontaines, un pavage aux entrées du village, un petit parking sur la parcelle 525, quelques changements d'endroits pour les places de parc ou encore des trottoirs « empiétables » des deux côtés de la rue des Fontaines avec une bande végétalisée. Le projet est devisé à 4,2 millions et des subventions peuvent être envisageables. Les travaux iront de l'aval vers l'amont et le début de ceux-ci est prévu pour 2026.

Frédéric Piguet : tant que les bus passent au haut du village (tant que l'école est encore ouverte), il ne faudrait pas commencer les travaux dans les rues de la Laiterie et de la Cour.
Jean-Frédéric Leuenberger : avez-vous effectué un comptage des voitures parquées dans le village également de nuit et sur le week-end ? Je découvre que la parcelle 525 sera un parking et comment ferais-je pour sortir de chez moi avec un tracteur ?
Yves-Edouard Ruchti : un passage sera laissé entre les places de parc.

Les collaborateurs du bureau Jaquier Pointet sont remerciés et applaudis pour leur présentation claire et précise.

## 6. Communications du Bureau du Conseil

**Arnaud Bloesch :**

- La prochaine séance du conseil aura lieu le 16 décembre et commencera probablement à 19h00 pour se terminer par le repas de Noël.
- Je remercie les conseillers qui prennent la parole de se lever et de faire face à l'assemblée pour parler.
- J'ai suivi une vidéo du conseil d'Yverdon et, suite à celle-ci, je vous remercie pour votre flexibilité.
- Le bureau du conseil rencontre le Préfet la semaine prochaine.

**Véronique Meusy :**

- Les conseillers accepteraient-ils de recevoir leur convocation par mail ? En décembre, elle sera encore distribuée en version papier. Suite à la discussion avec le Préfet, nous reparlerons de ceci lors du conseil de décembre.

## 7. Communications de la Municipalité

**Mikael Guilloud :**

- En juin, nous avons eu une réunion à Lausanne pour le PACOM qui n'est pas encore totalement validé à cause de l'utilisation de la zone industrielle.
- La Municipalité a refusé de délivrer le permis de construire pour l'antenne Swisscom. Elle a pris un avocat et le projet est actuellement au Tribunal Cantonal. Des villageois ont créé un collectif pour se battre également sur la pause de cette antenne.

## 8. Information des délégués aux associations intercommunales

**ASIGE :** il n'y a pas eu d'assemblées.

**ACRG :** Yann Rosser, délégué, s'est rendu le 9 octobre à la réunion de l'ACRG à Fiez. Les budgets ont été acceptés. Le tarif de l'eau va rester identique. L'ACRG avait fait également opposition à la déchetterie des Echatelards, toutes les oppositions ont été levées par le tribunal cantonal, et elle sera créée si aucun recours n'est fait au tribunal fédéral par d'autres interlocuteurs. L'ACRG ne le fera pas. Tous les points mentionnés dans l'opposition faite par l'ACRG (risques de pollution des eaux souterraines, de l'Arnon, des puits d'Onnens, …) ont été mentionné dans l'arrêt du tribunal (env. 160 pages) et des mesures sont /seront théoriquement prises pour parer à ces risques.

Jean-Frédéric Leuenberger : Vous avez adopté des budgets, mais sait-on si le prix restera le même pour nous l'année prochaine ?

Yann Rosser : il n'y aura pas d'augmentation cette année.

## 9. Préavis 07/2024 – Arrêté d'imposition 2025

Christiane Kaech lit le rapport de la commission des finances. La discussion est ouverte.

Jean-Frédéric Leuenberger : pourquoi demander une si importante augmentation ? Entre 57 et 67, il y a une marge de variantes possibles. Quant à la péréquation, paie-t-on toujours ou recevons-nous de l'argent ?
Mikael Guilloud : on paie.
Férédric Piguet : je propose un amendement au préavis, soit une augmentation du point d'impôts à 63 (augmentation de 10,5 %). 10 points, cela revient à 17,5 % de plus, cette demande est exagérée. La Municipalité peut explorer d'autres pistes pour trouver des financements : vendre une partie des actions de Romande Energie, souscrire à des prêts hypothécaires et les amortissements ne sont que des écritures comptables.
Markus Hoh : je suis favorable à la demande de la Municipalité, même si ce n'est jamais agréable de payer des impôts, car c'est nécessaire. Il vaut mieux ne pas vendre les biens communaux et garder ceux-ci lorsqu'on devra faire de gros investissements.

Elodie Terreaux : il faut penser aux petits revenus, 10 points d'impôts en une fois, c'est beaucoup.
Arnaud Bloesch : l'imposition dépend aussi du revenu, un ménage modeste paie moins qu'un ménage plus aisé.
Jean-Frédéric Leuenberger : je pense que ces 10 points demandés ne sont pas suffisants, surtout après avoir entendu le montant concernant le plan directeur qui ne comprend même pas les immeubles du village. Ne pourrait-on pas avoir un plan d'imposition pour le futur ?
Mikael Guilloud : pour le toit de la Cour, nous avons dû faire un emprunt. C'est vrai que l'on pourrait vendre des actions. On doit payer frs 102'000.- de facture sociale et on manque de liquidité pour les frais de base. Pour bien faire, on aurait dû demander une augmentation de 20 points.
Frédéric Piguet : tous les impôts ne sont pas encore rentrés et il est difficile de faire une projection avant la mi-janvier.
Sandy Dyens, boursière communale : l'augmentation de l'arrêté d'imposition nous permettra seulement de payer les factures de base. Les 4 millions prévus par le plan directeur sont financés par des emprunts.
Arnaud Bloesch : jusqu'à aujourd'hui, la commune a vécu la politique des petits pas. Cependant pour arriver à boucler l'exercice et payer les charges courantes, il faudrait 20 points d'augmentation.
Victor Fernandes : comment va-t-on trouver l'argent qui nous manque pour payer ces factures de base ?
Il n'y a pas de réponses de la municipalité.

La discussion n'étant plus demandée, l'amendement de Frédéric Piguet posant le point d'impôts à 63 est mis au vote. Celui-ci est refusé avec 10 conseillers pour et 6 abstentions.

Le préavis municipal 07/2024 sur l'arrêté d'imposition 2025, comprenant une augmentation du taux de coefficient de l'impôt communal à 67% de l'impôt cantonale de base, alors que les autres impôts et droits de mutation perçus par la Commune restent inchangés, est accepté à la majorité, avec 8 avis contraires et 4 abstentions.

## 10. Motions, interpellations

Aucune demande ne nous est parvenue.

## 11. Questions simples

Rose-Marie Duvoisin : le cimetière a probablement vécu un test cette année avec sa partie laissée en jachère. Cet endroit est beaucoup visité et fait honte au village. Je demande que cet endroit, comme l'a écrit Isidore Raposo à propos du cimetière d'Yverdon, soit entretenu comme précédemment.

**12. <u>Contre-appel</u>**

La séance est levée à 21h25

Le Président : La Secrétaire :

**COMMUNE DE BONVILLARS**

## Tableau des investissements et amortissements Budget 2025

| Comptes MCH2 | Comptes MCH1 | Libellé | Travaux déjà effectués | Investi. 2024 | Total à amortir | Amortissements déjà effectués au 31.12.2023 | Amortissements légaux 2024 | Amortissements extraordinaires 2024 | solde au 31.12.2024 | Amortissements légaux 2025 | Solde à amortir au 31.12.2025 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| - | 1410.05 | Travaux route de Riettaz | 283 840.70 | | 283 840.70 | 259 840.70 | 12 000.00 | 12 000.00 | - | - | - |
| - | 1410.11 | Travaux sous Caves, ch. Sur la Vigne | 146 155.80 | | 146 155.80 | 120 925.00 | 6 000.00 | 19 230.80 | - | - | - |
| - | 1410.16 | Croix des Terreaux | 397 885.90 | | 397 885.90 | 344 086.45 | 15 600.00 | 38 199.45 | - | - | - |
| - | 1410.19 | Rempl. des collecteurs place du Midi | 690 430.10 | | 690 430.10 | 690 430.10 | - | - | - | - | - |
| - | 1410.20 | Epuration Champ de la Ville-Gotallaz | 54 875.40 | | 54 875.40 | 54 875.40 | - | - | - | - | - |
| - | 1410.21 | Equipement quartier du Pontet | 48 697.20 | | 48 697.20 | 48 697.20 | - | - | - | - | - |
| - | 1410.23 | Conduite Devens | 99 184.55 | | 99 184.55 | 99 184.55 | - | - | - | - | - |
| - | 1410.29 | Midi-Croix-des-Terreaux | 270 938.05 | | 270 938.05 | 30 000.00 | 10 000.00 | 230 938.05 | - | - | - |
| - | 1410.30 | Rue du Tertre | 393 031.90 | | 393 031.90 | 62 800.00 | 15 700.00 | 314 531.90 | - | - | - |
| - | 1410.34 | Démolition install lavage et aménagement "pl des vendanges" | 71 229.40 | 1 318.80 | 72 548.20 | 36 229.40 | 14 000.00 | 22 318.80 | - | - | - |
| - | 1410.33 | Racc. parcelle 499 au réseau communal des eaux | 30 065.90 | - | 30 065.90 | 30 065.90 | - | - | - | - | - |
| - | 1430.34 | Réfection de la toiture de la grande salle (solaire) | 14 571.70 | | 14 571.70 | - | - | 14 571.70 | - | - | - |
| 1429.00 | 1410.26 | Plan général d'affectation (PGA) | 137 400.75 | | 137 400.75 | - | - | - | 137 400.75 | - | 137 400.75 |
| - | 1410.27 | PDDE Plan Directeur Distribution Eau | 30 689.50 | | 30 689.50 | 30 689.50 | - | - | - | - | - |
| | | **TOTAUX** | **2 668 996.85** | **1 318.80** | **2 670 315.65** | **1 807 824.20** | **73 300.00** | **651 790.70** | **137 400.75** | **-** | **137 400.75** |

**Prêts et participations permanentes**

| | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1407.02 | 1430.35 | Installation de panneaux photovoltaïques (pan sud) et réfection du pan nord du toit Grande salle | 500 000.00 | | 500 000.00 | | - | - | 500 000.00 | 16 700.00 | 483 300.00 |
| 1456.00 | 1530.04 | Actions centre sportif régional de Borné Nau SA | 43 800.00 | | 43 800.00 | 4 380.00 | - | - | 39 420.00 | 4 380.00 | 35 040.00 |
| | | **TOTAUX** | **543 800.00** | **-** | **543 800.00** | **4 380.00** | **-** | **-** | **539 420.00** | **21 080.00** | **518 340.00** |

| Compte | Désignation | Budget 2025 | | Budget 2024 | | Comptes 2023 | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Charges | Revenus | Charges | Revenus | Charges | Revenus |
| **0** | **Administration générale** | **340 552.00** | **41 876.00** | **353 007.00** | **43 828.00** | **289 716.79** | **49 044.78** |
| **01** | **Législatif et exécutif** | **49 330.00** | **0.00** | **39 700.00** | **0.00** | **49 683.80** | **85.60** |
| **011** | **Législatif** | **8 200.00** | **0.00** | **5 500.00** | **0.00** | **7 451.75** | **0.00** |
| **0110** | **Législatif** | **8 200.00** | **0.00** | **5 500.00** | **0.00** | **7 451.75** | **0.00** |
| 01100.3000.00 | Salaires des autorités et commissions | 5 000.00 | | 4 000.00 | | 6 358.10 | |
| 01100.3099.00 | Autres charges de personnel, cadeaux, repas | 2 000.00 | | 800.00 | | 700.00 | |
| 01100.3102.00 | Imprimés, publications, y compris matériel de vote | 200.00 | | 500.00 | | 255.75 | |
| 01100.3170.00 | Remboursements de frais effectifs, transports | 1 000.00 | | 200.00 | | 137.90 | |
| **012** | **Exécutif** | **41 130.00** | **0.00** | **34 200.00** | **0.00** | **42 232.05** | **85.60** |
| **0120** | **Exécutif** | **41 130.00** | **0.00** | **34 200.00** | **0.00** | **42 232.05** | **85.60** |
| 01200.3000.00 | Salaires des autorités et commissions | 35 000.00 | | 30 000.00 | | 36 377.10 | |
| 01200.3050.00 | Cotisations patronales AVS, APG, AC, frais administratifs | 1 800.00 | | 1 500.00 | | 1 235.00 | |
| 01200.3053.00 | Cotisations patronales aux assurances-accidents | 250.00 | | 200.00 | | 97.65 | |
| 01200.3054.00 | Cotisations patronales aux caisses d'allocations familiales | 600.00 | | 500.00 | | 493.30 | |
| 01200.3099.00 | Autres charges de personnel, cadeaux, repas | 2 000.00 | | 0.00 | | 2 490.70 | |
| 01200.3130.00 | Prestations de service de tiers | 480.00 | | 0.00 | | 450.50 | |
| 01200.3170.00 | Remboursements de frais effectifs | 1 000.00 | | 2 000.00 | | 1 087.80 | |
| 01200.4612.00 | Dédommagements des communes et associations intercommunales | | 0.00 | | 0.00 | | 85.60 |
| **02** | **Services généraux** | **291 222.00** | **41 876.00** | **313 307.00** | **43 828.00** | **240 032.99** | **48 959.18** |
| **021** | **Administration des finances et des contributions** | **62 270.00** | **200.00** | **75 720.00** | **1 500.00** | **70 966.97** | **3 066.31** |
| **0210** | **Administration des finances et des contributions** | **62 270.00** | **200.00** | **75 720.00** | **1 500.00** | **70 966.97** | **3 066.31** |
| 02100.3010.00 | Salaires du personnel communal | 38 500.00 | | 26 900.00 | | 11 870.00 | |
| 02100.3050.00 | Cotisations patronales AVS, APG, AC, frais administratifs | 2 800.00 | | 2 850.00 | | 800.35 | |
| 02100.3052.00 | Cotisations patronales à la caisse de pensions | 3 600.00 | | 3 700.00 | | 938.95 | |
| 02100.3053.00 | Cotisations patronales aux assurances-accidents | 750.00 | | 730.00 | | 208.65 | |
| 02100.3054.00 | Cotisations patronales aux caisses d'allocations familiales | 1 050.00 | | 1 175.00 | | 324.25 | |
| 02100.3055.00 | Cotisations patronales aux assurances IJM | 670.00 | | 665.00 | | 187.55 | |
| 02100.3090.00 | Formation et perfectionnement du personnel | 600.00 | | 0.00 | | 0.00 | |
| 02100.3091.00 | Recrutement du personnel | 0.00 | | 0.00 | | 980.05 | |
| 02100.3100.00 | Matériel de bureau | 500.00 | | 3 500.00 | | 0.00 | |
| 02100.3102.00 | Imprimés, publications | 0.00 | | 0.00 | | 0.00 | |
| 02100.3130.00 | Prestations de service de tiers | 1 100.00 | | 25 900.00 | | 44 688.50 | |
| 02100.3132.00 | Honoraires et frais d'expertise | 4 000.00 | | 0.00 | | 3 769.50 | |
| 02100.3132.01 | Frais contentieux | 300.00 | | 300.00 | | 368.95 | |
| 02100.3137.01 | Impôts, taxes et émoluments frais de perception | 8 000.00 | | 10 000.00 | | 6 830.22 | |
| 02100.3170.00 | Remboursements de frais effectifs | 200.00 | | 0.00 | | 0.00 | |
| 02100.3170.01 | Remboursements de frais effectifs, transports | 200.00 | | 0.00 | | 0.00 | |
| 02100.4210.01 | Emoluments administratifs, frais de rappel | | 200.00 | | 1 500.00 | | 3 066.31 |
| 02100.4260.00 | Remboursements et participations de tiers | 0.00 | | 0.00 | | 0.00 | |
| **022** | **Service administratif** | **167 752.00** | **5 500.00** | **181 287.00** | **4 500.00** | **131 374.07** | **3 643.27** |
| **0220** | **Administration générale** | **145 012.00** | **3 000.00** | **154 422.00** | **2 000.00** | **106 246.77** | **1 023.00** |
| 02200.3010.00 | Salaires du personnel communal | 37 000.00 | | 22 100.00 | | 21 521.70 | |
| 02200.3050.00 | Cotisations patronales AVS, APG, AC, frais administratifs | 2 680.00 | | 2 020.00 | | 1 456.90 | |
| 02200.3052.00 | Cotisations patronales à la caisse de pensions | 1 800.00 | | 2 420.00 | | 1 409.65 | |
| 02200.3053.00 | Cotisations patronales aux assurances-accidents | 677.00 | | 1 990.00 | | 576.70 | |
| 02200.3054.00 | Cotisations patronales aux caisses d'allocations familiales | 1 015.00 | | 785.00 | | 586.55 | |
| 02200.3055.00 | Cotisations patronales aux assurances IJM | 640.00 | | 460.00 | | 1 819.20 | |

| Compte | Désignation | Budget 2025 | | Budget 2024 | | Comptes 2023 | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Charges | Revenus | Charges | Revenus | Charges | Revenus |
| 02200.3090.00 | Formation et perfectionnement du personnel | 600.00 | | 0.00 | | 130.00 | |
| 02200.3091.00 | Recrutement du personnel | 0.00 | | 0.00 | | 0.00 | |
| 02200.3099.00 | Autres charges de personnel, cadeaux, repas | 500.00 | | 0.00 | | 1 005.95 | |
| 02200.3100.00 | Matériel de bureau | 1 500.00 | | 1 000.00 | | 1 610.70 | |
| 02200.3101.00 | Matériel d'exploitation, fournitures | 500.00 | | 1 500.00 | | 0.00 | |
| 02200.3102.00 | Imprimés, publications | 1 500.00 | | 500.00 | | 2 500.05 | |
| 02200.3110.00 | Meubles et appareils de bureau | 1 000.00 | | 1 000.00 | | 1 009.45 | |
| 02200.3113.00 | Matériel informatique | 3 000.00 | | 0.00 | | 780.80 | |
| 02200.3120.00 | Alimentation et éliminations de biens-fonds, PA | 5 000.00 | | 5 500.00 | | 4 082.45 | |
| 02200.3130.00 | Prestations de services de tiers | 15 000.00 | | 25 000.00 | | 11 214.05 | |
| 02200.3130.01 | Frais de port | 1 000.00 | | 1 000.00 | | 2 070.75 | |
| 02200.3130.02 | Frais de télécommunication | 2 500.00 | | 2 500.00 | | 1 972.05 | |
| 02200.3130.03 | Honoraires informatiques | 50 000.00 | | 49 200.00 | | 13 481.80 | |
| 02200.3134.00 | Primes d'assurances choses | 2 000.00 | | 3 447.00 | | 14 541.02 | |
| 02200.3137.00 | Impôts, taxes et émoluments | 200.00 | | 0.00 | | 143.50 | |
| 02200.3144.00 | Entretien des bâtiments, immeubles | 1 000.00 | | 4 000.00 | | 2 025.40 | |
| 02200.3158.00 | Entretien des immobilisations incorporelles, maintenance de logiciel | 5 000.00 | | 19 500.00 | | 12 068.95 | |
| 02200.3170.00 | Remboursements de frais effectifs | 200.00 | | 0.00 | | 0.00 | |
| 02200.3170.01 | Remboursements de frais effectifs, transports | 200.00 | | 0.00 | | 0.00 | |
| 02200.3199.00 | Autres charges d'exploitation | 0.00 | | 0.00 | | 394.15 | |
| 02200.3612.00 | Parts aux communes et associations intercommunales | 6 000.00 | | 6 000.00 | | 5 595.00 | |
| 02200.3636.00 | Subventions accordées aux organisations privées à but non lucratif | 4 500.00 | | 4 500.00 | | 4 250.00 | |
| 02200.4602.00 | Parts aux revenus des communes et associations intercommunales | | 0.00 | | 0.00 | | 0.00 |
| 02200.4479.00 | Autres revenus, biens-fonds PA | | 1 000.00 | | 0.00 | | 1 023.00 |
| 02200.4631.00 | Subventions des cantons et concordats | | 2 000.00 | | 2 000.00 | | 0.00 |
| | | | | | | | |
| **0221** | **Contrôle des habitants** | **22 740.00** | **2 500.00** | **26 865.00** | **2 500.00** | **25 127.30** | **2 620.27** |
| 02210.3010.00 | Salaires du personnel communal | 17 500.00 | | 19 700.00 | | 19 382.70 | |
| 02210.3050.00 | Cotisations patronales AVS, APG, AC, frais administratifs | 1 300.00 | | 2 015.00 | | 1 313.75 | |
| 02210.3052.00 | Cotisations patronales à la caisse de pensions | 900.00 | | 2 420.00 | | 1 409.70 | |
| 02210.3053.00 | Cotisations patronales aux assurances-accidents | 320.00 | | 490.00 | | 340.75 | |
| 02210.3054.00 | Cotisations patronales aux caisses d'allocations familiales | 470.00 | | 780.00 | | 529.20 | |
| 02210.3055.00 | Cotisations patronales aux assurances IJM | 300.00 | | 460.00 | | 306.25 | |
| 02210.3090.00 | Formation et perfectionnement du personnel | 300.00 | | 0.00 | | 0.00 | |
| 02210.3099.00 | Autres charges de personnel, cadeaux, repas | 100.00 | | 0.00 | | 70.00 | |
| 02210.3100.00 | Matériel de bureau | 0.00 | | 0.00 | | 0.00 | |
| 02210.3102.00 | Imprimés, publications | 200.00 | | 0.00 | | 201.50 | |
| 02210.3130.00 | Prestations de services de tiers | 150.00 | | 0.00 | | 140.00 | |
| 02210.3170.00 | Remboursements de frais effectifs | 200.00 | | 0.00 | | 0.00 | |
| 02210.3601.00 | Parts de revenus destinées aux cantons et aux concordats, cartes d'identités | 1 000.00 | | 1 000.00 | | 1 433.45 | |
| 02210.4210.01 | Emoluments administratifs | | 2 500.00 | | 2 500.00 | | 2 620.27 |
| 02210.4260.00 | Remboursements et participations de tiers | | 0.00 | | 0.00 | | 0.00 |
| | | | | | | | |
| **029** | **Immeubles administratifs, non mentionnés ailleurs** | **61 200.00** | **36 176.00** | **56 300.00** | **37 828.00** | **37 691.95** | **42 249.60** |
| **0290** | **Immeubles administratifs, non mentionnés ailleurs** | **61 200.00** | **36 176.00** | **56 300.00** | **37 828.00** | **37 691.95** | **42 249.60** |
| **02900** | **Bâtiment administratif - Grande salle** | **51 200.00** | **22 264.00** | **35 800.00** | **23 916.00** | **29 964.75** | **24 837.25** |
| 02900.3010.00 | Salaires du personnel communal | 8 300.00 | | 8 375.00 | | 9 305.35 | |
| 02900.3050.00 | Cotisations patronales AVS, APG, AC, frais administratifs | 605.00 | | 895.00 | | 632.00 | |
| 02900.3052.00 | Cotisations patronales à la caisse de pensions | 500.00 | | 815.00 | | 470.25 | |
| 20290.3053.00 | Cotisations patronales aux assurances-accidents | 240.00 | | 320.00 | | 328.95 | |
| 02900.3054.00 | Cotisations patronales aux caisses d'allocations familiales | 220.00 | | 340.00 | | 254.00 | |

| Compte | Désignation | Budget 2025 | | Budget 2024 | | Comptes 2023 | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Charges | Revenus | Charges | Revenus | Charges | Revenus |
| 02900.3055.00 | Cotisations patronales aux assurances IJM | 135.00 | | 205.00 | | 147.00 | |
| 02900.3101.00 | Matériel d'exploitation, fournitures, prod nettoyage | 4 000.00 | | 4 000.00 | | 5 516.55 | |
| 02900.3111.00 | Machines, appareils et véhicules | 0.00 | | 0.00 | | 0.00 | |
| 02900.3120.00 | Frais de chauffage | 10 000.00 | | 10 000.00 | | 9 569.30 | |
| 02900.3120.01 | Frais d'électricité | 3 000.00 | | 4 000.00 | | 2 334.15 | |
| 02900.3134.00 | Primes d'assurances choses | 4 000.00 | | 3 850.00 | | 0.00 | |
| 02900.3144.00 | Entretien des bâtiments, immeubles | 3 000.00 | | 3 000.00 | | 1 407.20 | |
| 02900.3151.00 | Entretien de machines, appareils, véhicules | 500.00 | | 0.00 | | 0.00 | |
| 02900.3300.00 | Amortissements planifiés des immobilisations corporelles PA | 16 700.00 | | 0.00 | | 0.00 | |
| 02900.4472.00 | Paiements pour utilisations des immeubles PA location salle et pressoir | | 1 650.00 | | 1 500.00 | | 1 600.00 |
| 02900.4472.01 | Paiements pour utilisations des immeubles PA ASIGE | | 19 614.00 | | 22 416.00 | | 19 614.00 |
| 02900.4612.00 | Dédommagements des communes et associations intercommunales | | 1 000.00 | | 0.00 | | 3 623.25 |
| **02901** | **Terrains agricoles** | **10 000.00** | **13 912.00** | **20 500.00** | **13 912.00** | **7 727.20** | **17 412.35** |
| 02901.3140.00 | Entretien des terrains | 10 000.00 | | 20 500.00 | | 7 727.20 | |
| 02901.4470.00 | Loyers et fermages | | 13 912.00 | | 13 912.00 | | 13 912.10 |
| 02901.4631.00 | Subventions des cantons et concordats | | 0.00 | | 0.00 | | 3 500.25 |
| **1** | **Ordre et sécurité publics, défense** | **316 886.00** | **190 502.00** | **95 257.00** | **0.00** | **92 955.29** | **1 246.80** |
| **11** | **Sécurité publique** | **77 751.00** | **0.00** | **55 565.00** | **0.00** | **55 728.00** | **990.00** |
| **111** | **Police et sécurité publique** | **77 751.00** | **0.00** | **55 565.00** | **0.00** | **55 728.00** | **990.00** |
| **1110** | **Police et sécurité publique** | **77 751.00** | **0.00** | **55 565.00** | **0.00** | **55 728.00** | **990.00** |
| 11100.3611.00 | Parts aux cantons et concordats (facture policière) | 16 156.00 | | 55 565.00 | | 55 728.00 | |
| 11100.3611.10 | Parts aux cantons et concordats (part en tant que commune délégatrice) | 61 595.00 | | 0.00 | | 0.00 | |
| 11100.4611.00 | Dédommagements des cantons et concordats | | 0.00 | | 0.00 | | 990.00 |
| **15** | **Service du feu** | **35 334.00** | **0.00** | **27 468.00** | **0.00** | **26 897.15** | **0.00** |
| **150** | **Service du feu** | **35 334.00** | **0.00** | **27 468.00** | **0.00** | **26 897.15** | **0.00** |
| **1500** | **Service du feu** | **35 334.00** | **0.00** | **27 468.00** | **0.00** | **26 897.15** | **0.00** |
| 15000.3130.00 | Prestations de services de tiers | 10 000.00 | | 4 000.00 | | 5 923.85 | |
| 15000.3612.00 | Parts aux communes et associations intercommunales, SDIS | 25 334.00 | | 23 468.00 | | 20 973.30 | |
| 15000.4631.00 | Subventions des cantons et des concordats | | 0.00 | | 0.00 | | 0.00 |
| **16** | **Défense** | **203 801.00** | **190 502.00** | **12 224.00** | **0.00** | **10 330.14** | **256.80** |
| **161** | **Défense militaire** | **1 500.00** | **0.00** | **500.00** | **0.00** | **1 149.40** | **0.00** |
| **1610** | **Défense militaire** | **1 500.00** | **0.00** | **500.00** | **0.00** | **1 149.40** | **0.00** |
| 16100.3612.00 | Dédommagement communes et assoc. Intercom. - Frais Stand tir | 1 500.00 | | 500.00 | | 1 149.40 | |
| **162** | **Défense civile** | **202 301.00** | **190 502.00** | **11 724.00** | **0.00** | **9 180.74** | **256.80** |
| **1620** | **Défense civile** | **202 301.00** | **190 502.00** | **11 724.00** | **0.00** | **9 180.74** | **256.80** |
| 16200.3601.00 | Parts de revenus destinées aux cantons et aux concordats - vers. solde places PCI | 190 502.00 | | | | | |
| 16200.3612.00 | Parts aux communes et associations intercommunales, ORPC | 11 799.00 | | 11 724.00 | | 9 180.74 | |
| 16200.4612.00 | Dédommagements des communes et associations intercommunales | | 0.00 | | 0.00 | | 208.80 |
| 16200.4479.00 | Autres revenus, bien-fonds PA | | 0.00 | | 0.00 | | 48.00 |
| 16200.4510.00 | Prélèvements sur les financements spéciaux | | 190 502.00 | | 0.00 | | 0.00 |
| **2** | **Formation** | **331 477.00** | **2 500.00** | **324 389.00** | **2 000.00** | **290 630.40** | **3 505.00** |
| **21** | **Scolarité obligatoire** | **330 777.00** | **2 500.00** | **323 689.00** | **2 000.00** | **289 951.85** | **3 505.00** |
| **214** | **Écoles de musique** | **5 035.00** | **0.00** | **5 035.00** | **0.00** | **4 759.50** | **0.00** |

| Compte | Désignation | Budget 2025 | | Budget 2024 | | Comptes 2023 | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Charges | Revenus | Charges | Revenus | Charges | Revenus |
| **2140** | **Écoles de musique** | **5 035.00** | **0.00** | **5 035.00** | **0.00** | **4 759.50** | **0.00** |
| 21400.3611.00 | Parts aux cantons et concordats, FEM | 5 035.00 | | 5 035.00 | | 4 759.50 | |
| **219** | **École obligatoire, non mentionné ailleurs** | **325 742.00** | **2 500.00** | **318 654.00** | **2 000.00** | **285 192.35** | **3 505.00** |
| **2199** | **École obligatoire, non mentionné ailleurs** | **325 742.00** | **2 500.00** | **318 654.00** | **2 000.00** | **285 192.35** | **3 505.00** |
| 21990.3612.00 | Parts aux communes et associations intercommunales - participation primaire | 156 803.00 | | 141 079.00 | | 153 168.85 | |
| 21990.3612.01 | Parts aux communes et associations intercommunales - participation secondaire | 164 289.00 | | 173 425.00 | | 127 753.00 | |
| 21990.3612.02 | Parts aux communes et associations intercommunales - surveillance préau | 4 650.00 | | 4 150.00 | | 4 270.50 | |
| 21990.4612.00 | Dédommagements des communes et associations intercommunales | | 2 500.00 | | 2 000.00 | | 3 505.00 |
| **29** | **Autres systèmes éducatifs** | **700.00** | **0.00** | **700.00** | **0.00** | **678.55** | **0.00** |
| **299** | **Formation, non mentionné ailleurs** | **700.00** | **0.00** | **700.00** | **0.00** | **678.55** | **0.00** |
| **2990** | **Formation, non mentionné ailleurs** | **700.00** | **0.00** | **700.00** | **0.00** | **678.55** | **0.00** |
| 29900.3611.00 | Parts aux cantons et concordats, orientation professionnel scolaire | 0.00 | | 0.00 | | 0.00 | |
| 29900.3612.00 | Parts aux communes et associations intercommunales | 700.00 | | 700.00 | | 678.55 | |
| **3** | **Culture, sport et loisirs, église** | **47 563.00** | **0.00** | **38 553.00** | **0.00** | **61 758.75** | **100.00** |
| **32** | **Culture, autres** | **10 000.00** | **0.00** | **7 000.00** | **0.00** | **2 066.60** | **0.00** |
| **329** | **Culture, non mentionné ailleurs** | **10 000.00** | **0.00** | **7 000.00** | **0.00** | **2 066.60** | **0.00** |
| **3290** | **Culture, non mentionné ailleurs** | **10 000.00** | **0.00** | **7 000.00** | **0.00** | **2 066.60** | **0.00** |
| **32900** | **Manifestations communales** | **10 000.00** | **0.00** | **7 000.00** | **0.00** | **2 066.60** | **0.00** |
| 32900.3102.00 | Imprimés, publications | 0.00 | | 0.00 | | 0.00 | |
| 32900.3130.00 | Prestations de services de tiers | 10 000.00 | | 7 000.00 | | 2 066.60 | |
| **32901** | **Culture et promotion culturelle** | | | | | | |
| 32901.3636.00 | Subventions accordées aux organisations privées à but non lucratif | | | | | | |
| **34** | **Sports et loisirs** | **26 930.00** | **0.00** | **21 830.00** | **0.00** | **52 240.35** | **0.00** |
| **341** | **Sports** | **4 880.00** | **0.00** | **4 880.00** | **0.00** | **4 880.00** | **0.00** |
| **3410** | **Sports** | **4 880.00** | **0.00** | **4 880.00** | **0.00** | **4 880.00** | **0.00** |
| 34100.3636.01 | Subv. accordées aux organisations privées à but non lucratif | 500.00 | | 500.00 | | 500.00 | |
| 34100.3320.00 | Amortissements planifiés des immobilisations incorporalles PA | 4 380.00 | | 4 380.00 | | 4 380.00 | |
| **342** | **Loisirs** | **22 050.00** | **0.00** | **16 950.00** | **0.00** | **47 360.35** | **0.00** |
| **3420** | **Parc et promenade** | **21 550.00** | **0.00** | **16 450.00** | **0.00** | **46 520.35** | **0.00** |
| 34200.3010.00 | Salaires du personnel communal parc et promenade | 8 300.00 | | 8 375.00 | | 9 305.35 | |
| 34200.3050.00 | Cotisations patronales AVS, APG, AC, frais administratifs | 605.00 | | 895.00 | | 632.00 | |
| 34200.3052.00 | Cotisations patronales à la caisse de pensions | 500.00 | | 815.00 | | 470.25 | |
| 34200.3053.00 | Cotisations patronales aux assurances-accidents | 240.00 | | 320.00 | | 328.95 | |
| 34200.3054.00 | Cotisations patronales aux caisses d'allocations familiales | 220.00 | | 340.00 | | 254.00 | |
| 34200.3055.00 | Cotisations patronales aux assurances IJM | 135.00 | | 205.00 | | 147.00 | |
| 34200.3101.00 | Matériel d'exploitation, fournitures | 1 000.00 | | 1 000.00 | | 1 472.25 | |
| 34200.3137.00 | Impôts, taxes et émoluments | 50.00 | | 0.00 | | 121.60 | |
| 34200.3140.00 | Entretien des terrains | 10 000.00 | | 4 500.00 | | 19 559.55 | |
| 34200.3151.00 | Entretien de machines, appareils, véhicules | 500.00 | | 0.00 | | 0.00 | |
| 34200.3300.00 | Amortissements planifiés des immobilisations corporelles PA | 0.00 | | 0.00 | | 14 229.40 | |
| **3429** | **Loisirs, non mentionné ailleurs** | **500.00** | **0.00** | **500.00** | **0.00** | **840.00** | **0.00** |
| 34290.3632.00 | Subventions accordées aux communes et associations intercommunales | 0.00 | | 0.00 | | 0.00 | |
| 34290.3636.01 | Subv. accordées aux organisations privées à but non lucratif, passeport-vacances | 500.00 | | 500.00 | | 840.00 | |
| **35** | **Églises et affaires religieuses** | **10 633.00** | **0.00** | **9 723.00** | **0.00** | **7 451.80** | **100.00** |

| Compte | Désignation | Budget 2025 | | Budget 2024 | | Comptes 2023 | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Charges | Revenus | Charges | Revenus | Charges | Revenus |
| **350** | **Églises et affaires religieuses** | **10 633.00** | **0.00** | **9 723.00** | **0.00** | **7 451.80** | **100.00** |
| **3500** | **Églises et affaires religieuses** | **10 633.00** | **0.00** | **9 723.00** | **0.00** | **7 451.80** | **100.00** |
| 35000.3010.00 | Salaires du personnel communal | 800.00 | | 800.00 | | 682.00 | |
| 35000.3050.00 | Cotisations patronales AVS, APG, AC, frais administratifs | 60.00 | | 60.00 | | 45.55 | |
| 35000.3052.00 | Cotisations patronales à la caisse de pensions | 0.00 | | 0.00 | | 0.00 | |
| 35000.3053.00 | Cotisations patronales aux assurances-accidents | 3.00 | | 3.00 | | 1.45 | |
| 35000.3054.00 | Cotisations patronales aux caisses d'allocations familiales | 25.00 | | 25.00 | | 18.20 | |
| 35000.3055.00 | Cotisations patronales aux assurances IJM | 15.00 | | 15.00 | | 10.55 | |
| 35000.3101.00 | Matériel d'exploitation, fournitures | 100.00 | | 100.00 | | 0.00 | |
| 35000.3120.01 | Frais d'électricité | 1 500.00 | | 1 300.00 | | 1 455.90 | |
| 35000.3134.00 | Primes d'assurances choses | 1 200.00 | | 1 300.00 | | 1 290.05 | |
| 35000.3144.00 | Entretien des bâtiments, immeubles | 3 000.00 | | 3 000.00 | | 230.00 | |
| 35000.3636.00 | Subventions accordées aux organisations privées à but non lucratif | 3 930.00 | | 3 120.00 | | 3 718.10 | |
| 35000.4472.00 | Paiements pour utilisations des immeubles PA | | 0.00 | | 0.00 | | 100.00 |
| **5** | **Prévoyance sociale** | **148 684.00** | **0.00** | **146 055.00** | **0.00** | **99 738.32** | **0.00** |
| **54** | **Famille et jeunesse** | **143 429.00** | **0.00** | **133 055.00** | **0.00** | **95 816.92** | **0.00** |
| **545** | **Prestations aux familles** | **143 429.00** | **0.00** | **133 055.00** | **0.00** | **95 816.92** | **0.00** |
| **5450** | **Prestations aux familles** | **143 429.00** | **0.00** | **133 055.00** | **0.00** | **95 816.92** | **0.00** |
| 54500.3130.00 | Prestations de services de tiers | 100.00 | | 0.00 | | 86.15 | |
| 54500.3132.00 | Honoraires et frais d'expertises (constats de décès) | 500.00 | | 700.00 | | 110.20 | |
| 54500.3611.00 | Parts aux cantons et concordats (FAJE) | 10 179.00 | | 9 213.00 | | 7 277.30 | |
| 54500.3612.00 | Parts aux communes et assoc. intercommunales (particip. réseau d'accueil de jour) | 131 450.00 | | 121 942.00 | | 86 795.00 | |
| 54500.3637.00 | Subventions accordées aux ménages privés - sacs poubelles pour pampers | 1 200.00 | | 1 200.00 | | 1 548.27 | |
| **57** | **Aide sociale et domaine de l'asile** | **5 255.00** | **0.00** | **13 000.00** | **0.00** | **3 921.40** | **0.00** |
| **579** | **Assistance, non mentionné ailleurs** | **5 255.00** | **0.00** | **13 000.00** | **0.00** | **3 921.40** | **0.00** |
| **5790** | **Administration des services sociaux, gestion administrative ARAS** | **5 255.00** | **0.00** | **13 000.00** | **0.00** | **3 921.40** | **0.00** |
| 57900.3612.00 | Parts aux communes et associations intercommunales | 5 255.00 | | 13 000.00 | | 3 921.40 | |
| **6** | **Trafic et télécommunications** | **151 554.00** | **600.00** | **197 395.00** | **0.00** | **185 589.45** | **2 170.00** |
| **61** | **Circulation routière** | **104 380.00** | **600.00** | **152 120.00** | **0.00** | **147 642.45** | **2 170.00** |
| **615** | **Routes communales** | **104 380.00** | **600.00** | **152 120.00** | **0.00** | **147 642.45** | **2 170.00** |
| **6150** | **Routes communales** | **104 380.00** | **600.00** | **152 120.00** | **0.00** | **147 642.45** | **2 170.00** |
| 61500.3010.00 | Salaires du personnel communal | 24 900.00 | | 25 125.00 | | 27 916.10 | |
| 61500.3050.00 | Cotisations patronales AVS, APG, AC, frais administratifs | 1 800.00 | | 2 670.00 | | 1 898.00 | |
| 61500.3052.00 | Cotisations patronales à la caisse de pensions | 1 500.00 | | 2 440.00 | | 1 410.75 | |
| 61500.3053.00 | Cotisations patronales aux assurances-accidents | 720.00 | | 960.00 | | 986.90 | |
| 61500.3054.00 | Cotisations patronales aux caisses d'allocations familiales | 660.00 | | 1 015.00 | | 762.00 | |
| 61500.3055.00 | Cotisations patronales aux assurances IJM | 400.00 | | 610.00 | | 441.10 | |
| 61500.3090.00 | Formation et perfectionnement du personnel | 0.00 | | 0.00 | | 70.00 | |
| 61500.3101.00 | Matériel d'exploitation, fournitures | 6 000.00 | | 9 000.00 | | 6 622.25 | |
| 61500.3111.00 | Machines, appareils et véhicules, divers véhicules | 0.00 | | 0.00 | | 0.00 | |
| 61500.3120.01 | Frais d'électricité - éclairage public | 6 000.00 | | 6 000.00 | | 5 050.15 | |
| 61500.3120.02 | Frais d'électricité - dépôt voirie | 500.00 | | 500.00 | | 264.50 | |
| 61500.3130.00 | Prestations de services de tiers | 32 000.00 | | 26 000.00 | | 11 736.85 | |
| 61500.3134.00 | Primes d'assurances choses | 1 100.00 | | 0.00 | | 0.00 | |
| 61500.3137.00 | Impôts, taxes et émoluments | 1 500.00 | | 1 500.00 | | 1 432.80 | |

| Compte | Désignation | Budget 2025 | | Budget 2024 | | Comptes 2023 | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Charges | Revenus | Charges | Revenus | Charges | Revenus |
| 61500.3141.00 | Entretien des routes | 3 000.00 | | 3 000.00 | | 2 460.60 | |
| 61500.3141.01 | Entretien des routes, trottoirs | 0.00 | | 0.00 | | 0.00 | |
| 61500.3141.02 | Entretien des routes, éclairage public | 12 000.00 | | 6 000.00 | | 10 233.05 | |
| 61500.3141.03 | Entretien des routes, signalisation routière | 5 000.00 | | 1 000.00 | | 8 763.20 | |
| 61500.3141.04 | Entretien des routes, déneigement | 0.00 | | 0.00 | | 0.00 | |
| 61500.3151.00 | Entretien des machines | 0.00 | | 0.00 | | 0.00 | |
| 61500.3151.01 | Entretien des véhicules | 3 000.00 | | 3 000.00 | | 5 882.95 | |
| 61500.3170.00 | Remboursements de frais effectifs | 300.00 | | 0.00 | | 312.90 | |
| 61500.3300.03 | Amortissements planifiés des immobilisations corporelles PA, travaux routes | 0.00 | | 12 000.00 | | 12 000.00 | |
| 61500.3300.04 | Amortissements planifiés des immobilisations corporelles PA, travaux sous Cave | 0.00 | | 6 000.00 | | 6 000.00 | |
| 61500.3300.05 | Amortissements planifiés des immobilisations corporelles PA, Croix-des-Terreaux | 0.00 | | 15 600.00 | | 15 600.00 | |
| 61500.3300.06 | Amortissements planifiés des immobilisations corporelles PA, Rue du Tertre | 0.00 | | 15 700.00 | | 15 700.00 | |
| 61500.3300.07 | Amortissements planifiés des immobilisations corporelles PA, Midi - Croix-des-Terreaux | 0.00 | | 10 000.00 | | 10 000.00 | |
| 61500.3611.00 | Parts aux cantons et concordats | 1 000.00 | | 1 000.00 | | 958.35 | |
| 61500.3612.00 | Parts aux communes et associations intercommunales | 3 000.00 | | 3 000.00 | | 1 140.00 | |
| 61500.4260.00 | Remboursements et participations de tiers | | 0.00 | | 0.00 | | 1 570.00 |
| 61500.4479.00 | Autres revenus, biens-fonds PA | | 600.00 | | 0.00 | | 600.00 |
| **62** | **Transports publics** | **47 174.00** | **0.00** | **45 275.00** | **0.00** | **37 947.00** | **0.00** |
| **629** | **Transports publics, non mentionné ailleurs** | **47 174.00** | **0.00** | **45 275.00** | **0.00** | **37 947.00** | **0.00** |
| **6290** | **Transports publics régionaux** | **47 174.00** | **0.00** | **45 275.00** | **0.00** | **37 947.00** | **0.00** |
| 62900.3621.00 | Péréquation financière et compensation des charges aux cantons et concordats | 47 174.00 | | 45 275.00 | | 37 947.00 | |
| **7** | **Protection de l'environnement et aménagement du territoire** | **284 620.00** | **258 300.00** | **305 450.00** | **280 180.00** | **312 045.55** | **298 796.89** |
| **71** | **Approvisionnement en eau** | **67 400.00** | **67 400.00** | **74 852.50** | **77 000.00** | **90 653.40** | **98 490.49** |
| **710** | **Approvisionnement en eau** | **67 400.00** | **67 400.00** | **74 852.50** | **77 000.00** | **90 653.40** | **98 490.49** |
| **7100** | **Approvisionnement en eau** | **67 400.00** | **67 400.00** | **74 852.50** | **77 000.00** | **90 653.40** | **98 490.49** |
| 71000.3010.00 | Salaires du personnel communal | 4 150.00 | | 4 187.50 | | 4 652.65 | |
| 71000.3050.00 | Cotisations patronales AVS, APG, AC, frais administratifs | 300.00 | | 440.00 | | 316.30 | |
| 71000.3052.00 | Cotisations patronales à la caisse de pensions | 250.00 | | 410.00 | | 235.10 | |
| 71000.3053.00 | Cotisations patronales aux assurances-accidents | 120.00 | | 160.00 | | 164.50 | |
| 71000.3054.00 | Cotisations patronales aux caisses d'allocations familiales | 110.00 | | 170.00 | | 127.00 | |
| 71000.3055.00 | Cotisations patronales aux assurances IJM | 70.00 | | 105.00 | | 74.00 | |
| 71000.3101.00 | Matériel d'exploitation, fournitures | 1 000.00 | | 1 000.00 | | 965.85 | |
| 71000.3101.01 | Achat compteur | 1 000.00 | | 1 000.00 | | 0.00 | |
| 71000.3101.02 | Achat d'eau | 35 000.00 | | 38 000.00 | | 35 628.10 | |
| 71000.3120.01 | Frais d'électricité | 7 000.00 | | 8 000.00 | | 6 347.85 | |
| 71000.3132.00 | Honoraires et frais d'expertises | 8 000.00 | | 7 000.00 | | 16 340.30 | |
| 71000.3134.00 | Primes d'assurances choses | 400.00 | | 380.00 | | 0.00 | |
| 71000.3143.00 | Entretien d'autres travaux de génie civil | 10 000.00 | | 10 000.00 | | 21 801.75 | |
| 71000.3300.01 | Amortissements planifiés des immobilisations corporelles PA - Conduites du Devens | 0.00 | | 4 000.00 | | 4 000.00 | |
| 71000.4240.00 | Taxes d'utilisation et prestations de service, vente d'eau | | 65 400.00 | | 75 000.00 | | 85 127.50 |
| 71000.4240.01 | Taxes d'utilisation et prestations de service, taxes de raccordement | | 2 000.00 | | 2 000.00 | | 3 370.00 |
| 71000.4510.00 | Prélèvements sur les financements spéciaux | | 0.00 | | 0.00 | | 9 992.99 |
| **72** | **Traitements des eaux usées** | **129 900.00** | **129 900.00** | **147 647.50** | **151 180.00** | **134 390.00** | **136 249.80** |
| **720** | **Traitements des eaux usées** | **129 900.00** | **129 900.00** | **147 647.50** | **151 180.00** | **134 390.00** | **136 249.80** |
| **7200** | **Traitements des eaux usées** | **72 000.00** | **72 000.00** | **88 780.00** | **83 280.00** | **81 607.55** | **76 939.95** |
| 72000.3134.00 | Primes d'assurances choses | 2 500.00 | | 2 500.00 | | 2 394.70 | |

| Compte | Désignation | Budget 2025 | | Budget 2024 | | Comptes 2023 | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Charges | Revenus | Charges | Revenus | Charges | Revenus |
| 72000.3143.00 | Entretien d'autres travaux de génie civil, canalisations | 9 000.00 | | 3 000.00 | | 2 272.90 | |
| 72000.3300.01 | Amortissements planifiés des immobilisations corporelles PA, conduites | 0.00 | | 22 380.00 | | 21 000.00 | |
| 72000.3510.00 | Attributions aux financements spéciaux | 6 000.00 | | 0.00 | | 0.00 | |
| 72000.3612.00 | Parts aux communes et associations intercommunales | 54 500.00 | | 60 900.00 | | 55 939.95 | |
| 72000.4240.00 | Taxes d'utilisation et prestations de service, taxes de raccordement | | 2 000.00 | | 0.00 | | 2 988.00 |
| 72000.4240.01 | Taxes d'utilisation et prestations de service, taxes d'épuration | | 35 000.00 | | 36 500.00 | | 35 758.50 |
| 72000.4240.02 | Taxes d'utilisation et prestations de service, entretien des collecteurs | | 35 000.00 | | 36 500.00 | | 35 935.50 |
| 72000.4260.00 | Remboursements et participations de tiers | | 0.00 | | 0.00 | | 0.00 |
| 72000.4510.00 | Prélèvements sur les financements spéciaux | | 0.00 | | 10 280.00 | | 2 257.95 |
| **72001** | **Traitements des eaux usées - STEP intercommunale** | **57 900.00** | **57 900.00** | **58 867.50** | **67 900.00** | **52 782.45** | **59 309.85** |
| 72001.3010.00 | Salaires du personnel communal/traitement EU | 4 150.00 | | 4 187.50 | | 4 652.65 | |
| 72001.3050.00 | Cotisations patronales AVS, APG, AC, frais administratifs | 300.00 | | 440.00 | | 316.30 | |
| 72001.3052.00 | Cotisations patronales à la caisse de pensions | 250.00 | | 410.00 | | 235.10 | |
| 72001.3053.00 | Cotisations patronales aux assurances-accidents | 120.00 | | 160.00 | | 164.50 | |
| 72001.3054.00 | Cotisations patronales aux caisses d'allocations familiales | 110.00 | | 170.00 | | 127.00 | |
| 72001.3055.00 | Cotisations patronales aux assurances IJM | 70.00 | | 100.00 | | 74.00 | |
| 72001.3101.00 | Matériel d'exploitation, fournitures | 1 000.00 | | 1 500.00 | | 0.00 | |
| 72001.3120.01 | Frais d'électricité | 11 000.00 | | 12 000.00 | | 9 119.90 | |
| 72001.3120.02 | Frais d'eau | 2 000.00 | | 2 000.00 | | 750.00 | |
| 72001.3132.00 | Honoraires conseils externes, expertises, spécialistes, etc . | 11 000.00 | | 11 000.00 | | 13 471.20 | |
| 72001.3134.00 | Primes d'assurances choses | 1 600.00 | | 1 600.00 | | 0.00 | |
| 72001.3137.00 | Impôts, taxes et émoluments | 4 700.00 | | 4 700.00 | | 4 527.00 | |
| 72001.3143.01 | Entretien d'autres travaux de génie civil, station de pompage | 11 000.00 | | 10 000.00 | | 8 820.10 | |
| 72001.3612.00 | Parts aux communes et associations intercommunales | 10 600.00 | | 10 600.00 | | 10 524.70 | |
| 72001.4612.01 | Dédommagements des communes et associations intercommunales - Bonvillars | | 54 500.00 | | 60 900.00 | | 55 939.95 |
| 72001.4612.01 | Dédommagements des communes et associations intercommunales - Champagne | | 2 650.00 | | 5 000.00 | | 2 695.90 |
| 72001.4612.02 | Dédommagements des communes et associations intercommunales - Onnens | | 750.00 | | 2 000.00 | | 674.00 |
| **73** | **Gestion des déchets** | **52 500.00** | **52 500.00** | **50 600.00** | **44 500.00** | **54 161.80** | **43 975.10** |
| **730** | **Gestion des déchets** | **52 500.00** | **52 500.00** | **50 600.00** | **44 500.00** | **54 161.80** | **43 975.10** |
| **7300** | **Gestion des déchets urbains** | **52 000.00** | **52 000.00** | **50 100.00** | **44 000.00** | **53 873.80** | **43 750.10** |
| 73000.3101.00 | Matériel d'exploitation, fournitures | 0.00 | | 0.00 | | 0.00 | |
| 73000.3102.00 | Imprimés, publications | 2 000.00 | | 2 000.00 | | 1 690.20 | |
| 73000.3130.00 | Prestations de services de tiers, déchets produits par les ménages | 2 200.00 | | 1 200.00 | | 2 210.60 | |
| 73000.3130.01 | Prestations de services de tiers, transport verre | 300.00 | | 300.00 | | 300.00 | |
| 73000.3612.00 | Parts aux communes et associations intercommunales | 32 500.00 | | 32 600.00 | | 36 471.45 | |
| 73000.3614.00 | Part aux entreprises publiques | 15 000.00 | | 14 000.00 | | 13 201.55 | |
| 73000.4210.00 | Emoluments administratifs, frais de rappel | | | | | | |
| 73000.4240.00 | Taxes d'utilisation et prestations de service, taxes aux ménages | | 29 000.00 | | 29 000.00 | | 29 170.50 |
| 73000.4260.00 | Remboursements et participations de tiers, rétrocession taxe aux sacs | | 14 000.00 | | 14 000.00 | | 13 702.95 |
| 73000.4260.01 | Remboursement et participations de tiers - ristourne verre | | 1 000.00 | | 1 000.00 | | 876.65 |
| 73000.4510.00 | Prélèvements sur les financements spéciaux | | 8 000.00 | | 0.00 | | 0.00 |
| **7301** | **Gestion des déchets non urbains** | **500.00** | **500.00** | **500.00** | **500.00** | **288.00** | **225.00** |
| 73010.3130.00 | Prestations de services de tiers, déchets carnés | 500.00 | | 500.00 | | 288.00 | |
| 73010.4260.00 | Remboursements et participations de tiers | | 500.00 | | 500.00 | | 225.00 |
| **77.** | **Protection de l'environnement, autres** | **1 000.00** | **0.00** | **1 000.00** | **0.00** | **481.00** | **4 000.00** |
| **771.** | **Cimetières, crématoires** | **1 000.00** | **0.00** | **1 000.00** | **0.00** | **481.00** | **4 000.00** |
| **7710.** | **Cimetières, crématoires** | **1 000.00** | **0.00** | **1 000.00** | **0.00** | **481.00** | **4 000.00** |

| Compte | Désignation | Budget 2025 | | Budget 2024 | | Comptes 2023 | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Charges | Revenus | Charges | Revenus | Charges | Revenus |
| 77100.3140.00 | Entretien des terrains | 1 000.00 | | 1 000.00 | | 481.00 | |
| 77100.4260.00 | Remboursements et participations de tiers | | 0.00 | | 0.00 | | 4 000.00 |
| **79** | **Aménagement du territoire** | **33 820.00** | **8 500.00** | **31 350.00** | **7 500.00** | **32 359.35** | **16 081.50** |
| **790** | **Aménagement du territoire** | **33 820.00** | **8 500.00** | **31 350.00** | **7 500.00** | **32 359.35** | **16 081.50** |
| **7900** | **Aménagement du territoire, urbanisme et police des constructions** | **33 820.00** | **8 500.00** | **31 350.00** | **7 500.00** | **32 359.35** | **16 081.50** |
| 79000.3010.00 | Salaires du personnel communal | 19 500.00 | | 19 700.00 | | 19 382.60 | |
| 79000.3050.00 | Cotisations patronales AVS, APG, AC, frais administratifs | 1 400.00 | | 2 015.00 | | 1 313.75 | |
| 79000.3052.00 | Cotisations patronales à la caisse de pensions | 1 700.00 | | 2 410.00 | | 1 409.70 | |
| 79000.3053.00 | Cotisations patronales aux assurances-accidents | 360.00 | | 490.00 | | 340.75 | |
| 79000.3054.00 | Cotisations patronales aux caisses d'allocations familiales | 530.00 | | 780.00 | | 529.20 | |
| 79000.3055.00 | Cotisations patronales aux assurances IJM | 330.00 | | 455.00 | | 306.25 | |
| 79000.3102.00 | Imprimés, publications | 3 000.00 | | 2 500.00 | | 2 735.00 | |
| 79000.3130.00 | Prestations de services de tiers | 3 000.00 | | 3 000.00 | | 2 862.10 | |
| 79000.3132.00 | Honoraires et frais d'expertises | 4 000.00 | | 0.00 | | 3 480.00 | |
| 79000.4210.01 | Emoluments administatifs - permis de construire, permis d'habiter/d'utiliser | | 8 500.00 | | 7 500.00 | | 16 081.50 |
| **8** | **Économie publique** | **287 400.00** | **246 400.00** | **326 736.00** | **273 800.00** | **300 577.49** | **309 053.47** |
| **82** | **Sylviculture** | **197 720.00** | **152 000.00** | **218 786.00** | **168 400.00** | **204 755.40** | **155 956.97** |
| **820** | **Sylviculture** | **197 720.00** | **152 000.00** | **218 786.00** | **168 400.00** | **204 755.40** | **155 956.97** |
| **8200** | **Forêt** | **197 720.00** | **152 000.00** | **218 786.00** | **168 400.00** | **204 755.40** | **155 956.97** |
| 82000.3130.00 | Prestations de service de tiers | 820.00 | | 0.00 | | 820.00 | |
| 82000.3141.00 | Entretien des routes, chemins forestiers | 11 000.00 | | 9 000.00 | | 112 026.35 | |
| 82000.3145.01 | Entretien des forêts - Ass. Exploitation, coupes, plantations | 129 000.00 | | 107 000.00 | | 56 901.95 | |
| 82000.3145.02 | Entretien des forêts - Ass, entretien des plantations (soins jeunes forêts) | 25 000.00 | | 26 000.00 | | 15 934.95 | |
| 82000.3199.00 | Autres charges d'exploitation | 10 500.00 | | 53 800.00 | | 744.15 | |
| 82000.3612.00 | Parts aux communes et associations intercommunales, Garde forestier | 21 400.00 | | 22 986.00 | | 18 328.00 | |
| 82000.4250.00 | Ventes de bois | | 88 000.00 | | 80 000.00 | | 49 426.30 |
| 82000.4260.00 | Remboursements et participations de tiers, travaux pour tiers | | 0.00 | | 0.00 | | 0.00 |
| 82000.4630.00 | Subventions de la Confédération | | 0.00 | | 0.00 | | 0.00 |
| 82000.4631.00 | Subventions des cantons et concordats | | 64 000.00 | | 88 400.00 | | 106 530.67 |
| **84** | **Tourisme** | **7 500.00** | **4 000.00** | **6 360.00** | **5 000.00** | **6 613.20** | **3 905.00** |
| **840** | **Tourisme** | **7 500.00** | **4 000.00** | **6 360.00** | **5 000.00** | **6 613.20** | **3 905.00** |
| **8400** | **Tourisme** | **7 500.00** | **4 000.00** | **6 360.00** | **5 000.00** | **6 613.20** | **3 905.00** |
| 84000.3636.00 | Subvention accordées aux organisations privées à but non lucratif | 7 500.00 | | 6 360.00 | | 6 613.20 | |
| 84000.4240.00 | Taxes d'utilisation et prestations de service (taxes de séjour) | | 4 000.00 | | 5 000.00 | | 3 905.00 |
| **85** | **Industrie , Artisanat et commerce** | **82 180.00** | **90 400.00** | **101 590.00** | **100 400.00** | **89 208.89** | **149 191.50** |
| **850** | **Industrie , Artisanat et commerce** | **82 180.00** | **90 400.00** | **101 590.00** | **100 400.00** | **89 208.89** | **149 191.50** |
| **8501** | **Vignes** | **82 180.00** | **90 400.00** | **101 590.00** | **100 400.00** | **89 208.89** | **149 191.50** |
| 85010.3010.00 | Salaires du personnel communal | 33 200.00 | | 35 800.00 | | 37 221.35 | |
| 85010.3010.01 | Salaires du personnel auxiliaire | 20 000.00 | | 25 000.00 | | 20 972.00 | |
| 85010.3050.00 | Cotisations patronales AVS, APG, AC, frais administratifs | 2 400.00 | | 3 560.00 | | 2 521.24 | |
| 85010.3052.00 | Cotisations patronales à la caisse de pensions | 2 000.00 | | 3 250.00 | | 1 880.95 | |
| 85010.3053.00 | Cotisations patronales aux assurances-accidents | 960.00 | | 1 280.00 | | 1 565.90 | |
| 85010.3054.00 | Cotisations patronales aux caisses d'allocations familiales | 880.00 | | 1 385.00 | | 1 016.00 | |
| 85010.3055.00 | Cotisations patronales aux assurances IJM | 540.00 | | 815.00 | | 586.90 | |
| 85010.3101.00 | Matériel d'exploitation | 4 000.00 | | 1 000.00 | | 1 017.65 | |

| Compte | Désignation | Budget 2025 | | Budget 2024 | | Comptes 2023 | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Charges | Revenus | Charges | Revenus | Charges | Revenus |
| 85010.3101.01 | Matériel d'exploitation - produits, engrais, plants | 7 000.00 | | 10 000.00 | | 5 052.75 | |
| 85010.3111.00 | Machines, appareils et véhicules | 5 000.00 | | 13 000.00 | | 13 700.00 | |
| 85010.3130.00 | Prestations de services de tiers | 1 000.00 | | 1 000.00 | | 874.15 | |
| 85010.3134.00 | Primes d'assurances choses | 700.00 | | 600.00 | | 539.50 | |
| 85010.3137.00 | Impôts, taxes et émoluments | 2 500.00 | | 2 500.00 | | 2 260.50 | |
| 85010.3151.00 | Entretien de machines, appareils, véhicules | 2 000.00 | | 2 400.00 | | 0.00 | |
| 85010.4470.00 | Loyers et fermages, biens-fonds PA - locations vignes | | 400.00 | | 400.00 | | 400.00 |
| 85010.4250.00 | Ventes de raisin | | 90 000.00 | | 100 000.00 | | 148 791.50 |
| **9** | **Finances et impôts** | **916 030.00** | **2 046 164.00** | **646 617.00** | **1 475 420.00** | **1 133 065.78** | **2 083 070.78** |
| **91** | **Impôts** | **500.00** | **1 267 000.00** | **500.00** | **1 150 000.00** | **4 284.78** | **1 122 878.56** |
| **910** | **Impôts** | **500.00** | **1 267 000.00** | **500.00** | **1 150 000.00** | **4 284.78** | **1 122 878.56** |
| **9100** | **Impôts** | **500.00** | **1 267 000.00** | **500.00** | **1 150 000.00** | **4 284.78** | **1 122 878.56** |
| 91000.3180.00 | Réévaluations sur créances | 500.00 | | 500.00 | | 0.00 | |
| 91000.3181.00 | Pertes sur créances effectives, défalcations | 0.00 | | 0.00 | | 4 284.78 | |
| 91000.4000.00 | Impôts sur le revenu, personnes physiques | | 919 000.00 | | 780 000.00 | | 782 403.01 |
| 91000.4001.00 | Impôts sur la fortune, personnes physiques | | 179 000.00 | | 135 000.00 | | 152 781.55 |
| 91000.4002.00 | Impôts à la source, personnes physiques | | 4 000.00 | | 2 500.00 | | 3 614.85 |
| 91000.4010.00 | Impôts sur les bénéfices, personnes morales | | 15 000.00 | | 41 500.00 | | 13 598.25 |
| 91000.4011.00 | Impôts sur le capital, personnes morales | | 1 000.00 | | 40 000.00 | | 877.30 |
| 91000.4021.00 | Impôts fonciers | | 130 000.00 | | 128 000.00 | | 132 725.35 |
| 91000.4023.00 | Droits de mutation | | 15 000.00 | | 15 000.00 | | 33 263.45 |
| 91000.4024.00 | Impôts sur les successions et donations | | 1 000.00 | | 5 000.00 | | 514.80 |
| 91000.4033.00 | Impôts sur les chiens | | 3 000.00 | | 3 000.00 | | 3 100.00 |
| **93** | **Péréquation financière et compensation des charges** | **813 220.00** | **471 584.00** | **523 497.00** | **0.00** | **669 321.20** | **250 881.00** |
| **930** | **Péréquation financière et compensation des charges** | **813 220.00** | **471 584.00** | **523 497.00** | **0.00** | **669 321.20** | **250 881.00** |
| **9300** | **Participation à la péréquation financière** | **813 220.00** | **471 584.00** | **523 497.00** | **0.00** | **669 321.20** | **250 881.00** |
| 93000.3621.00 | Cantons et concordats - participation à la cohésion sociale | 510 477.00 | | 408 747.00 | | 292 587.20 | |
| 93000.3622.00 | Communes - solidarité principale | 0.00 | | 114 750.00 | | 376 734.00 | |
| 93000.3622.02 | Communes - compensation charges des villes | 302 743.00 | | | | | |
| 93000.4621.01 | Cantons et concordats - besoins structurels | | 37 429.00 | | 0.00 | | 0.00 |
| 93000.4621.02 | Cantons et concordats - compensation transitoire | | 0.00 | | 0.00 | | 220 724.00 |
| 93000.4622.00 | Communes - solidarité principale | | 377 613.00 | | 0.00 | | 0.00 |
| 93000.4622.01 | Communes - prélèvement sur les impôts conjoncturels | | 56 542.00 | | 0.00 | | 30 157.00 |
| **95** | **Parts aux recettes, autres** | **0.00** | **46 360.00** | **0.00** | **66 000.00** | **0.00** | **89 426.76** |
| **950** | **Parts aux recettes, autres** | **0.00** | **46 360.00** | **0.00** | **66 000.00** | **0.00** | **89 426.76** |
| **9500** | **Parts aux recettes, autres** | **0.00** | **46 360.00** | **0.00** | **66 000.00** | **0.00** | **89 426.76** |
| 95000.4240.00 | Taxes d'utilisation et prestations de service (Romande énergie 7ct pour l'usage du sol) | | 25 000.00 | | 41 000.00 | | 31 178.45 |
| 95000.4601.00 | Parts aux revenus des cantons et concordats, RFFA | | 1 360.00 | | 0.00 | | 1 364.81 |
| 95000.4601.01 | Parts aux revenus des cantons et concordats, gains immobiliers | | 15 000.00 | | 20 000.00 | | 50 526.50 |
| 95000.4601.02 | Parts aux revenus des cantons et concordats, impôt frontaliers | | 5 000.00 | | 5 000.00 | | 6 357.00 |
| **96** | **Administration de la fortune et de la dette** | **102 310.00** | **261 220.00** | **122 620.00** | **259 420.00** | **80 293.15** | **279 884.46** |
| **961** | **Intérêts** | **7 700.00** | **40 700.00** | **500.00** | **38 900.00** | **393.20** | **43 986.66** |
| **9610** | **Intérêts** | **7 700.00** | **40 700.00** | **500.00** | **38 900.00** | **393.20** | **43 986.66** |
| 96100.3401.00 | Intérêts passifs des engagements financiers , intérêts des emprunts | 7 200.00 | | 0.00 | | 0.00 | |
| 96100.3499.00 | Autres charges financières | 500.00 | | 500.00 | | 393.20 | |

| Compte | Désignation | Budget 2025 | | Budget 2024 | | Comptes 2023 | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Charges | Revenus | Charges | Revenus | Charges | Revenus |
| 96100.4401.00 | Intérêts des créances et comptes courants, intérêts moratoires impôts | | 1 000.00 | | 0.00 | | 5 091.64 |
| 96100.4402.00 | Intérêts des placements financiers | | 38 000.00 | | 37 200.00 | | 38 051.17 |
| 96100.4420.00 | Dividendes | | 900.00 | | 900.00 | | 0.00 |
| 96100.4451.00 | Revenus provenant de participations PA | | 800.00 | | 800.00 | | 843.85 |
| **963** | **Immeubles du patrimoine financier** | **94 610.00** | **220 520.00** | **122 120.00** | **220 520.00** | **79 024.28** | **235 897.80** |
| **9630** | **Immeubles du patrimoine financier** | **94 610.00** | **220 520.00** | **122 120.00** | **220 520.00** | **79 024.28** | **235 897.80** |
| **96300** | **Bâtiment PF - La Cour Ecole** | **38 032.00** | **70 632.00** | **37 857.00** | **71 232.00** | **28 605.61** | **70 632.15** |
| 96300.3010.00 | Salaires du personnel communal/La cour Ecole | 6 000.00 | | 6 000.00 | | 5 959.75 | |
| 96300.3050.00 | Cotisations patronales AVS, APG, AC, frais administratifs | 435.00 | | 430.00 | | 410.15 | |
| 96300.3053.00 | Cotisations patronales aux assurances-accidents | 17.00 | | 17.00 | | 13.05 | |
| 96300.3054.00 | Cotisations patronales aux caisses d'allocations familiales | 180.00 | | 180.00 | | 163.80 | |
| 96300.3055.00 | Cotisations patronales aux assurances IJM | 100.00 | | 100.00 | | 94.80 | |
| 96300.3101.00 | Matériel d'exploitation, fournitures | 6 500.00 | | 6 500.00 | | 4 308.25 | |
| 96300.3430.00 | Travaux d'entretien, biens-fonds PF, ponctuel | 0.00 | | 0.00 | | 0.00 | |
| 96300.3431.00 | Entretien courant, biens-fonds PF | 8 000.00 | | 4 000.00 | | 5 318.11 | |
| 96300.3439.00 | Autres charges des biens-fonds PF - assurances | 1 800.00 | | 0.00 | | 0.00 | |
| 96300.3439.01 | Autres charges des biens-fonds PF - électricité, chauffage | 15 000.00 | | 20 630.00 | | 12 337.70 | |
| 96300.4430.02 | Loyers et fermages, immeubles du PF - Appartements La Cour Ecole | | 25 200.00 | | 25 200.00 | | 25 200.00 |
| 96300.4430.03 | Loyers et fermages, immeubles du PF - Salle de classe | | 37 032.00 | | 37 032.00 | | 37 032.15 |
| 96300.4430.04 | Loyers et fermages, immeubles du PF - Groupement forestier | | 8 400.00 | | 8 400.00 | | 8 400.00 |
| 96300.4439.00 | Autres produits des immeubles PF | | | | 600.00 | | |
| **96301** | **Bâtiment PF - La Cour Locatif** | **12 400.00** | **35 088.00** | **22 650.00** | **35 088.00** | **22 221.27** | **40 191.95** |
| 96301.3101.00 | Matériel d'exploitation, fournitures | 0.00 | | 0.00 | | 0.00 | |
| 96301.3430.00 | Travaux d'entretien, biens-fonds PF, ponctuel | 0.00 | | 0.00 | | 0.00 | |
| 96301.3431.00 | Entretien courant, biens-fonds PF | 4 500.00 | | 12 000.00 | | 17 736.07 | |
| 96301.3439.00 | Autres charges des biens-fonds PF - assurances | 900.00 | | 950.00 | | 0.00 | |
| 96301.3439.01 | Autres charges des biens-fonds PF - électricité, chauffage | 6 000.00 | | 8 800.00 | | 3 743.90 | |
| 96301.3439.02 | Autres charges des biens-fonds PF - électricité garages | 1 000.00 | | 900.00 | | 741.30 | |
| 96301.4430.02 | Loyers et fermages, immeubles du PF - Appartement La Cour | | 31 620.00 | | 31 620.00 | | 31 620.00 |
| 96301.4430.03 | Loyers et fermages, immeubles du PF - Garage SDIS | | 3 468.00 | | 3 468.00 | | 3 468.00 |
| 96301.4439.00 | Autres produits des immeubles PF | | 0.00 | | 0.00 | | 5 103.95 |
| **96302** | **Bâtiment PF - Le Moulin** | **32 000.00** | **48 600.00** | **24 910.00** | **48 600.00** | **22 601.35** | **54 989.80** |
| 96302.3101.00 | Matériel d'exploitation, fournitures | 3 000.00 | | 3 000.00 | | 1 892.30 | |
| 96302.3430.00 | Travaux d'entretien, biens-fonds PF, ponctuel | 20 000.00 | | 12 000.00 | | 15 626.15 | |
| 96302.3431.00 | Entretien courant, biens-fonds PF | 0.00 | | 0.00 | | 0.00 | |
| 96302.3439.00 | Autres charges des biens-fonds PF - assurances | 1 000.00 | | 1 910.00 | | 0.00 | |
| 96302.3439.01 | Autres charges des biens-fonds PF - électricité, chauffage | 8 000.00 | | 8 000.00 | | 5 082.90 | |
| 96302.4430.00 | Loyers et fermages, immeubles du PF - Le Moulin | | 48 600.00 | | 48 600.00 | | 48 600.00 |
| 96302.4439.00 | Autres produits des immeubles PF | | 0.00 | | 0.00 | | 6 389.80 |
| **96303** | **Bâtiment PF - Ancienne Poste** | **9 078.00** | **43 200.00** | **10 573.00** | **42 600.00** | **5 243.60** | **47 165.90** |
| 96303.3010.00 | Salaires du personnel communal/Ancienne Poste | 1 000.00 | | 1 000.00 | | 744.00 | |
| 96303.3050.00 | Cotisations patronales AVS, APG, AC, frais administratifs | 75.00 | | 70.00 | | 52.10 | |
| 96303.3053.00 | Cotisations patronales aux assurances-accidents | 3.00 | | 3.00 | | 1.65 | |
| 96303.3054.00 | Cotisations patronales aux caisses d'allocations familiales | 30.00 | | 30.00 | | 20.80 | |
| 96303.3055.00 | Cotisations patronales aux assurances IJM | 20.00 | | 20.00 | | 12.05 | |
| 96303.3101.00 | Matériel d'exploitation, fournitures | 100.00 | | 0.00 | | 0.00 | |
| 96303.3430.00 | Travaux d'entretien, biens-fonds PF, ponctuel | 0.00 | | 0.00 | | 0.00 | |

| Compte | Désignation | Budget 2025 | | Budget 2024 | | Comptes 2023 | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Charges | Revenus | Charges | Revenus | Charges | Revenus |
| 96303.3431.00 | Entretien courant, biens-fonds PF | 1 000.00 | | 3 200.00 | | 1 020.20 | |
| 96303.3439.00 | Autres charges des biens-fonds PF - assurances | 600.00 | | 0.00 | | 0.00 | |
| 96303.3439.01 | Autres charges des biens-fonds PF - électricité, chauffage | 6 250.00 | | 6 250.00 | | 3 392.80 | |
| 96303.4430.00 | Loyers et fermages, immeubles du PF - Ancienne Poste | | 43 200.00 | | 42 600.00 | | 42 600.00 |
| 96303.4439.00 | Autres produits des immeubles PF | | 0.00 | | 0.00 | | 4 565.90 |
| **96304** | **Bâtiment PF - La Combaz** | **3 100.00** | **23 000.00** | **26 130.00** | **23 000.00** | **352.45** | **22 918.00** |
| 96304.3430.00 | Travaux d'entretien, biens-fonds PF, ponctuel | 0.00 | | 0.00 | | 0.00 | |
| 96304.3431.00 | Entretien courant, biens-fonds PF | 2 000.00 | | 25 000.00 | | 352.45 | |
| 96304.3439.00 | Autres charges des biens-fonds PF - assurances | 1 100.00 | | 1 130.00 | | 0.00 | |
| 96304.4430.00 | Loyers et fermages, immeubles du PF - La Combaz | | 23 000.00 | | 23 000.00 | | 22 918.00 |
| **969** | **Patrimoine financier, non mentionné ailleurs** | **0.00** | **0.00** | **0.00** | **0.00** | **875.67** | **0.00** |
| **9690** | **Patrimoine financier, non mentionné ailleurs** | **0.00** | **0.00** | **0.00** | **0.00** | **875.67** | **0.00** |
| 96900.3420.00 | Acquisition et administration de capital, frais bancaires | 0.00 | | 0.00 | | 875.67 | |
| **97** | **Redistributions** | **0.00** | **0.00** | **0.00** | **0.00** | **0.00** | **0.00** |
| **971** | **Redistributions liées à la taxe sur le CO2** | **0.00** | **0.00** | **0.00** | **0.00** | **0.00** | **0.00** |
| **9710** | **Redistributions liées à la taxe sur le CO2** | **0.00** | **0.00** | **0.00** | **0.00** | **0.00** | **0.00** |
| 97100.4699.00 | Redistributions, taxe CO2 | | 0.00 | | 0.00 | | 0.00 |
| **99** | **Postes non ventilables** | **0.00** | **0.00** | **0.00** | **0.00** | **379 166.65** | **340 000.00** |
| **990** | **Postes non ventilables** | **0.00** | **0.00** | **0.00** | **0.00** | **379 166.65** | **340 000.00** |
| **9900** | **Postes non ventilables** | **0.00** | **0.00** | **0.00** | **0.00** | **379 166.65** | **340 000.00** |
| 99000.3893.00 | Attributions aux préfinancements et amortissements supplémentaires | 0.00 | | 0.00 | | 379 166.65 | |
| 99000.3894.00 | Attributions à la réserve de politique budgétaire | 0.00 | | 0.00 | | 0.00 | |
| 99000.4893.00 | Prélèvements sur les préfinancements et les amortissements supplémentaires cumulés | | 0.00 | | 0.00 | | 0.00 |
| 99000.4894.00 | Prélèvements sur la réserve de politique budgétaire | | 0.00 | | 0.00 | | 340 000.00 |
| **999** | **Clôture** | | | | | | |
| **9990** | **Clôture** | | | | | | |
| 99900.9000.00 | Excédent de revenus | | | | | | |
| 99900.9001.00 | Excédent de charges | 38 424.00 | | 358 231.00 | | 19 090.10 | |

.

| | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | **Total des revenus** | | **2 786 342.00** | | **2 075 228.00** | | **2 746 987.72** |
| | **Total des charges** | **2 824 766.00** | | **2 433 459.00** | | **2 766 077.82** | |

COMMUNE
DE
BONVILLARS

Bonvillars, le 25 novembre 2024

**PREAVIS MUNICIPAL No 08/2024**

Au Conseil général
de la commune de Bonvillars
1427 Bonvillars

Contact : Mikael Guilloud
079 703 95 77– mikael.guilloud@bonvillars.ch

# Budget pour l'année 2025

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les Conseillers,

## I. Introduction

Nous soumettons à votre approbation le budget pour l'année 2025 validé par la Municipalité en date du 25 novembre dernier lors de sa séance hebdomadaire.

Ce budget vous est présenté selon le modèle MCH2, nouveau **M**odèle **C**omptable **H**armonisé de deuxième génération édité en 2008 par la Conférence des directeurs cantonaux des finances (CDF). Par souci de comparabilité, les chiffres du budget 2024 et des comptes 2023 ont été convertis.

La Municipalité se tient bien entendu à disposition de la commission des finances et de la commission de gestion pour l'analyse du présent budget et pour répondre à toute demande de précision et de renseignement complémentaire en vue de la rédaction de leur rapport.

## II. Nouveau modèle comptable harmonisé de deuxième génération « MCH2 »

Le nouveau modèle MCH2 a pour objectif de renforcer l'harmonisation de la présentation des comptes et de se rapprocher des normes internationales. Ainsi, la situation des communes et des associations de communes sera plus transparente et sa lecture sera plus aisée pour chaque citoyenne et citoyen.

**Principales modifications pour les communes vaudoises :**

- Un plan comptable plus détaillé et harmonisé avec de nouvelles classifications
- Compte de résultats à plusieurs niveaux afin de rendre la situation financière des communes plus transparente
- Comptabilisation des immobilisations améliorée
  Comptes d'immobilisations obligatoires, introduction d'une table des amortissements fixant des durées d'amortissements obligatoires par type d'immobilisation et tableau des immobilisations
- Etats financiers obligatoires :
  Bilan, compte de résultats à 3 niveaux, compte des investissements, tableau des flux de trésorerie et annexes aux comptes avec des éléments obligatoires
- Financements spéciaux : obligation d'équilibrer (Eau, déchets, épuration)
- Un seul et unique compte de réserve
- Les fonds doivent obligatoirement être cadrés par un règlement

**Changements essentiels pour Bonvillars :**

- De nouvelles fonctions apparaissent dans lesquelles toutes les charges et tous les produits comptabilisés jusqu'alors dans l'administration générale ont été répartis (Administration des finances et des contributions, Administration générale, Contrôle des habitants et Aménagement du territoire, urbanisme et police des constructions)
- La répartition des charges salariales a été repensée et peut ainsi créer des écarts entre le budget 2025 et les années antérieures
- Les charges et produits de la grande salle sont dorénavant comptabilisés dans la fonction 02900 de l'Administration générale
- Toutes les charges et produits sont répartis par immeuble et par fonction (y compris les primes d'assurances choses comptabilisées auparavant entièrement dans l'administration générale)
- 02901 Terrains agricoles, nouvelle fonction intégrée dans l'Administration générale
- Seuls les fonds de réserve Epuration, service des eaux et assurance grêle vont rester. Un règlement devra toutefois être établi pour le fonds de l'assurance grêle d'ici à 2027

Le nouveau plan comptable a nécessité la création de nombreux comptes afin de se conformer aux directives de la Direction des finances communales de l'Etat de Vaud. En conséquence, les estimations liées à la répartition de divers comptes en plusieurs natures différentes ont parfois été compliquées. Leur comparaison avec les années précédentes peut ainsi provoquer quelques incohérences entre les chiffres du budget 2025 et ceux des années précédentes en raison des nombreux changements de comptabilisation imposés par MCH2.

Le document annexé, établi minutieusement, a fait l'objet de nombreux contrôles. Toutefois, il n'est pas impossible que le nouveau plan comptable subisse des modifications ultérieures sur demande de la Direction des finances communales de l'Etat de Vaud qui a déjà apporté à ce jour diverses modifications pour les communes ayant débutés sur MCH2 en 2024.

Au vu de ce qui précède, la Municipalité remercie d'ores et déjà chaque conseillère et conseiller pour leur compréhension et leur tolérance lors des premières années d'utilisation de MCH2.

## III. Résultat prévisionnel 2025

Le résultat final laisse apparaître un excédent de charges de **CHF 38'424.-** représentant la différence entre un cumul des produits de CHF 2'786'342.- pour un total de charges de CHF 2'824'766.-

Les estimations de charges et produits figurant dans le présent préavis se fondent sur les comptes 2023, le budget 2024, les éléments connus à ce jour ainsi que sur les montants communiqués par l'Etat de Vaud.

Pour rappel, le budget pour l'année 2024 prévoit un déficit de CHF 358'231.- étant donné qu'aucun prélèvement sur le fonds de réserve n'a été envisagé.

## IV. Commentaires par fonction selon MCH2

### 0 – Administration générale

Nouvelle répartition de la masse salariale et augmentation du taux de la boursière qui reprendra dès janvier 2025 la gestion administrative de la police des constructions en parallèle de la bourse communale.

#### 0210 Administration des finances et des contributions

Diminution des prestations de service de CHF 25'000.- par rapport au budget 2024 qui comptabilisaient les prestations comptables de Mme Cornuz, boursière ad-intérim.

#### 0220 Administration générale

Les charges globales sont diminuées en raison des nouvelles répartitions entre fonctions.

Le compte 110.317.00 Réceptions et manifestations a été complétement redistribué entre plusieurs fonctions (Prestations de service, autres charges de personnel et Manifestations communales) ce qui ne rend pas la comparaison avec les années antérieures optimale.

Les frais de maintenance informatique (02200.3158.00) concernent le géoportail.

#### 02900 Bâtiment administratif – Grande salle

L'amortissement de la réfection de la toiture et la pose des panneaux photovoltaïques a été comptabilisé pour un montant de CHF 16'700.- (amortissement sur 30 ans).

## 1 - Ordre et sécurité publics, défense

**1110 Police et sécurité publique**

La facture policière est augmentée de CHF 22'200.- par rapport au budget 2024. La nouvelle péréquation 2025 impose la comptabilisation du montant total de CHF 77'751.- sur 2 comptes distincts.

**1500 Service du feu**

Augmentation de CHF 6'000.- pour les bornes hydrantes. Une subvention devrait être encaissée en 2025.

**1620 Défense civile**

Le solde des places PCI s'élevant à CHF 190'502.- devra être versé à la protection civile d'ici au 15 février 2025. Ce montant n'augmente toutefois pas les charges du budget 2025 étant donné qu'un fonds du même montant avait été constitué à l'époque.

## 2 – Formation

**2199 Ecole obligatoire, non mentionnée ailleurs**

Augmentation des charges transmises par l'ASIGE de CHF 6'600.- pour les participations primaire et secondaire.

## 3 - Culture, sport et loisirs, église

**32900 Manifestations communales**

Nouvelle fonction (1er août, vendanges et fenêtre de l'Avent). De nouvelles manifestations seront organisées en 2025 estimées à CHF 8'000.-.

**3420 Parc et promenade**

Nouvelle fonction anciennement regroupée sous « Cimetière, paysage, parcs, promenades ». Un montant de CHF 10'0000.- est prévu pour la mise aux normes de la place de jeux.

## 5 - Prévoyance sociale

**5450 Prestations aux familles**

Augmentation des charges pour la participation au réseau d'accueil des enfants de Grandson et environs de CHF 10'000.- due au rattrapage des salaires des accueillantes et à l'augmentation du nombre de places offertes (12 places à l'UAPE de Fiez et 40 places sur le site de Champagne).

## 6 - Trafic et télécommunications

**6150 Routes communales**

Diminution des charges en raison des travaux entièrement amortis lors du bouclement des comptes 2024.

L'entretien des routes a été estimé à CHF 40'000.-. Ce montant est maintenant réparti en plusieurs comptes, soit Prestations de service (entreprises mandatées), Entretien des routes et Signalisation routière.

## 7 - Protection de l'environnement et aménagement du territoire

**7100 Approvisionnement en eau**
L'estimation pour la facturation de l'eau a été calculée selon les chiffres facturés en 2024, inférieurs à l'année 2023.

**7200 Traitement des eaux usées**
Les travaux effectués sur les conduites seront entièrement amortis lors du bouclement des comptes 2024 ce qui nous permet d'envisager pour 2025 une attribution au fonds de réserve afin d'équilibrer ce domaine.

**7300 Gestion des déchets urbains**
Conformément aux directives MCH2 du Canton, ce domaine a été équilibré par un prélèvement sur les financements spéciaux de CHF 8'000.-. Etant donné qu'aucun fond n'a été constitué pour la déchetterie, ce montant est comptabilisé uniquement pour le budget qui sera adressé à la Direction des finances du Canton de Vaud. Il ne sera ainsi pas comptabilisé dans les comptes 2025.

**7900 Aménagement du territoire, urbanisme et police des constructions** :
Tous les charges et produits seront dorénavant comptabilisés dans cette nouvelle fonction.
Un montant de CHF 4'000.- a été budgété pour les frais de recours à la CDAP (affaire Swisscom, notamment).

## 8 - Économie publique

**8200 Forêt**
Les chiffres reportés au budget nous ont été communiqués par le garde-forestier. La perte pour 2025 est estimée à CHF 45'720.-.

## 9 - Finances et impôts

**9100 Impôts**
L'augmentation du taux du coefficient de l'impôt communal à 67% a été approuvé lors du dernier Conseil général le 28 octobre dernier. En conséquence, une augmentation des recettes fiscales de CHF 142'000.- a été estimée pour 2025 sur la base des documents du canton.

Par prudence, cette estimation a été revue à la baisse (CHF 160'000.- annoncée dans le préavis No 07/2024 pour l'Arrêté d'imposition 2025).

**9300 Participation à la péréquation financière**
La comparaison des chiffres antérieurs n'est pas pertinente au vu du changement du système de calcul de la nouvelle péréquation intercommunale vaudoise (NPIV) qui entrera en vigueur le 1er janvier 2025.

Bien que cette refonte de la péréquation entraîne d'importants changements, le montant provisoire estimé par le Canton pour 2025 est favorable à notre commune et représente une diminution de CHF 53'000.- par rapport au décompte final 2023. Montant à considérer avec prudence au vu des incertitudes liées à la mise en vigueur de cette nouvelle loi.

**96302 Bâtiment PF - Le Moulin**

Augmentation des travaux d'entretien en raison de la réfection des appartements à la Route de la Cour 5 (départ des locataires en avril 2025) et à la Route de la Cour 3.

## V. Analyses

**Résumé des prévisions du résultat avant et après amortissement**

| | | Budget 2025 | Budget 2024 | Comptes 2023 | Comptes 2022 |
|---|---|---|---|---|---|
| | **Bénéfice / (-) Perte de l'exercice après amortissement** | **-38 424** | **-358 231** | **-19 090** | **-4 774** |
| 33 | amortissements | 21 080 | 90 058 | 477 696 | 576 861 |
| | **Bénéfice / (-) Perte de l'exercice avant amortissement** | **-17 344** | **-268 173** | **458 606** | **572 087** |

**Marge d'autofinancement**

| | | Budget 2025 | Budget 2024 | Comptes 2023 | Comptes 2022 |
|---|---|---|---|---|---|
| | **Bénéfice / (-) Perte de l'exercice avant amortissement** | **-17 344** | **-268 173** | **458 606** | **572 087** |
| 330 | ./. défalcations débiteurs | -500 | -500 | 0 | 0 |
| 38 | + attributions aux fonds | 6 000 | 0 | 0 | 0 |
| 48 | ./. prélèvements sur les fonds | -198 502 | -10 280 | -352 251 | -469 616 |
| | **Marge d'autofinancement** | **-210 346** | **-278 953** | **106 355** | **102 471** |

## VI. Conclusions

La Municipalité poursuit sa politique d'amortissements extraordinaires afin de débuter la nouvelle ère MCH2 avec une « page blanche ».

Ainsi, tous les travaux terminés seront entièrement amortis lors du bouclement des comptes 2024. Seules la réfection de la toiture et la pose des panneaux photovoltaïques de la grande salle seront amorties en 2025.

Le déficit présumé pour l'année 2025 est moins important qu'envisagé, compte tenu des opérations d'amortissements extraordinaires.

Vu ce qui précède, la Municipalité vous demande, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Conseillers, de bien vouloir prendre la décision suivante :

**Le Conseil général de Bonvillars**

- considérant que cet objet a été porté à l'ordre du jour
- ayant pris connaissance du préavis municipal No 08 /2024 et de ses annexes
- entendu le rapport de la commission des finances

**Décide :**

d'approuver le budget 2025 tel que présenté par la Municipalité sous MCH2.

Le présent préavis ainsi que les documents annexés ont été adoptés par la Municipalité dans sa séance du 25 novembre 2024.

Nous vous présentons, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Conseillers, nos meilleures salutations.

AU NOM DE LA MUNICIPALITE

| Le Syndic | La Secrétaire |
|---|---|
| Mikael Guilloud | Mégane Defferrard |

MUNICIPALITÉ DE BONVILLARS — CANTON DE VAUD — LIBERTÉ ET PATRIE

**Annexes :** Budget 2025 selon MCH2
Tableau des amortissements

Au Conseil Général de la
Commune de Bonvillars
1427 Bonvillars

**Préavis Municipal n° 08/2024**
**Budget communal 2025**

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les Conseillers

La Commission des Finances, composée de Madame Claire Javet, Monsieur Stéphane Gerber et du rapporteur, s'est réunie à la Maison de Commune, le lundi 2 décembre, en présence de Monsieur Mikaël Guilloud, syndic.

Un tout grand merci à Madame Sandy Dyens boursière communale, pour l'énorme travail fourni pour le passage au nouveau Modèle Comptable Harmonisé de deuxième génération MCH2, ainsi que la rédaction du préavis municipal complet et fort détaillé. Pour donner une chance aux membres du Conseil la possibilité de s'y retrouver dans les comptes, Madame Dyens a traduit les chiffres et comptes en système MCH2, tout en signalant que cet exercice est un peu acrobatique.

Nous remercions aussi le Syndic, Monsieur Mikaël Guilloud, qui a dû répondre seul à nos questions et l'absence de la boursière communale, retenue au dernier moment pour des raisons familiales.

En plus de ce préavis extrêmement fourni, la Commission a demandé des compléments d'informations concernant le budget 2025 que nous partageons ci-dessous :

- 02200.3130.03 : achat logiciel informatique: Fr. 50'000.-

- bonnes nouvelles Sports et Loisirs : 3410 Borné Nau, salles de gymnastique, actuellement avec des charges à la hauteur de fr. 4'880.- Les salles sont louées et sembleront dans l'avenir rapporter quelques deniers aux communes

- prévoyance sociale, transports publics, sécurité publique prennent l'ascenseur sans que la Commune ait un mot à dire

- le même constat peut être fait sur la gestion des forêts

- l'école obligatoire voit les charges augmenter principalement lors du passage des enfants du primaire au secondaire

- la maison du Terroir, vitrine de notre région, n'arrive toujours pas à subvenir à elle-même. Sa gestion interpelle, ses heures d'ouverture sont peu compatibles avec le tourisme local

En conclusion :

Le budget 2025 se solde par un excédant de charges de Fr. 38'424.- Déficit moins important, compte tenu des opérations d'amortissements extraordinaires.

Le projet MCH2 débutera avec la nouvelle année; son but**:** l'harmonisation des comptes des communes vaudoises. On espère que cela aidera l'Exécutif à prendre des mesures adéquates afin d'atteindre l'équilibre des finances communales.

La Commission des Finances demande aux membres présents :

- d'approuver le budget 2025 tel que présenté par la Municipalité sous MCH2

Bonvillars, le 8 décembre 2024

Pour la Commission des Finances :

Claire Javet, membre Stéphane Gerber, membre Christiane Baudraz, rapporteur

COMMUNE
DE
BONVILLARS

Bonvillars, le 25 novembre 2024

PREAVIS MUNICIPAL

No 09/2024

Au Conseil général
de la commune de Bonvillars
1427 Bonvillars

Réf. 35.01/YR

Contact : Yves Ruchti
079 212 05 91 – yves.ruchti@bonvillars.ch

**Crédit d'investissement pour la réfection de la toiture à La Cour – Bâtiment de l'ancienne cave**

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les Conseillers,

**Introduction**

L'installation de l'échafaudage de la grande salle sur le pignon EST nous a fait constater que les tuiles du bâtiment de l'ancienne cave (locaux communaux et réservé à l'APRTS et la société de Jeunesse) étaient abîmées et fragiles.

Nous proposons d'entreprendre les travaux de réfection de ce toit en 2025.

Cette offre nous permettra de profiter des prix d'unités (prix au m3) de la grande salle.

**Récapitulatif des coûts du projet**

Selon le projet du bureau Dolci Architectes SA du 28 octobre 2024 le montant des travaux s'élève à un total de CHF 160'000.-

**Récapitulatif des coûts du projet**

| | | |
|---|---|---|
| Travaux préparatoires | CHF | 13'500.00 |
| Bâtiment | CHF | 130'000.00 |
| Frais secondaires | CHF | 16'500.00 |
| **Total travaux. TTC** | **CHF** | **160'000.00** |

**Conclusion :**
Par ce préavis, la Municipalité vous soumet une demande de crédit d'investissement pour un montant total de CHF 160'000.- et l'autorisation d'effectuer les travaux sur la base du devis annexé.

Vu ce qui précède, nous vous demandons, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Conseillers, de bien vouloir prendre les décisions suivantes :

**Le Conseil général de Bonvillars**

- Considérant que cet objet a été porté à l'ordre du jour
- Ayant pris connaissance du préavis municipal no 09/2024
- Entendu le rapport des commissions

**Décide :**

- D'accorder à la Municipalité un crédit d'investissement de CHF 160'000.- pour financer la réalisation des travaux
- D'autoriser la Municipalité à lancer les travaux
- D'autoriser la Municipalité à financer le coût des travaux par un emprunt d'un établissement financier, au taux du moment
- D'autoriser la Municipalité à amortir cette dépense d'investissement sur 30 ans

Nous vous présentons, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Conseillers, nos meilleures salutations.

AU NOM DE LA MUNICIPALITE

Le Syndic — La Secrétaire

Mikael Guilloud — Mégane Defferrard

MUNICIPALITÉ DE BONVILLARS — CANTON DE VAUD — LIBERTÉ ET PATRIE

Annexe

DOLCI ARCHITECTES

**Projet :** 689 - SVB
Assainissement salle villageoise - Bonvillars

**Objets :** BSL

**Maître d'ouvrage:** Commune de Bonvillars, Rue de la Laiterie 5, 1427 BONVILLARS

**Architecte:** Dolci Architectes SA, Centre Saint-Roch - Pêcheurs 8, 1400 YVERDON-LES-BAINS

**Direction des travaux:** Dolci Architectes SA, Centre Saint-Roch - Pêcheurs 8, 1400 YVERDON-LES-BAINS

## Devis (±5%)

**Devis original**

**Commentaire:** Rénovation de la toiture du Bâtiment des Sociétés Locales (BSL) - La Cour

## Devis (±5%)

Récapitulation par groupes principaux **TVA incl.**

| CFC | Désignation | Devis original | Commentaire |
|---|---|---|---|
| 1 | **Travaux préparatoires** | **13'500** | |
| 2 | **Bâtiment** | **130'000** | |
| 5 | **Frais secondaires** | **16'500** | |
| | **Total Fr.** | **160'000** | |

## Devis (±5%)

Impression détaillée **TVA incl.**

| CFC | Désignation | Devis original | Commentaire |
|---|---|---|---|
| **1** | **Travaux préparatoires** | **13'500** | |
| 11 | Déblaiement, préparation du terrain | 13'500 | |
| 112 | Déconstruction | 13'500 | |
| 112.0 | Démontages | 13'500 | |
| **2** | **Bâtiment** | **130'000** | |
| 21 | Gros œuvre 1 | 55'000 | |
| 214 | Construction en bois | 44'000 | |
| 214.1 | Charpente | 42'800 | |
| 214.6 | Traitement fongicide | 1'200 | |
| 219 | Echafaudages | 11'000 | |
| 22 | Gros œuvre 2 | 63'000 | |
| 222 | Ferblanterie | 16'000 | |
| 223 | Protection contre la foudre | 6'000 | |
| 224 | Couverture | 36'000 | |
| 224.0 | Couvertures toitures inclinées | 36'000 | |
| 227 | Traitement des surfaces extérieures | 5'000 | |
| 227.3 | Traitement du bois extérieur | 5'000 | |
| 23 | Installations électriques | 3'000 | |
| 230 | Poste d'attente | 3'000 | |
| 29 | Honoraires | 9'000 | |
| 291 | Architecte | 7'500 | |
| 299 | Diagnostic amiante | 1'500 | |
| **5** | **Frais secondaires** | **16'500** | |
| 51 | Autorisations, taxes | 2'000 | |

| CFC | Désignation | Devis original | Commentaire |
|---|---|---|---|
| 511 | Autorisations, taxes | 2'000 | |
| 53 | Assurances | 1'500 | |
| 531 | Assurances pour travaux en cours | 1'500 | |
| 58 | Provisions et réserves | 13'000 | |
| 583 | Réserves pour imprévus | 13'000 | |
| | **Total Fr.** | **160'000** | |

Au Conseil Général de la
Commune de Bonvillars
1427 Bonvillars

**Préavis Municipal n° 09/2024**
**Crédit d'investissement pour la réfection de la toiture à la Cour - Bâtiment de l'ancienne cave**

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les Conseillers

La Commission des Finances composée de Madame Claire Javet, Monsieur Stéphane Gerber et du rapporteur, s'est réunie à la Maison de Commune, le lundi 2 décembre, en présence de Monsieur Mikaël Guilloud, syndic, et de Monsieur Yves Rüchti, Municipal en charge du dossier. Nous les remercions pour leur disponibilité ainsi que pour les explications fournies.

En préambule, il nous a semblé important de relever plusieurs points :

- la réfection de ce toit aurait pu être envisagée lors de la rénovation de celui de la salle de gymnastique

- la vétusté des tuiles du bâtiment de la cave aurait dû être décelée lors des travaux d'inspection de la toiture de la salle de gymnastique, cette partie étant la dernière non rénovée dans l'enceinte du site.

- la demande arrive très tardivement dans l'année et ne figure donc pas au budget 2025.

Ces considérations formulées au pouvoir exécutif présent lors de notre réunion, nous avons tenu compte des arguments de Monsieur Rüchti à savoir :

- la somme de Fr. 160'000.- demandée est basée sur les prix unitaires des travaux de la grande salle

- l'absence de trois devis se justifie par l'effort fourni par l'entreprise adjudicataire qui maintient pour cette nouvelle réfection les prix 2023

- en enchaînant les travaux et sans attendre des compléments de devis, il ne sera pas nécessaire de refaire une installation de chantier, les échafaudages étant déjà **en** place

- contrairement à la rénovation de la toiture principale, il n'est pas nécessaire de mettre à l'enquête et les monuments historiques n'ont pas à plancher sur ces travaux. Ces derniers n'autorisent pas l'expansion de panneaux solaires sur cette partie.

- en l'absence d'affectation claire du bâtiment dans les années à venir, il n'y aura pas d'isolation de la toiture

- avant la couverture définitive, la charpente sera traitée et une sous-toiture OSB sera posée

- pour le poste électricité peu comparable à la grande salle, une estimation précise a été établie sur place par les maîtres d'état

- 98% de la charpente est visible et est considérée comme saine, les 2 derniers % sont cachés

- un poste "provisions et réserves" de Fr. 13'000.- et un autre "attente" de Fr. 3'000.- ont été prévus pour pallier les inconnues

D'abord partagée, la Commission des Finances se rallie au projet qui lui semble découler du bon sens. Elle demande à l'Assemblée :

- d'accorder à la Municipalité un crédit d'investissement de Fr. 160'000.- pour financer la réalisation des travaux

- d'autoriser la Municipalité à adjuger les travaux

- d'autoriser la Municipalité à financer le coût des travaux par un emprunt d'un établissement financier, au taux du moment

- d'autoriser la Municipalité à amortir cette dépense d'investissement sur 30 ans.

Bonvillars, le 7 décembre 2024

Pour la Commission des Finances :

Claire Javet, membre Stéphane Gerber, membre Christiane Baudraz, rapporteur